

VILLE DE CALUIRE ET CUIRE
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
LUNDI 6 OCTOBRE 2025 A 19 H 00

ORDRE DU JOUR

- COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE DONNEE PAR DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2020 ET DU 26 JUILLET 2025
- APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DU 23 JUIN 2025 ET DU 26 JUILLET 2025
- INFORMATION SUR LES CONTENTIEUX

Rapports présentés

- N° D2025_075 Élection d'un adjoint au maire
- N° D2025_076 Désignation de deux membres de la Commission Ville Durable et Attractive
- N° D2025_077 Désignation d'un membre de la Commission Ressources et Citoyenneté
- N° D2025_078 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal au sein du Conseil d'école élémentaire du Groupe Scolaire Jules Verne
- N° D2025_079 Désignation d'un représentant titulaire du Conseil Municipal au sein du conseil d'administration du Collège André Lassagne
- N° D2025_080 Désignation d'un représentant suppléant du Conseil Municipal au sein du conseil d'administration du Lycée d'Enseignement Professionnel André Cuzin
- N° D2025_081 Désignation de deux représentants du Conseil Municipal à la Mission Locale du Plateau Nord Val de Saône
- N° D2025_082 Désignation de deux représentants du Conseil Municipal au sein du Conseil d'Administration du Comité socio-culturel du personnel municipal
- N° D2025_083 Désignation d'un représentant titulaire du Conseil Municipal à la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLECT) de la Métropole de Lyon
- N° D2025_084 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL d'efficacité énergétique OSER
- N° D2025_085 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal au sein de l'assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public (GIP) OKANTIS
- N° D2025_086 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal au sein de la Commission des marchés de Caluire et Cuire
- N° D2025_087 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal au sein du conseil de surveillance du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône
- N° D2025_088 Mise à disposition de salles municipales pour les listes de candidats aux élections municipales et métropolitaines de mars 2026
- N° D2025_089 Mise à disposition payante de clichés photographiques pour les listes de candidats aux élections municipales et métropolitaines de mars 2026
- N° D2025_090 Contrat eau et climat 2025-2027 avec la Métropole de Lyon et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- N° D2025_091 Convention de servitude applicable à l'ouvrage de distribution publique de gaz entre GRDF et la Ville de Caluire et Cuire _ Parcelles AY0209 et AY0395
- N° D2025_092 Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+ / AAP CHÊNE 4
- N° D2025_093 SPL OSER - Bilan des actions mises en œuvre suite aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes

- N° D2025_094 Rapport des mandataires de la Société Publique Locale d'Efficacité Énergétique (SPL OSER) _ Exercice 2024
- N° D2025_095 Opération de logement social par Lyon Métropole Habitat 2-4 rue Montessuy _ Participation financière de la commune
- N° D2025_096 Garantie financière d'emprunts accordées à la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) _ Acquisition-Amélioration d'un logement situé au 61 rue Pierre Brunier
- N° D2025_097 Octroi d'une subvention exceptionnelle à l'Union Commerciale de Caluire Bourg _ Participation de la Ville à l'organisation de la braderie
- N° D2025_098 Convention territoriale globale des services aux familles entre la Ville de Caluire et Cuire et la Caisse d'Allocations Familiales du Rhône _ Avenants 2025-2026
- N° D2025_099 Octroi de subventions aux associations intervenant sur les temps périscolaires _ Année scolaire 2025/2026
- N° D2025_100 Projets d'actions pédagogiques des écoles publiques _ Année scolaire 2025/2026
- N° D2025_101 Octroi d'une subvention exceptionnelle à l'AMC2 - Projet "Jardin Musical"
- N° D2025_102 Octroi d'une subvention exceptionnelle à l'Association Sportive Lyon Caluire Handball
- N° D2025_103 Avenant à la convention de don entre la Ville de Caluire et Cuire et l'association FCL Hockey
- N° D2025_104 Exercice 2025 - Admissions en non valeur et créances éteintes
- N° D2025_105 Recrutement d'un doctorant dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche - CIFRE

M. LE MAIRE : La séance est ouverte.

Bonsoir et bienvenue à tous.

Et tout particulièrement ce soir, je souhaite la bienvenue à Monsieur Dominique GAYET, que nous avons l'honneur d'accueillir officiellement au sein de notre assemblée. Bienvenue à toi, cher Dominique.

Je vais maintenant procéder à l'appel des présents.

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI (à partir du n°2025_103) , Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI (à partir du n°2025_078), M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme Mainand), Mme CRESPIY (par proc. à M. Michon), M. TAKI (par proc. à M. Thévenot jusqu'au n°2025_102 inclus), M. BALANCHE (par proc. à M. Couturier), M. MANINI (par proc. à Mme Hamzaoui jusqu'au n°2025_077 inclus), M. FAIVRE (par proc. à Mme Le Carpentier), M. GUEDJ (par proc. à M. Gillard)

Trente-six conseillers municipaux sur les quarante-trois que compte le conseil municipal assisitant en personne à la séance, le quorum est atteint conformément à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 6 du Règlement intérieur du conseil municipal.

M. LE MAIRE : Le quorum est réuni.

ELECTION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. LE MAIRE : Traditionnellement, notre premier vote consiste à désigner notre secrétaire de séance. Je vous propose ce soir de désigner dans ces fonctions Monsieur Laurent MICHON.

Qui est POUR ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE DONNEE PAR DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2020 ET DU 26 JUILLET 2026

N° 2025-066 :

Avenant n°1 au marché N° 2021-024 – Lot 3 – cession de marché – entre la Ville et :

- le titulaire : IVECO LVI – 56 route de Grenoble – 69800 SAINT PRIEST ;*
- le bénéficiaire de cession : GM TRUCK – 56 route de Grenoble – 69800 SAINT PRIEST ;*

Signé le 16 mai 2025.

Objet : *Achat de véhicules neufs et d'occasion*

Lot 3 : achat de véhicules au gaz naturel de ville comprimé

La Société IVECO LVI, titulaire du marché a été rachetée par la Société GM TRUCK le 1^{er} juillet 2024, qui dispose des garanties professionnelles, techniques et financières renforcées, propres à lui permettre d'assurer la bonne fin des missions qui avaient été confiées à la Société IVECO LVI ainsi que la continuité de l'exécution du marché.

L'avenant a donc pour objet le transfert du marché de la Société IVECO LVI à la Société GM TRUCK.

Toutes les clauses et conditions demeurent inchangées.

Durée : *L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

Montant : *L'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2025-067 :

Avenant n°1 au marché N° 2021-024 – Lot 4 – cession de marché – entre la Ville et :

- le titulaire : IVECO LVI – 56 route de Grenoble – 69800 SAINT PRIEST ;*
- le bénéficiaire de cession : GM TRUCK – 56 route de Grenoble – 69800 SAINT PRIEST ;*

Signé le 16 mai 2025.

Objet : *Achat de véhicules neufs et d'occasion*

Lot 4 : achat d'utilitaires aménagés gaz naturel de ville comprimé

La Société IVECO LVI, titulaire du marché a été rachetée par la Société GM TRUCK le 1^{er} juillet 2024, qui dispose des garanties professionnelles, techniques et financières renforcées, propres à lui permettre d'assurer la bonne fin des missions qui avaient été confiées à la Société IVECO LVI ainsi que la continuité de l'exécution du marché.

L'avenant a donc pour objet le transfert du marché de la Société IVECO LVI à la Société GM TRUCK.

Toutes les clauses et conditions demeurent inchangées.

Durée : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Montant : L'avenant n'a pas d'incidence financière.

N° 2025-068 :

Arrêté municipal en date du 21 mai 2025.

Objet : Tarifs des activités du Centre de Loisirs Caluire Jeunes

Les catégories des activités du centre de loisirs Caluire jeunes sont définies comme suit :

Catégorie		Tarif	Tarif plancher	Tarif plafond
Tarif à la journée accueil de loisirs sans repas (mercredi et vacances scolaires)	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	Quotient familial CAF X taux d'effort de 0,76 % + part fixe de 3,14 €	6,19 €	26,04 €
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire	Quotient familial CAF X taux d'effort de 0,95 % + part fixe de 3,86 €	7,66 €	32,32 €
Tarif à la demi-journée accueil de loisirs (mercredi après-midi)	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	Quotient familial CAF X taux d'effort de 0,38 % + part fixe de 1,57 €	3,09 €	13,02 €
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire	Quotient familial CAF X taux d'effort de 0,47 % + part fixe de 1,92 €	3,83 €	16,16 €
Séjour été	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	Tarif de journée d'accueil de loisirs selon QF + forfait de 21 €/jour	27,19 €	47,04 €
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire		28,66 €	53,32 €
Séjour hiver	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	Tarif de journée d'accueil de loisirs selon QF + forfait de 51 €/jour	57,19 €	77,04 €
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire		58,66 €	83,32 €
Ateliers thématiques	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	55 € / trimestre	Tarif forfaitaire	
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire	65 € / trimestre	Tarif forfaitaire	

Chantier loisirs	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	11 ,50 €	Tarif forfaitaire
Garderie matin ou soir	Enfant ou jeune domicilié à Caluire et Cuire	1,05 €	Tarif forfaitaire
	Enfant ou jeune non domicilié à Caluire et Cuire	1,55 €	Tarif forfaitaire

Les tarifs sont applicables à partir du 1^{er} septembre 2025.

N° 2025-069 :

Marché N° 2025-010 – entre la Ville et la Société TERIDEAL-TARVEL SAS – 90 rue André Citroën – CS 60009 – 69747 GENAS signé le 28 mai 2025.

Objet : Travaux de végétalisation des cours du groupe scolaire Montessuy

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai global d'exécution des travaux est de 4 mois (hors travaux de finalisation et plantation) :

- la période de préparation et de fabrication est de 1 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation,
- la période de travaux est de 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux :

Montant : 189 246,20 € HT (montant estimatif des travaux tel qu'il résulte du Détail Quantitatif Estimatif, DQE)

N° 2025-070 :

Marché N° 2025-004 – Lot 1 – entre la Ville et la Société SAONOISE DE MOBILIERS SA – 117 avenue de la Vallée du Breuchin – 70300 FROIDECONCHE signé le 3 juin 2025.

Objet : Achat de mobilier petite enfance, écoles maternelles et élémentaires

Lot 1 : fourniture de mobilier pour les écoles, centres de loisirs et restauration

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 40 000 € HT

N° 2025-071 :

Marché N° 2025-004 – Lot 2 – entre la Ville et la Société SAS CREATIONS MATHOU – 200 route de Cluzel - Le Lac – 12160 BARAQUEVILLE signé le 3 juin 2025.

Objet : Achat de mobilier petite enfance, écoles maternelles et élémentaires

Lot 2 : fourniture de mobilier petite enfance

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 25 000 € HT

N° 2025-072 :

Marché N° 2025-005 – Lot 1 – entre la Ville et les Sociétés :

- FPR – Formé Pour Rénover – 16 rue de la Meraudière – 38790 DIEMOZ

et

- MEUNIER – 9 rue des Alpes – 69120 VAULX EN VELIN

signés le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 1 : plâtrerie - peinture

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 1 est un accord cadre multi-attributaires, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 30 000 € HT

N° 2025-073 :

Marché N° 2025-005 – Lot 2 – entre la Ville et la Société LES METIERS DU BOIS – ZA CHARPENAY – 69210 LENTILLY signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 2 : menuiseries intérieures

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 2 est un accord cadre multi-attributaires, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 65 000 € HT

N° 2025-074 :

Marché N° 2025-005 – Lot 3 – entre la Ville et la Société SERELY – 1 rue Galilée – 69800 SAINT PRIEST signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 3 : électricité

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 3 est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum pour l'année 2025 : 15 000 € HT

Montant maximum pour l'année 2026 : 70 000 € HT

N° 2025-075 :

Marché N° 2025-005 – Lot 5 – entre la Ville et la Société EGL – 7 rue Pierre Dupont – 69660 COLLONGES AU MONT D'OR signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 5 : plomberie

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 5 est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum pour l'année 2025 : 4 000 € HT

Montant maximum pour l'année 2026 : 6 000 € HT

N° 2025-076 :

Marché N° 2025-005 – Lot 6 – entre la Ville et la Société ASTOR DECOR – 15 rue Louis Saillant – 69120 VAULX EN VELIN signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 6 : sols souples

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 6 est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum pour l'année 2025 : 5 000 € HT

Montant maximum pour l'année 2026 : 15 000 € HT

N° 2025-077 :

Marché N° 2025-005 – Lot 7 – entre la Ville et la Société CARRION MACONNERIE GENIE CIVIL – 31 rue Francine Fromont – 69120 VAULX EN VELIN signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 7 : maçonnerie

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 7 est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum pour l'année 2025 : 6 000 € HT

Montant maximum pour l'année 2026 : 12 000 € HT

N° 2025-078 :

Marché N° 2025-005 – Lot 8 – entre la Ville et la Société NCCM – 420 Zone Artisanale de Champ Moyet – 38470 VARACIEUX signé le 3 juin 2025.

Objet : Travaux de mise aux normes des crèches de la Ville de Caluire et Cuire

Lot 8 : serrurerie – clôture grillagée

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025, avec une reconduction tacite d'un an du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Montant : Le lot 8 est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum pour l'année 2025 : 100 000 € HT

Montant maximum pour l'année 2026 : 16 000 € HT

N° 2025-079 :

Marché N° 2024-043 – Lot 1 – entre la Ville et la Société FRANCE COLLECTIVITE HYGIENE (FCH) – 570 rue des Mercières – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 4 juin 2025.

Objet : Achat de produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage

Lot 1 : produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 10 juillet 2025, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 200 000 € HT

N° 2025-080 :

Marché N° 2024-043 – Lot 2 (lot réservé) – entre la Ville et la SARL L'Entreprise Adaptée L'E.A. – 12 rue Jacquard – ZA Le Bert – 38630 LES AVENIERES signé le 4 juin 2025.

Objet : Achat de produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage

Lot 2 : produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage (lot réservé)

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 10 juillet 2025, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.

Montant maximum annuel : 20 000 € HT

N° 2025-081 :

Avenant n°5 au marché N° 2020-027 – Lots 2 et 3 – entre la Ville et la Société IDEX ENERGIES – 72 avenue Jean-Baptiste Clément – 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT signé le 27 juin 2025.

Objet : Contrat d'exploitation, d'entretien et de maintenance des installations thermiques avec garantie totale

Lots 2 et 3 : chaufferies collectives, ventilation et traitement de l'air, entretien et exploitation des chaudières murales

L'avenant introduit les modifications suivantes :

- pour le Lot 2 : Ajout du bâtiment « nouvelle cuisine centrale ».

Durée : L'avenant prend effet à compter du 01/08/2025.

Montant : L'avenant représente une augmentation de 10 193 € HT par an.

Le montant total du marché est porté de 1 250 370,04 € HT à 1 273 358,64 € HT.

N° 2025-082 :

Marché N° 2025-017 – entre la Ville et la Société SLTP – 244 rue Général de Gaulle – 69530 BRIGNAIS signé le 10 juillet 2025.

Objet : Opération de désamiantage et démolition du Centre Social et de la Crèche « Les Galipettes »

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai global d'exécution des travaux est de 5 mois

La période de préparation est de 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 3 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 135 810,79 € HT

N° 2025-083 :

Avenant n°1 au marché N° 2022-063 – entre la Ville et la Société DELTA SECURITY SOLUTIONS – rue du Château d'eau – 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR signé le 9 juillet 2025.

Objet : Télésurveillance, maintenance détection intrusion et contrôle d'accès des bâtiments communaux.

L'avenant a pour effet de modifier le Bordereau de Prix Unitaire pour ajouter le bâtiment de la nouvelle cuisine centrale sis 19 avenue Barthélémy Thimonnier.

Durée : L'avenant prend effet à compter de la date d'anniversaire du marché, le 22 février 2025.

Montant : L'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière, le montant maximum du marché étant inchangé.

N° 2025-084 :

Avenant n°2 au marché N° 2024-003 – Lot 4 – entre la Ville et la SAS RHÔNE COUVERTURE ETANCHEITE – 120 rue Jacques Louis Hénon – 69004 LYON signé le 9 juillet 2025.

Objet : Ecole maternelle Pierre et Marie Curie – Aménagement des espaces extérieurs.

Lot 4 : étanchéité

L'avenant a pour objet l'installation de points d'ancrage sur la toiture terrasse et la suppression de certains postes (abergement, boîte à eau, dauphins, échelle métallique)

Durée : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Montant : L'avenant représente une diminution de 200 € HT.

Le montant total du marché est porté de 18 676 € HT à 18 476 € HT.

N° 2025-085 :

Avenant n°1 au marché N° 2024-043 – Lot 1 – entre la Ville et la Société FRANCE COLLECTIVITE HYGIENE (FCH) – 570 rue des Mercières – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 21 juillet 2025.

Objet : Achat de produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage

Lot 1 : produits d'entretien, hygiène, ouate et petit matériel de nettoyage

Lors de la mise en place du marché avec le titulaire, il est apparu que des modifications mineures devaient être apportées au BPU : ajout de références, corrections de prix unitaires, actualisation de références.

Durée : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Montant : L'avenant n'a pas d'incidence financière.

N° 2025-086 :

Marché N° 2025-011 – entre la Ville et la Société FAYOLLE ELAGAGE – 12 chemin des Eclapons – 69390 VOURLES signé le 21 juillet 2025.

Objet : Entretien du Patrimoine arboré de la commune

Durée : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum

Montant maximum annuel : 50 000 € HT

N° 2025-087 :

Marché N° 2025-008 – Lot 1 – entre la Ville et la Société UNION TECHNIQUE DU BÂTIMENT – 59 avenue Gaston Roussel – 93230 ROMAINVILLE signé le 21 juillet 2025.

Objet : Travaux d'entretien, de réparation et de réfection des toitures et des étanchéités des bâtiments communaux

Lot 1 : travaux d'entretien, de réparation et contrôle des toitures et des étanchéités

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum

Montant maximum annuel : 200 000 € HT

N° 2025-088 :

Marché N° 2025-008 – Lot 2 – entre la Ville et les Sociétés :

- SIC ETANCHEITE – 6 rue Jean Perrin – 69740 GENAS ;
- UNION TECHNIQUE DU BÂTIMENT – 59 avenue Gaston Roussel – 93230 ROMAINVILLE.

Signé le 21 juillet 2025.

Objet : Travaux d'entretien, de réparation et de réfection des toitures et des étanchéités des bâtiments communaux

Lot 2 : travaux de rénovation et de réfection des toitures et des étanchéités

Durée : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.

Montant : Le marché est un accord cadre multi-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum

Montant maximum annuel : 300 000 € HT

N° 2025-089 :

Marché N° 2025-007 – entre la Ville et la Société BAYROL FRANCE – 2 chemin des Hirondelles – 69570 DARDILLY signé le 25 juillet 2025.

Objet : Fourniture de produits de traitement d'eau et de surface pour la piscine municipale

Durée : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.

Montant : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum

Montant maximum annuel : 20 000 € HT

N° 2025-090 :

Avenant n°2 au marché N° 2023-001 – Lot 11 – entre la Ville et la SKL SAS – ZI du Bas Pontet – 14 rue Jules Ferry – 69360 ST SYMPHORIEN D'OZON signé le 4 juin 2025.

Objet : Construction de la cuisine centrale

Lot 11 : plomberie - sanitaires

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'Acte d'Engagement et de prévoir les travaux supplémentaires suivants :

- ajout d'un tuyau compresseur pour faciliter le nettoyage des machines ;
- déplacement des syphons d'évacuation.

Durée : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Montant : L'avenant n°2 représente une augmentation de 1 419,06 € HT.

Le montant total du marché est porté de 469 684,61 € HT à 471 103,67 € HT.

N° 2025-091 :

Marché N° 2025-002 – Lot 1 – entre la Ville et la Société AZERGUES TP – 401 chemin de la Croix de Fer – 69400 LIMAS signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 1 : terrassements

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 30 133,69 € HT

N° 2025-092 :

Marché N° 2025-002 – Lot 2 – entre la Ville et la Société ENTREPRISE KARA – 25 allée des Chênes – 01480 MESSIMY SUR SAONE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 2 : gros oeuvre

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 335 000 € HT

N° 2025-093 :

Marché N° 2025-002 – Lot 3 – entre la Ville et la SARL HERVE MARTINEAU – 13 rue Beauvallon – 69380 LOZANNE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 3 : murs briques de terre crue

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 35 855,97 € HT

N° 2025-094 :

Marché N° 2025-002 – Lot 4 – entre la Ville et la Société ATB – 6 rue Ruplinger – 69004 LYON signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 4 : charpente bois couverture murs paille

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 249 701,30 € HT

N° 2025-095 :

Marché N° 2025-002 – Lot 5 – entre la Ville et la Société ANDRE VAGANAY SAS – route de Chasse – chemin départemental n°12 – 69360 SOLAIZE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 5 : revêtements des façades - bardage

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 101 272,45 € HT

N° 2025-096 :

Marché N° 2025-002 – Lot 6 – entre la Ville et la SAS LES 3 MENUISIERS – 5 rue Fabre – 25000 BESANCON signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 6 : menuiseries extérieures

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 52 464,27 € HT

N° 2025-097 :

Marché N° 2025-002 – Lot 7 – entre la Ville et la Société SERRURERIE VIVIER – 23 chemin des Sources – 69540 IRIGNY signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 7 : serrurerie – métallerie

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 54 711,73 € HT

N° 2025-098 :

Marché N° 2025-002 – Lot 8 – entre la Ville et la Société ESPACS – 8 rue d'Italie – 69780 MIONS signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 8 : clôtures

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 90 000 € HT

N° 2025-099 :

Marché N° 2025-002 – Lot 9 – entre la Ville et la Société CHIPIER – ZAE des Platières – 25 rue Frédéric Monin – 69440 MORNANT signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 9 : serres chapelles

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 246 000 € HT

N° 2025-100 :

Marché N° 2025-002 – Lot 10 – entre la Ville et la Société THAVARDS SAS – 3 avenue Edouard Herriot – Elitech Bâtiment A – 69400 LIMAS signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 10 : plâtrerie – faux plafonds - peinture

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 48 548,24 € HT

N° 2025-101 :

Marché N° 2025-002 – Lot 12 – entre la Ville et la Société COMPTOIR DES REVETEMENTS – 45 rue du Marais – 69100 VILLEURBANNE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 12 : menuiseries intérieures bois

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 22 000 € HT

N° 2025-102 :

Marché N° 2025-002 – Lot 14 – entre la Ville et la Société RABY – 9 rue de la Libération – 69270 FONTAINES SUR SAONE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 14 : plomberie sanitaire ventilation

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 71 069,88 € HT

N° 2025-103 :

Marché N° 2025-002 – Lot 15 – entre la Ville et la Société AZERGUES TP – 401 chemin de la Croix de Fer – 69400 LIMAS signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 15 : voirie réseaux divers

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 577 332,30 € HT

N° 2025-104 :

Marché N° 2025-002 – Lot 16 – entre la Ville et la Société GREEN STYLE – chemin de la Lone – 69310 OULLINS PIERRE BENITE signé le 23 juillet 2025.

Objet : Création d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres

Lot 16 : paysage espaces verts

Durée : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 mois (hors travaux de finalisation pour le lot 16).

La période de préparation et de fabrication est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 13 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le lot 16 comprend également 24 mois de travaux de finalisation des plantations.

Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

Montant : 315 570,71 € HT

N° 2025-105 :

Arrêté municipal en date du 26 juillet 2025.

Objet : Réalisation d'un prêt de 1 000 000 € auprès d'ARKEA Banque pour financer les investissements 2025 relatifs au projet Lassigne (rénovation des bâtiments de l'ancien collège pour accueillir un groupe scolaire, le centre de loisirs et une école de musique)

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

- **Établissement bancaire :** ARKEA Banque, Entreprises et institutionnels
- **Montant du prêt :** 1 000 000€
- **Durée du contrat de prêt :** 360 mois (30 ans)
- **Type de taux :** révisable
- **Taux d'intérêt :** Euribor 3 mois + 0,91%
- **Mise à disposition des fonds :** déblocage à tout moment et au plus tard le 30/09/2025
- **Périodicité des échéances d'amortissement et d'intérêts :** trimestrielle

- **Type d'amortissement** : linéaire
- **Base de calcul des intérêts** : exact / 360 jours ;
- **Commission d'engagement** : 0,1 % du montant emprunté soit 1 000 €
- **Conditions de remboursement anticipé** :
Remboursement anticipé taux variable : possible à chaque date d'échéance moyennant le paiement d'une indemnité forfaitaire égale à 3% des sommes remboursées par anticipation conformément à l'article 9 du contrat de prêt n° DD25309660
- **Typologie Gissler** : 1A

N° 2025-106 :

Arrêté municipal en date du 29 août 2025.

Objet : Réalisation d'un prêt de 4 000 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de l'opération de réhabilitation de l'ancien Collège Lassagne

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

- ⌚ **Ligne du Prêt** : Prêt Transformation Ecologique
 - **Montant** : 4 000 000,00 euros
 - **Durée de la phase de préfinancement** : sans
 - **Durée d'amortissement** : 30 ans
 - **Périodicité des échéances** : annuelle
 - **Index** : Livret A
 - **Taux d'intérêt actuariel annuel** : Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,40 %
 - **Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance** : en fonction de la variation du taux du LA
 - **Amortissement** : Prioritaire
 - **Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt** : autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1 % calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation.
 - **Conditions de remboursement anticipé** : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
 - **Commission d'instruction** : 0,06 % (6 points de base) du montant du prêt.
 - **Typologie Gissler** : 1A

M. LE MAIRE : Comme lors de chaque séance, nous commençons par le compte rendu des décisions prises en vertu de la délégation donnée au Maire par le Conseil municipal lors des séances du 23 mai 2020 et du 26 juillet 2025. La délégation prévoit que les décisions prises sont rapportées au Conseil et c'est ainsi que je vous communique cette information. Il y a une demande d'intervention de Monsieur GILLARD, je vous en prie.

Vous avez la parole, Monsieur TROTIGNON.

M. TROTIGNON : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Mon intervention concerne les décisions numéro 2025-105 et 2025-106. Je rappelle que notre groupe n'était pas favorable à cette délégation donnée au Maire sur cette question de la réalisation des emprunts avec arrêté municipal, d'où notre volonté d'engager aujourd'hui un échange avec vous sur le sujet. Il y a deux emprunts, d'une valeur totale de 5 millions qui ont récemment été contractés à taux révisable pour 30 ans, dont l'un auprès d'Arkea pour 1 million indexé sur le taux Euribor, avec une certaine variabilité du taux, ce qui est plus risqué qu'un emprunt à taux fixe. Que nous nous entendions bien, il ne s'agit pas de remettre ici en cause les investissements à réaliser, mais de discuter de leurs modalités de financement.

Certes, cet emprunt Arkea est noté A1 sur la charte des risques de Gissler, mais un faible risque ne signifie pas une absence de risque, surtout pour une telle durée de 30 ans. Rien ne dit que, dans les décennies à venir, nous ne connaissons pas de crise majeure, à l'image de la crise des

subprimes de 2008, qui avait précisément fait grimper le taux de l'Euribor à la suite de l'assèchement du marché des liquidités. Sans remonter à la crise des *subprimes*, en 2023, en pleine crise énergétique et inflationniste, le taux de l'Euribor 3 mois était du double des 2 % actuels environ.

Plus préoccupant, cette augmentation de la part des emprunts hors taux fixe dans l'encours de la dette de Caluire intervient dans un contexte particulier. C'est un contexte particulier car, en nous basant sur les éléments prévisionnels que vous nous avez fournis dans le rapport sur le budget primitif 2025, à la page 13, d'une part la dette de Caluire est sur une pente ascendante et pourrait atteindre près de 70 millions d'euros en fin de mandat, contre 40,3 millions en début de mandat en 2020, et d'autre part la capacité de désendettement de la ville dépasserait le seuil d'alerte des 12 années. Il est sans doute nécessaire de rappeler que la capacité de désendettement de la ville atteint aujourd'hui 10,8 années de remboursement, et non pas 8,2 années, comme cela avait été écrit à tort dans le rapport Compte administratif 2024 soumis au vote du Conseil du 10 avril dernier. À ce jour, vous n'avez pas encore corrigé cette erreur ; c'est peut-être l'occasion de le faire aujourd'hui. Il y avait d'ailleurs d'autres erreurs dans ce même rapport Compte administratif 2024. Apparemment, vous n'aviez pas relu les documents que vous aviez soumis au vote, ces documents budgétaires.

J'en ai terminé pour ce point de vigilance sur les modalités de financement d'emprunts à 30 ans. Dans ce contexte bien particulier de dynamique excessive de la dette, nous nous orientons vers une dette par habitant qui dépassera nettement celle des villes comparables en fin de mandat pour Caluire. Je vous remercie.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur TROTIGNON. C'est vrai que ce sont des sujets que vous avez l'occasion d'enseigner à l'université, je crois, et en tout cas qui vous passionnent. Sachez que j'ai toute confiance dans les services de la ville, notamment par rapport aux conseils qui ont été effectués et aux dialogues qui ont eu lieu avec l'ensemble des établissements bancaires pour la construction de ce budget. Il ne vous a pas échappé que nous sommes dans un contexte économique particulièrement contraint et qu'il convient aujourd'hui, si nous voulons pouvoir assurer une qualité et une performance du service public, de pouvoir effectivement nous endetter. Cette trajectoire est nationale.

Pour vous donner des chiffres, les dépenses d'investissement pour les collectivités locales sont en forte progression en 2024 et représentent plus 7 % à l'échelle du pays, toutes strates confondues. Cette démarche, en effet, s'accroît, ce qui entraîne une hausse de l'encours de notre dette, mais je veux vous rassurer ce soir, Monsieur TROTIGNON, tout le monde s'endette, et c'est bien normal. C'est la trajectoire que prennent l'ensemble des collectivités en France. C'est d'ailleurs la trajectoire que le pays a prise depuis un certain nombre d'années et, pour le coup, qui peut nous inquiéter, toutes et tous.

En tout état de cause, les prêts que nous évoquons et ces 5 millions d'euros ont vocation à financer un équipement que vous connaissez, puisque c'est le projet Lasagne. C'est un projet qui va coûter 25 millions d'euros à la Ville et qui va durer bien plus de 30 ans, ces 30 ans de la durée du prêt. Il a en effet été décidé de partir sur cette durée d'emprunt au regard de cet investissement financier qui va durer sur des générations, avec une structuration de la dette et des conditions de marché qui semblent tout à fait satisfaisantes. Cette information n'entraîne pas de vote et nous passons au dossier suivant.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2025

M. LE MAIRE : Nous poursuivons avec l'adoption des procès-verbaux des séances. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets d'abord aux voix l'adoption du procès-verbal du 23 juin. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 JUILLET 2025

M. LE MAIRE : Concernant le procès-verbal du 26 juillet, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR

INFORMATION SUR LES CONTENTIEUX

Conseil Municipal du 6 octobre 2025
Information au Conseil Municipal

Contentieux

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions prises en vue de défendre les intérêts de la commune, en vertu de la délégation prévue à l'article L.2122-22 16° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Décisions juridictionnelles notifiées à la commune au cours de la période allant du 18 juin 2025 au 29 septembre 2025

Requérant(s)	Défendeur(s)	Rappel des faits générateurs	Juridiction	Date de la décision	Jugements
Association	Ville de Caluire et Cuire	Par requête enregistrée par le Tribunal Administratif le 15 mai 2023, une association sollicitait l'annulation d'un arrêté municipal ayant accordé un permis de construire en date du 6 janvier 2023. Ce permis de construire valant division prévoyait la réalisation de deux maisons individuelles jumelées, rue Royet.	Tribunal de Lyon Administratif	2 juin 2025	Par jugement en date du 2 juin 2025, les juges ont prononcé l'annulation du permis délivré le 6 janvier 2023 pour la méconnaissance de certaines dispositions du règlement du plan local d'urbanisme et de l'habitat. Cependant, considérant la nature, la portée des vices constatés et la configuration des lieux, les juges ont admis la possibilité d'une régularisation par la délivrance d'un permis modificatif. La Ville a été condamnée à verser au requérant la somme de 1 500 Euros, au titre de l'article L.761.1 du code de justice administrative (frais de justice).
Particulier	Ville de CALUIRE ET CUIRE	Par requête enregistrée par le Tribunal Administratif le 13 juin 2023, une professionnelle engagée pour effectuer des prestations de formation d'élèves de la commune à la pratique de la bicyclette, contestait la résiliation de son contrat par la Ville. Elle sollicitait du Tribunal l'annulation de la rupture de son contrat, la reprise des relations contractuelles, et l'indemnisation de divers préjudices liés à la résiliation.	Tribunal de Lyon Administratif	3 juillet 2025	Les juges n'ont pas retenu l'illégalité de la rupture, ils ont considéré que celle-ci était justifiée par un motif d'intérêt général. Par contre ils ont condamné la Ville à verser au requérant les sommes suivantes : -250 Euros en rémunération des travaux supplémentaires de transport logistique des vélos sur les différents sites. -et 1 500 Euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative (frais de justice)

Requérant(s)	Défendeur(s)	Rappel des faits générateurs	Juridiction	Date de la décision	Jugements
Particuliers	Ville de Caluire et Cuire	Faisant suite à la délivrance d'un permis de construire modificatif du 19 décembre 2022 portant sur la construction d'un ensemble immobilier de 37 logements sociaux rue Royet, un particulier saisissait le Tribunal Administratif pour contester ce permis. Il demandait au Tribunal de constater une carence fautive de la Ville de CALUIRE ET CUIRE, de la Métropole de LYON et subsidiairement de la préfète du Rhône dans la sécurisation du chantier lié à cette construction et demandait également d'enjoindre à ces autorités de prendre toutes mesures réglementaires nécessaires à la sécurité publique Simultanément, le juge des référés était saisi pour obtenir la suspension des travaux en cours. Par jugement du 9 avril 2025 cette requête en référé était rejetée.	Tribunal Administratif de LYON	30 juillet 2025	Les juges ont considéré qu'à défaut d'avoir confirmé ses conclusions dans un délai d'un mois après le rejet de sa demande par le juge des référés, le requérant était réputé s'est désisté de sa requête au fond (application de l'article R612-5-2 du code de justice administrative). De plus, ils ont rappelé que les saisines du Tribunal ne peuvent avoir pour objet d'obtenir ni un constat de carence, ni hormis certains cas spécifiques prévus par la réglementation, le prononcé d'injonctions à l'administration.
Particulier	Ville de CALUIRE ET CUIRE	Par requête enregistrée par le Tribunal Administratif le 16 décembre 2024, le voisin d'une construction autorisée Chemin Jean-Baptiste Gilliard (maison forestière) demandait aux juges : -d'enjoindre au maire de CALUIRE ET CUIRE de retirer le permis de construire accordé le 7 juillet 2021. -et de dresser un procès verbal d'infraction dans le délai de deux mois, sous astreinte de 100 Euros par jour de retard.	Tribunal administratif de LYON	12 août 2025	Par ordonnance du 12 août 2025 la requête a été rejetée. Les juges ont considéré qu'elle était irrecevable car, en violation de l'article R600-1 du code de l'urbanisme, elle n'avait pas été notifiée à l'auteur de la décision contestée dans un délai de 15 jours à compter du dépôt du recours.

M. LE MAIRE : Lors de chaque séance, le Conseil municipal reçoit communication des décisions juridictionnelles notifiées à la ville. Il n'y a pas de demande d'intervention. Cette information n'entraîne pas de vote.

N° D2025_075 ÉLECTION D'UN ADJOINT AU MAIRE

M. JOINT :

Lors de la séance du 26 juillet 2025, en application des articles L.2122-1 et L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et conformément au procès-verbal d'élection du maire et des adjoints ainsi qu'aux délibérations n°2025_070 et n°2025_071 datés du même jour, le Conseil Municipal a fixé à douze le nombre d'adjoints au maire de Caluire et Cuire et élu douze adjoints dont Monsieur Côme TOLLET.

A la suite de la démission de M. TOLLET de ses mandats d'adjoint au maire et de conseiller municipal, devenue définitive le 25 septembre 2025, un poste d'adjoint au maire est devenu vacant.

1- Mode de scrutin

Conformément à l'article L.2122-7-2 du CGCT, en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L.2122-7 du CGCT soit au scrutin uninominal et secret, à la majorité absolue, parmi les membres du conseil municipal.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.2122-7-2 du CGCT, quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder.

2 - Bureau de vote et procès-verbal

L'élection de l'adjoint a lieu sous la présidence de séance du maire.

Le bureau de vote est constitué du président, du secrétaire et d'au moins deux assesseurs désignés par le Conseil Municipal.

Le procès-verbal de l'élection est dressé en deux exemplaires, signés du maire, des assesseurs et du secrétaire. Un exemplaire est transmis, avec toutes les pièces annexées, au représentant de l'Etat.

3- L'ordre du tableau

Conformément à l'article L.2121-1 du CGCT, les membres du conseil municipal sont classés dans l'ordre du tableau selon les modalités suivantes : après le maire, prennent rang les adjoints puis les conseillers municipaux. Les adjoints prennent rang selon l'ordre de leur élection.

Le nouvel adjoint occupera ainsi le dernier rang des adjoints, soit le douzième. L'ancienne douzième adjointe passera au rang supérieur dans l'ordre du tableau et ainsi de suite pour les autres adjoints et adjointes jusqu'au premier rang devenu vacant.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ELIRE parmi les conseillers municipaux un nouvel adjoint au maire.

M. LE MAIRE : À la suite de la démission de M. TOLLET, un poste d'adjoint au Maire est devenu vacant. Conformément à l'article L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales, en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L2122-7, c'est-à-dire au scrutin uninominal et à la majorité absolue. Le scrutin est secret. Il est précisé que, conformément aux dispositions du CGCT relatives à l'ordre du tableau, l'adjoint nouvellement élu occupera le 12^e rang des adjoints. Les adjoints élus en juillet dernier passeront au rang supérieur jusqu'au 1^{er} rang devenu vacant, qui sera ainsi occupé par Mme MAINAND, Première adjointe. Le bureau de vote est constitué du président de séance, que je suis, du secrétaire désigné par le Conseil, M. Laurent MICHON, et de deux assesseurs. Je vous propose de désigner en qualité d'assesseurs Cassandra VERNAY et Fabrice MATTEUCCI. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ PAR 43 VOIX POUR

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Madame VERNAY et Monsieur MATTEUCCI seront nos assesseurs pour l'élection du nouvel adjoint. Avant de procéder au scrutin, je rappelle qu'il est secret et que nous procéderons dans la plus grande discrétion. Sur vos tables, sont disposés une enveloppe, un bulletin préimprimé et un bulletin blanc. Vous glisserez le bulletin de votre choix dans l'enveloppe et effectuerez votre vote depuis votre place. L'urne vous sera présentée. Si vous êtes porteur d'une procuration, vous disposerez de deux bulletins de chaque type et de deux enveloppes. Un conseiller peut tout à fait refuser de participer au vote et cela est enregistré.

Je rappelle également que la majorité se calcule non pas par rapport au nombre de votants, mais par rapport au nombre de suffrages exprimés, décompte fait des bulletins blancs d'une part et des bulletins nuls d'autre part. Toute marque ou signe permettant d'identifier l'auteur du vote est un cas de nullité.

À présent, qui est candidat au poste d'adjoint au Maire ?

Monsieur GILLARD lève la main

M. LE MAIRE : Monsieur GILLARD, nous avons lancé le scrutin pour l'élection d'un nouvel adjoint au Maire. Êtes-vous candidat au poste d'adjoint au maire ?

M. GILLARD: Oui.

M. LE MAIRE : D'accord, très bien.

M. PROTHERY : Je le suis également.

M. LE MAIRE : Très bien. Je déclare le scrutin ouvert. (...)

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, se voit présenter l'urne. Il fait constater qu'il n'est porteur que d'une enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Cela est constaté, sans que l'enveloppe ne soit touchée. Le conseiller dépose l'enveloppe lui-même dans l'urne transparente prévue à cet effet.

M. LE MAIRE : Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le scrutin est clos. J'appelle nos deux assesseurs et notre secrétaire pour procéder au dépouillement, s'il vous plaît.

M. MICHON, secrétaire, ainsi que Mme VERNAY et M. MATTEUCCI, assesseurs, se rendent à la table de dépouillement pour procéder au dépouillement du scrutin. Ils sont rejoints par M. LE MAIRE, Président, pour établir les résultats du scrutin. Chacun rejoint sa place.

M. LE MAIRE : Je vais procéder à la lecture de la fiche des résultats pour vous donner les résultats de l'élection de l'adjoint au Maire.

Conseillers n'ayant pas pris part au vote : 0.

Votants : 43.

Bulletins nuls : 1.

Bulletins blancs : 0.

Suffrages exprimés : 42.

La majorité absolue est fixée à 22.

Monsieur PROTHERY a obtenu 35 voix et Monsieur GILLARD 7 voix.

Monsieur PROTHERY est élu adjoint au Maire.

Applaudissements

Remise de l'écharpe

Signature des deux exemplaires du procès-verbal de l'élection par les membres du bureau.

M. LE MAIRE : J'ai cru un instant que notre collègue M. GILLARD voulait rejoindre la majorité municipale. Je me réjouis, parce que je vois dans votre candidature, cher Xavier GILLARD, peut-être la reconnaissance de toute la politique que nous menons en matière de transition écologique et je vous en remercie.

M. GILLARD : C'est vrai que vous avez fait avancer les choses, mais cela fait longtemps que nous souhaitons prendre part...

M. LE MAIRE : Je termine juste mon intervention et je vous donne la parole sans aucune difficulté. Dès demain, j'aurai l'honneur de donner à M. PROTHERY délégation de fonction et de signature pour les finances, le patrimoine et le numérique. Par ailleurs, si cela ne relève pas des compétences du Conseil municipal, mais d'une décision qui appartient en propre au Maire, je souhaitais informer l'Assemblée que j'ai donné délégation aux conseillers municipaux suivants : M. DIALLO pour le devoir de mémoire, Mme CRESPIY pour la lutte contre les violences familiales, M. TAKI pour la réussite éducative et le projet de lycée d'enseignement général, Mme GUGLIELMI pour la réserve citoyenne, M. MANINI pour la prévention et l'insertion, Mme COTON pour la condition animale, M. KRIEF pour le Conseil municipal d'enfants, Mme CHANDIA pour le jumelage, M. COMPAGNON De La SERVETTE pour le service civique communal, M. BUATHIER pour les

maisons de quartier, M. DEYGAS pour le cinéma, M. GUERIN pour la Maison municipale de l'écologie positive, M. BALANCHE pour la cohésion sociale, M. ATTAR BAYROU pour les transports publics et Mme GEHIN pour l'attractivité médicale.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur GILLARD, je vous en prie.

M. GILLARD : Je voulais dire que nous avons toujours souhaité participer aux affaires de la Ville, mais nous aurons l'occasion, dans les votes suivants, de postuler aussi et peut-être d'être retenus pour les désignations.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur GILLARD. Il n'y a pas d'autre demande d'intervention.

M. PROTHERY EST ELU ADJOINT AU MAIRE
PAR 35 VOIX

(La candidature de M. GILLARD recueille 7 voix. Le bureau de vote dénombre 1 bulletin nul).

N° D2025_076 DÉSIGNATION DE DEUX MEMBRES DE LA COMMISSION VILLE DURABLE ET ATTRACTIVE

M. JOINT :

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024. Conformément au règlement intérieur du Conseil Municipal, dans le souci du respect de la représentation proportionnelle et pour permettre l'expression pluraliste des élus, chaque conseiller municipal siège dans au moins une commission et chaque groupe d'élus issu des listes présentes au scrutin municipal a au moins un représentant dans chaque commission. Le maire est membre de droit et président de chaque commission.

La Commission Ville durable et Attractive comptait parmi ses membres M. TOLLET et M. JOINT, il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner deux nouveaux membres de la Commission Ville durable et attractive, issus de la majorité municipale.

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant le mode de désignation au sein des commissions municipales "si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales [...], les nominations prennent effet immédiatement [...] et il en est donné lecture par le maire".

Mme Christèle LINARES et Mme Virginie DU GARDIN sont les candidates uniques de la majorité municipale pour siéger au sein de la Commission Ville durable et attractive.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE PRENDRE ACTE de la candidature unique de Mme LINARES et de Mme DU GARDIN pour les deux sièges à pourvoir au sein de la Commission Ville durable et attractive.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. LE MAIRE : Le Conseil municipal a créé quatre commissions municipales dont la composition respecte la représentation proportionnelle et permet l'expression pluraliste des élus. Ainsi, chaque conseiller siège dans au moins une commission et chaque liste d'élus issue du scrutin municipal dispose d'au moins un représentant dans chaque commission. Les différents mouvements intervenus au sein de la municipalité ces derniers mois rendent nécessaire la désignation de deux nouveaux membres issus de la majorité au sein de la commission Ville Durable et Attractive. Conformément à l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales, si une seule

candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire.

Madame Chrystèle LINARES et Mme Virginie DU GARDIN sont les candidates uniques de la majorité pour siéger au sein de la commission Ville Durable et Attractive.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je vous demande ainsi ce soir d'en prendre acte simplement par un vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 36 VOIX POUR**

("URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE", "CALUIRE ET CUIRE,
C'EST POSSIBLE" et M. MEGEVAND s'abstiennent)

M. LE MAIRE : Madame LINARES et Madame DU GARDIN, vous êtes désignées membres de cette commission et nous vous en félicitons.

**N° D2025_077 DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION RESSOURCES ET
CITOYENNETÉ**

M. JOINT :

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024.

Conformément au règlement intérieur du Conseil Municipal, dans le souci du respect de la représentation proportionnelle et pour permettre l'expression pluraliste des élus, chaque conseiller municipal siège dans au moins une commission et chaque groupe d'élus issu des listes présentes au scrutin municipal a au moins un représentant dans chaque commission. Le maire est membre de droit et président de chaque commission.

La Commission Ressources et citoyenneté comptait parmi ses membres M. TOLLET.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner un nouveau membre de la Commission Ressources et citoyenneté, issu de la majorité municipale.

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant le mode de désignation au sein des commissions municipales "si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales [...], les nominations prennent effet immédiatement [...] et il en est donné lecture par le maire".

M. Dominique GAYET est le candidat unique de la majorité municipale pour siéger au sein de la Commission Ressources et citoyenneté.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE PRENDRE ACTE de la candidature unique de M. Dominique GAYET pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Ressources et citoyenneté.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. LE MAIRE : Pour les mêmes raisons et de la même façon, il nous faut désigner un nouveau membre de la commission Ressources et Citoyenneté issu de la majorité municipale. Monsieur Dominique GAYET est le candidat unique.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je demande au Conseil municipal d'en prendre acte. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 36 VOIX POUR**

("URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE", "CALUIRE ET CUIRE,
C'EST POSSIBLE" et M. MEGEVAND s'abstiennent)

M. LE MAIRE : Monsieur GAYET, vous êtes à présent membre de la commission Ressources et Citoyenneté ; nous vous en félicitons.

Pour les dix rapports suivants, je donne la parole à Madame MAINAND.

**N° D2025_078 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU
CONSEIL D'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE DU GROUPE SCOLAIRE JULES VERNE**

Mme MAINAND :

Les articles D.411-1 et D.411-2 du Code de l'éducation prévoient l'institution, dans chaque école, d'un conseil qui vote le règlement intérieur et établit le projet d'organisation pédagogique de la semaine scolaire. Le conseil d'école est associé à l'élaboration du projet d'école et il donne son avis sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, notamment sur les actions pédagogiques et éducatives, l'utilisation des moyens alloués, les modalités d'inclusion des élèves à besoins particuliers, les activités périscolaires, la restauration ou encore l'hygiène scolaire.

Les conseils d'écoles, présidés par le directeur ou la directrice, comprennent le maire ou son représentant ainsi qu'un conseiller municipal désigné par l'assemblée délibérante.

Par délibération n°2020_018 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. JOINT pour le représenter au sein du Conseil d'école élémentaire du groupe scolaire Jules Verne, situé 75 avenue Général de Gaulle.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant du Conseil Municipal au sein du Conseil d'école élémentaire Jules Verne

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

**N° D2025_079 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT TITULAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE ANDRÉ LASSAGNE**

Mme MAINAND :

Conformément aux articles R.421-14 et suivants du Code de l'éducation, le Conseil d'administration constitue l'organe délibérant des établissements d'enseignement scolaire.

A ce titre, le conseil d'administration fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative. Il adopte par exemple le projet d'établissement et le contrat d'objectif ainsi que le budget et le règlement intérieur. Il donne son accord et délibère dans de nombreuses matières et notamment sur les orientations relatives au dialogue avec les parents d'élèves, l'hygiène, la santé et la sécurité ou encore la passation des marchés, contrats et conventions.

Le Conseil d'administration des collèges et des lycées, présidé par le chef d'établissement, comprend deux représentants de la commune siège de l'établissement (sous réserve de l'article R.421-16 du Code de l'éducation).

Par délibération n°2020_019 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre, pour représenter la commune de Caluire et Cuire au sein du Conseil d'administration du Collège André Lassagne : M. KRIEF et M. JOINT en qualité de titulaires ainsi que Mme GOYER et M. JUENET en qualité de suppléants. Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant titulaire. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant titulaire de la commune au sein du Conseil d'administration du Collège André Lassagne. Il est rappelé que par délibération n°2020_019, M. KRIEF, titulaire, ainsi que Mme GOYER et M. JUENET, suppléants, y représentent également la commune.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_080 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT SUPPLÉANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ANDRÉ CUZIN

Mme MAINAND :

Conformément aux articles R.421-14 et suivants du Code de l'éducation, le Conseil d'administration constitue l'organe délibérant des établissements d'enseignement scolaire.

A ce titre, le conseil d'administration fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative. Il adopte par exemple le projet d'établissement et le contrat d'objectif ainsi que le budget et le règlement intérieur. Il donne son accord et délibère dans de nombreuses matières et notamment sur les orientations relatives au dialogue avec les parents d'élèves, l'hygiène, la santé et la sécurité ou encore la passation des marchés, contrats et conventions.

Le Conseil d'administration des collèges et des lycées, présidé par le chef d'établissement, comprend deux représentants de la commune siège de l'établissement (sous réserve de l'article R.421-16 du Code de l'éducation).

Par délibération n°2020_019 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre, pour représenter la commune de Caluire et Cuire au sein du Conseil d'administration du Lycée d'Enseignement Professionnel André Cuzin : M. JOUBERT et M. JUENET en qualité de titulaires ainsi que Mme COTON et M. JOINT en qualité de suppléants.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant suppléant.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant suppléant de la commune au sein du Conseil d'administration du Lycée d'Enseignement Professionnel André Cuzin. Il est rappelé que par délibération n°2020_019, M. JOUBERT et M. JUENET, titulaires, ainsi que Mme COTON, suppléante, y représentent également la commune.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_081 DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL À LA MISSION LOCALE DU PLATEAU NORD VAL DE SAÔNE

Mme MAINAND :

Les Missions Locales assurent auprès des jeunes de 16 à 25 ans révolus des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement. Elles constituent un réseau national devenu acteur indispensable et prioritaire de toute action en direction des jeunes, en lien avec Pôle Emploi et tous les acteurs du monde économique. A ce titre, les Missions Locales sont les partenaires de l'État et des Régions pour la mise en œuvre territoriale de leurs politiques d'insertion, d'orientation, de formation professionnelle et d'accès des jeunes à l'emploi.

Les Missions Locales ont un statut associatif. Elles fédèrent au sein de leurs instances, en plus des représentants des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires économiques et sociaux ainsi que le monde associatif.

Depuis 2017, la Ville de Caluire et Cuire adhère à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône. Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'association a ainsi été renouvelé par délibération n°2023_122 en date du 9 octobre 2023.

L'antenne de la Mission Locale à Caluire et Cuire est installée dans des locaux municipaux mis à disposition au 37 avenue du Général du Gaulle par convention renouvelée par délibération n°2023_123.

La Mission Locale Plateau Nord Val de Saône est administrée par un conseil d'administration dont les membres, personnes physiques ou morales, sont répartis en plusieurs collèges dont celui des communes participant au financement qui compte 39 représentants dont 10 de Caluire et Cuire.

Par délibérations n°2020_024 en date du 9 juin 2020, n°2020_113 en date du 15 décembre 2020 et n°2024_022 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre :

M. TOLLET, Mme MAINAND, M. COUTURIER, Mme FRIOLL, Mme GUGLIELMI, Mme LINARES, M. JOINT, M. DEYGAS, Mme VERNAY et M. ATTAR-BAYROU.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres deux nouveaux représentants.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature deux représentants de la commune au sein du Conseil d'administration de la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône ;

Il est rappelé que par délibérations n°2020_024, n°2020_113 et n°2024_022 Mme MAINAND, M. COUTURIER, Mme FRIOLL, Mme GUGLIELMI, Mme LINARES, M. DEYGAS, Mme VERNAY et M. ATTAR-BAYROU y représentent également la Ville de Caluire et Cuire.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_082 DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COMITÉ SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL

Mme MAINAND :

Le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire est une association loi 1901, créée en 1981, qui mène depuis cette date une politique dynamique en faveur des agents de la Ville et du CCAS.

L'association a pour vocation d'instituer toutes formes d'aide jugées opportunes en matière financière, matérielle, culturelle et sportive. Elle mène également différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent. Le Comité socio-culturel veille à proposer des prestations de nature à réunir et intéresser

le plus grand nombre d'adhérents telles que le versement d'allocations pour les événements de la vie tels que les naissances, mariages, décès ou déménagements et les participations financières, par exemple pour les spectacles, les activités sportives ou les vacances.

La Ville soutient le Comité socio-culturel du personnel et a renouvelé à ce titre le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'association par délibération n°2025_068 en date du 23 juin 2025.

Les statuts de l'association prévoient que six représentants du Conseil Municipal siègent au sein du Conseil d'administration du Comité socio-culturel du personnel municipal.

Par délibération n°2020_037 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET, M. THEVENOT, M. JOUBERT, Mme DEL PINO, M. KRIEF et M. JOINT.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres deux nouveaux représentants.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature deux représentants du Conseil Municipal au sein du Conseil d'administration du Comité socio-culturel du personnel municipal ;

Il est rappelé que par délibération n°2020_037, M. THEVENOT, M. JOUBERT, Mme DEL PINO et M. KRIEF y représentent également le Conseil Municipal ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_083 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT TITULAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL À LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLECT) DE LA MÉTROPOLE DE LYON

Mme MAINAND :

Conformément à l'article 1609 nonies C (IV) du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) est créée par un établissement public de coopération intercommunale. Cette commission rend ses conclusions lors de chaque transfert de charges. Elle remet dans un délai de neuf mois à compter de la date de transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. A la demande de l'organe délibérant, cette commission fournit une estimation prospective des charges susceptibles d'être transférées.

L'établissement public de coopération intercommunale détermine la composition de la CLECT à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes, chacun d'eux disposant d'au moins un représentant.

Par délibération n°2020_0267 en date du 14 décembre 2020, le Conseil de la Métropole de Lyon a créé une CLECT de 59 membres, représentant chacun l'une des 59 communes du territoire.

Pour l'approbation des rapports soumis à la CLECT, qui sont adoptés à la majorité simple, la voix du Président de séance étant prépondérante en cas d'égalité, chaque membre dispose d'autant de voix que la commune disposerait de sièges d'un conseil si celui-ci avait été composé à l'issue du scrutin municipal de 2020 conformément aux règles applicables aux établissements publics de coopération communale dotés d'une fiscalité propre. Ces règles sont prescrites par l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

C'est ainsi que 164 voix ont été attribuées au sein de la CLECT de la Métropole de Lyon dont 4 voix pour la Commune de Caluire et Cuire.

Par délibération n°2024_021 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal avait désigné, pour représenter la Ville de Caluire et Cuire au sein de la CLECT de la Métropole de Lyon, M. TOLLET en qualité de titulaire ainsi que M. GUERIN et Mme GEHIN en qualité de suppléants.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant titulaire.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant titulaire de la Ville de Caluire et Cuire au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) de la Métropole de Lyon ;

Il est rappelé que par délibération n°2024_021, M. GUERIN et Mme GEHIN y représentent également la Ville en qualité de suppléants ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_084 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DE LA SPL D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE OSER

Mme MAINAND :

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire à la Société Publique Locale d'efficacité énergétique OSER (Opérateur de Services Energétiques Régional).

L'objectif de la SPL OSER est d'impulser une dynamique en matière de rénovation énergétique des bâtiments publics, d'un point de vue environnemental mais aussi en matière de réduction des dépenses de fonctionnement des collectivités.

La SPL OSER intervient soit en assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) soit en maîtrise d'ouvrage déléguée.

Du fait de son statut juridique, la SPL OSER n'intervient que pour le compte de ses actionnaires et c'est ainsi que la Ville de Caluire et Cuire a souscrit à l'augmentation de capital et approuvé les statuts, le pacte d'actionnaires et les règlements intérieurs de la SPL OSER.

En qualité d'actionnaire, la Ville de Caluire et Cuire dispose d'un représentant au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL OSER, désigné par le Conseil Municipal.

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL OSER.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant de la commune au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL d'efficacité énergétique OSER ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025_085 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) OKANTIS

Mme MAINAND :

Par délibération n°2024_056 en date du 24 juin 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire au Groupement d'Intérêt Public (GIP) OKANTIS.

Le GIP OKANTIS est un acteur national du numérique qui a pour but de faciliter et d'accompagner l'innovation dans les systèmes d'information des établissements de santé ainsi que dans les collectivités territoriales. Dans cet objectif, le GIP OKANTIS développe des services digitaux et apporte à ses membres des solutions innovantes. Il regroupe 350 adhérents, sur tout le territoire français.

La Ville a pu bénéficier des prestations proposées par le GIP OKANTIS notamment dans le cadre de l'offre relative au système d'archivage électronique (SAE) en lien avec le développement du i-parapheur.

En tant que membre du GIP OKANTIS, la Ville de Caluire et Cuire est représentée à l'assemblée générale par un représentant désigné par le Conseil Municipal, conformément à la convention constitutive du groupement. Par délibération n°2024_056 en date du 24 juin 2024, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET. Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant au sein de l'assemblée générale du GIP OKANTIS.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant de la commune au sein de l'assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public OKANTIS ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2025 086 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION DES MARCHÉS DE CALUIRE ET CUIRE

Mme MAINAND :

Conformément au Règlement des marchés de Caluire et Cuire, fixé par arrêté municipal en date du 8 janvier 2024, la commission des marchés est une instance de dialogue et de concertation permanente entre la municipalité et les commerçants, artisans et producteurs des marchés communaux. Elle a un rôle consultatif. La commission examine les sujets relevant du bon fonctionnement et de la bonne organisation des marchés. Elle est obligatoirement saisie pour avis concernant les questions relatives aux tarifs et à l'attribution d'emplacements, ainsi qu'en cas de création, transfert ou suppression de marché communal. Elle est consultée sur les modifications du règlement des marchés et en matière disciplinaire. Elle peut formuler des recommandations en vue d'une meilleure organisation et d'un meilleur fonctionnement des marchés.

La commission des marchés est composée du Maire, président, de représentants désignés parmi les professionnels présents régulièrement sur les marchés de la commune, de représentants syndicaux, du régisseur des marchés, d'un représentant du service développement économique de la Ville et de quatre conseillers municipaux désignés par le Conseil Municipal.

Par délibération n°2020_025 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre Mme FRIOLL, M. TOLLET, Mme COTON et Mme CHANDIA.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE DESIGNER parmi ses membres et après appel à candidature un représentant au sein de la Commission des marchés de Caluire et Cuire ;

Il est rappelé que par délibération n°2020_025, Mme FRIOLL, Mme COTON et Mme CHANDIA y représentent également le Conseil Municipal ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

**N° D2025 087 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU
CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUVILLE ET FONTAINES
SUR SAÔNE**

Mme MAINAND :

L'article L.6141-1 du Code de la Santé Publique dispose que les collectivités territoriales participent à la gouvernance des établissements publics de santé et sont étroitement associées à la définition de leurs stratégies afin de garantir le meilleur accès aux soins et la prise en compte des problématiques de santé dans les politiques locales.

Le même article dote les établissements publics de santé d'un conseil de surveillance.

Les articles L.6143-1 et R.6143-3 du Code de la Santé Publique disposent que le conseil de surveillance se prononce sur la stratégie et exerce le contrôle permanent de la gestion de l'établissement public de santé en délibérant notamment sur le projet d'établissement, le compte financier et le plan pluriannuel d'investissement. Il donne son avis sur la politique d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins et de la gestion des risques ainsi que sur les conditions d'accueil et de prise en charge des usagers.

Est membre du conseil de surveillance, outre le maire de la commune siège de l'établissement, un représentant de la principale commune d'origine des patients en nombre d'entrées en hospitalisation, autre que celle du siège.

C'est le cas de la commune de Caluire et Cuire vis-à-vis du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône.

Par délibération n°2020_036 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné Monsieur Nicolas JUNET pour représenter la Ville au sein du conseil de surveillance du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône.

Cependant, l'article R.6143-12 du Code de la Santé publique prévoit que la durée des fonctions de membre de conseil de surveillance est de cinq ans.

Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner à nouveau son représentant au sein de cette instance, étant entendu que, conformément au même article du Code de la Santé Publique, "le mandat des membres désignés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales prend fin lors de chaque renouvellement de ces assemblées. Toutefois, ces membres continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée".

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation à main levée et non au scrutin secret.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE DESIGNER à main levée, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, un représentant de la Ville de Caluire et Cuire au sein du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme MAINAND : Merci, Monsieur le Maire. La vie institutionnelle de notre assemblée nous conduit à procéder ce soir à la désignation de nos représentants dans dix structures. Je vous propose une présentation synthétique de ces dix rapports, numérotés de 2025-78 à 2025-87. Ils reflètent le panorama de nos responsabilités municipales et de nos engagements.

Il s'agit d'abord de l'éducation, avec la désignation d'un représentant au conseil d'école élémentaire Jules Verne, d'un représentant au conseil d'administration du collège André Lassagne et d'un représentant au conseil d'administration du lycée André Cuzin.

Nous devons également ce soir renouveler la représentation de la Ville au sein des conseils d'administration de deux associations particulièrement structurantes, en direction des jeunes avec la Mission locale du Plateau Nord et en direction de nos agents avec le Comité socioculturel du personnel municipal. Dans ces deux associations, ce sont deux représentants qu'il nous faudra désigner.

Ensuite, l'inscription de la Ville de Caluire et Cuire dans la collectivité territoriale métropolitaine, aussi bien que son engagement dans les organisations innovantes de mutualisation, nous conduit

à renouveler nos représentants au sein de la Commission locale des transferts de charges de la Métropole de Lyon et au sein des assemblées de la Société publique d'efficacité énergétique OSER et du groupement d'intérêt public OKANTIS.

La vie quotidienne locale constitue également un axe de responsabilité de notre assemblée, qui va donc désigner un nouveau représentant au sein de la Commission des marchés forains de Caluire et Cuire et au sein du Conseil de surveillance du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines-sur-Saône.

M. LE MAIRE : Merci, Madame MAINAND. Il y a une demande d'intervention de Monsieur MATTEUCCI. Je vous laisse la parole.

M. MATTEUCCI : Merci de me donner la parole. Mon intervention porte particulièrement sur les désignations à partir du rapport 80, puisque ce sont pour l'essentiel des remplacements de M. TOLLET et je vous avoue que c'était aussi l'occasion de dire la surprise que nous avons eue, puisqu'il y a eu un renouvellement, d'apprendre sa démission début septembre, un mois et demi à peine après avoir été désigné par vous-même à la suite de votre élection. En tout cas, au-delà de cette surprise, le nombre de désignations auxquelles nous sommes appelés ce soir pour remplacer M. TOLLET montre tout de même qu'il constituait un rôle assez essentiel dans notre collectivité, puisque je crois qu'il est quasiment, si je ne me suis pas trompé, présent sur au moins sept désignations, de 81 à 87. C'est quelque chose d'assez significatif mais, sur ce sujet, je tenais à dire que, malgré les désaccords que nous avons eus avec M. TOLLET, nous avons tout de même apprécié la période pendant laquelle il a assuré la présidence de ce Conseil municipal, qu'il détenait par rapport à des pratiques. Même si, depuis très longtemps, il était dans la continuité de Philippe COCHET. Il n'empêche que, pendant sa présidence du Conseil municipal, nous avons senti une possibilité de nous exprimer, et je tenais à le souligner. C'est maintenant à nous de désigner les représentants de notre Conseil.

M. LE MAIRE : Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur MATTEUCCI, vous êtes tout de même curieux, parce que vous saluez finalement l'œuvre d'un homme une fois qu'il est parti. C'est un peu dommage. On aurait pu attendre de votre part que vous puissiez dire à M. TOLLET, lorsqu'il était en responsabilité au sein de ce Conseil municipal, qu'il faisait bien les choses et qu'il était effectivement une cheville ouvrière importante de notre collectivité. Malheureusement, comme vous en avez pris l'habitude depuis quelques années, vous avez cette capacité assez forte, je dois le dire, et qui m'impressionne, de faire des choses à géométrie variable et vous avez cette capacité à politiser un certain nombre de choses qui ne le sont pas.

Vous savez que M. TOLLET a fait le choix de démissionner. Il m'a dit dans mon bureau, en présence de la Directrice générale des services et du Directeur de cabinet, qu'il souhaitait pouvoir prendre du recul pour un certain nombre de raisons personnelles, ce que je comprends parfaitement et ce sur quoi je ne souhaite pas revenir. Vous pouvez effectivement l'interroger par rapport à son positionnement actuel. Je tiens d'ailleurs à votre disposition les échanges que nous avons eus par courrier pour entériner son départ de la collectivité, après 17 ans comme premier adjoint, avec un bilan, que vous venez de souligner finalement, assez bon, assez exceptionnel, et un engagement depuis 1995 en tant que conseiller municipal. Côme TOLLET était le premier adjoint de cette Ville, il fait aujourd'hui le choix de s'adonner à plus de passions privées, ce que tout le monde dans l'équipe respecte.

Permettez-moi tout de même de revenir sur une chose, Monsieur MATTEUCCI, sur votre capacité politique à transformer la réalité pour servir des objectifs qui sont les vôtres. Vous racontez des mensonges et vous le savez. Je voudrais revenir sur le sujet particulier des indemnités, Monsieur MATTEUCCI, parce que vous avez eu l'outrecuidance de considérer qu'il y avait eu une augmentation des indemnités du Conseil municipal de la Ville de Caluire et Cuire. J'ai fait la recherche et j'ai consulté un certain nombre d'anciens élus qui sont dans cette salle, qui ont occupé des responsabilités et qui nous ont précédés.

Depuis 1977, Monsieur MATTEUCCI, je vous le dis en toute amitié, il y a une indemnité liée au chef-lieu de canton. Vous êtes, Monsieur MATTEUCCI, cher Fabrice, le premier fédéral du Parti socialiste. Vous avez dans votre fédération deux élus importants de notre agglomération. Et

puisque vous proférez des mensonges et que vous faites en sorte d'essayer que notre Conseil municipal devienne le théâtre, justement, de vos mensonges, eh bien, parlons peut-être de la situation des élus qui sont ceux de votre fédération.

Madame GEOFFROY, par exemple, s'applique une majoration de 15 %. Elle a également, il faut que vous le sachiez, 8 000 euros, Monsieur MATTEUCCI, d'indemnités de représentation et de frais de mandat annuels. À Caluire, c'est zéro, mes chers collègues, et je m'en félicite.

Elle a un certain nombre de chauffeurs à sa disposition. À Caluire, cher Fabrice, c'est zéro.

Votre ami, président de la Métropole de Lyon, cher Fabrice, a décidé, avec le changement de statut, notamment dans le cadre de la loi MAPTAM qui a transformé notre EPCI en collectivité territoriale de plein exercice, d'augmenter chacun de ses vice-présidents. Il a augmenté de 1 000 euros - il ne s'agit pas d'une majoration - chacun de ses vice-présidents de la Métropole de Lyon au début du mandat. Il y a tellement d'exemples.

Nous pourrions parler des notes de frais, cher Xavier, de M. DOUCET, qui s'habille aux frais du contribuable pour 1 500 euros. J'ai trouvé ces notes qui ont été sorties récemment, pour 1 500 euros. Avec l'indemnité de Maire de Lyon qui est la sienne, il va acheter ses cravates, ses costumes et ses chemises aux frais du contribuable.

Monsieur MATTEUCCI, par rapport à l'honnêteté qui est la mienne, diriger aujourd'hui une collectivité dont le budget est de plus de 70 millions d'euros, composée de plus de 600 agents, et avoir une indemnité - je n'ai aucun secret pour le Conseil municipal - qui s'élève à 2 900 euros net par mois avant impôts, quel dirigeant privé accepterait de piloter une entité comme la nôtre pour cette somme ? Moi, aujourd'hui, j'en suis très fier. Je n'avais pas prévu de le dire, mais je vais le dire et, d'ailleurs, tous les éléments seront publiés sur le site de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique : je gagnais mieux ma vie avant, Monsieur MATTEUCCI. Je gagnais mieux ma vie avant. Aujourd'hui, j'ai fait ce choix de la responsabilité et de l'engagement local, qui me transcende. C'est ce qui nous différencie, Monsieur MATTEUCCI.

Vous évoquez devant la presse de notre agglomération que vous souhaitez aujourd'hui mener un rassemblement de M. GLUCKSMANN à M. RUFFIN et vous cherchez, non sans un certain talent, à vous extraire de votre alliance à deux reprises, avec la honte de la gauche française, M. MÉLENCHON, qui est anti-flic, qui est anti-ordre, qui est anti-républicain, qui cherche à bordéliser le pays matin, midi et soir, et qui porte une responsabilité absolument colossale sur le désordre qui existe aujourd'hui dans notre pays, puisque son projet, cher Fabrice, n'est autre que celui d'en terminer avec l'ordre républicain, avec la Constitution de la Cinquième République et ce qui fait toute la beauté de notre pays. Vous savez, Monsieur MATTEUCCI, que vous êtes aujourd'hui, même si vous cherchez à nous le faire oublier, un véritable mélenchoniste converti.

Je vous dis, avec toute la fermeté de ce débat public qui nous honore, que nous avons cette chance merveilleuse de pouvoir servir les Caluirards au sein de ce Conseil municipal. C'est absolument merveilleux. Eh bien, quand vous proférez des mensonges, quand vous cherchez à déformer la réalité, quand vous trahissez finalement ce qui représente l'engagement local le plus désintéressé, je le dis, vous faites la loi de l'extrême-gauche et, sincèrement, je pense que ce n'est très clairement pas à la hauteur.

Je veux vous dire en toute amitié, puisqu'il nous arrive de nous croiser à l'extérieur du conseil municipal et d'avoir des liens humains sympathiques, que je ne laisserai pas, cher Fabrice, notre Conseil municipal devenir le théâtre de vos mensonges. Je vous le dis, vous avez eu cette capacité à travers le temps - et je m'arrêterai là - à trahir Mme GEOFFROY à plusieurs reprises, à trahir votre prédécesseur, qui vous a fait votre place, M. FERRARO, et à trahir M. COLLOMB. D'ailleurs, si vous me le permettez - et je m'arrêterai vraiment là - il suffit de lire, cher Fabrice, ce que pensent de vous vos amis socialistes, en particulier sur la manière avec laquelle vous avez été élu à la tête de la Fédération du Parti socialiste. J'ai en mémoire un communiqué de presse de M. PICARD à l'époque, qui parle du mariage de la carpe et du lapin. Je ne vais pas vous faire l'offense ce soir, puisque je crois que ce n'est pas le lieu, de le lire, mais il en dit beaucoup sur votre capacité à dévier de ce qui semblait être vos convictions à une époque.

Vous savez, aux dernières législatives, Monsieur MATTEUCCI, je vous ai beaucoup entendu parler de mes défaites. J'ai perdu deux fois aux élections législatives et vous avez perdu deux fois aux élections législatives. Je ne compte pas non plus le nombre d'élections municipales que vous avez

perdues. Vous vous inscrivez aujourd'hui dans un temps politique qui n'est pas le mien. Nous sommes au travail et nous serons au travail jusqu'au bout, au service des Caluirardes et des Caluirards, parce que je crois qu'au moment où il y a une telle hystérie dans le pays, où il y a de telles fractures, où il y a de telles fragmentations, en tant qu'élus locaux qui avons encore cette capacité à trouver la confiance chez nos concitoyens. Nous avons une responsabilité, qui est de travailler ensemble dans la joie, dans la bonne humeur, et surtout cette responsabilité de ne pas reproduire ce qui se passe en haut, avec ces tissus de mensonges et cette petite politique politicienne qui ne sert pas le débat local. C'est ma vérité, cher Fabrice, et la vérité. Je peux vous assurer que les Caluirards que je rencontre au quotidien se sont assez facilement aperçus de la supercherie dans laquelle vous vous êtes confondus et dans laquelle vous vous êtes déshonorés, parce que, malheureusement, c'est le projet politique que vous souhaitez mener. Je vous remercie. Je vous laisse la parole.

M. MATTEUCCI : Permettez, Monsieur JOINT, cher Bastien, puisque nous en sommes au « cher ». D'ailleurs, sur ce propos, je relève que si vous aviez regardé le compte rendu du Conseil municipal, j'ai simplement demandé que l'on renonce à la majoration des 15 % pour pouvoir en faire autre chose. C'est tout ce que j'ai dit ; je vous invite à relire le compte rendu du Conseil municipal. Si vous avez envie de percevoir ma position comme le fait que vous avez augmenté votre indemnité, soit, mais de là à dire que ce que j'ai dit est un mensonge, je suis désolé, ce n'est pas un mensonge, j'ai simplement dit qu'il serait intéressant, au sein de notre Conseil, compte tenu du contexte économique, que l'on puisse renoncer à cette majoration. Vous parlez de mes amis politiques et je tiens le même discours auprès d'eux. Ils ont fait des choix, que je ne partage pas. Je suis désolé, mais je pense qu'il est nécessaire d'abandonner cette majoration au sein des indemnités des conseillers municipaux et de la retranscrire dans le cadre du soutien à des projets. C'est une position et nous divergeons de ce point de vue, mais ce n'est pas un mensonge.

Je ne vais pas rentrer dans la polémique, puisque vous me dites que je suis un serpent. J'ai connu votre maître politique aussi et je vois que vous en prenez également l'attitude et la position, avec un aspect un peu Janus, ce personnage aux deux visages. Je pense que, de ce point de vue, vous êtes pleinement dans l'héritage. Je ne vais pas parler plus longtemps, parce que je pense que ce qui est important pour les Caluirards n'est finalement pas ce débat que nous pourrions avoir tous les deux sur la façon dont nous considérons les actions réciproques, à la fois locales, départementales et nationales de l'un ou de l'autre, et je me repose sur la capacité des Caluirards à pouvoir faire la part des choses dans l'avenir. Je m'arrête ici. Merci.

(applaudissements)

M. LE MAIRE : Je vous remercie, cher Fabrice, et je vous invite à relire vos interventions dans la presse. Je vous invite également à relire les interventions que vous faites dans le magazine municipal.

M. MATTEUCCI : Ce qui compte ...

M. LE MAIRE : Je ne vous ai pas interrompu, soyez respectueux du débat. La réalité est que vous mentez, parce que vous faites en sorte d'essayer de servir des objectifs politiques et, je vous le dis, cela n'honore pas la fonction locale qui est la vôtre et la confiance, certes minime, mais confiance tout de même, qu'une partie des Caluirards ont placée en vous. Permettez-moi de vous dire qu'en tant que patron du Parti socialiste du Rhône, vous pouvez peut-être parler à vos amis, mais également leur faire un certain nombre d'injonctions sur la politique qui est la leur et la démarche qui est la leur sur leurs indemnités, puisqu'en tant que patron du Parti socialiste, il me semble que vous avez cette possibilité. En tout cas, je vous remercie pour votre réponse.

Maintenant, avant l'appel des candidatures et la mise aux voix de chacun des dix rapports, je demande au Conseil municipal, comme le permet le CGCT, pour faciliter les opérations, de décider que nous procéderons à ces dix désignations par des votes à main levée. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

ADOPTION DU VOTE A MAIN LEVEE
Pour les rapports 2025_077 à 2025_087
A L'UNANIMITE
PAR 43 VOIX POUR

M. LE MAIRE : Je vous remercie de cette unanimité.
Procédons à présent aux désignations. Concernant le rapport **2025_078** relatif à l'école Jules Verne, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de Virginie DU GARDIN.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Florian FAIVRE.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de Mme DU GARDIN ? Qui est pour la candidature de M. Florian FAIVRE ?

MME DU GARDIN EST DÉSIGNÉE
POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ÉCOLE
ÉLÉMENTAIRE JULES VERNE

PAR 36 VOIX ("*CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT*" + "*CALUIRE AU COEUR*")

*La candidature de M. FAIVRE recueille 7 VOIX ("*URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE*" + "*CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE*" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Madame DU GARDIN, vous représentez le Conseil municipal au conseil d'école élémentaire Jules Verne.

Concernant le rapport numéro **2025_079** relatif au **collège Lassagne**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de Virginie DU GARDIN.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Marie-Jo LE CARPENTIER.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de Mme DU GARDIN ? Qui est pour la candidature de Mme LE CARPENTIER ?

MME DU GARDIN EST DÉSIGNÉE
POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU COLLEGE LASSAGNE

PAR 36 VOIX ("*CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT*" + "*CALUIRE AU COEUR*")

*La candidature de Mme LE CARPENTIER recueille 7 voix ("*URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE*" + "*CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE*" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Madame DU GARDIN, vous représenterez le Conseil municipal au conseil d'administration du collège André Lassagne.

Concernant le rapport numéro **2025_080** relatif au **lycée Cuzin**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de Virginie DU GARDIN.

M. GILLARD : Je me présente au lycée d'enseignement professionnel André Cuzin.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de Mme DU GARDIN ? Qui est pour la candidature de M. GILLARD ?

MME DU GARDIN EST DÉSIGNÉE
POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU LYCEE CUZIN

PAR 36 VOIX ("*CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT*" + "*CALUIRE AU COEUR*")

*La candidature de M. GILLARD recueille 7 VOIX ("*URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE*" + "*CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE*" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Madame DU GARDIN, vous représenterez également le Conseil municipal au conseil d'administration du lycée André Cuzin.

Concernant le rapport **n°2025_081** relatif à la **Mission locale**, qui sont les candidats ? Il nous faut deux noms.

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de Messieurs Dominique GAYET et Philippe COMPAGNON DE LA SERVETTE.

M. GILLARD : Nous présentons deux candidats : Fabrice MATTEUCCI et Jérôme TROTIGNON.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur GILLARD. Qui est pour la candidature de M. GAYET et M. COMPAGNON DE LA SERVETTE ? Qui est pour la candidature de M. MATTEUCCI et de M. TROTIGNON ?

M. GAYET ET M. COMPAGNON DE LA SERVETTE SONT DESIGNES
POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA MISSION LOCALE DU PLATEAU NORD VAL DE SAONE

PAR 36 VOIX ("*CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT*" + "*CALUIRE AU COEUR*")

*La candidature de M. MATTEUCCI et M. TROTIGNON recueille 7 VOIX ("*URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE*" + "*CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE*" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Messieurs GAYET et COMPAGNON DE LA SERVETTE, vous représenterez notre ville au sein de la mission locale.

Concernant le rapport **n°2025_082** relatif au **Comité socioculturel du personnel**, qui sont les candidats ? Il nous faut là encore deux noms.

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de Mme Virginie DU GARDIN et de moi-même, Isabelle MAINAND.

M. GILLARD : Nous présentons deux candidats : Marie-Jo LE CARPENTIER et moi-même.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de Mme MAINAND et de Mme DU GARDIN ? Qui est pour la candidature de Mme LE CARPENTIER et de M. GILLARD ?

MME MAINAND ET MME DU GARDIN SONT DÉSIGNÉES

POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU COMITE SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL

PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de Mme LE CARPENTIER et M. GILLARD recueille 7 VOIX ("URGENCE
ECOLOGIQUE ET SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST
POSSIBLE" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Madame MAINAND et Madame DU GARDIN, vous représenterez le Conseil municipal au conseil d'administration du Comité socioculturel du personnel municipal.

Concernant le rapport **2025_083** relatif à la **CLECT, Commission locale d'évaluation des transferts de charges de la Métropole de Lyon**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de M. Franck PROTHERY.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Jérôme TROTIGNON.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de M. PROTHERY ? Qui est pour la candidature de M. TROTIGNON ?

M. PROTHERY EST DÉSIGNÉ

POUR REPRÉSENTER LA VILLE AU SEIN DE LA CLECT
PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de M. TROTIGNON recueille 7 VOIX ("URGENCE ECOLOGIQUE ET
SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE" + M.
MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Monsieur PROTHERY, vous représentez Caluire-et-Cuire au sein de la CLECT.

Concernant le rapport **n°2025_084** relatif à la **SPL OSER**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de M. Franck PROTHERY.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Florian FAIVRE.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de M. PROTHERY ? Qui est pour la candidature de M. FAIVRE ?

M. PROTHERY EST DÉSIGNÉ

POUR REPRÉSENTER LA VILLE AU SEIN DES ASSEMBLÉES DE LA SPL D'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE OSER

PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de M. FAIVRE recueille 7 VOIX ("URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ A
CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Monsieur PROTHERY, vous représenterez Caluire et Cuire au sein
des assemblées de la SPL OSER.

Concernant le rapport n°205_085 relatif au **GIP OKANTIS**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de M. Franck PROTHERY.

M. GILLARD : Nous présentons Florian FAIVRE.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de M. PROTHERY ? Qui est pour la candidature de
M. FAIVRE ?

M. PROTHERY EST DÉSIGNÉ

POUR REPRÉSENTER LA VILLE AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GIP OKANTIS

PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de M. FAIVRE recueille 7 VOIX ("URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ A
CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Monsieur PROTHERY, vous représenterez le Conseil municipal au
sein des assemblées du groupement d'intérêt public OKANTIS.

Concernant le rapport n°2025_086 relatif à la **Commission des marchés de Caluire**, qui sont les
candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de M. Franck PROTHERY.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Nathan GUEDJ.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de M. PROTHERY ? Qui est pour la candidature de
M. GUEDJ ?

M. PROTHERY EST DÉSIGNÉ

POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION DES
MARCHÉS DE CALUIRE ET CUIRE

PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de M. GUEDJ recueille 7 VOIX ("URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ A
CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE" + M. MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Monsieur PROTHERY, vous représenterez le Conseil municipal à la Commission des marchés. Il faut tout de même être présent, pas nécessairement ce soir, mais c'est vrai qu'avec le nombre d'absences que nous avons eues de la part de M. GUEDJ au Conseil municipal, c'est un peu curieux qu'il soit candidat à des désignations de la Ville

Enfin concernant le rapport **n°2025_087** relatif à l'**Hôpital de Neuville**, qui sont les candidats ?

Mme MAINAND : La majorité présente la candidature de M. Nicolas JUNET.

M. GILLARD : Nous présentons la candidature de Marie-Jo LE CARPENTIER.

M. LE MAIRE : Qui est pour la candidature de M. JUNET ? Qui est pour la candidature de Mme LE CARPENTIER ?

M. JUNET EST DÉSIGNÉ

POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUVEILLE ET FONTAINES SUR SAONE

PAR 36 VOIX ("CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT" + "CALUIRE AU COEUR")

*La candidature de Mme LE CARPENTIER recueille 7 VOIX ("URGENCE ECOLOGIQUE ET
SOLIDARITE A CALUIRE ET CUIRE" + "CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE" + M.
MEGEVAND)*

M. LE MAIRE : Félicitations, Monsieur JUNET, vous représenterez le Conseil municipal au conseil de surveillance de l'hôpital de Neuville. Je vous remercie tous pour votre engagement.

**N° D2025_088 MISE À DISPOSITION DE SALLES MUNICIPALES POUR LES LISTES DE
CANDIDATS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES ET MÉTROPOLITAINES DE MARS 2026**

M. THEVENOT :

L'article 27 du règlement intérieur du Conseil Municipal prévoit que les mises à disposition de salles aux candidats ou listes de candidats sont prévues dans des délibérations relatives à chaque scrutin.

Les élections des conseillers municipaux et des conseillers métropolitains auront lieu le dimanche 15 mars 2026 (premier tour) et le dimanche 22 mars 2026 (second tour).

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil Municipal de mettre en place le dispositif suivant, similaire à celui instauré en 2020, au bénéfice de chaque liste de candidats à l'élection municipale de Caluire et Cuire et de chaque liste de candidats à l'élection des conseillers métropolitains du Plateau Nord.

Ce dispositif respecte :

- l'égalité de traitement des listes de candidats,*
- la nécessité de bonne administration des biens communaux et du bon fonctionnement des services publics et des associations,*
- les règlements intérieurs des locaux concernés, notamment concernant l'accueil du public,*
- le maintien de l'ordre public.*

Pour chacune des salles suivantes, par dérogation à leurs règlements intérieurs, serait accordée une (1) mise à disposition gratuite, pour chaque liste de candidats aux élections municipales ou aux élections métropolitaines, régulièrement déposées en Préfecture. Si la même salle devait être réservée par une même liste une seconde fois, cette seconde réservation se ferait selon le droit commun et au tarif en vigueur.

Les salles concernées sont :

- la salle des fêtes
 - la salle Lassagne au Vernay
 - la salle du Centre Ferber à Cuire le Bas
 - la salle familiale de la maison de quartier de Saint Clair
 - la salle du Carré Montessuy
- Soit, au total, la possibilité de cinq réunions gratuites par liste.

Les modalités pratiques seront les suivantes :

Les demandes de réservation feront l'objet d'un courrier adressé par mail au service Vie Associative, soit à l'adresse suivante : vie-associative@ville-caluire.fr.

La demande comprend :

- les coordonnées postales et téléphoniques du demandeur, mandataire de la liste de candidats déposée en Préfecture,
- son adresse électronique,
- le jour et la plage horaire de la réservation,
- la salle sollicitée,
- la signature du demandeur.

Les demandes feront l'objet d'un numéro d'enregistrement par ordre chronologique d'arrivée et seront instruites par le service Vie associative.

Sous 48 heures, un courrier électronique sera envoyé au demandeur par le service Vie Associative. Ce message accusera bonne réception de la demande et informera le demandeur de l'acceptation ou du refus de la réservation.

Si plusieurs demandes portaient sur la même salle et sur les mêmes horaires, priorité serait donnée à la demande ayant été enregistrée en premier.

Pour permettre un égal accès des listes de candidats aux salles, il ne sera pas possible de multiplier les demandes de réservation d'une seule et même salle dans la même semaine.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les modalités ci-dessus exposées de mise à disposition de salles aux listes de candidats aux élections municipales et métropolitaines de mars 2026 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. LE MAIRE : Nous pouvons passer au dossier suivant. Je donne la parole à Monsieur THEVENOT.

M. THEVENOT : Monsieur le Maire et mes chers collègues, les élections des conseillers municipaux et des conseillers métropolitains auront lieu les 15 et 22 mars 2026. Dans cette perspective, il est proposé au Conseil municipal de mettre en place le même dispositif qu'en 2020 au bénéfice de chaque liste de candidats à l'élection municipale de Caluire-et-Cuire et de chaque liste de candidats à l'élection des conseillers métropolitains du Plateau Nord. Pour cinq salles municipales, dont la salle des Fêtes, il sera ainsi accordé une mise à disposition gratuite à chaque liste régulièrement déposée en préfecture. Si la même salle devait être réservée par une même liste une seconde fois, cette seconde réservation se ferait selon le droit commun et aux tarifs en vigueur. Les modalités pratiques sont développées dans le rapport. L'objectif est bien évidemment de respecter l'égalité de traitement entre les candidats et la bonne administration des biens communaux, le bon fonctionnement du service public et le maintien de l'ordre public. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver l'ensemble de ces modalités.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur THEVENOT. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce rapport est adopté.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025_089 MISE À DISPOSITION PAYANTE DE CLICHÉS PHOTOGRAPHIQUES POUR
LES LISTES DE CANDIDATS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES ET MÉTROPOLITAINES DE
MARS 2026**

M. THEVENOT :

Les élections des conseillers municipaux et des conseillers métropolitains auront lieu le dimanche 15 mars 2026 (premier tour) et le dimanche 22 mars 2026 (second tour).

Dans cette perspective, et dans le respect des dispositions de l'article L.52-8 du Code électoral interdisant à toute personne morale de droit public ou de droit privé d'apporter son concours à la campagne électorale d'un candidat ; considérant qu'à partir du premier jour du sixième mois précédant le mois des élections, soit à partir du 1^{er} septembre 2025 pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les dispositions de cet article du Code électoral trouvent pleinement à s'appliquer sans aucune dérogation, il est proposé au Conseil Municipal de permettre la vente de clichés photographiques appartenant à la Ville aux listes de candidats aux élections municipales de Caluire et Cuire et aux listes de candidats aux élections métropolitaines du Plateau Nord.

Les photographies appartenant au fond numérique de la Ville peuvent faire l'objet de cession de droits dans les conditions suivantes :

- Elles doivent faire l'objet d'une juste évaluation de leur coût de reproduction et ne peuvent être cédées gratuitement, selon les dispositions prévues par l'article L311-9 du Code des relations entre le public et l'administration.*
- Il ne s'agit que des photographies réalisées par des agents de la Ville dans le cadre de leurs fonctions de communication, pour lesquelles l'administration n'aura pas à requérir l'autorisation de l'auteur, les droits de propriété intellectuelle étant directement transférés (CADA, Conseil 20180226 Séance du 17/05/2018).*
- Sont exclues de cette possibilité les photographies réalisées pour le compte de la Ville par un prestataire externe.*

Afin de permettre aux listes de candidats aux élections municipales de Caluire et Cuire et aux listes de candidats aux élections métropolitaines du Plateau Nord de bénéficier de l'accès au fonds numérique photographique de la Ville dans les conditions précitées, il est proposé de fixer un tarif unique de 10 euros par cliché.

Les modalités d'obtention de ces clichés pourraient être les suivantes :

- Toute demande doit être adressée à l'attention de Monsieur le Maire en précisant les photographies souhaitées, les personnes pouvant y figurer et l'utilisation qui en sera faite.*
- Il sera proposé au demandeur une sélection de photographies correspondant à sa demande qu'il voudra bien valider par la signature d'un bon de commande, confirmant les photographies retenues.*
- Les photographies acquises pourront être utilisées sur tout support (réseaux sociaux, documents imprimés, presse...) avec la mention « fonds numérique d'images de la Ville de CALUIRE et CUIRE »*
- L'utilisation devra se faire dans le strict respect de l'intégrité de la photographie originale (pas de coupe ni montage altérant l'intégrité de la photographie originale) et le demandeur s'engage à utiliser les photographies dans le cadre de l'utilisation déclarée.*

L'encaissement de ce tarif se fera via l'émission d'un titre de recette.

Conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la délibération N°D2025-072 en date du 26 juillet 2025, le maire est chargé, par délégation du Conseil Municipal, de fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal. Il pourra donc, le cas échéant, être actualisé par arrêté.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la mise à disposition de photographies issues du fonds numérique d'images de la Ville selon les conditions et dans les modalités exposées ;*
- DE FIXER à 10 euros par cliché le coût de cette mise à disposition.*

M. LE MAIRE : Vous poursuivez, je vous prie, Monsieur THEVENOT.

M. THEVENOT : À l'instar de ce qui est envisagé pour la gestion des salles, il est proposé dans le cadre de la campagne des élections municipales de Caluire-et-Cuire et des élections métropolitaines pour le Plateau Nord de mettre à disposition des listes de candidats déclarées, contre paiement, des clichés photographiques issus de la banque de données photographiques de la ville. Les dispositions pratiques de cette mise à disposition vous sont présentées dans le rapport. Il est attendu des bénéficiaires de cette mise à disposition qu'ils respectent les conditions d'usage déclarées de ces clichés, en particulier en respectant leur intégrité. Les coupes et les montages sont interdits. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le principe de cette mise à disposition et d'en fixer le tarif à 10 euros par cliché.

M. LE MAIRE : Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce rapport est adopté.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 090 CONTRAT EAU ET CLIMAT 2025-2027 AVEC LA MÉTROPOLE DE LYON ET
L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE**

Mme LINARES :

Dans le cadre du label Territoire Engagé Transition Ecologique (TETE) et de sa politique climat-air-énergie, la Ville de Caluire et Cuire a inscrit sa volonté de lutter contre les îlots de chaleur sur le territoire, grâce à la végétalisation et la désimperméabilisation. Elle porte une attention particulière aux cours d'école, avec pour objectif de désimperméabiliser deux groupes scolaires d'ici 2026.

La Ville de Caluire et Cuire a déjà réalisé la désimperméabilisation des cours du groupe scolaire André Marie Ampère en 2023. Ce projet a permis de désimperméabiliser une surface de 1300m², soit 42 % de la surface totale de la cour de 3100 m². La Ville a par ailleurs bénéficié d'une subvention de 233 660 € de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse pour la réalisation de cette opération.

Aujourd'hui, la Ville réalise le projet de végétalisation, infiltration des eaux pluviales et désimperméabilisation des cours d'école Montessuy. C'est dans cette dynamique qu'elle a souhaité s'inscrire dans le contrat Eau et Climat 2025-2027, notamment concernant le volet « Ville Perméable ».

En effet, la Métropole de Lyon et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (AERMC) ont décidé de renouveler leur engagement réciproque en proposant un nouveau contrat Eau et Climat 2025-2027, construit autour de six enjeux :

- Préserver les milieux aquatiques et humides,*
- Préserver la ressource en eau,*
- Améliorer la performance des systèmes d'assainissement,*
- Réduire les substances toxiques à la source,*
- Poursuivre le déploiement de la Ville Perméable*
- Poursuivre l'implication des Grand Lyonnais dans la politique publique de l'eau.*

Pour la Ville de Caluire et Cuire, l'opération inscrite au contrat représente un budget prévisionnel de 177 500 euros HT avec une aide potentielle de 50 % l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, soit un montant de 88 750 euros.

Ainsi, la Ville s'engage à réaliser cette action conformément à l'année prévisionnelle de réalisation (2025). Elle s'engage également à faire connaître, sous une forme appropriée, que l'opération est aidée avec la participation financière de l'agence de l'eau.

La Métropole de Lyon s'engage à animer et coordonner les différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions et la politique définies par l'instance de gouvernance.

La Métropole de Lyon s'engage à piloter, suivre, mettre en œuvre et évaluer les actions du contrat.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au présent contrat.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la réalisation des différentes actions présentées au contrat tel qu'annexé à la présente délibération ;*
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat métropolitain eau et climat 2025-2027 avec tous les cocontractants ;*
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches pour ce faire et à signer tous les documents utiles ;*
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une ou plusieurs subventions d'équipement auprès de l'agence de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ;*
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.*

CONTRAT EAU ET CLIMAT

***L'eau au cœur de la résilience au changement climatique du territoire de
la Métropole de LYON***

Métropole de LYON

2025-2027



Table des matières

Introduction.....	4
a. Le territoire du contrat.....	6
b. La structuration des acteurs de l'eau	8
A. Eau potable (de la préservation de la ressource à la distribution)	8
B. Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (de la collecte au traitement).....	9
C. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).....	11
PARTIE 2 - Les enjeux de l'eau du territoire.....	13
a. Les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PBACC	13
A. Gestion des milieux aquatiques (cours d'eau / zones humides) et biodiversité	13
B. Ressource en eau	15
C. Qualité des eaux	16
a. Les autres enjeux du territoire éligibles aux aides de l'agence	17
A. Préserver les milieux aquatiques et humides.....	17
B. Préserver la ressource en eau	18
C. Améliorer la performance des systèmes d'assainissement.....	18
D. Réduire les substances toxiques à la source pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau potable, la santé des grands Lyonnais et le retour à la terre des sous-produits de l'assainissement.....	20
E. Poursuivre le déploiement de la Ville perméable	20
F. Poursuivre l'implication des grands lyonnais dans la politique publique de l'eau.....	20
PARTIE 3 - Le contrat eau et climat « l'eau au cœur de la résilience au changement climatique de la Métropole de LYON ».....	22
a. La contribution du contrat aux enjeux eau SDAGE, PBACC	22
A. VOLET A – Préserver les milieux aquatiques et humides	22
B. VOLET B – Préserver la ressource en eau	22
C. VOLET C - Améliorer la performance des systèmes d'assainissement	23
D. VOLET D - Réduire les Substances toxiques à la source.....	24
E. VOLET E - Poursuivre le déploiement de la ville perméable.....	24
F. VOLET F - Poursuivre l'implication des grands lyonnais dans la politique publique de l'eau.....	24
b. L'instance de gouvernance du contrat	25
c. La structure porteuse du contrat.....	28
d. L'adéquation du contrat avec les moyens prévus	29
e. Les indicateurs de suivi du contrat	30
PARTIE 4 - Le contrat.....	32
Article 1 - Objet du contrat	33

Article 2 - Périmètre et structure porteuse	33
Article 3 - Durée du contrat	33
Article 4 - Description du programme d’actions et échéancier.....	33
Article 5 – Engagements des signataires	34
5.1. Engagement des maîtres d’ouvrage	34
5.2. Engagement de la structure porteuse	34
5.3. Engagement de l’Etat.....	34
5.3.a Engagement de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.....	34
5.3.b. Autres engagements de l’Etat.....	35
5.4. Engagement de la Caisse des Dépôts (CDC)	35
Article 6 - Modalités de pilotage, suivi et évaluation du contrat.....	35
Article 7- Modification et résiliation.....	36
Annexe 1 : Grille d’analyse du contrat.....	39
Annexe 2 : Tableau récapitulatif financier	41
Annexe 3 - FICHES ACTION	43

Introduction

La démarche d'engagement d'un contrat eau et climat est proposée sur l'ensemble du périmètre de la Métropole de Lyon.

Le contrat eau et climat va permettre la réalisation d'actions pour replacer l'eau au cœur de la résilience du territoire face au changement climatique, en articulant politiques publiques, stratégie territoriale et mobilisation des acteurs.

Construit autour des **6 enjeux** suivants :

- Préserver les milieux aquatiques et humides ;
- Préserver la ressource en eau ;
- Améliorer la performance des systèmes d'assainissement ;
- Réduire les substances toxiques à la source (contrat substances) ;
- Poursuivre le déploiement de la ville perméable ;
- Poursuivre l'implication des grands lyonnais dans la politique publique de l'eau.

Il porte une ambition forte d'adaptation, de sobriété et de reconquête écologique.

Le contrat intègre :

- Une stratégie de communication visant à valoriser ses actions phares et à renforcer l'adhésion collective autour de ces enjeux ; Une stratégie de sobriété, au cœur des politiques métropolitaines, irrigue l'ensemble du contrat, avec pour objectif la réduction des consommations, la limitation des pressions sur les milieux et la promotion d'usages responsables de l'eau, tant pour les collectivités que pour les habitants et les acteurs économiques.

Enfin, sa mise en œuvre repose sur une gouvernance dédiée, multi-acteurs, associant les services de la Métropole, les partenaires institutionnels (agence de l'eau, État, structures GEMAPI, collectivités), les acteurs économiques et les représentants des usagers de l'eau grâce à l'assemblée des usagers. Cette gouvernance repose sur un comité de suivi structuré et un suivi annuel présenté au Conseil métropolitain, garantissant transparence, coordination et pilotage transversal des actions.

Le contrat Eau et climat comprend notamment un volet spécifique dédié aux milieux aquatiques, applicable à l'ensemble du périmètre de la Métropole de Lyon, mais uniquement pour l'année 2025. Concernant les actions situées sur la Saône et les bassins versants de l'Yzeron, du Garon et du Gier, seules celles qui seront engagées en 2025 figurent dans le présent contrat. En coordination avec les structures gestionnaires des milieux aquatiques, à qui la Métropole a transféré la compétence GEMA (Gestion des Milieux Aquatiques), les actions à partir de 2026 seront intégrées dans de futurs contrats Eau et climat portés directement par ces structures en charge des bassins versants du Garon, du Gier et de l'Yzeron.

Pour les secteurs nécessitant la mise en place de nouvelles gouvernances – notamment le ruisseau des Échets, le Rhône de Miribel et le ruisseau du Ratapon – aucune action n'a été inscrite dans ce contrat. Ces territoires feront l'objet d'un travail spécifique dès que les nouvelles instances de gouvernance seront opérationnelles.

Ainsi, à partir de 2026, le volet milieux aquatiques du contrat Eau et climat ne concernera que les territoires sur lesquels la Métropole conserve la compétence GEMA (cf. carte du paragraphe GEMAPI).

Contrairement au volet milieux aquatiques, les volets relatifs à la réduction des substances polluantes à la source et à la préservation de la ressource en eau sont déployés à l'échelle de l'ensemble du territoire métropolitain.

Les actions d'amélioration des performances des systèmes d'assainissement sont limitées au périmètre de compétence directe de la Métropole de Lyon. Elles n'intègrent pas les communes extérieures, même si elles sont rattachées aux systèmes d'assainissement métropolitains.

Enfin, à compter de 2026, les opérations visant à limiter les infiltrations d'eaux claires parasites sur le bassin versant de l'Yzeron seront reprises dans le contrat Eau et climat spécifique à ce bassin.

La période d'engagement de ce contrat couvre les années 2025, 2026 et 2027.

Les partenaires de la Métropole associés à ce contrat sont les suivants :

- La Régie Publique de l'eau potable, créée en 2023 et porteuse d'une politique de préservation et de sobriété dans l'usage de nos ressources en eau, est associée pour s'engager dans ce nouveau contrat sur les enjeux de ressource en eau et de réduction à la source des polluants,
- Le SMIRIL et l'Association des Espèces Parmi Lyon sont engagés sur les enjeux de préservation des Milieux aquatiques et humides,
- Le Centre Léon Bérard associé sur le volet substances, pour son action de sensibilisation en lien avec la santé,
- Le volet Ville perméable réunit de nombreux autres partenaires : Le Crous de Lyon, Les bailleurs sociaux (Est Métropole Habitat, Batigère Rhône-Alpes, Grandlyon Habitat et Lyon Métropole Habitat) la ComUE Université de Lyon - Saint Etienne 1 (qui représente l'ENTPE, l'ENSAL, l'ENSSIB, l'INSA Lyon SIDD, l'INSA Lyon DPI et l'Université Claude Bernard Lyon 1), l'INRAE, la SPL LYON PART DIEU, les villes de Curis au Mont d'Or, Vénissieux, Saint Genis Laval, Villeurbanne, Caluire et Cuire et Lyon.

PARTIE 1- Présentation générale

a. Le territoire du contrat

Depuis plus d'une décennie, les contrats passés entre la Métropole de Lyon et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ont progressivement élargi leur champ d'action, accompagnant la montée en puissance des politiques publiques de l'eau à l'échelle métropolitaine.

Les premiers contrats se sont concentrés principalement sur l'amélioration du fonctionnement du petit cycle de l'eau, permettant de soutenir de nombreuses opérations en eau potable et en assainissement.

À partir du contrat 2016-2018, le périmètre d'intervention s'est élargi pour intégrer des actions relevant du grand cycle de l'eau. Cette évolution a permis d'impliquer de nouveaux maîtres d'ouvrage sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Le dernier contrat, signé en septembre 2022, a marqué une étape importante en plaçant la Ville perméable et les milieux aquatiques au cœur des priorités, avec un engagement financier de l'agence de l'eau à hauteur de 29 M€. Ce contrat a permis de faire émerger une stratégie métropolitaine ambitieuse pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI). Il s'est accompagné de la mise en place d'une programmation pluriannuelle d'investissement dédiée, financée notamment par une taxe affectée, offrant à la Métropole les moyens de ses ambitions pour la reconquête des cours d'eau et la protection des populations contre les risques d'inondation.

Une première instance de gouvernance, réunissant l'ensemble des élus métropolitains impliqués dans les différentes structures de gestion, s'est tenue au début de l'année 2025, concrétisant ainsi une dynamique collective.

Porteur de nombreuses actions en faveur de la Ville perméable, ce contrat a généré une véritable émulation autour de cette thématique. Les 67 hectares désimperméabilisés dans le cadre du contrat se sont ajoutés à de nombreuses autres initiatives portées par la Métropole et les communes. Aujourd'hui, ce sont 241 hectares de sols urbains qui sont engagés dans des démarches de désimperméabilisation. Par ailleurs, les nombreuses actions de sensibilisation menées ont amorcé un véritable changement de paradigme chez les acteurs de la fabrique urbaine.

Enfin, ce contrat a permis de structurer des équipes dédiées à la préservation de la ressource en eau et à la lutte contre les pollutions diffuses, qu'il s'agisse des micropolluants, pesticides ou résidus médicamenteux. Une prise de conscience collective est désormais engagée auprès des principaux partenaires du territoire, avec des moyens mobilisés pour sensibiliser, accompagner et soutenir le traitement à la source de ces pollutions.

Carte d'identité du territoire

<i>Nb habitants</i>	<i>1 433 613</i>
<i>Nb communes et EPCI</i>	<i>58</i>
<i>EPTB, EPAGE ou syndicats de BV</i>	<i>SMAGGA, SAGYRC, SyGR, SMBVA, SMAAVO</i>
<i>Zonage solidarité (FFR et ZRR) :</i>	<i>Aucune</i>
<i>Principales activités économiques liées à l'usage de l'eau</i>	<i>Eau potable, agriculture, industrie, activités liées au trafic fluvial, hydroélectricité, tourisme et loisir (baignade)</i>

<i>SAGE(s), SCOT(s), PLUi existants</i>	<i>SAGE Est Lyonnais approuvé en 2009, en révision. SAGE Yzeron-Garon en émergence (consultations en cours par les services de l'Etat) ; PLU-H métropolitain de 2019. SCOT Agglomération Lyonnaise 2030 en révision</i>
<i>Outils opérationnels (PTGE, PAPI) existants</i>	<i>Pas d'outils mis en place en propre par la MDL mais par les structures de gestion auxquelles elle a transféré sa compétence GEMAPI : SMBVA pour l'Azergues (PAPI), SAGYRC pour l'Yzeron (PAPI, PTGE), SMAGGA pour le Garon (PAPI, PTGE), SyGR pour le Gier (PAPI, PTGE), SMAAVO pour l'Ozon (PAPI), EPTB Saône Doubs pour la Saône (PAPI) + PGRE du SAGE nappe de l'est lyonnais</i>
<i>Bassins versants du SDAGE concernés</i>	<i>Azergues, Garon, Gier, Morbier-Formans, Territoire est Lyonnais, Yzeron</i>
<i>Milieux aquatiques (codes des ME superficielles cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières, eaux de transition)</i>	<i>DL49, 50 et 52 : Lacs des Eaux Bleues, Drapeau et Grand Large DR10315 (Ozon) → SMAAVO DR11183 (Ratapon) DR11861 (Echets) DR11891 (Planches) DR11385 (Maligneux) → SMBVA DR11969 (Le Grand Rieu) → SIAH Grand Rieu DR12036 (Chanaux) DR1807B DR2005 et DR2005A Le Rhône et le Rhône de Miribel DR2006 DR2006A Le Rhône et le Rhône de Vernaison DR474 (Gier) → SyGR DR479B (Mornantet) → SMAGGA DR479C → SMAGGA DR482A et B → SAGYRC DR701 (future masse d'eau Rochecardon)</i>
<i>Principales nappes (codes des masses d'eau souterraines)</i>	<i>DG334 DG338, 361...</i>

État du territoire vis-à-vis de l'atteinte du bon état

Nb ME superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières, eaux de transition) dont % en mauvais état écologique	13 ME superficielles (Rhône amont, Rhône aval, Saône, Gier, Garon, Yzeron, Planches, Chanaux, Echets, Ozon, Ratapon, Grand Rieu, Azergues). 8 en mauvais (ou médiocre) état écologique = 62%, 5 en état moyen = 38%, Aucune en bon état
Nb ME superficielles dont % en mauvais état chimique	13 ME superficielles 11 en bon état chimique = 85% 2 en mauvais état = 15% Saône et Rhône aval
Nb ME sensibles à l'eutrophisation	7 ME : Garon, Gier, Planches, Grand Rieu, Yzeron (charbonnière, Ratier) + Grand large et Eaux Bleues
Enjeux GEMA et PI	PI : territoire fortement soumis au risque inondations et aux pluies extrêmes GEMA : restaurer la morphologie des cours d'eau, assurer la continuité écologique (Planches, Rochecardon), préserver les réservoirs de biodiversité humides existants, préserver et

	restaurer les zones humides et la biodiversité aquatiques
Pressions majoritaires s'exerçant sur les masses d'eau (état des lieux 2019)	
Pressions majoritaires s'exerçant sur les masses d'eau (état des lieux 2025)	Pression morphologique et de continuité 3/3, perte de biodiversité aquatique et humide, pression quantitative et qualitative des masses d'eau
Nb ME souterraines dont % en mauvais état quantitatif	1 ME : nappe de l'est lyonnais 100% en mauvais état quantitatif
Nb ME souterraines dont % en mauvais état chimique	0% en mauvais état chimique
MESO à fort enjeu pour la satisfaction des besoins en alimentation en eau potable ou ZS à préserver	Nappe de l'Est lyonnais et nappe d'accompagnement du Rhône
État d'équilibre ou de déséquilibre du territoire issu du SDAGE (sup et sout)	Informations disponibles dans les cartes OF7 du SDAGE pour les BV et les MESO
Territoire cible pour une démarche eau et substances (problématique vis à vis des pollutions domestiques, industrielles et agricoles)	Oui

b. La structuration des acteurs de l'eau

A. Eau potable (de la préservation de la ressource à la distribution)

Le service public de l'eau potable est assuré par la Régie publique Eau du Grand Lyon, EPCI, depuis le 1^{er} janvier 2023. Eau du Grand Lyon assure la production et la distribution de l'eau potable sur le territoire. Autorité organisatrice de ce service, la Métropole a défini ses ambitions dans un document cadre stratégique pour le service public d'eau potable 2021 – 2035. Il comprend 6 axes stratégiques :

- Agir pour la préservation des ressources en eau ;
- Sécuriser le système d'alimentation en eau potable à long terme et face aux crises ;
- Rapprocher le service de ses usagers ;
- Gérer le patrimoine de façon performante et durable ;
- Rechercher l'amélioration continue des performances du service ;
- Renforcer la cohérence des politiques publiques liées à l'eau potable.

Ce cadre stratégique se décline en une convention d'objectifs 2023-2028 qui lie la Métropole et Eau du Grand Lyon.

Le service public d'eau potable représente (chiffres Barnier, 2023) :

- **391 037 abonnés**
- Plus de **82 Millions de m³** produits
- **11 sites de captages, 60 réservoirs et plus de 4 110 km de canalisations**
- Le **prix de l'eau potable** est au 1^{er} janvier 2024 de **1.99 € TTC par mètre cube**, avec une grille tarifaire solidaire et environnementale travaillée avec l'Assemblée des usagers de l'eau.

Trois principales ressources en eau potable :

- L'hydrosystème de Miribel-Jonage, qui dépend du Rhône, de sa nappe et de la nappe de l'Est lyonnais, et où se situe le champ captant principal de Crépieux Charmy, correspondant à 98 % de la

production d'eau potable, le lac des Eaux Bleues, les captages de Rubina - Décines, Garenne – Meyzieu et les Vernes – Jonage.

- La nappe de l'Est Lyonnais où se situent 3 captages périphériques : Quatre Chênes – Saint Priest, Les Romanettes – Corbas, Sous la Roche – Mions et un captage de secours : Afrique – Chassieu. Cette nappe fait l'objet d'un SAGE et d'un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE).
- La nappe alluviale de la Saône avec les captages de Tourneyrand – Fleurieu et Charnaise – Curis.

Plusieurs de ces captages ne sont aujourd'hui pas en distribution en raison de problématiques de pollution (phytosanitaires et / ou PFAS).

L'ensemble des captages bénéficient d'une DUP (hors Chassieu, en secours) dont certaines sont en cours de révision au regard de leur ancienneté (Tourneyrand – Fleurieu, Charnaise – Curis, Sous la Roche – Mions, Les Romanettes – Corbas, Rubina - Décines).

Trois captages de la nappe de l'Est Lyonnais (Garennas, Les Romanettes et Sous la Roche) sont identifiés captages prioritaires au titre des pesticides.

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2023, Eau du Grand Lyon a engagé un certain nombre de projets et études structurantes, notamment :

- Élaboration d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable d'ici fin 2025,
- Élaboration d'un programme de protection des captages sur le volet agricole d'ici fin 2025,
- Pilotage d'une étude sur la résilience du champ captant de Crépieux-Charmy,
- Mise en œuvre d'une tarification solidaire et environnementale depuis le 1^{er} janvier 2025, qui vise entre autres à inciter les plus gros consommateurs à diminuer leur consommation d'eau potable.

Tarification de l'eau potable et évolution projetée

Au 1^{er} janvier 2024, la structure tarifaire de la redevance eau potable a évolué pour intégrer un tarif social et solidaire. Les études prospectives pour l'augmentation du tarif de la redevance eau potable sont en cours de réalisation et devraient aboutir fin 2025 grâce au nouveau schéma directeur d'alimentation en eau potable.

B. Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (de la collecte au traitement)

Le service public d'assainissement est assuré directement par la Métropole de Lyon pour les 58 communes de son territoire. Il englobe la collecte, le transport, le traitement des eaux usées, ainsi que la gestion des eaux pluviales et le rejet dans le milieu naturel, dans un objectif constant de préservation des milieux aquatiques. La Métropole traite également les effluents de 27 communes extérieures ainsi que ceux de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry, dans le cadre de conventions techniques et financières spécifiques.

La Métropole dispose d'un patrimoine structurant, composé de :

- **12 stations de traitement**, traitant jusqu'à 1 million de m³/jour (dont **Saint-Fons** et **Pierre-Bénite** assurent plus de 80 % des volumes),
- **Plus de 3 300 km de réseaux** et **400 ouvrages de déversement**,
- **385 037 abonnements** à la redevance assainissement (données 2023).
- En 2023, **1 322 établissements possèdent une convention de raccordement**.

Le **schéma général d'assainissement 2015-2027** fixe les grandes orientations autour de 4 enjeux majeurs :

1. Agir à la source pour préserver la santé et les milieux,
2. Dimensionner les systèmes pour limiter les impacts environnementaux,
3. Gérer durablement les patrimoines,
4. Anticiper et accompagner le développement du territoire.

Ces orientations sont déclinées dans les **schémas directeurs par système d'assainissement**, tous **récents ou en cours d'élaboration**, et font l'objet d'un suivi annuel dans le cadre de la démarche d'autosurveillance. Ils sont actualisés tous les 10 ans ou plus tôt si des dysfonctionnements apparaissent.

Le **prix actuel de l'assainissement est fixé à 1.31 € HT/m³**, hors redevances spécifiques (par exemple pour les industriels ou les pollutions diffuses). Cette tarification a fortement évolué ces trois dernières années, dans un contexte de pressions croissantes :

- Mise en conformité avec la future directive européenne sur les eaux urbaines résiduaires (DERU2),
- Renouvellement accéléré du patrimoine (réseaux et stations vieillissants),
- Hausse prévisible des coûts de l'énergie et des travaux,
- Mise en œuvre du principe pollueur-payeur, via notamment le futur système de responsabilité élargie du producteur (REP) pour les micropolluants.

Des **prospectives financières réalisées en 2024** estiment qu'une augmentation de la redevance **de 30 à 50 % sur la période 2026-2032**, voire équivalente sur la décennie suivante, sera nécessaire pour garantir la qualité du service public d'assainissement et la résilience des infrastructures. Dans cette attente, la Métropole continue le travail de prospective sur l'amélioration de la gestion patrimoniale pour optimiser le renouvellement des infrastructures.

■ Bassins versants avec communes extérieures raccordées

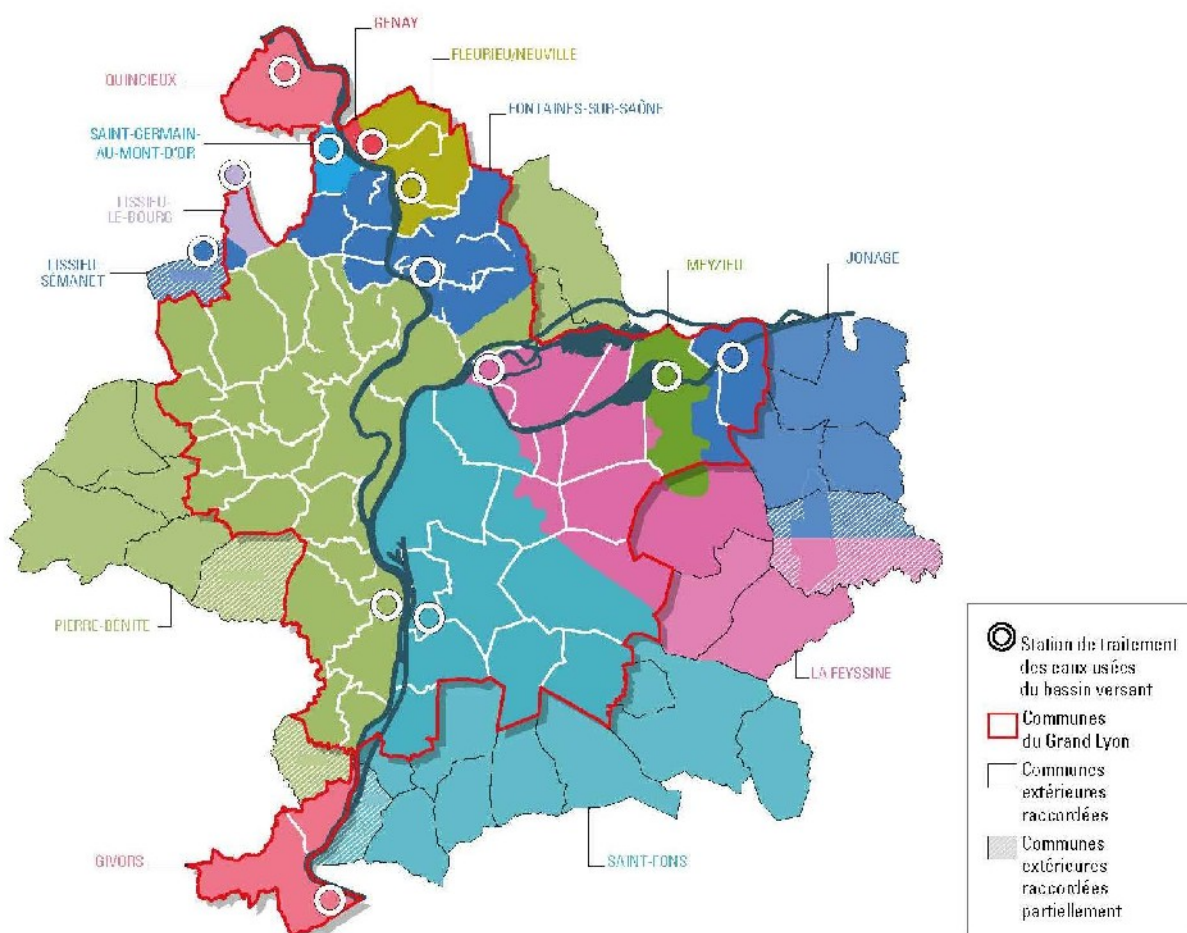


Figure 1 : assainissement collectif

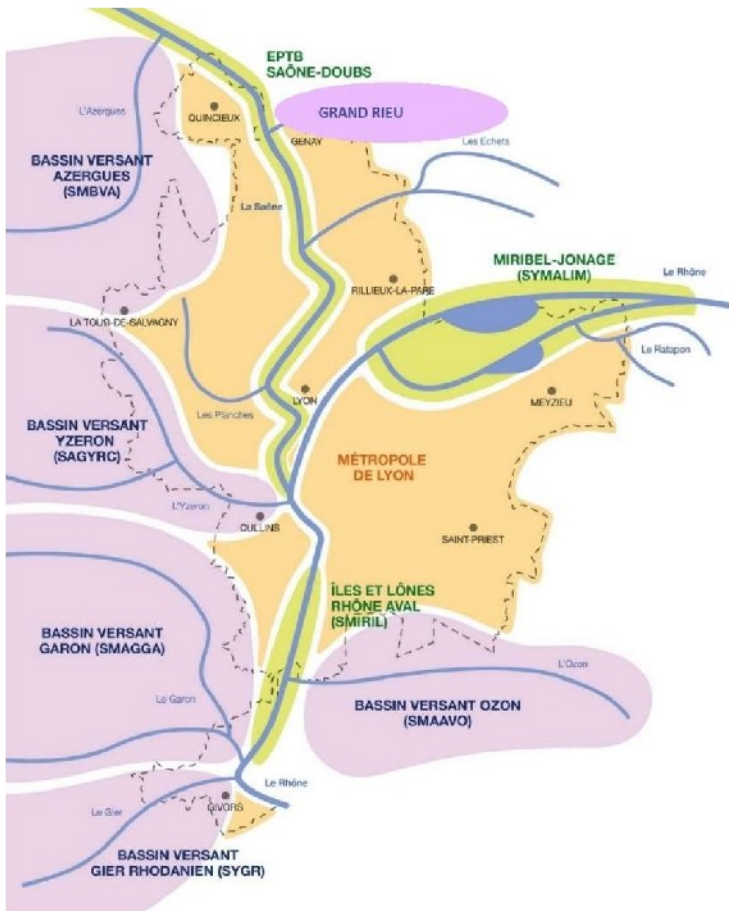
La réalisation et la mise à jour de ces grands documents d'orientation est précisé en annexe 3 dans la fiche action du volet C « Améliorer la performance des systèmes d'assainissement ».

C. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

La compétence GEMAPI est exercée sous 2 formes distinctes :

- La Métropole étant convaincue de l'intérêt d'une gestion à l'échelle hydrographique, elle a été transférée aux syndicats exerçant sur les bassins versants des ruisseaux de l'Yzeron, du Garon, du Gier, de l'Ozon, de l'Azergues et du Grand Rieu et pour partie sur la Saône. Des élus métropolitains siègent dans les instances délibérantes de ces derniers et la Métropole versent des contributions financières de l'ordre de 1.3M€ en 2024.
- Pour les autres ruisseaux et le Rhône, la Métropole exerce directement cette compétence (voir carte figure 2).

Une réflexion est engagée avec la CC Miribel Plateau et la CC de la Dombes pour la mise en place d'une structure porteuse pour le ruisseau des Echets à laquelle la Métropole pourra prochainement transférer sa compétence GEMAPI.



Violet : Compétence GEMAPI transférée
(totale ou partielle)

Orange : Compétence GEMAPI interne

Vert : Syndicats non gemapien portant des actions en faveur des milieux aquatiques

Figure 2 : Carte de l'exercice de la gouvernance associée à la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain

Figure 2 : Compétences GEMAPI

En septembre 2023, le conseil de Métropole a validé une stratégie GEMAPI et un plan d’actions pour les années 2023 à 2027. Une taxe GEMAPI est mise en place depuis l’exercice 2024 pour le financement du plan d’actions. Elle était de 6M€ en 2024 et elle évolue à 10M€ en 2025.

La stratégie GEMAPI métropolitaine est définie autour de 4 axes complémentaires :

- La mise en place d'une gestion patrimoniale pérenne des cours d'eau, avec entre autres les plans de gestion pluriannuels de la ripisylve et la prise en compte dans les outils fonciers des espaces ayant des enjeux « eau » ;
- La gestion des risques liés à l'eau en combinant autant que possible prévention contre les inondations et restauration des milieux aquatiques ;
- La restauration de la qualité physique des cours d'eau intégrant cycle de l'eau et biodiversité ;
- La mise en place d'une gouvernance en cohérence avec les ambitions. La gouvernance de la GEMAPI est assurée à différents niveaux : tout d'abord à l'échelle des études et projets avec des comités de pilotage multi-acteurs, ensuite à l'échelle métropolitaine avec des comités de pilotage stratégiques de la GEMAPI et un comité des élus représentant la Métropole dans les syndicats de rivière, enfin dans le renforcement des partenariats techniques et politiques avec les syndicats de rivière, afin de s'impliquer et prendre part aux décisions de programmation sur ces bassins versants.

PARTIE 2 - Les enjeux de l'eau du territoire

a. Les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PBACC

Les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PDM sont présentés en annexe 1.

A. Gestion des milieux aquatiques (cours d'eau / zones humides) et biodiversité

Les éléments d'état des lieux présentés ci-après concernent exclusivement les masses d'eau où la Métropole de Lyon est compétente.

En synthèse les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PDM sont les suivants :

- **Dégradation morphologique** et transit sédimentaire : 4 masses d'eau : les Planches, le Ratapon, les Echets, le Rhône de Miribel, le Rhône de Vernaison, la Saône aval et le Grand Large
- **Continuité piscicole** : aucune action identifiée mais des pressions identifiées sur les Planches et le Rochecardon.
- **Biodiversité** : 5 réservoirs biologiques identifiés sur le territoire et 1 zone Natura 2000.

Les enjeux du territoire vis-à-vis du PBACC sont les suivants :

SSBV	Risques naturels liés à l'eau	Perte de biodiversité aquatique	Perte de biodiversité humide
Azergues	2	5	5
Garon	4	4	5
Gier	4	5	4
Morbier - Formans	4	5	5
Territoire Est Lyonnais	4	4	4
Yzeron	4	5	5

Légende : 1 = peu vulnérable à 5 = vulnérabilité très élevée

Le territoire de la Métropole de Lyon obtient globalement la note maximale de 4/4 pour les risques naturels liés à l'eau. Il est fortement exposé aux conséquences de l'augmentation de la fréquence des pluies extrêmes. Des démarches de PAPI sont en cours pour la majorité des bassins versants. Elles sont portées par les syndicats de bassin versant et par l'EPTB Saône Doubs. La Métropole est largement impliquée dans ces démarches sur les plans technique et financier. Ces démarches sont coordonnées à travers une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) qui intègre le Rhône et la Saône.

A noter, la découverte et la restauration du ruisseau de La Rize sur les communes de Vaulx en Velin, Décines et Villeurbanne qui figurent dans la programmation de ce contrat. Cette action permettra de mettre en valeur ce patrimoine et la biodiversité.

Seuls les petits cours d'eau métropolitains du bassin versant Morbier Formans n'ont pas de démarche de PAPI.

La vulnérabilité de la Métropole de Lyon aux enjeux de pertes de biodiversité aquatique et humide est élevée.

Le défi du PBACC auquel la Métropole serait susceptible de répondre :

- Défi 15 : élaborer un plan de gestion stratégique des zones humides.

B. Ressource en eau

Gestion quantitative

En synthèse les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PDM sont les suivants :

- **Déséquilibre quantitatif** : 5 actions identifiées dans le PAOT sur 4 masses d'eau : les planches, le Gier, l'Yzeron et les couloirs de l'Est lyonnais (masse d'eau souterraine)
- 2 PTGE sont déjà adoptés sur le territoire (SAGE Est et Yzeron).

La Métropole de Lyon soutient également la démarche portée par le SAGYRC et le SMAGGA de créer un SAGE dans l'Ouest lyonnais.

Les enjeux du territoire vis-à-vis du PBACC sont les suivants :

SSBV	Baisse de la disponibilité en eau	Assèchement des sols
Azergues	3	5
Garon	4	4
Gier	5	4
Morbier - Formans	5	3
Territoire Est Lyonnais	2	2
Yzeron	4	4

Légende : 1 = peu vulnérable à 5 = vulnérabilité très élevée

Les défis du PBACC auxquels la Métropole serait susceptible de répondre :

- Défi 9 : mettre en œuvre ou engager une démarche PTGE : implication dans la révision du PTGE Est Lyonnais et dans la mise en œuvre du PTGE Yzeron.
- Défi 20 : multiplier par 2 les surfaces désimperméabilisées : projet sur secteur de Lissieu
- Défi 24 : mettre en place une démarche PEP / PAPI : mise en œuvre en particulier sur le Rhône (digue de Vaulx-en-Velin)

Plan Territorial pour la Gestion de l'Eau (PTGE)

Sur le ruisseau des Planches une étude « volume prélevable » est en cours. Elle constituera un premier état des lieux pour la gouvernance qui se met en place sur ce ruisseau. Une fois achevée, une analyse technique et administrative des conditions pour la mise en œuvre d'une démarche PTGE sera réalisée. Toutefois, le lancement effectif de cette démarche n'est pas envisagé dans le cadre du présent contrat.

Les nappes de l'Est Lyonnais et du Garon, les bassins versants de l'Yzeron et du Garon sont identifiés en déficit quantitatif par le SDAGE et font l'objet de PGRE (Plans de Gestion de la Ressource en Eau) afin de mettre en place des projets favorisant les économies d'eau et d'organiser le partage de la ressource entre les différents usages. Ces PGRE sont animés par le SAGE de l'Est Lyonnais (Conseil Départemental du Rhône) et par les syndicats de bassin versant de l'Yzeron (SAGYRC) et du Garon (SMAGGA).

Ressources stratégiques pour l'eau potable

Sur le territoire de la Métropole, plusieurs ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable sont identifiées dans le SDAGE :

- FRDG338 : Alluvions du Rhône - Ile de Miribel – Jonage :
La zone de sauvegarde est délimitée, un plan d'actions en partenariat avec les acteurs du territoire est envisagé par la Métropole (Stratégie Eau potable 2021-2035), en articulation avec le programme de restauration du Rhône.
- FRDG334 : Couloirs de l'Est lyonnais (Meyzieu, Décines, Mions) et alluvions de l'Ozon : Couvert par le SAGE de l'Est Lyonnais auquel la Métropole participe et identifiée comme ZRE, ces ressources bénéficient d'un PGRE, et d'actions de reconquête de la qualité. Les zones de sauvegarde sont délimitées ; les prescriptions ont été intégrées à la révision du SAGE.
- FRDG240 : Miocène sous couverture Lyonnais et sud Dombes : la zone de sauvegarde est délimitée dans le cadre du SAGE de l'Est Lyonnais. Elle est réservée à l'alimentation en eau potable, cette prescription est intégrée à la révision du SAGE également.
- FRDG361 Alluvions de la Saône entre seuil de Tournus et confluent avec le Rhône : La zone de sauvegarde a été délimitée.
- FRDG225 Sables et graviers pliocènes du Val de Saône : Le travail de délimitation est en attente.

C. Qualité des eaux

En synthèse les enjeux du territoire au regard du SDAGE et du PDM sont les suivants :

- **Eutrophisation** : 8 masses d'eau identifiées à risque d'eutrophisation : Le Garon de Brignais au Rhône, Le Gier du ruisseau du Grand Malval au Rhône, Ruisseau des planches, Le grand Rieu, Grand large, Eaux bleues, Le Charbonnières, le Ruisseau du Ratier et l'Yzeron de sa source à la confluence avec Charbonnières, L'Yzeron de Charbonnières à la confluence avec le Rhône.
- **Pollutions domestiques qui nécessitent des actions sur les réseaux d'assainissement de la Métropole** : 8 actions identifiées dans le PAOT sur 5 masses d'eau : les planches, le Gier, le Maligneux, les Echets et le Garon.
- **Pollutions domestiques qui nécessitent des actions sur les stations de traitement de la Métropole** : 2 actions identifiées dans le PAOT qui concernent le ruisseau des Chanaux (QUINCIEUX).
- **Substances dangereuses** :
 - Masses d'eau impactées par les substances toxiques : Le Rhône, le Garon, les couloirs de l'Est lyonnais et les Chanaux
 - Masses d'eau impactées par les pollutions d'origine agricoles : couloirs de l'eau lyonnais et ruisseau des Planches.

La démarche substances constitue un levier indispensable pour enrayer, à la source, la dégradation des milieux naturels et des aires d'alimentation de captage. Elle permet de mettre en œuvre des actions ciblées d'information, de sensibilisation, de contrôle et d'accompagnement au changement auprès des utilisateurs de substances toxiques, tout en favorisant la résorption des points noirs historiques.

Dans cette dynamique, le territoire pourra s'appuyer sur des dispositifs incitatifs, tels que le paiement pour services environnementaux, dont la mise en œuvre est prévue d'ici la fin de l'année 2025.

Les enjeux du territoire vis-à-vis du PBACC sont les suivants :

SSBV	Détérioration de la qualité d'eau
Azergues	3
Garon	4
Gier	4
Morbier - Formans	5
Territoire Est Lyonnais	3
Yzeron	5

Légende : 1 = peu vulnérable à 5 = vulnérabilité très élevée

Le défi du PBACC auquel la Métropole serait susceptible de répondre :

- Défi 22 : déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires à développer

a. Les autres enjeux du territoire éligibles aux aides de l'agence

Depuis 2020, la Métropole de Lyon est engagée dans une dynamique de transition environnementale et énergétique pour répondre aux enjeux du changement climatique et d'effondrement de la biodiversité.

La préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques figure parmi les priorités de la Collectivité.

5 grands enjeux ont été identifiés en lien avec les enjeux du SDAGE et du PBACC :

- Préserver les milieux aquatiques et humides
- Préserver la ressource en eau
- Améliorer la performance des systèmes d'assainissement
- Réduire les substances toxiques à la source
- Poursuivre le déploiement de la Ville perméable

L'implication des grands Lyonnais dans la politique publique de l'eau est un enjeu transversal important pour le Métropole. C'est le 6^{ème} enjeu identifié.

A. Préserver les milieux aquatiques et humides

La Métropole, traversée par La Saône et Le Rhône, et également parcourue par de nombreux cours d'eau, est largement concernée par les phénomènes d'inondations. Elle va en particulier augmenter le niveau de protection d'un important système d'endiguement qui à terme protégera plus de 80 000 personnes, action très coûteuse mais impérative et dont l'entretien s'avèrera lourd.

La Métropole de Lyon concentre ses interventions sur les masses d'eau relevant de sa compétence, avec une approche intégrée conjuguant adaptation au changement climatique, gestion des milieux aquatiques et préservation de la biodiversité.

Elle privilégie des solutions d'adaptation fondées sur la nature, à bénéfices multiples : réduction du risque d'inondation, amélioration écologique des milieux, résilience territoriale.

Sur le Rhône, la gouvernance complexe entre acteurs GEMAPIEN freine la mise en œuvre d'une restauration ambitieuse, notamment sur le secteur de Miribel. À ce jour, aucun accord n'a été trouvé pour engager un programme de restauration sur ce tronçon. En raison des échéances politiques à court terme, le contrat n'intègre pas cette opération, mais la Métropole reste motrice et prévoit de relancer les négociations dès le début du prochain mandat (2026-2032).

Face à l'augmentation du ruissellement, liée à des événements climatiques de plus en plus intenses et imprévisibles, la Métropole engage une stratégie multi-acteurs, en lien avec les communes. Celle-ci repose sur la sensibilisation, l'animation territoriale et des aides financières pour massifier les actions locales.

Ces orientations sont formalisées dans la stratégie GEMAPI métropolitaine, adoptée en septembre 2023. Le plan d'actions 2023-2027 est en cours de déploiement. Il vise à redonner aux milieux les capacités de se restaurer eux-mêmes en favorisant leurs dynamiques naturelles.

B. Préserver la ressource en eau

Le Rhône et sa nappe d'accompagnement ne sont pas identifiés en déséquilibre quantitatif dans le SDAGE mais les études d'application des scénarios du changement climatique prévoient de fortes évolutions des régimes pluviaux et des débits du fleuve Rhône (baisse de débit pouvant aller jusqu'à - 30 % à l'étiage d'ici 2050), et aussi de sa température, qui, outre les effets négatifs sur la biodiversité aquatique, pourraient perturber la production d'eau potable. Ces éléments mettent en avant les enjeux de partage de la ressource et de sobriété dans son utilisation. Pour progresser dans la sobriété des usages, compter ce qui est prélevé et consommé est un premier pas indispensable à la prise de conscience et à la régulation, et il reste encore beaucoup de travail dans ce domaine.

Pour réduire les consommations d'eau du patrimoine métropolitain ou des politiques publiques, des actions exemplaires ont déjà été accomplies, tel que l'optimisation du pilotage du forage pour l'UTVE de Gerland qui a permis de faire baisser la consommation d'eau de nappe de 2 Mm³/an environ (sur une consommation de 8 Mm³/an à l'origine), ou la réduction du nombre de bouches de lavage de rue de 60% permettant de réduire de plus de 90% le volume d'eau potable utilisé pour le nettoyage urbain depuis 2015. Ces actions doivent se poursuivre et se renforcer.

C. Améliorer la performance des systèmes d'assainissement

La majorité de la pollution non traitée résiduelle au milieu naturel en lien avec l'assainissement est liée au déversement des systèmes d'assainissement par temps de pluie.

Même si globalement le seuil de 5% maximum de déversement sans traitement en temps de pluie est respecté, la situation est hétérogène sur l'ensemble des systèmes d'assainissement. De lourds investissements sont encore nécessaires pour la Métropole de Lyon sur 4 systèmes d'assainissement. Celui de Saint Fons, celui de Fontaine sur Saône, celui de Pierre Bénite et celui raccordé à la station de traitement de Givors gérée aujourd'hui par le SYSEG.

Système d'assainissement de Saint Fons : 45 M€ à investir pour renforcer le traitement biologique de la station et retrouver sa performance en traitement.

Système d'assainissement de Fontaines sur Saône : environ 27 M€ à investir pour

- La suppression de la station de traitement et remplacement par une station de relevage et un bassin de stockage restitution

- La création d'un filtre planté de roseaux en amont du Ravin
- Les opérations de déconnexion des eaux pluviales (ZI Périca et quartier de la Roue notamment)

Système d'assainissement de Givors pour la MDL : environ 14M€ à investir pour

- La déconnexion du ruisseau du Cras
- La déconnexion des eaux pluviales sur d'autres secteurs
- La réhabilitation des réseaux (lutte contre ECP)

Système d'assainissement de Pierre Bénite : le schéma directeur vient d'aboutir et d'être délibéré par le conseil de la Métropole. Le plan d'action est validé et les besoins d'investissement sont évalués aujourd'hui à 340 M€ sur 10 ans.

Les orientations données depuis le schéma général d'assainissement (SGA) 2015-2027

- **Déconnexion à la source des eaux pluviales et infiltration** : l'objectif de 400 ha a été calculé pour maintenir l'objectif de 5% maximum de rejet de temps de pluie à long terme (baisse estimée à l'époque des rejets sans traitement de 1 à 2% qui viennent en compensation des nouvelles imperméabilisations non maîtrisées)
- **La réalisation d'ouvrage de traitement des rejets de temps de pluie** sous la forme de filtres plantés de roseaux (ouvrage sur les rejets des déversoirs d'orage mis au point avec INRAE permettant un abattement de l'azote NTK de l'ordre de 95% jusqu'à 5mg/l, de 40% de l'azote total et de 15% sur le phosphore) pour les rejets vers les milieux aquatiques sensibles (les cours d'eau principalement).
- **La réalisation de bassins de stockage restitution (BSR)** utilisant la capacité de stockage en réseaux et de bassins en entrée de station de traitement pour augmenter les capacités de traitement du temps de pluie notamment à Fontaine sur Saône.
- La programmation des travaux pour **lutter contre les eaux claires parasites dans les réseaux** pour réduire les volumes à transporter et à traiter en STEU.

Lors de l'analyse des conséquences de la DERU2 pour la Métropole, Les enjeux suivant ont été mis en exergue :

- La nécessité de **renforcer drastiquement la gestion patrimoniale pour limiter au maximum les eaux claires parasites** qui prennent aujourd'hui 30% de la capacité des réseaux et pouvoir réduire ainsi les rejets de temps de pluie. L'optimisation des investissements sur les réseaux dans ce mandat a permis de rehausser le taux de renouvellement pour l'amener de 0.3% à 0,6% par an. L'objectif d'un taux de 0,7% ambitionné par le SGA pour 2027 doit maintenant être poursuivi pour atteindre 0.9 à 1% d'ici 2032.
- **La poursuite de la déconnexion des eaux pluviales des espaces publics (voir paragraphe E)**
- **La réalisation des ouvrages de traitement temps de pluie sur les déversoirs d'orage** sur les masses d'eau prioritaires (Yzeron, Planches, Echets).

Les solutions fondées sur la nature de gestion des eaux pluviales à la source ont pour intérêt d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie, mais contribuent également à l'adaptation des territoires au changement climatique. Elles permettent de recharger des nappes et de lutter contre les îlots de chaleur urbains. Ces solutions ont largement été développées et mises au point par les services métropolitains, elles doivent désormais être généralisées dans les aménagements urbains.

D. Réduire les substances toxiques à la source pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau potable, la santé des grands Lyonnais et le retour à la terre des sous-produits de l'assainissement

La Métropole de Lyon et sa Régie Eau du Grand Lyon, comme de nombreuses autres collectivités du bassin, sont confrontées à la présence de substances toxiques de plus en plus nombreuses dans l'ensemble de leurs ressources. Actuellement, la Métropole de Lyon a dû retirer de la distribution l'eau prélevée dans 5 captages, du fait de la présence de pesticides et/ou de PFAS. Des coûts pharaoniques pour remédier à ces pollutions historiques, tant en investissement qu'en fonctionnement sont à prévoir.

La réduction à la source des substances toxiques présentes dans les rejets des activités industrielles et agricoles mais aussi dans les rejets des ménages est une priorité pour garantir demain la sécurité sanitaire de l'eau potable, la santé des grands Lyonnais et le retour à la terre des sous-produits de l'assainissement.

E. Poursuivre le déploiement de la Ville perméable

La sobriété évoquée précédemment passe également par un aménagement du territoire cohérent avec les ressources en eau.

La généralisation de la ville perméable basée notamment sur des solutions fondées sur la nature, tant pour les nouveaux territoires que pour les quartiers plus anciens, est un levier robuste pour permettre de combiner la gestion des eaux pluviales, le rafraîchissement de la ville quand ces espaces sont végétalisés, et la restauration d'une réserve utile dans les sols.

Le déploiement d'une stratégie ville perméable a été engagé sur le mandat 2020-2026 avec l'objectif de déconnexion d'une surface cumulée de 400 hectares.

Aujourd'hui 241 hectares sont engagés dans une démarche de déconnexion. Plus de 120 agents métropolitains ont été sensibilisés à ces nouvelles pratiques via des journées dédiées, des chantiers participatifs ou de visites pédagogiques.

Même si les résultats obtenus sont aujourd'hui très encourageants, la Métropole souhaite poursuivre et intensifier le déploiement des actions de sensibilisation et des projets, afin d'ancrer durablement ce changement de paradigme auprès de l'ensemble des acteurs de la fabrique de la ville.

L'un des enjeux majeurs à venir concerne la massification des actions de déconnexion des eaux pluviales, notamment par une implication accrue des particuliers. Les dispositifs de financement à destination de ces derniers restent encore à définir et feront l'objet d'une stratégie d'intervention spécifique à construire.

F. Poursuivre l'implication des grands lyonnais dans la politique publique de l'eau

Les citoyens disposent, par leurs comportements, de la capacité à influencer à long terme le cycle de l'eau.

L'assemblée des usagers est une instance ouverte à toutes et à tous pour débattre des enjeux stratégiques liés à la gestion de l'eau, pour interpeller les élus et les services de la Métropole et pour

sensibiliser le grand public aux enjeux de l'eau. Créée à la suite de la démarche Eau future et la création de la régie Eau du Grand Lyon, elle a par exemple permis aux usagers de participer à la construction de la nouvelle grille tarifaire de l'eau potable, solidaire et environnementale (travaux 2023), ou pour définir des priorités d'actions sur l'adaptation au changement climatique vu sous le prisme de l'enjeu eau (travaux 2024). En son sein, 4 représentants ont été élus pour siéger et participer aux décisions du Conseil d'administration de la régie qui gère la production et de la distribution de l'eau potable. L'assemblée n'est pas un lieu de consultation publique ou de concertation sur des projets. Elle définit elle-même son programme de travail, la Métropole mettant à sa disposition une capacité d'animation des débats et des opportunités de coconstruire des éléments des politiques publiques relatives au cycle de l'eau.

PARTIE 3 - Le contrat eau et climat « l'eau au cœur de la résilience au changement climatique de la Métropole de LYON »

a. La contribution du contrat aux enjeux eau SDAGE, PBACC

Le détail de ces volets figure dans les fiches action dédiées en annexe 3.

A. VOLET A – Préserver les milieux aquatiques et humides

Les cours d'eau des CHANAUX, des PLANCHES et du ROCHECARDON (masse d'eau en devenir) sont sous la responsabilité de gestion de la Métropole de Lyon. Ces cours d'eaux très impactés par l'urbanisation de leur bassins versants présentent de nombreux enjeux morphologiques et de continuité piscicole ainsi que des enjeux de qualité.

Pour le ruisseau des CHANAUX, La Métropole de Lyon a choisi de mettre la priorité sur la limitation des pollutions domestiques et aux substances toxiques affectant ce cours d'eau. Le schéma directeur assainissement engagé en 2023 devrait aboutir en 2025 et proposer un plan d'action visant à restaurer la qualité du ruisseau. Les études préalables pour la reconstruction de la station de traitement des eaux usées de Quincieux viendront compléter ce plan d'actions et permettront d'identifier les actions les plus pertinentes à mettre en place pour restaurer la qualité de ce ruisseau.

Pour le ruisseau des Planches, la Métropole a déjà lancé des études pour améliorer sa forme naturelle et rétablir la continuité du cours d'eau. Une étude sur la gestion de l'eau a démarré début 2024 et est en cours. Elle sera suivie d'une analyse pour voir s'il est possible de mettre en place un PTGE (projet de territoire pour la gestion de l'eau), qui pourrait être proposé au prochain mandat (2026-2032). Le schéma directeur d'assainissement de Pierre-Bénite vient de se terminer et propose un plan d'actions, avec des premières mesures pour améliorer la qualité du ruisseau. Un plan de gestion et une concertation locale démarreront en 2025 pour définir de nouvelles actions de restauration.

Le ruisseau du Rochecardon doit aussi faire l'objet d'un programme de restauration important, avec un plan de gestion. Ces actions commenceront dès ce contrat.

B. VOLET B – Préserver la ressource en eau

Trajectoire de Sobriété

Le programme d'actions du contrat Eau et climat contribuera à l'atteinte des objectifs fixés au « plan eau » national (-10%) et au Plan de bassin Rhône-Méditerranée d'adaptation au changement climatique 2024-2030 (-16% de prélèvements pour l'eau potable).

Pour le service public d'eau potable, la Métropole a fixé en 2021 dans son cadre stratégique 2021-2035 un objectif de baisse de -15 % des consommations d'eau potable par abonné à horizon 2035. Pour répondre à ces objectifs, la Métropole et Eau du Grand Lyon :

- Diminuent leurs propres prélèvements et consommations d'eau, en tant que services publics,
- Incitent les usagers à diminuer leurs consommations d'eau.

Pour inciter les usagers à diminuer leurs consommations d'eau, la Métropole et Eau du Grand Lyon mettent en œuvre des actions de :

- Sensibilisation de tous les usagers, avec des actions ciblées sur les plus gros consommateurs, le grand public et le public scolaire,

- Incitation tarifaire via la mise en œuvre de la tarification solidaire et environnementale depuis le 1er janvier 2025.

Eau du Grand Lyon met en œuvre des actions de lutte contre les pertes en eau au niveau des captages et sur le réseau d'eau potable (modernisation du réseau, recherche active de fuites).

Dans le cadre du service public d'assainissement, la Métropole a engagé une réflexion pour réduire la consommation d'eau dans ses process d'épuration tout en réduisant ses impacts sur les milieux naturels et en conservant les performances de traitement : amélioration des comptages, adaptation des process, recyclage de l'eau industrielle, réflexion sur la réutilisation des eaux usées traitées et la séparation à la source des urines (absence de chasse d'eau). De plus, le renforcement de ses ambitions en matière de gestion patrimoniale va permettre de réduire le drainage de certains ruisseaux par les canalisations non étanches.

La trajectoire de sobriété sur la ressource en eau proposée dans ce contrat concerne exclusivement les prélèvements pour l'eau potable.

Elle peut être présentée comme suit :



Mesures opérationnelles envisagées dans ce contrat

- **Service public d'assainissement**
 - Amélioration de la connaissance de la consommation d'eau par le monitoring,
 - Stratégie patrimoniale des réseaux d'assainissement qui contribue à rendre aux milieux aquatiques les eaux claires parasites drainées par les réseaux.
- **Service public l'eau potable**
 - Mise en œuvre et évaluation d'ici mi-2027 de la tarification solidaire et environnementale
 - Sensibilisation du grand public, des scolaires et des grands comptes (dont industriel et collectivités)
 - Définition d'un plan d'actions sobriété par Eau du Grand Lyon et mise en œuvre des actions

Ressources stratégiques

Le contrat prévoit la réalisation d'une étude sur la Nappe de la molasse sud Dombes et Est Lyonnais (FRDG240) qui constitue une priorité pour la Métropole de Lyon et sa régie.

C. VOLET C - Améliorer la performance des systèmes d'assainissement

Les actions de la Métropole présentées dans ce contrat pour répondre aux enjeux de dégradation de la qualité des milieux aquatiques sont organisées comme suit :

- Les actions qui répondent au SDAGE PDM et au PBACC. Elles contribuent directement à l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques par la réduction des rejets de temps de pluie, leur traitement avant rejet, la déconnexion des eaux pluviales des réseaux ou la mise en séparatif, ou encore des actions plus globales à l'échelle d'un système d'assainissement pour diminuer l'impact sur le milieu.

- Les actions motivées par la mise en conformité réglementaire des systèmes d'assainissement métropolitains. Ce sont les actions prioritaires sur les usines de traitement des eaux usées de la Métropole pour améliorer leurs performances et diminuer leurs impacts sur les milieux aquatiques
- Les actions de gestion durable des SPEA et de sensibilisation scolaire. Il s'agit d'action générale qui vont permettre d'accroître la maîtrise de la programmation des renouvellements des réseaux pour optimiser les opérations de renouvellement des réseaux et prioriser les interventions là où les impacts milieux sont les plus importants
- Les actions patrimoniales sur les infrastructures de l'assainissement.

D. VOLET D- Réduire les Substances toxiques à la source

Dans ce contrat, la Métropole porte une stratégie multicibles axée sur la prévention à la source et l'accompagnement des acteurs au changement de pratique.

Pour préserver et améliorer la qualité des ressources en eau, la Métropole déploie un ambitieux plan de réduction à la source des micropolluants et toxiques organisé autour de 4 axes, cohérent avec la démarche « substances » proposée par l'agence de l'eau.

- Axe 0 : renforcement de la connaissance sur les pollutions émergentes
- Axe 1 : réduction des flux de toxiques issus des activités industrielles avec des mesures incitatives et un fort accompagnement au changement de pratique
- Axe 2 : réduction des flux de toxiques dans les ménages
- Axe 3 : Métropole exemplaire
- Axe 4 : volet agricole.

E. VOLET E- Poursuivre le déploiement de la ville perméable

Dans ce contrat la Métropole continue à s'investir dans les actions de sensibilisation et d'accompagnement des tous les acteurs de la fabrique de la Ville pour déployer encore les projets de ville perméable et maintenir la belle émulation créée lors du précédent contrat.

A nouveau 19 partenaires ont choisi d'être associés à cette démarche de contrat.

Les actions présentées ont pour ambition de porter la déconnexion de 60 hectares d'espaces publics et privés.

Dans ce contrat des expérimentations seront engagées pour évaluer les moyens d'incitation possible à la déconnexion des particuliers sur le système d'assainissement de Fontaines-sur-Saône prioritaire, pour les actions de réduction des déversements de temps de pluie.

Enfin, une phase d'évaluation de cette politique publique sera engagée pour tenter de mieux qualifier les gains pour les milieux aquatiques de ces actions et fixer de nouveau objectifs pour le mandat 2026-2032.

F. VOLET F- Poursuivre l'implication des grands lyonnais dans la politique publique de l'eau

Continuer à rechercher l'implication des citoyens

Dans ce contrat il est proposé de faire perdurer l'Assemblée des usagers pour les 3 prochaines années. Les sujets seront définis à chaque étape par les usagers.

A ce stade, pour l'année 2025, les discussions sur le programme de travail se portent sur la lutte contre les pollutions de l'eau.

Communication et sensibilisation

La Métropole souhaite poursuivre et entreprendre des actions de communication et de sensibilisation sur les thématiques du contrat en faveur de ses objectifs.

Elle propose ainsi une stratégie de communication et d'éducation aux enjeux du cycle de l'eau pour la période 2025-2027, selon les 6 thématiques du contrat. La stratégie de communication de la Métropole de Lyon sur la thématique du cycle de l'eau s'attachera à :

- Traduire les ambitions politiques, tant en faveur d'un cycle de l'eau plus naturel, de la préservation en quantité et en qualité de la ressource en eau, de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, d'une ville plus perméable, du droit à l'eau pour tous que du retour à la terre des boues d'assainissement.
- Valoriser les actions menées par la Métropole de Lyon concernant le cycle de l'eau (alimentation en eau potable, gestion de l'assainissement, la ville perméable et la GEMAPI).
- Intégrer notamment les enjeux de mobilisation, de sensibilisation et d'accompagnement de toutes et tous dans leurs changements de pratiques pour préserver l'eau.

Les cibles de la communication de la Métropole de Lyon sont les suivantes :

- **Grand public** : les habitants et citoyens de la Métropole de Lyon, les abonnés directs et indirects d'Eau du Grand Lyon
- **Sphère institutionnelle** : les élus de la Métropole et plus largement du territoire, les collectivités, les prescripteurs (médias, partenaires économiques et techniques)
- **Jeunesse** : les enfants, les collégiens, le monde de l'éducation, les étudiants
- **Professionnels** : les acteurs économiques, les agriculteurs, les industriels rejetant au réseau d'assainissement, les aménageurs, les entreprises en marché
- **Interne** : les agents de la Métropole, les directions en lien avec la Direction du cycle de l'eau

b. L'instance de gouvernance du contrat

Une gouvernance robuste, démocratique et transversale a été mise en place pour le pilotage du contrat Eau et Climat. Elle s'appuie sur les spécificités institutionnelles de la Métropole de Lyon, collectivité à statut unique, compétente sur un grand nombre de politiques publiques.

Le **Conseil métropolitain** est désigné comme instance de gouvernance générale du contrat, garantissant la légitimité démocratique et la transversalité entre les politiques publiques portées par les 11 vice-présidences concernées. Il délibère sur le cadrage initial, examine chaque année un bilan global des actions menées et assure le pilotage stratégique du contrat.

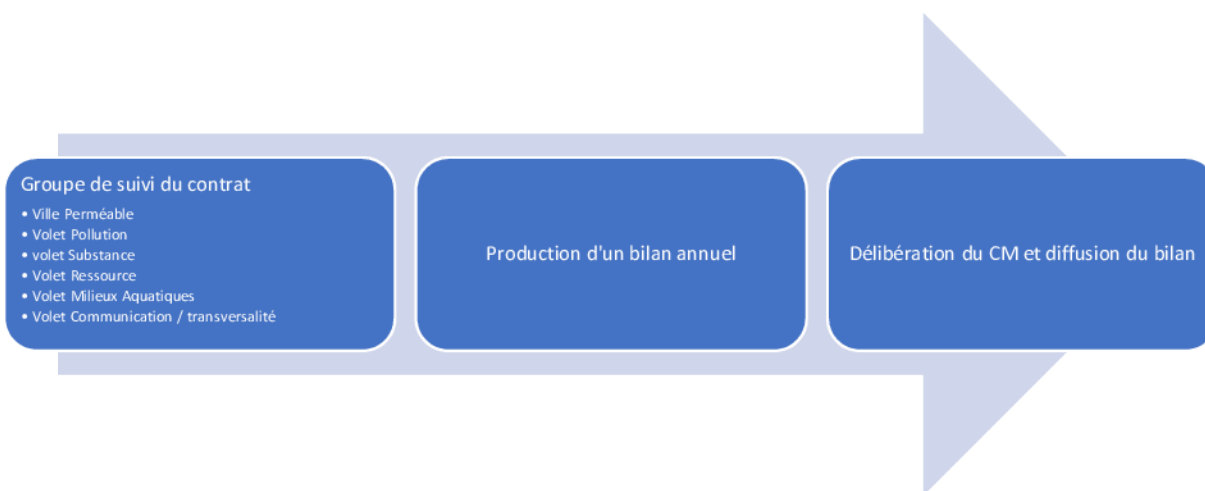
Un **comité de suivi** spécifique, présidé par l' élu(e) en charge du cycle de l'eau, réunit :

- Un représentant de chaque cosignataire,

- Un membre de la CCSPL,
- Un membre de l'assemblée des usagers de l'eau,
- Les représentants de l'agence de l'eau et des services de l'État concernés (DDT, DREAL, OFB, ARS...).

Ce comité veille à la concertation entre les parties prenantes et à la cohérence opérationnelle du contrat. Il produit chaque année un bilan annuel du contrat, présenté au Conseil métropolitain, publié et valorisé publiquement, notamment à travers un point presse.

Cette organisation garantit un pilotage clair, transparent et partagé, adapté à la complexité du territoire et des enjeux, tout en assurant la visibilité des actions engagées en faveur du bon état des milieux aquatiques.



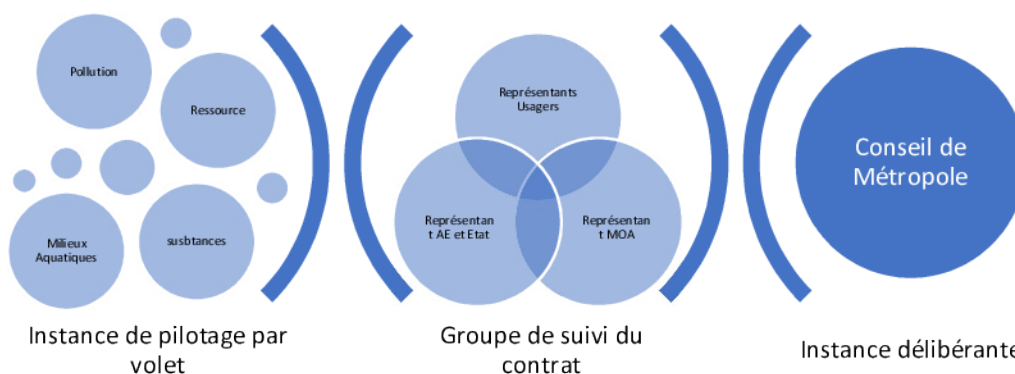
Les décisions courantes seront prises, en tant que de besoin, au sein de comités de pilotage (COPIL) thématiques, sur préparation le cas échéant par des comités techniques. Ceux-ci seront constitués pour chacun des volets du contrat :

- Volet Milieux aquatiques MIA
- Volet Ressource en eau et Sobriété RES
- Volet Pollution – Quantité qualité POL
- Volet Pollution – Substances : POL SUB
- Volet Pollution – Ville Perméable : POL VP
- Volet communication : transversal

Les COPIL thématiques seront composés des représentants des maires d'ouvrages des actions du contrat et des partenaires associés. Les élus en charge des politiques publiques impactées par ces actions seront invités.

Les pilotes de chaque volet produiront des rapports d'avancement pour les avancées de chaque volet au minimum 1 fois par an.

En résumé, la gouvernance du contrat sera assurée par une chaîne de relations culminant au sein de l'instance de débat démocratique de la collectivité comme suit :



Articulation avec les autres instances de gouvernance constituées sur le thème de l'eau sur le territoire concerné :

Plusieurs instances de gouvernance existent et se renforcent sur certaines thématiques avec les collectivités en dehors du périmètre de la Métropole.

Les instances pilotées par la Métropole :

- Avec les collectivités raccordées aux systèmes d'assainissement de la Métropole, 2 réunions de gouvernances par an à partir de 2025 : 1 pour partager le bilan annuel d'autosurveillance et 1 qui sera dédiée à une thématique particulière (la gestion du temps de pluie et les eaux claires parasites en 2025, la lutte contre les substances toxiques en 2026)
- Autour du SCOT
- Autour de la GEMAPI : instances de concertation mises en place au fur et à mesure des projets, autour des plans de gestion, comité de pilotage stratégique de la GEMAPI et comité des élus métropolitains dans les structures de gestion.

Les instances pilotées par ses partenaires :

- Avec les collectivités utilisatrices des ressources en eau du territoire (SAGE Est lyonnais et projet de SAGE Yzeron-Garon, syndicats d'eau potable des territoires voisins),
- Avec les syndicats de rivière.

La Métropole participera activement aux différentes instances de gouvernance territoriale de l'eau, en y portant les enjeux et les actions inscrites dans le présent contrat. Elle participera notamment, chaque année, aux travaux de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de l'Est lyonnais ainsi qu'aux comités de rivière de l'Yzeron et du Garon. À cette occasion, elle présentera le contrat validé et fera un point d'étape sur l'avancement des actions mises en œuvre sur chacun de ces territoires.

Une attention particulière sera accordée au renforcement des capacités d'action des communes raccordées aux systèmes d'assainissement métropolitains. Dans un premier temps, les efforts porteront sur la problématique des eaux claires parasites, avant d'être étendus à la gestion des micropolluants.

Par ailleurs, la Métropole œuvrera à la mise en place d'une instance de coordination sur les enjeux de l'eau à l'échelle du SCOT, en lien avec les collectivités concernées.

Enfin, elle s'engagera aux côtés des territoires pour :

- accompagner le futur SAGE de l'Ouest lyonnais en cours de construction ;
- poursuivre son appui au SAGE de l'Est lyonnais.

c. La structure porteuse du contrat

La structure porteuse du contrat est la Métropole de Lyon.

Elle est en charge :

- D'élaborer, de suivre et d'évaluer le contrat ;
- D'animer et de coordonner les différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions et la politique définie par l'instance de gouvernance ;
- De mettre en œuvre la majorité des actions, le cas échéant au sein de services opérationnels non directement en charge des politiques publiques relatives au cycle de l'eau.

Au sein de la Métropole, les services en charge de l'élaboration, du suivi, et de l'évaluation du contrat sont :

- La Direction du Cycle de l'eau (DTEE/DCE)
- La Direction Finances et contrôle de gestion / direction adjointe Dettes et recettes externe (DPIAF/DFCG/DDR)

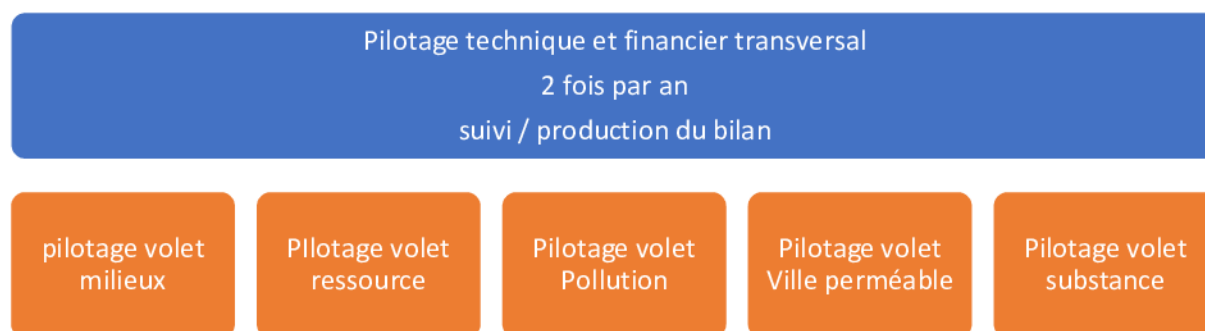
En tant que de besoin ces services s'appuient sur ceux de la régie Eau du Grand Lyon.

L'animation et la coordination du contrat sont structurées par volet, afin de favoriser la transversalité et d'optimiser l'efficacité de sa mise en œuvre. Un pilote est désigné pour chaque volet : il anime la démarche sur l'ensemble de la durée du contrat (trois ans) et assure le suivi ainsi que le rapportage de l'ensemble des actions relevant de son périmètre.

Instances de coordination technique :

Les instances de coordination technique se réuniront 2 fois par an :

- En début d'année avec l'AE pour lister les demandes à venir sur l'année ;
- À mi-année pour suivre l'avancement du contrat et pour préparer la réunion annuelle du groupe de suivi.



Articulation de la structure porteuse avec les autres collectivités du bassin versant également signataires de contrats :

La Métropole de Lyon participe aux instances de pilotage des contrats engagés par les autres collectivités intervenant sur son territoire, notamment les syndicats de rivière, et assure la coordination entre les actions portées par chaque contrat.

d. L'adéquation du contrat avec les moyens prévus

Le montant total présenté en investissement par les différents maîtres d'ouvrage est de 285,9 M€ répartis en 190 actions.

La répartition par maître d'ouvrage est la suivante :

Tableau 1 - Répartition du coût prévisionnel par maître d'ouvrage

	Coût total (€ HT)	Auto-financement prévisionnel	Financement prévisionnel AERMC
Métropole de Lyon	192 368 285 €	155 396 265 €	36 972 020 €
Eau du Grand Lyon	76 813 552 €	69 285 675 €	7 527 877 €
Autres maîtres d'ouvrage (établissements,)	5 178 571 €	1 978 571 €	3 200 000 €
Association des Espèces Parmi Lyon	2 500 000 €	A Définir	2 000 000 €
SPL Part Dieu	950 000 €	475 000 €	475 000 €
Est Métropole Habitat	1 694 400 €	1 016 640 €	677 760 €
Lyon Métropole Habitat	691 500 €	414 900 €	276 600 €
Grandlyon Habitat	686 500 €	411 900 €	274 600 €
Batigere Rhône-Alpes	30 000 €	18 000 €	12 000 €
Commune de Caluire et Cuire	177 500 €	88 750 €	88 750 €
Commune de Lyon	118 750 €	59 375 €	59 375 €
Commune de Saint Genis Laval	82 500 €	41 250 €	41 250 €
Commune de Curis au Mont d'Or	52 500 €	26 250 €	26 250 €
Commune de Vénissieux	562 600 €	281 300 €	281 300 €
Commune de Villeurbanne	881 850 €	440 925 €	440 925 €
Autres communes	500 000 €	250 000 €	250 000 €
Crous de Lyon	342 100 €	171 050 €	171 050 €
ComUE Université de Lyon - Saint Etienne	210 000 €	105 000 €	105 000 €
Université Claude Bernard Lyon 1	204 000 €	102 000 €	102 000 €
ENSSIB	180 000 €	90 000 €	90 000 €
ENSAL	175 000 €	87 500 €	87 500 €
INSA Lyon SIDD	1 070 000 €	535 000 €	535 000 €
INSA Lyon DPI	72 500 €	36 250 €	36 250 €
INRAE	155 000 €	77 500 €	77 500 €
ENTPE	97 200 €	48 600 €	48 600 €
SMIRIL	55 000 €	27 500 €	27 500 €
Centre Léon Berard	50 000 €	8 521 €	41 479 €
Total	285 899 308 €	231 473 722 €	53 925 585 €

La répartition par volet est la suivante :

Tableau 2 - Répartition du coût prévisionnel par volet

	Coût total (€ HT)
Volet MILIEUX (41 actions)	17 786 134
Volet RESSOURCES (12 actions)	77 153 552
Volet POLLUTION (113 actions)	185 213 780
Volet SUBSTANCES (21 actions)	5 595 841
Volet TRANSVERSAL (3 actions)	150 000
Total	285 899 308

La contribution du contrat au PDM et au PBACC, issue de l'annexe 2, est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Nbre opérations	Montant actions	Aides AERMC
PDM	31	20 493 341 €	13 619 495 €
PBACC	97	47 224 130 €	22 479 744 €

e. Les indicateurs de suivi du contrat

INDICATEUR	AMBITION DU CONTRAT 2025-2027
Consommation de l'enveloppe des aides	
Dont consommation de l'enveloppe des aides spécifiques	
Nb de réunions de l'instance de gouvernance	
Nb actions prévues / Nb actions engagées	
Nb actions avec aides spécifiques contractuelles prévues / Nb engagées	
Nb actions PAOT prévues / Nb actions PAOT engagées	
Contribution aux défis PBACC, défi prévu / réalisé	
<u>Défi 21</u> : Restauration de berges de ripisylve dégradées	5 000 ml (hors plan de gestion)
<u>Défi 22</u> : Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	60 Ha
Stations d'épuration mise en conformité	2

<u>Défi 12</u> : Surface de zone humide restaurée	28 500 m²
<u>Défi 1</u> : Volumes d'eau économisés (AEP, IND, Agri)	AEP : 2 Mm³
Nb d'ouvrages rendus franchissables	9
<u>Défi 11</u> : Linéaires de cours d'eau restaurés	5 800 ml
<u>Défi 5</u> : Engager un plan de réduction des fuites	13 000 ml

PARTIE 4 - Le contrat

Il est convenu entre :

- **La Métropole de LYON**, représenté par son Président, Monsieur Bruno BERNARD, agissant en vertu de la délibération 2025-2887 du 23 juin 2025,
- **Eau du Grand LYON**, représenté par son Directeur, Monsieur Christophe DRODZ, agissant en vertu de la délibération 2025-049 du 17 juillet 2025,
- **L'Association Des Espèces Parmi Lyon** représenté par son Président, Monsieur Jacques ROY,
- **SPL Part Dieu** représenté par son Directeur général, Monsieur Florent SAINTE FARE GARNOT,
- **Est Métropole Habitat** représenté par sa Directrice Générale, Madame Céline REYNAUD,
- **Lyon Métropole Habitat** représenté par son Directeur Général, Monsieur Vincent CRISTIA,
- **Grand Lyon Habitat** représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean Noel FREIXINOS,
- **Batigere Rhône-Alpes** représenté par son Directeur Général, Monsieur François DHONTE,
- **Commune de Caluire-et-Cuire** représenté par son Maire, Monsieur Bastien JOINT, agissant en vertu de la délibération du ,
- **Curis-au-Mont-D'Or** représenté par son Maire, Monsieur Pierre GOUVERNEYRE, agissant en vertu de la délibération du ,
- **Commune de Lyon** représenté par son Maire, Monsieur Grégory DOUCET, agissant en vertu de la délibération du ,
- **Commune de Saint-Genis-Laval** représenté par sa Maire, Madame Marylène MILLET, agissant en vertu de la délibération du ,
- **Commune de Vénissieux** représenté par sa Maire, Madame Michèle PICARD, agissant en vertu de la délibération du ,
- **Commune de Villeurbanne** représenté par son Maire, Monsieur Cédric VAN STYVENDAEL, agissant en vertu de la délibération D-2025-191 du 30 juin 2025,
- **Crous de Lyon** représenté par son Directeur Général, Monsieur Christian CHAZAL,
- **ComUE Université de Lyon - Saint Etienne** représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,
- **SMIRIL** représenté par son Président, Monsieur Jérôme BUB, agissant en vertu de la délibération D02072025-02 du 2 juillet 2025
- **CENTRE LEON BERARD** représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean Yves BLAY,

Et,

- *L'Etat*, représenté par le Préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, Monsieur Fabrice ROSAY,

Et,

- L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, établissement public de l'Etat, représentée son Directeur Général, Monsieur Nicolas MOURLON, agissant en vertu de la délibération d'application 2025-307 du 26 juin 2025 du Conseil d'Administration de l'agence

Et,

- La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Philippe JUSSERAND en sa qualité de directeur régional de la Banque des territoires Auvergne Rhône Alpes, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date du 26/05/2025.

Les termes du contrat suivant :

Article 1- Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir :

- Le programme d'actions que la Métropole de Lyon, La régie publique Eau du Grand Lyon, l'Association Des Espèces Parmi Lyon, la SPL Part Dieu, les bailleurs sociaux : Est Métropole Habitat, Lyon Métropole Habitat, Grandlyon Habitat, Batigere Rhône-Alpes, les commune de Caluire et Cuire, Curis au Mont d'Or, Lyon, Saint Genis Laval, Vénissieux et Villeurbanne, le Crous de Lyon, La ComUE Université de Lyon - Saint Etienne et ses établissements, le SMIRIL et le Centre Léon Berard,

va engager en vue de répondre aux préconisations de l'Etat et de l'agence de l'eau.

Ainsi que :

- Les conditions d'attribution des aides financières de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour la réalisation de ce programme d'actions.

Article 2- Périmètre et structure porteuse

Le présent contrat porte sur le périmètre des 58 communes de la Métropole de Lyon. Il est animé par La Métropole de Lyon.

Article 3- Durée du contrat

Le présent contrat prend effet rétroactivement du 1^{er} janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027.

Article 4- Description du programme d'actions et échéancier

Le programme d'actions, objet du présent contrat, est présenté en Annexe 2.

Les fiches actions sont regroupées en Annexe 3.

Article 5 – Engagements des signataires

5.1. Engagement des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à réaliser les actions conformément aux années prévisionnelles de réalisation (cf. Annexe 2).

Ils s'engagent à faire connaître sous une forme appropriée que les opérations sont aidées avec la participation financière de l'agence de l'eau comme stipulé dans les clauses générales des décisions ou conventions d'aide.

5.2. Engagement de la structure porteuse

La Métropole de Lyon s'engage à animer et coordonner les différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions et la politique définies par l'instance de gouvernance.

La Métropole de Lyon s'engage à piloter, suivre, mettre en œuvre et évaluer les actions du contrat.

5.3. Engagement de l'Etat

5.3.a Engagement de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au présent contrat.

La date de validation du contrat par les instances de l'agence de l'eau fait foi pour les décisions d'aides spécifiques au contrat.

Conditions spécifiques à certaines actions :

- Démarche substances : l'agence instruira les demandes d'aide pour la réduction des substances dangereuses pour l'eau à condition qu'elles aient été préalablement validées par le service Prévention des rejets toxiques (RND-P) de la Métropole de Lyon.
- Déconnexion des eaux pluviales - projets voirie : l'agence s'autorise à regrouper l'instruction des demandes d'aide de la Métropole de Lyon s'engageant la même année afin d'atteindre un montant indicatif d'investissement d'au moins 200 000 € HT d'investissement.

Les montants d'aides agence sont indiqués sous réserve des modalités du programme d'intervention de l'agence de l'eau en vigueur à la date de chaque décision d'aide et sous réserve :

- De la confirmation des conditions d'éligibilité ;
- De l'assiette de l'aide déterminée à partir des données techniques du projet ;
- Des coûts plafonds en vigueur au moment de la décision d'aide.

Le taux d'aide affiché pour chaque action concernant le volet « milieux aquatiques » est le taux d'aide maximum. Il sera donc étudié au cas par cas en fonction de l'ambition des projets.

L'engagement financier de l'agence de l'eau ne pourra excéder un montant total d'aide de **53 925 585 €**

Les montants sont indiqués sous réserve des disponibilités financières de l'agence ainsi que du respect de l'enveloppe financière totale du contrat.

5.3.b. Autres engagements de l'Etat

L'État s'engage à étudier les projets portés par le territoire dans le cadre de ce présent contrat, après sollicitation des maîtres d'ouvrage. Les dossiers seront étudiés au travers des outils de l'Etat en vigueur au moment du dépôt des dossiers de demande de financement, en particulier la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), conformément aux règles d'emploi de chacune de ces dotations.

5.4. Engagement de la Caisse des Dépôts (CDC)

La Caisse des Dépôts s'engage à accompagner les collectivités et le secteur public local dans la structuration et le financement de projets visant à la préservation des ressources en eau, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique répertorié dans ce contrat eau et climat. Cet accompagnement se traduit par une offre de produits financiers spécifique incluant les aqua-prêts (prêts bancaires sur des durées longues, jusqu'à 60 ans), des possibilités d'investissements directs dans les sociétés (apports en capital, d'avances en compte courant, de titres participatifs, d'obligation convertibles et de prêts subordonnés), le déploiement de la consignment, ainsi que l'intégration dans le collectif Aquagir. www.aquagir.fr

Les maîtres d'ouvrage, signataires du contrat eau et climat, peuvent consulter les offres de la banque des territoires de la CDC à l'adresse suivante : [Offres de gestion de l'eau et préservation | Banque des Territoires](#) ou contacter le représentant de la banque des territoires.

Pour chaque sollicitation financière auprès de la Caisse des Dépôts, celle-ci demeure souveraine pour décider du financement des sollicitations, qu'il s'agisse d'un financement en ingénierie, en prêt ou en investissement. L'ensemble des engagements pris est subordonné aux autorisations préalables des instances compétentes de la CDC.

Les interventions de la CDC seront décidées dans le respect de sa doctrine interne et selon ses critères d'investisseur avisé, ainsi que le cas échéant, dans le respect du droit de la concurrence et de la commande publique.

La mise en œuvre des actions et projets dans le cadre du contrat donnera lieu à la conclusion de conventions particulières, qui définiront les objectifs de chaque action et projet, et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacune des parties.

Article 6- Modalités de pilotage, suivi et évaluation du contrat

Se référer aux modalités de pilotage et de suivi du contrat dans les parties instance de gouvernance et structure porteuse.

Le non-respect de ces principes peut conduire à une dénonciation du contrat.

L'engagement de l'agence de l'eau est lié à la réalisation :

- D'un point d'avancement annuel des actions engagées au cours de l'année écoulée
- D'un bilan d'évaluation en fin de contrat

Le bilan d'évaluation de fin de contrat devra aborder les points suivants :

- Bilan financier
- Bilan technique (avancement des indicateurs de suivi du contrat)

- Résultats vis-à-vis des objectifs du contrat (PDM/PBACC)
- Fonctionnement de la démarche et de sa gouvernance

Le non-respect de ces principes peut conduire à une dénonciation du contrat.

Article 7- Modification et résiliation

Si besoin, le présent contrat peut être modifié par voie d'avenant signé entre les différentes parties et à l'initiative de chacune d'elle. L'avenant est utilisé pour une prolongation de durée d'un an ou pour une révision du montant des actions prévues dans la limite de 10%. En dehors de ces deux cas, un nouveau contrat est à envisager.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties à l'un des engagements du présent contrat, celui-ci sera résilié de plein droit immédiatement, et sans indemnité d'aucune part.

L'agence se réserve alors le droit de demander le remboursement partiel ou total de ses aides.

Signataires

À LYON, le

**Le Président
de la Métropole de LYON**

**Le Directeur général de l'agence de l'eau
Rhône Méditerranée Corse**

Monsieur Bruno BERNARD

Monsieur Nicolas MOURLON

**Le Directeur Régional de la Banque des
territoires Auvergne Rhône Alpes**

Caisse des Dépôts (CDC)

Le Préfet

**Secrétaire général de la préfecture du Rhône,
préfet délégué pour l'égalité des chances**

Monsieur Philippe JUSSERAND

Monsieur Fabrice ROSAY

**Le Directeur
Eau du Grand LYON**

**Le Directeur général
SPL Part Dieu**

Monsieur Christophe DROZD

Monsieur Florent SAINTE FARE GARNOT

**La Directrice Générale
Est Métropole Habitat**

**Le Directeur Général
Lyon Métropole Habitat**

Madame Céline REYNAUD

Monsieur Vincent CRISTIA

**Le Directeur Général
Grand Lyon Habitat**

**Le Directeur Général
Batigère Rhône Alpes**

Monsieur Jean Noel FREIXINOS

Monsieur François DHONTE

**Le Maire
Mairie de Caluire et cuire**

**Le Maire
Mairie de Curis au Mont d'Or**

Monsieur *Bastien* JOINT

Monsieur Pierre GOUVERNEYRE

Le Maire
Mairie de Lyon

La Maire
Mairie de Saint Genis Laval

Monsieur Grégory DOUCET

Madame Marylène MILLET

La Maire
Mairie de Vénissieux

Le Maire
Mairie de Villeurbanne

Madame Michèle PICARD

Monsieur Cédric VAN STYVENDAEL

Le Directeur Général
CROUS de Lyon

La Présidente
ComUE Université de Lyon-Saint Etienne

Monsieur Christian CHAZAL

Madame Nathalie DOMPNIER

Le Président
SMIRIL

Le Directeur Général
Centre Léon BERARD

Monsieur Jérôme BUB

Monsieur Jean Yves BLAY

Le Président
De l'Association des Espèces Parmi Lyon

Monsieur Jacques ROY

Annexe 1 : Grille d'analyse du contrat

Annexe 2 : Tableau récapitulatif financier

Annexe 3- FICHES ACTION

Volet A – PRESERVER LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

Adapter le territoire au changement climatique en favorisant les dynamiques fonctionnelles des milieux aquatiques et humides et en intégrant les risques d'inondation

La Métropole, traversée par La Saône et Le Rhône, est également parcourue par de nombreux cours d'eau ; par ailleurs elle abrite plus de 300 zones humides. Elle est largement concernée par la dégradation de ses milieux aquatiques par de multiples facteurs de pression et les phénomènes d'inondation. Ces enjeux ont été pris en compte dans la stratégie GEMAPI métropolitaine validée en septembre 2023 et dont la Métropole déroule actuellement le plan d'actions 2023-2027. Un des grands objectifs est de redonner aux milieux les conditions des dynamiques fonctionnelles pour qu'ils aient les capacités de se restaurer eux-mêmes.

Ainsi, la Métropole de Lyon favorise dans ses actions sur les cours d'eau, les solutions d'adaptation fondées sur la nature, à bénéfices multiples conjuguant la gestion intégrée des milieux aquatiques avec la prévention des inondations. Par exemple, le projet de renforcement du système d'endiguement de Villeurbanne – Vaulx-en-Velin est complété par la restauration du ruisseau de la Rize et sa remise à ciel ouvert. Il est encore parfois difficile d'objectiver les gains écologiques et sociaux, à moyen et long terme de ces solutions, souvent coûteuses, notamment vis-à-vis du changement climatique, pour convaincre les acteurs du territoire de les mettre en place sans attendre. Mais la Métropole travaille activement avec ses partenaires et dans le cadre de comités de concertation sur ses différents projets pour arriver à des solutions ambitieuses et satisfaisantes.

Un travail de fond d'accroissement massif de la végétalisation et des corridors écologiques, constituant la trame turquoise du territoire est également en cours et va se poursuivre, à travers le Marathon de la biodiversité, les plans de gestion de la végétation rivulaire et les actions sur le Rhône et la Saône. Cette trame végétale sera également un facteur d'adaptation au changement climatique.

Les phénomènes climatiques de plus en plus intenses, imprévisibles et l'urbanisation croissante entraînent une augmentation du ruissellement. Il est nécessaire de replacer la question des responsabilités partagées afin de trouver des solutions adaptées sur l'ensemble du territoire tels que l'infiltration des eaux dans le sol, le ralentissement des écoulements pour recharger les milieux humides, etc. La Métropole travaille activement à établir et mettre en œuvre une stratégie multi-acteurs, en intégrant les communes du territoire. Cela nécessite la mise en place d'une animation importante pour sensibiliser les acteurs du territoire et mobiliser des aides financières pour pouvoir engager des actions ambitieuses.

Restaurer les milieux aquatiques dégradés, cours d'eau et zones humides, pour rétablir leur dynamique naturelle et reconquérir la biodiversité

Restauration de cours d'eau

Plusieurs études diagnostiques menées à l'échelle des bassins versants ont été réalisées sur l'état qualitatif et géomorphologique des cours d'eau métropolitains (hors territoire des syndicats de rivière). Ces derniers sont, globalement, très artificialisés en lien avec l'urbanisation et, localement,

très dégradés en termes de qualité, même si certains secteurs apparaissent aujourd'hui encore assez préservés. La feuille de route est ainsi connue et les tronçons à enjeux ont ainsi pu être identifiés.

Les 8 actions de travaux de restauration programmées au Contrat 2025-2027 sur 4 bassins versants différents (Planches et Serres, Rochecardon - qui sont également identifiés comme réservoirs biologiques -, Rize et Mouche) s'inscrivent dans la continuité de celles initiées dans le précédent Contrat métropolitain et ont pour objectif de rétablir, dans la mesure du possible, les dynamiques naturelles : les travaux pourront comprendre, selon les cas, reméandrage, restauration du lit d'étiage, diversification des écoulements, reconstitution d'une ripisylve adaptée, rétablissement de la continuité écologique par effacement d'ouvrages transversaux, restauration de la connectivité avec les milieux annexes (zone humide, etc.)... 2 actions de travaux expérimentaux d'ingénierie low-tech castor sont également programmées sur les BV Planches et Rize.

Pour préparer les futures programmations de travaux, 6 actions d'études de faisabilité, dont 5 sur des bassins versants peu investigués pour l'instant, seront lancées sur le territoire métropolitain. Ces études de faisabilité, pilotées par un comité de concertation multi-acteurs, intègrent systématiquement plusieurs scénarios d'ambition et privilégient les solutions d'adaptation fondées sur la nature.

Restauration de zones humides

Les études de recensement et de caractérisation des 365 zones humides métropolitaines ont permis de les hiérarchiser techniquement. Outre les ZH qui peuvent être restaurées dans le cadre des travaux cours d'eau (ex. ZH de la Mouche), 3 actions de travaux spécifiques de restauration de ZH, situées dans 3 bassins versants distincts, sont programmées au Contrat. Elles visent à rétablir les fonctionnalités de ces milieux, en particulier épuratoire pour la ZH de Chasselièvre sur le bassin versant Yzeron et écologique pour la ZH du bassin versant des Chanaux (zone de frayères à brochet) et pour la ZH du Rafour du bassin versant des Planches (trame turquoise).

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Travaux de restauration cours d'eau	10	5 800 ml	10 621 975
Études de faisabilité cours d'eau	6 <i>+ 1 pour mémoire</i>	-	470 000 <i>50 000 pm</i>
Travaux de restauration Zone humide	3	29 500 m²	865 000
Total	19		11 956 975 + 50 000 pm

Reconquérir la biodiversité métropolitaine et poursuivre le développement de la trame turquoise

La poursuite du Marathon de la Biodiversité, avec restauration ou création de haies champêtres/ ripisylves et mares, engagé par la Métropole ainsi que 3 nouvelles actions en faveur de la biodiversité liée aux habitats aquatiques seront réalisées dans ce contrat (*pour mémoire, l'action travaux sur la ZH du Rafour a été intégrée dans le paragraphe précédent*). La phase 2 du Marathon de la biodiversité permettra ainsi d'atteindre 42 km de haies et 42 mares créés (objectifs fixés en 2021).

Des actions de renaturation par végétalisation sur au moins 3 bassins de gestion des eaux pluviales de la Métropole situés à proximité des cours d'eau sont également prévus pour permettre une meilleure préservation de la biodiversité existante et développer des habitats et corridors favorables aux espèces liées aux milieux aquatiques.

Rhône et Saône : projet SURF

De son côté, l'association Des Espèces Parmi'Lyons propose un ambitieux projet sur le fleuve Rhône et la rivière Saône, dans l'espace urbain, aujourd'hui très minéral et dont le potentiel de végétalisation peut être développé. L'association a testé des solutions concrètes d'aménagements, comme Gabiodiv' (Gabion et Biodiversité) qui consiste à installer des modules végétalisés sur les quais, favorables à l'accueil de la faune. Ces initiatives participent à reconstituer une continuité écologique le long des grands cours d'eau.

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Travaux de restauration et de connectivité	3 dont Marathon de la biodiversité	14 800 ml 14 mares 2 écoducs (espèces cibles amphibiens)	1 408 578
Études préalables corridors	2	-	49 875
Travaux de végétalisation des bassins	1	3	30 000
Travaux de végétalisation Rhône Saône	1	5 000 ml	2 500 000
Total	7		3 988 453

Élaborer et mettre en œuvre une stratégie territoriale de plans pluriannuels de gestion de la végétation à l'échelle des bassins versants métropolitains

Prendre soin des cours d'eau dans toutes leurs dimensions : ripisylve, micro-habitats, écoulements... constitue un enjeu de fond pour la Métropole. Le contexte urbain métropolitain a considérablement altéré les bords de cours d'eau et a donc réduit les nombreux bénéfices apportés par les boisements riverains. Les propriétaires restent les premiers concernés par l'entretien courant, mais en raison du défaut d'entretien, de travaux irréguliers et non coordonnés, les plans pluriannuels de gestion permettent d'harmoniser des actions de restauration de la végétation au bénéfice du fonctionnement écologique du cours d'eau. La ripisylve, pour peu qu'elle soit constituée d'essences adaptées, constitue une zone de transition entre les milieux terrestres et aquatiques et est un facteur déterminant du bon fonctionnement écologique du cours d'eau (ombrage, thermie, (micro-)habitats aquatiques et terrestres, capacités épuratoires ...). La Métropole porte une attention particulière à sa préservation et restauration, afin qu'une dynamique naturelle se reconstitue, notamment à proximité des tronçons où des travaux de restauration morphologiques ont été menés. Les plans de gestion permettent en outre de prendre en compte des tronçons aux caractéristiques particulières (réservoirs biologiques, présence d'espèces aquatiques patrimoniales – écrevisses à pattes blanches – ou au contraire présence d'espèces exotiques envahissantes à éradiquer...).

Après avoir conduit une étude de définition générale à l'échelle métropolitaine (prestataire Aquabio), chaque BV est réétudié plus finement pour définir les secteurs d'Intérêt Général, réaliser le terrain et les études en interne et rédiger le plan de gestion avec DIG et DLE.

Les plans de gestion sont par ailleurs des documents de communication et de sensibilisation auprès des riverains, notamment lors des réunions publiques, pouvant les amener à connaître les bonnes pratiques et comprendre les bénéfices de l'entretien courant.

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Élaboration de 5 plans pluriannuels de gestion de la ripisylve	1	-	56 000
Mise en œuvre de 5 plans pluriannuels de gestion de la ripisylve	3 (1 / année)	29 km d'intervention (1 seul passage / tronçon)	315 000
Total	4		371 000

Infiltration de l'eau dans les sols en milieu rural et semi-urbain

En complément de cette stratégie de gestion globale de la ripisylve, la Métropole cherche à expérimenter et déployer des solutions permettant de restituer plus d'eau au sol (la Ville perméable mais en milieu rural), de favoriser l'infiltration ou le ralentissement de l'eau là où elle tombe, en s'inspirant des techniques d'hydraulique douce mais également d'hydrologie régénérative qui se développent à l'échelle nationale. Une démarche d'animation globale et un 1^{er} secteur test de travaux vont être mis en place.

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Animation et charte	1	-	95 000
Travaux d'amélioration de la réserve en eau du sol	1	3 ouvrages	150 000
Total	2		245 000

Connaître et étudier les hydrosystèmes pour accompagner la mise en œuvre

Conduites depuis de nombreuses années, les études de connaissance de qualité des cours d'eau métropolitains permettent un suivi essentiel de l'évolution du fonctionnement des hydrosystèmes et des impacts des différentes pressions sur les milieux aquatiques. De plus, avec les actions de restauration de cours d'eau qui s'amplifient, elles devraient permettre d'avoir une appréciation de l'efficacité des actions menées. Enfin, les résultats de ces études sont un moyen efficace de sensibiliser sur les milieux aquatiques et leur état de dégradation et de valoriser les actions menées (utilisées entre autres dans le RPQS métropolitain).

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Qualité des Milieux Aquatiques - Études de Connaissance 2025, 2026, 2027	3 (1 / an)	90 points (30 / an)	360 000 (120 000 / an)

Animation et communication autour des milieux aquatiques et humides métropolitains

Animation

La stratégie GEMAPI délibérée récemment a permis la mise en place d'une gouvernance métropolitaine avec un comité de pilotage stratégique GEMAPI (2 / an) et un comité des élus représentants la Métropole dans les syndicats gemapiens (1 / an), qui sont amenés à se poursuivre dans les années à venir afin d'instaurer des espaces pérennes d'échanges et de décisions.

En termes de gouvernance plus locale, des comités techniques et de pilotage seront créés pour chaque projet. Ils permettent de réunir les acteurs institutionnels et locaux (élus et usagers), dans lesquels les différents diagnostics sont partagés, et les scénarios discutés et validés.

Plus largement, toutes les actions opérationnelles GEMAPI et de biodiversité portées nécessitent des temps d'animation, en interne et à l'externe, pour faire émerger les projets, les mettre en œuvre et les suivre, mais aussi élaborer tous les documents techniques et pédagogiques nécessaires. Cela demande de la coordination, de l'animation territoriale et de la concertation.

La Métropole a transféré la compétence GEMAPI à 7 syndicats de rivière préexistants sur son territoire, qui portent leurs outils de gestion respectifs en fonction des enjeux de leurs bassins versants (Contrat de milieux, PTGE, SAGE, PAPI, plan de gestion de la végétation, etc.). La Métropole participe à la définition de ces orientations et au suivi de ces outils, en lien étroit avec les cellules techniques des syndicats mais également avec les élus métropolitains siégeant dans les instances de gouvernance.

Dans la durée du prochain contrat, la Métropole sera impliquée dans la gouvernance en émergence sur le BV des Échets et la mise en place d'un premier plan d'actions sur ce BV. Sur les masses d'eau Ratapon et Rhône de Miribel, la Métropole devra engager de premiers échanges avec les collectivités concernées pour proposer de mettre en place une gestion dédiée et en définir les modalités.

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Animation 2025-2027 volet Milieux et Gestion concertée et Quantité	3 (1 / an)	-	785 000
Animation PPRE et EEE 2025-2027	3 (1 / an)	-	615 000
Animation Biodiversité 2025-2027	3 (1 / an)	-	84 681
Total	9		1 484 681

Communication

Les travaux de restauration des milieux aquatiques et de reconquête de la biodiversité sont des supports pédagogiques et de communication très parlants à la fois pour les institutionnels, et en premier lieu pour les élus métropolitains afin de les sensibiliser à ces thématiques (visites de terrain), et pour le grand public. La communication est aujourd'hui assurée en interne par les chargés de projet avec l'appui de la chargée de communication, qui peuvent faire appel à des prestations ciblées (photos, vidéos, passages drones, pour des montages avant-après travaux ; impression de plaquettes...).

Pour les 2 actions de travaux expérimentaux d'ingénierie low-tech castor, la Métropole de Lyon a été lauréate de l'appel à projet ERABLE, financé par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Cet appel à projet vise à promouvoir la biodiversité dans les territoires par la construction d'une mise en récit de la biodiversité, en documentant et en encourageant les initiatives visant à renouer avec le vivant, en croisant action publique, pratiques artistiques, scientifiques et questionnements citoyens. Ainsi la Métropole mettra à disposition ses données issues de ces travaux « castor » afin qu'ils soient valorisés.

Actions	Public cible	Objectifs
Travaux de restauration des milieux aquatiques et de reconquête de la biodiversité (1 action de communication / projet)	Institutionnel, élus, grand public Habitants métropolitains	Sensibilisation Pédagogie Effet démonstrateur (avant/après ; évolution dans le temps)
ERABLE, travaux castor	Institutionnel Recherche Grand public, citoyens	Sensibilisation Lien affectif citadin/environnement Effet démonstrateur
Plans de gestion de la ripisylve (Réunions publiques, livret entretien de cours d'eau)	Institutionnel Riverains	Sensibilisation Pédagogie Effet démonstrateur
Asso DEPL restauration des milieux aquatiques en zone urbaine	Adhérents de l'asso Habitants métropolitains Institutionnel Grand public	Sensibilisation Lien affectif citadin/environnement

Le SMIRIL, avec une fréquentation annuelle de 250 000 personnes dont scolaires, grand public et institutionnels, a inscrit une action de développement d'une salle pédagogique sur les fleuves. Ce projet viendra compléter les aménagements existants (sentiers de découverte extérieurs en autonomie) et son offre d'éducation à l'environnement. Ce projet de type muséographique nécessite entre autres la conception de maquettes à différentes époques pour expliquer l'histoire et l'évolution du fleuve ainsi que les enjeux actuels ; d'une fresque murale ; et d'outils pédagogiques type kamishibai, silhouettes animales... Le SMIRIL a accueilli en 2024 une mission de stage en éco-interprétation et dispose d'un avant-projet. De plus, le SMIRIL travaille en réseau avec les autres structures proposant de la pédagogie sur le fleuve Rhône : SMHR, CONIB, maison d'Arles...

Action	Nombre d'actions	Objectifs	Montant € HT
Espace pédagogique sur les fleuves	1	-	55 000

Volet B : PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU

1. Contexte

98 % de l'eau distribuée sur le territoire de la Métropole de Lyon provient de la nappe alluviale du Rhône, prélèvements réalisés au niveau du champ captant de Crépieux-Charmy. Les études prospectives, et notamment celles conduites fin 2021 par l'agence de l'eau, concluent sur le fait que le changement climatique va impacter considérablement le débit du Rhône. Le débit à l'étiage du fleuve pourrait diminuer de -20 % d'ici 2050. Cette prospective engage l'ensemble des acteurs du territoire à agir sans attendre pour baisser les prélèvements dans la ressource en eau.

Sur le territoire, la nappe de l'Est lyonnais est en déséquilibre quantitatif et fait l'objet d'un schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) depuis 2009. La Métropole et Eau du Grand Lyon portent l'ambition de reconquérir sa qualité et ainsi diversifier l'approvisionnement en eau potable du territoire. La préservation de son équilibre quantitatif est un enjeu majeur pour le territoire.

Au niveau national, le Plan eau du gouvernement, lancé en mars 2023, a fixé les grandes ambitions pour une gestion sobre, résiliente et concertée de la ressource en eau. Trois enjeux ont été définis : la sobriété des usagers, l'optimisation de la disponibilité de la ressource en eau et la préservation de la qualité de l'eau. Le plan eau a fixé un objectif de **-10 % d'eau prélevée à horizon 2030**. Cet objectif national s'est ensuite décliné de manière territoriale et par secteur d'activité, dans le cadre du Plan de Bassin d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC) dans le domaine de l'eau 2024-2030 Rhône-Méditerranée. Ce Plan invite l'engagement des différentes catégories d'usagers, avec les objectifs suivants à horizon 2030 :

Pour la fourniture d'eau potable, la poursuite des gains de rendement des infrastructures et le déploiement des pratiques et équipements économes en eau auprès des ménages afin de viser **une réduction de 16 % par rapport à 2019**,

Pour les usages agricoles : la poursuite de la réduction de 100 Mm³ des prélèvements sur les secteurs en déséquilibre et la maîtrise des volumes prélevés sur les territoires pour que globalement ces prélèvements n'augmentent pas à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée,

Pour les usages industriels (hors refroidissement des centrales nucléaires) : viser **une réduction de 15 % à l'échelle du bassin par rapport à 2019**,

Pour les centrales nucléaires : viser d'ici 10 ans une réduction des prélèvements d'eaux industrielles **de 10 % par rapport à 2019**

Concernant l'eau potable, la Métropole de Lyon, en tant qu'autorité organisatrice du service public de l'eau potable, fixe la stratégie relative au service public d'eau potable, tout en assurant leur cohérence avec les autres politiques publiques métropolitaines (agriculture, urbanisme, foncier, social, etc.). Ces ambitions et objectifs sont définis dans le cadre stratégique métropolitain pour le service public d'eau potable 2021-2035. Ainsi, dès 2021, la Métropole de Lyon avait fixé pour le service public d'eau potable un objectif de baisse de -15% des consommations d'eau potable par abonné à horizon 2035.

Conformément au PBACC, la cible de la Régie est une réduction de **16 % des prélèvements d'eau potable entre 2019 et 2030**, soit :

- 14,5 millions de m³ économisés par rapport à 2019 (90 millions de m³ d'exhaure).

- 8,9 millions de m³ économisés par rapport à 2023 (85,2 millions de m³ d'exhaure), soit -10% (cf. graphe ci-dessous)

La Régie Eau du Grand Lyon (EGL), opérateur du service, traduit ces objectifs en une feuille de route propre, met en œuvre les actions et gère le budget associé. Une convention d'objectifs entre la Métropole et Eau du Grand Lyon a été établie pour la période 2023-2028. Cette convention permet notamment de définir des indicateurs de suivi et objectifs chiffrés relatifs aux différentes actions mises en œuvre par Eau du Grand Lyon en faveur de la sobriété hydrique.

Les actions mises en œuvre par la Métropole et Eau du Grand Lyon pour la baisse des prélèvements dans la ressource sont de plusieurs ordres :

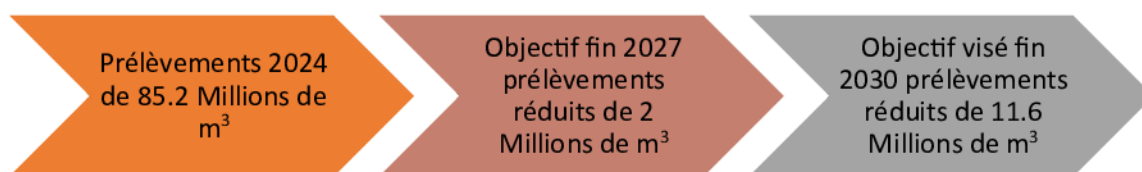
- Un plan d'action dédié à la baisse des prélèvements eau potable (cf. paragraphes 3 à 5),
- Mise en place d'une démarche de sobriété hydrique par la Métropole de Lyon sur ses propres infrastructures de l'assainissement depuis 2023 (cf. paragraphe 5.),

Sur le territoire de l'Est lyonnais, nappe en déséquilibre quantitatif la Métropole et Eau du Grand Lyon sont cofinanceurs, aux côtés de l'agence de l'eau et du Conseil départemental, du SAGE de l'Est lyonnais. Le SAGE doit être révisé courant 2025, et le projet de SAGE révisé affiche entre autres comme objectifs de poursuivre le partage de la ressource, de renforcer les économies d'eau par la mise en œuvre du PGRE et sa révision, et d'améliorer le suivi et la connaissance du fonctionnement des nappes d'eaux souterraines. Membres actifs de la CLE du SAGE, les élus de la Métropole et de la Régie y défendent la préservation de la ressource en eau.

2. Trajectoire proposée pour les prélèvements en eau pour l'eau potable (nappe alluviale du Rhône)

L'objectif de réduction des prélèvements d'eau potable de **16 % d'ici 2030** est ambitieux mais atteignable, à condition de mobiliser l'ensemble des acteurs et d'intégrer la sobriété hydrique dans toutes les pratiques.

Fin 2027, les actions mises en place par EGL devraient permettre de diminuer les prélèvements de 2 millions de m³, soit 25 % de l'objectif.



En combinant des actions techniques (optimisation du réseau, réduction des pertes), des actions structurelles (réutilisation des eaux non conventionnelles) et des actions de sensibilisation, la Régie Eau du Grand Lyon contribue activement à la réduction de la pression sur la ressource en eau et à l'adaptation aux enjeux climatiques de demain.

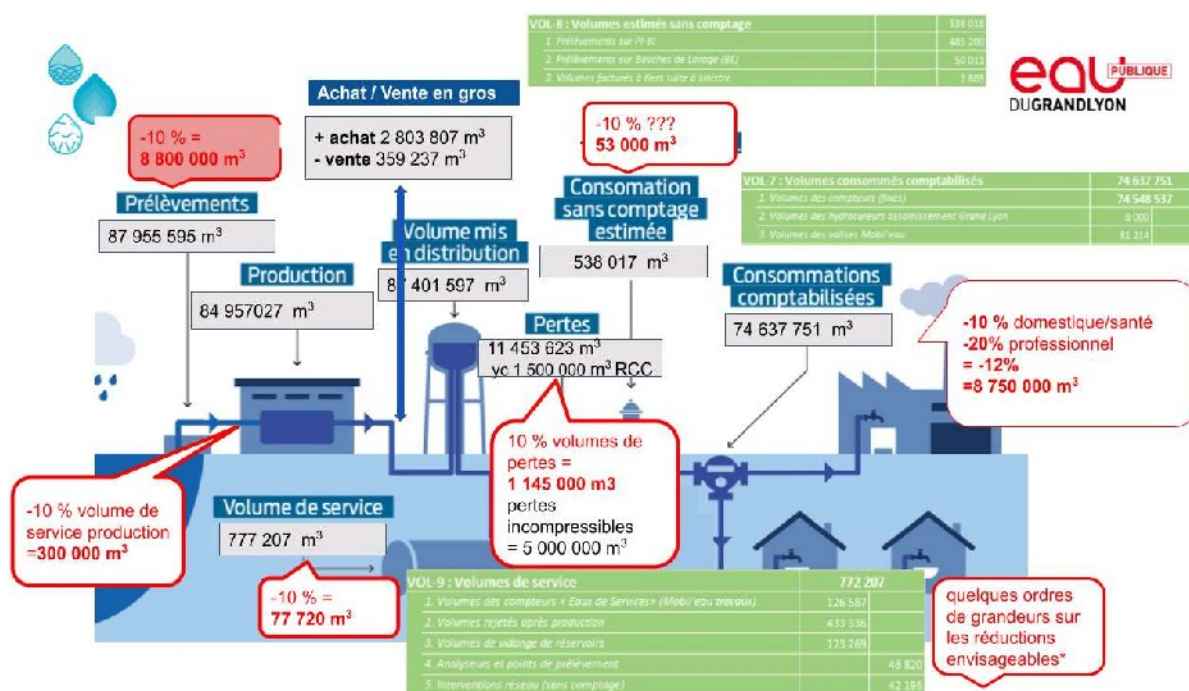
Indicateurs de Performance

Suivi à travers la Convention d'Objectifs, les indicateurs suivants rendent compte des actions mises en œuvre par Eau du Grand Lyon en matière de sobriété :

- **IPC.A3** : Rendement du réseau.

- **IPC.A4** : Indice linéaire de perte.
- **IPC.A5** : Indice linéaire de volume non compté.
- **IPC.A6** : Rendement du parc compteur.
- **IPC.C13** : Nombre de plans d'actions "économie d'eau" déployés chez les 50 plus gros consommateurs.

3. Plan d'Action Sobriété Eau du Grand Lyon



Le plan d'action Sobriété d'Eau du Grand Lyon vise à mettre en œuvre :

- À chaque étape du système de production et de distribution d'eau potable, des actions visant à réduire les pertes en eau,
- Au robinet de l'utilisateur, des actions de sensibilisation visant à faire diminuer les consommations d'eau potable.

Le plan d'action comporte 3 niveaux :

1- Actions engagées à maintenir

- Amélioration du rendement du réseau et recherche de fuites.
- Suivi et réduction des volumes non comptés.
- Sensibilisation et accompagnement des usagers.

2 - Nouvelles actions à déployer

- Réduction des volumes rejetés (projet d'Usine de La Pape, essais captages).
- Optimisation du rendement par baisse de pression dans certaines zones.
- Sensibilisation renforcée des grands comptes et réduction des écoulements permanents.

- Développement de nouvelles technologies (hydrophones, compteurs ultrasons, imagerie satellite).

3 - Actions nécessitant études et investissements

- Expérimentations pour le transfert et le stockage de l'eau.
- Modernisation des dispositifs de comptage.
- Identification de nouvelles sources d'optimisation à travers des programmes de recherche.

4. Détail des actions prévues dans le contrat par EGL

Eau du Grand Lyon, dans la logique de son plan d'actions sobriété, prévoit de mettre en œuvre les actions suivantes dans les trois prochaines années.

Sensibilisation des grands comptes par typologie

- Recrutement d'un ETP sur 2025-2027 avec pour objectif d'accompagner un portefeuille de grands comptes dans un plan d'action sobriété personnalisé.
- Etude des besoins (questionnaire, recueil des besoins)
- Adaptation de l'offre de service de suivi des consommations (développement d'outil de suivi des données horaires) et analyse fine des consommations
- Accompagnement au repérage et à la réparation pour diminuer les écoulements permanents
- Diagnostics des bâtiments communaux et équipements,
- Aide à la recherche de fuite

Montant de l'opération : 255 870 €

- 2025 : 34 000€ (recrutement à partir de juillet 2025) + 85 870 (AMO)
- 2026 : 68 000€
- 2027 : 68 000€

Travaux d'économie d'eau des Grands comptes

Hypothèses retenues :

- Visite des 50 grands comptes/an en 2025.
- Hypothèse de 20% de grands comptes qui s'engagent pour donner suite aux visites en 2026, soit 10 grands comptes/an, puis 15 grands comptes en 2027
- Travaux à hauteur de 30 000 €HT/grand compte

Montant de l'opération : 750 000 € HT

- 2026 : 300 000 € HT
- 2027 : 450 000 € HT

Sensibilisation et actions chez les particuliers

Promotion de nos services de suivi conso en ligne, installation des kits d'économie d'eau chez les particuliers,

Montant de l'opération : 170 000 €

2025 :

- Suivi de consommation en ligne et Bilan annuel : 59 000 €
- 30 000 livrets Ecogestes : 45 000 €

- 5 000 sabliers : 7 500 €

2026 :

- 30 000 livrets Ecogestes : 45 000 €
- 5 000 sabliers : 7 500 €
- 300 Kits éco : 6 000 €

Actions de communication et de sensibilisation grand public du plan d'action sobriété

- Conception de la campagne par l'agence : 20 000 €
- Achat espace médias traditionnels (presse, affichage, radio) : 80 000€
- Achat espace médias digitaux : 10 000€

Sensibiliser aux enjeux de préserver l'eau :

Animations auprès du public scolaire par les Ambassadeurs de l'eau

Budget 2025-2027 : 96 858 € HT

- 2025 : 36 486 € HT
- 2026 : 30 186 € HT
- 2027 : 30 186 € HT

Animations et sensibilisation grand public autour d'un bar à eau

Aujourd'hui le bar à EAU est sollicité 2 à 3 fois par mois toute l'année sur 3 jours en moyenne. Compte tenu de la fréquentation actuelle on peut estimer le nombre de personnes qui seront touchées par cette action entre 5000 et 8000 personnes sur la durée du contrat.

Montant annuel : 30 000 € x 3 ans = 90 000 €.

Sécurisation du système AEP de la Métropole : Refonte de l'usine de La Pape

Le lac des Eaux Bleues, situé entre le canal de Miribel au nord et le canal de Jonage au sud, est utilisé pour l'alimentation en eau potable de la Métropole de Lyon. L'eau du lac est prélevée pour être potabilisée sur l'usine de la Pape sur la commune de Rillieux-la-Pape. Mise en service en 1989, l'usine de la Pape dispose d'une capacité théorique de traitement de 150 000 m³/jour. L'ensemble constitue ainsi la seconde ressource en eau potable du Grand Lyon et le principal secours du champ captant de Crépieux-Charmy qui couvre à lui seul 98 % des besoins de l'agglomération.

Or, depuis plusieurs années, une dégradation progressive de la qualité de l'eau du lac est constatée. Ce phénomène entraîne d'importantes difficultés d'exploitation sur l'usine de la Pape dont la chaîne de traitement ne s'avère, aujourd'hui, plus adaptée. À ce jour, l'usine de la Pape n'est plus en mesure d'assurer la production d'une eau de qualité conforme en période estivale, ni sa fonction de secours à pleine capacité.

Par ailleurs, les études, menées historiquement par la Métropole dans le cadre de la sécurisation et la diversification de la ressource en eau, ont confirmé :

La nécessité de conserver la ressource actuelle que constitue le lac des eaux bleues. La reconquête de la qualité des eaux du lac passant également par la mise en œuvre d'un plan d'actions en cours d'élaboration,

L'intérêt de s'appuyer sur l'usine de la Pape, infrastructure située au centre du système de production d'eau, y compris pour assurer une production d'eau potable à partir d'autres ressources telle que la Saône.

Objectifs :

Objectifs poursuivis

Le projet de rénovation de l'usine de la Pape doit répondre aux objectifs suivants, à partir de la ressource que constitue le lac des Eaux Bleues :

Sécuriser : Disposer d'un secours immédiatement disponible en cas de problème rencontré sur le champ captant de Crépieux-Charmy et contribuer ainsi à l'objectif général de sécurisation de la ressource. L'usine rénovée aura à nouveau la capacité de traiter 150 000 m³ d'eau par jour et les installations devront pour cela être mobilisables pour assurer cette production de pointe sous un délai maximum de 3h. Le projet permet également de sécuriser l'approvisionnement en eau de la Métropole durant les APAVER soit 2 mois par an tous les 3 ans environ. À ce jour, EGL est contraint de solliciter des dérogations pour ces périodes

Sobriété : Contribuer à l'objectif général de diversification de la ressource et limiter la pression exercée sur la ressource de Crépieux-Charmy,

Qualité : Produire toute l'année une eau respectant les exigences réglementaires de qualité,

Disposer d'une infrastructure durable, s'inscrivant dans la stratégie générale d'alimentation en eau potable de la Régie et répondant à un certain nombre de critères environnementaux.

Compte tenu du contexte évoqué précédemment, les ouvrages qui seront construits seront compatibles avec une évolution « bi-ressource » de l'usine et devront permettre la production éventuelle d'eau potable à partir d'une autre ressource que le lac, et notamment la Saône.

Enfin, la solution envisagée garantit que les PFAs éliminés ne sont pas stockés dans les boues de l'usine.

Montant de l'opération (2025) : 64 000 000 € HT

Sobriété : Renouvellement canalisations sur les secteurs avec ILP fort. Réduction des fuites en réseau

Sur les secteurs mobilisant à terme, prioritairement la nappe de l'Est Lyonnais et avec rendement local inférieur à 85% : Renouvellement canalisation, branchements et équipements réseau.

Montant de l'opération : 3 000 000 € HT x 3 ans = 9 000 000 € HT.

Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'information (SI) d'aide à la décision pour la gestion Patrimoniale des réseaux et du génie civil

Montant de l'opération (2026) : 250 000 € HT

Études complémentaires au SDAEP : interconnexions avec les territoires voisins

Mise à jour de l'étude Setec 2023 pour la réalisation d'une interconnexion depuis EGL vers les syndicats Rhône Sud et SIEMLY pour 10 000 m³/j : nouveau(x) tracé(s), actualisation des coûts

Montant de l'opération (2025) : 50 000 € HT

Ressources stratégiques pour l'eau potable

Etude de connaissance approfondie de la ressource stratégique de la Molasse Miocène sous l'Est Lyonnais

Etude de connaissance approfondie de la nappe de la Molasse comprenant :

- Campagnes de reconnaissance de la géologie profonde par méthode géophysique,
- Réalisation de forages de reconnaissances avec carottage de certains niveaux, tests de pompage longue durée,
- Implantation de nouveaux piézomètres dont certains pour suivi des influences des pompages dans les 2 compartiments (molasse et all anciennes) et campagnes d'analyses sur un nombre de points étendu.
- Portage Poste Ingénieur d'études

Objectifs : Approfondir la connaissance de la molasse

Montant de l'opération : 2 120 000 €

2026 : 500 000 €

2027 : 1 612 000 €

5. Actions prévues par la Métropole dans le contrat

La métropole de Lyon a engagé une démarche de sobriété hydrique sur ses propres infrastructures de l'assainissement en 2023.

Les premières étapes d'identification de l'ensemble des forages de prélèvement en nappe sont réalisées et les régularisations sont en cours.

Globalement les volumes consommés par les infrastructures de l'assainissements sont de

65 000 m³ par an en eau potable

1 100 000 m³ par an prélevés dans la nappe alluviale du Rhône.

Une seule action sera engagée dans ce contrat sur la station de traitement de la Feyssine à Villeurbanne. Elle permettra de diminuer la consommation en eau potable fin 2025 de 8 000 m³ par an soit 12% de sa consommation annuelle totale.

Autres mesures envisagées par la Métropole pour les années 2025 à 2030

L'engagement de la révision du PCAET Métropolitain en 2024 permettra de mobiliser également les autres services de la Métropole. L'ambition proposée sera soumise à la validation de l'exécutif métropolitain en juin 2025. Il sera suivi de la concertation réglementaire à l'automne 2025. Le nouveau PCAET pourra être approuvé en été 2026.

Les premières mesures identifiées sont les suivantes :

Service public de l'assainissement : Définition d'une trajectoire d'économies d'eau de nappe pour les 2 principales STEU Saint Fons et Pierre Bénite : réduction de 30% des prélèvements d'eau de nappe à horizon 2030 par rapport à 2023, avec la mise en œuvre de modules de réutilisation des eaux traitées en interne.

Service public des déchets :

Le projet de reconstruction de l'UTVE de Gerland qui sera engagé en 2025 analysera les mesures possibles pour limiter au maximum l'utilisation de l'eau de nappe (6 Millions de m³/an prélevés dans la nappe alluviale du Rhône).

Le prochain contrat d'exploitation de l'UTVE de LYON nord intégrera dès 2028 des objectifs de réduction de la consommation en eau potable (110 000 m³/an consommés aujourd'hui, pas de forage dans l'eau de nappe).

Volet C : AMELIORER LA PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Les actions de la métropole présentées dans ce contrat pour répondre aux enjeux de dégradation de la qualité des milieux aquatiques sont organisées en 4 parties

Les actions qui répondent au SDAGE PDM et au PBACC. Elles contribuent directement à l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques par la réduction des rejets de temps de pluie, leur traitement avant rejet, la déconnexion des eaux pluviales des réseaux ou la mise en séparatif, ou encore des actions plus globales à l'échelle d'un système d'assainissement pour diminuer l'impact sur le milieu.

Les actions motivées par la mise en conformité réglementaire des systèmes d'assainissement métropolitains. Ce sont les actions prioritaires sur les usines de traitement des eaux usées de la métropole pour améliorer leurs performances et diminuer leurs impacts sur les milieux aquatiques.

Les actions de gestion durable des SPEA et de sensibilisation scolaire. Il s'agit d'actions générales qui vont permettre d'accroître la maîtrise de la programmation des renouvellements des réseaux pour optimiser les opérations de renouvellement des réseaux et prioriser les interventions là où les impacts milieux sont les plus importants.

Les actions patrimoniales sur les infrastructures de l'assainissement.

Apporter des réponses opérationnelles au SDAGE PDM et au PBACC.

Travaux qui répondent au PDM YZERON et au PBACC

Renouvellement des réseaux le long de l'Yzeron et lutte contre les eaux claires parasites : en cohérence avec le PTGE de l'Yzeron, la Métropole continue à investir sur le renouvellement des réseaux en bordure des ruisseaux pour limiter les eaux claires parasites et les rejets d'effluents sans traitement par temps de pluie vers ces ruisseaux.

Étude de réduction des rejets d'eaux usées sur le BV du ruisseau du SANZY affluent de l'Yzeron à Oullins.

Travaux qui répondent au PDM LES PLANCHES

Diagnostic patrimonial des réseaux le long du ruisseau des Planches en préparation d'un programme de travaux et premiers travaux de renouvellement.

Études de déconnexion ou de mise en séparatif à Tassin la demi-lune, secteur de La Vernique.

Travaux qui répondent au PDM GIER

Travaux de déconnexion du ruisseau du CRA du réseau d'assainissement de Givors

Travaux qui répondent au PDM CHANAUX

Le schéma directeur assainissement engagé en 2023 livrera ses conclusions et son plan d'action en 2025. Il sera complété par les études préalables à la reconstruction de la station de traitement des eaux usées du QUINCIEUX. Ces études vont permettre d'évaluer les scénarios possibles pour la

reprise complète de son mode de traitement dans l'objectif d'améliorer la qualité du ruisseau des Chanaux.

Travaux qui répondent au PDM MALIGNEUX

Renforcement de réseau pour limiter les rejets de temps de pluie dans le ruisseau du Maligneux et sur La tour de Salvagny, secteur Cerqueminal (Yzeron) et déconnexion des eaux pluviales de 0.9ha.

Autres travaux réalisés en réponse à la pression de la pollution urbaine des rejets de temps de pluie sur les autres cours d'eau (Rochecardon, Planches, ...)

Études de déconnexion des EPL sur les secteurs prioritaires identifiés au SDA de pierre bénite (Saint Genis Laval, Oullins)

Travaux de déconnexion des EPL sur les secteurs prioritaires identifiés au SDA : Irigny côté Berthaud et Rousset, objectif 1.5 à 5 ha déconnectés

Construction d'un poste de refoulement à Limonest pour limiter les rejets temps de pluie vers le ruisseau du Rochecardon – Pression de pollution par les nutriments urbain identifiée sur cette futur masse d'eau.

Ambition globale

Renouvellement de 2.3 km de réseaux

Déconnexion des eaux pluviales de 2.4 à 5 ha

Mettre en conformité les systèmes d'assainissement non conformes

Aujourd'hui les systèmes d'assainissement de la Métropole présentent des non-conformités réglementaires ERU ou locales sur les installations de traitement et sur les rejets de temps de pluie.

En conséquence la Métropole investit en priorité sur les systèmes d'assainissement non conformes en traitement depuis de nombreuses années :

SA de Fontaines sur Saône : le projet de raccordement du système à celui de Pierre Bénite engagé en 2024 doit aboutir à une mise en service en 2027. Ils consistent en la réalisation d'une station de refoulement et d'un bassin de stockage restitution de 6600m³ en lieu et place de la station de traitement actuelle. Le programme de travaux comprend également la reprise à l'aval de 500ml de réseaux sur Caluire et cuire, rue Dufour. Des travaux de réduction des rejets de temps de pluie (déconnexion et traitement avant rejet au ruisseau du Ravin) accompagnent ce programme d'investissement

Sa de Saint Fons : l'engagement des travaux de rénovation des traitement biologiques et de création de stockage temps de pluie en amont de la station pour retrouver une performance acceptable. Le schéma directeur d'assainissement engagé en 2023 devrait aboutir en 2026 à un plan d'actions concernant l'ensemble du SA pour les 10 prochaines années.

Le tableau en annexe donne un aperçu des conformités obtenues ces 5 dernières années

Les actions de gestion durable du service public de l'assainissement

Mettre en place une stratégie patrimoniale pour la gestion sur le long terme des infrastructures de l'assainissement

La Métropole de Lyon dispose d'un patrimoine constitué d'environ 3 300 km de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, 12 stations de traitement des eaux usées, 75 stations de relèvement et 364 bassins de gestion des eaux pluviales. La valeur de ces infrastructures est estimée à environ 5 milliards d'euros (hors branchements). En 2023, la Métropole de Lyon dispose d'un taux de renouvellement « moyenne quinquennale » de 0,45 % de son réseau.

La Métropole de Lyon a créé en 2020 une unité dédiée à la gestion patrimoniale de son système d'assainissement. Un des objectifs de cette unité est d'orienter, de contrôler et de réhabiliter ces biens tout en maîtrisant les coûts financiers. Or, à partir du constat précédent, compte tenu du linéaire du patrimoine existant et du nombre de paramètres environnementaux à prendre en compte dans l'analyse du réseau, il est aujourd'hui difficile de construire sans outil spécifique une stratégie patrimoniale à long terme. Le développement d'un outil numérique adapté au contexte métropolitain et évolutif est indispensable afin de prédire l'état de santé des collecteurs, d'orienter les inspections des réseaux et d'optimiser la programmation de travaux. L'engagement de la métropole dans l'outil SEMA+ en 2024 avec l'aide de l'agence de l'eau est une première étape.

Ce projet stratégique répond aux enjeux actuels et futurs de la gestion de l'eau et des infrastructures, en garantissant une utilisation efficace des ressources, une meilleure qualité de données et une réduction de l'impact environnemental, tout en assurant la durabilité et la performance du réseau d'assainissement.

L'achèvement du projet est prévu en 2026 avec pour objectif d'utiliser l'outil à partir du prochain mandat.

Compléter les inventaires des réseaux et expérimenter des techniques portables pour l'inspection des réseaux en situation d'accès difficile

L'objectif est de compléter les inventaires et les diagnostics de fonctionnement des réseaux situés le long des cours d'eau masse d'eau prioritaire.

L'accès à ces réseaux implantés en parcelle privée sur une grande partie de leur cours, est souvent très complexe et ne peut se faire avec les véhicules et les matériels habituels. Une expérimentation d'outils de diagnostic portables sera engagée pour trouver des solutions permettant l'intervention des équipes d'exploitation dans des sites inaccessibles pour une surveillance plus réactive. D'autres systèmes d'alerte de type capteurs low cost pourraient être expérimentés.

Réviser régulièrement les schémas directeurs par systèmes d'assainissement

Le schéma général d'assainissement (SGA) 2015-2027 fixe les grandes orientations pour la gestion des eaux usées et des eaux pluviales de la Métropole.

Ces grandes orientations sont retraduites de façon opérationnelle dans les schémas directeurs par système d'assainissement (SDA) lors de leur mise à jour.

Les schémas directeurs par système sont suivis annuellement lors de l'établissement du bilan annuel d'autosurveillance dans le cadre de la démarche d'autosurveillance et de diagnostic permanent. Sans alerte majeure sur le fonctionnement de ces systèmes, ils sont révisés tous les 10 ans pour prendre en compte les évolutions de l'urbanisation des territoires.

La programmation générale de réalisation et de mise à jour de ces grands documents d'orientation est la suivante :

SA	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Pierre Bénite	Validation	Autorisation env. (ADLE)	Engagement plan d'action 2026 - 2036				
Saint Fons	Études SDA	Élaboration plan d'action	Validation	ADLE	Engagement plan d'action 2028-2038		
Lissieu Quincieux	Élaboration Plan d'action	Validation & ADLE	Engagement plan d'action 2026-2036				
Neuville Genay	Études SDA	Élaboration plan d'action	Validation & ADLE	Engagement plan d'action 2028-2038			
Feyssine	Plan d'action 2018-2028	Diagnostic de fonctionnement	Études SDA et plan d'actions	Validation & ADLE		Engagement plan d'action 20230-2040	
Givors Grigny (SYSEG)	Plan d'action 2018-2028	Diagnostic de fonctionnement	Études SDA et plan d'actions	Validation MDL	Engagement plan d'action 2029-2039		
Fontaines sur Saône	Plan d'action 2017-2027			Raccordement du SA sur celui de Pierre Bénite			
Saint Germain au Mont d'Or	Plan d'action 2021-2031					Diagnostic de fonctionnement	
Meyzieu	Plan d'action 2021-2031					Diagnostic de fonctionnement	
Jonage	Plan d'action 2023-2033						

En 2024, le schéma directeur (SDA) du systèmes d'assainissement (SA) de Pierre Bénite a été validé par le conseil de Métropole. Il sera soumis à Autorisation Environnementale en 2025 et pourra être opérationnel dès 2026. Des actions sont d'ores et déjà engagées dans ce contrat pour contribuer à l'amélioration des rejets vers les milieux aquatiques.

En 2025, ce sont les SDA des SA de Quincieux et de Lissieu qui aboutiront à un plan d'action.

Le plan d'action du SDA du SA de Saint Fons est quant à lui attendu en 2026. Des actions complémentaires aux études déjà engagées sont programmées dans ce contrat.

Dans ce contrat seront également engagés les SDA des SA de Neuville et de Genay et celui du SA de La Feyssine.

Une actualisation du SGA sera engagée également pour aboutir à un cadre stratégique de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

Des études pour améliorer le traitement du temps de pluie dans les principales stations de traitement de la métropole seront également engagées. Elle se poursuivront par des études d'adaptation des systèmes de traitement aux nouvelles directives DERU2 lorsque celle-ci sera transcrite en droit français (mi 2027).

Continuer les actions de sensibilisation auprès du public scolaire

Les actions à visée pédagogique de visite des stations de traitement de Pierre Bénite et de Neuville sur Saône seront proposées aux populations scolaires durant les 3 années du contrat.

Gestion patrimoniale des infrastructures de l'assainissement

- SA de la Feyssine

Rénovation de la station de relèvement de Cusset

- SA de Lissieu

Reconstruction de la station de traitement des eaux usées de Lissieu Bourg.

Réhabilitation de 800 ml réseaux pour limiter les eaux claires parasites

- SA de Meyzieu

Rénovation de la station du Carreau pour limiter les rejets temps de pluie vers le Grand Large

- SA de Genay :

La station de traitement de ce SA, sous régime ICPE, est en situation de non-conformité du fait des volumes d'eaux claires parasites drainées par le système de collecte en état de dégradation avancé. La réhabilitation des réseaux est la priorité. La relance du schéma directeur d'assainissement permettra de compléter le plan d'actions.

Dans ce contrat seront également engagés les travaux de construction d'un méthaniseur pour les boues des stations de traitement de pierre Bénite et de Saint Fons.

Annexe Évolution des conformités des SA de la métropole de 2020 à 2025

Système d'assainissement		EH	2020	2021	2022	2023	2024
Saint Fons	Système de collecte	983 000 EH	OK				NC temps de pluie (>5%)
	Station de traitement		NC		OK	NC	
Pierre Bénite	Système de collecte	950 000 EH	NC impact local ruisseaux Yzeron Planches et Rochecardon				NC temps de pluie (>5%)
	Station de traitement		OK				NC
Feysine	Système de collecte	300 000 EH	OK				
	Station de traitement		OK				
Givors et Grigny	système de collecte	100 000 EH	NC depuis 2018 temps de pluie. Engagement plan d'action 2018-2028 avec le SYSEG				
	Station de traitement		OK				NC
Jonage	Système de collecte	42 667 EH	NC impact local lône négria				
	Station de traitement		OK				
Neuville	Système de collecte	34 000 EH	OK	NC impact local ruisseau des Echets			NC temps de pluie (>5%)
	Station de traitement		OK				
Meyzieu	Système de collecte	33 330 EH	OK				
	Station de traitement		OK				
Fontaine	Système de collecte	30 000 EH	NC depuis 2018 temps de pluie et impact local sur ruisseaux des Vosges et du Ravin				
	Station de traitement		NC depuis 2018				OK
ZI Genay	Système de collecte	10 000 EH	Réseau séparatif non conforme : les volumes d'eaux claires parasites drainés par le réseau EU ont pour conséquence le dépassement de la capacité de la station de traitement				
	Station de traitement		NC				
Saint Germain	Système de collecte	3 830 EH	OK				
	Station de traitement		OK				
Lissieu Sémanet	Système de collecte	2 967 EH	OK				
	Station de traitement		OK				
Quincieux	Système de collecte	2 700 EH	OK				
	Station de traitement		OK				
Lissieu Bourg	Système de collecte	1 430 EH	OK				
	Station de traitement		OK				

Volet D : REDUIRE LES SUBSTANCES TOXIQUES A LA SOURCE

Contexte

La Métropole de Lyon et sa régie Eau du Grand Lyon, comme de nombreuses autres collectivités du bassin, sont confrontées à la présence de substances toxiques de plus en plus nombreuses dans l'ensemble de leurs ressources.

Depuis 2020, la Métropole de Lyon identifie clairement le chantier de la mise en œuvre d'une politique stratégique pour une amélioration quantitative et qualitative des usages et de la ressource en eau. Cet axe de travail fait suite à l'identification de la fragilisation de notre patrimoine naturel par les micropolluants et leurs impacts économiques notamment pour la collectivité en lien avec la gestion et l'élimination des boues.

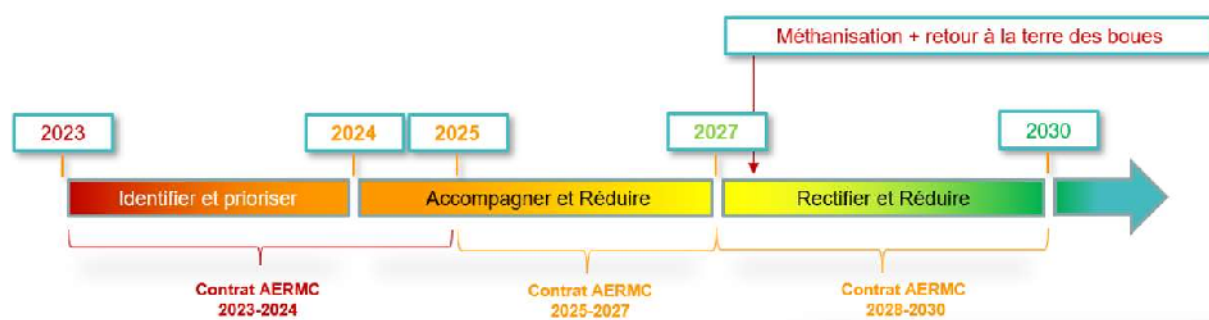
La réglementation en assainissement identifie clairement le rôle des gestionnaires des systèmes d'assainissement dans cette lutte contre les rejets de micropolluants. L'autorité organisatrice de l'assainissement a la responsabilité de maîtriser les flux entrant dans son système en menant des actions de réduction à la source, d'en organiser la surveillance et de suivre les flux de micropolluants au niveau de son système de traitement. Le schéma général d'assainissement de la métropole rappelle quant à lui l'importance de ce sujet dans la politique de la métropole.

À ce titre, un plan micropolluants en 3 axes a été déployé dans le cadre du précédent contrat d'agglomération 2023-2026. Les résultats et l'ambition de ce plan ont vocation à être pérennisés au travers du volet substances du contrat eau et climat 2025-2027 et étendus à un volet agricole ambitieux.

Résultats du contrat d'opération collective du contrat d'agglomération 2023-2024

Le tissu industriel métropolitain rejette vers les réseaux d'assainissement des substances dangereuses. Ces dernières ne sont pas complètement traitées par les stations de traitement des eaux usées (STEU). Celles qui sont traitées s'accumulent dans les boues de la STEU et les autres sont rejetées dans les milieux aquatiques récepteurs. Dans un cas, les milieux subissent une dégradation de leur qualité, avec son lot d'impacts sur les écosystèmes concernés, dans l'autre, les boues de station ne respectent plus les critères réglementaires de valorisation agricole.

Le déploiement de l'opération collective au travers de l'axe 1 du plan d'actions Micropolluants s'inscrit en réponse à un objectif pluri annuel :



Dans la continuité des résultats du contrat AERMC 2023-2024, le déploiement du contrat substances en 4 axes permettra de :

Améliorer la connaissance des flux de micropolluants sur le territoire

- Identifier les substances prioritairement rejetées et localiser les zones à enjeux en croisant données d'autosurveillance, diagnostics, études et campagnes de mesures ciblées.

Réduire les émissions à la source des substances dangereuses

- Engager des diagnostics chez les émetteurs identifiés (services techniques des collectivités, industries, artisans, établissements de santé, exploitations agricoles) pour repérer les pratiques génératrices de rejets.
- Proposer la mise en place d'actions correctives concrètes : modification des procédés, mise en place de prétraitements, bonne gestion des déchets liquides et solides.
- Cibler prioritairement les substances interdites ou réglementées, ou celles pour lesquelles les filières d'assainissement ne sont pas adaptées.

Accompagner le changement de pratiques des acteurs du territoire

- Sensibiliser et former les acteurs à la problématique des micropolluants : industriels, usagers domestiques, agriculteurs, Métropole de Lyon, établissements de santé et autres gestionnaires publics/privés.
- Soutenir les démarches volontaires d'engagement (chartes, conventions, démarches RSE, etc.).
- Faciliter l'accès à des aides techniques et financières pour la réalisation de travaux ou l'évolution des pratiques.

Consolider les moyens pour une action territoriale pérenne

- Structurer un pilotage territorial stable : maintien des moyens humains dédiés, coordination des acteurs et retours d'expériences.
- Intégrer durablement ces enjeux dans la stratégie de la Métropole de Lyon.

Ce programme d'actions répond aux enjeux suivants :

Le **SDAGE 2022-2027** préconise des **approches territoriales** pour **réduire** efficacement les émissions de **substances dangereuses** de **toutes origines**. Il s'agit de partager localement, avec les acteurs du territoire, des objectifs de réduction adaptés à court et long terme et un plan d'actions mobilisant tous les leviers pertinents. Le **grand public** doit également être sensibilisé pour réduire son usage de produits toxiques (produits ménagers, cosmétiques, etc.) ;

Ce volet substances du contrat eau et climat répond pleinement aux attentes de l'orientation **fondamentale n°5 du PDM du SDAGE 2022-2027**, à savoir la lutte contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;

Enfin, ce volet substances répond au **Défi 23** du plan de bassin d'adaptation au changement climatique.

Il est convenu que l'agence de l'eau instruira les demandes d'aide pour la réduction des substances dangereuses pour l'eau à condition qu'elles aient été préalablement validées par le service Prévention des rejets toxiques (RND-P) de la Métropole de Lyon.

Axe 0 : Études stratégiques prospectives substances

Pilotage et animation de la démarche de réduction des substances dangereuses

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-1	0-1 -STRAT	Animation : 0,4 ETP A	72 000€	3 ans

Cette action vise la mise en place d'un animateur, Cheffe de projet volet substances, sur le volet substances du contrat eau et climat et également sur le plan micropolluants en tant que tel. En effet, ce plan regroupe aujourd'hui le travail de cinq directions de la Métropole (Direction du Cycle de l'eau / Direction Déchets / Direction Environnement, écologie, énergie / Direction de la commande publique / Direction Santé Protection Maternelle Infantile) mais également de 2 partenaires extérieurs, la régie Eau publique du Grand Lyon, le centre de recherche Léon Bérard.

Les objectifs sur ce volet sont :

- 2 COTECH / an (composé des référents de chaque action) ;
- 1 COPIL / an (composé des élus/es des directions portant les actions, des directeurs/ices, de l'agence de l'eau et de l'animateur du volet substances.

Ces instances permettront de faire le point sur chaque action identifiée dans la suite du document et de d'assurer un reporting régulier des indicateurs auprès de l'AERMC afin de suivre l'avancement des actions engagées. L'animateur du volet substances fera le suivi de chaque action à l'aide d'un tableau de bord et des indicateurs associés.

Il sera l'interlocuteur privilégié pour l'AERMC.

Indicateur d'objectif : nombre de COPIL/COTECH organisé sur la durée du contrat

Amélioration de la connaissance générale des pollutions sur le territoire - Etude diagnostic PFAS -DCE

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ETUD-1	0-2-STRAT	Étude – diagnostic	215 500€	2 ans

Notre connaissance des molécules émergentes, comme les PFAS est aujourd'hui à consolider. La direction du cycle de l'eau (DCE) de la Métropole porte une démarche volontaire afin de connaître l'ampleur de la pollution aux PFAS dans le cycle de l'eau (compartiments assainissement, pluvial et ruisseaux). Cette démarche structurante est indispensable pour les politiques portées par la DCE (retour à la terre des boues, villes perméables...).

Indicateur d'objectif : rapports de diagnostics annuels

Axe 1 : Activités commerciales, artisanales et industrielles

Cet axe prévoit les actions suivantes :

Réduction des pollutions industrielles – Diagnostic, accompagnement et régularisation administrative des TPE-PME

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	1-1 -RND	Animation 1 ETPA à + 2ETP B	540 000€	3 ans

Cette action vise à poursuivre le travail de l'équipe prévention des rejets toxiques (ex-OPC) par :

La réalisation de diagnostics réglementaires visant à supprimer les toxiques du réseau (pollution diffuse). A cette occasion, la Métropole de Lyon en profitera pour faire des préconisations sur la déconnexion des eaux pluviales du réseau d'assainissement et la sobriété d'utilisation de la ressource en eau,

L'accompagnement technique sera poursuivi. Il prévoit la traduction des objectifs réglementaires en objectifs opérationnels et à émettre un avis sur les études et cahiers des charges transmis par les entreprises, L'accompagnement pour le montage de dossiers de demande d'aide auprès de l'agence de l'eau RMC, incluant la réalisation d'une note technique détaillée du projet envisagé par le service Prévention des rejets toxiques, La fourniture d'un certificat d'achèvement des travaux au moment du solde de l'opération.

Les diagnostics permettront l'identification des substances dangereuses en lien avec les produits utilisés, les rejets des déchets générés et leurs exutoires. Les demandes de mise en conformité viseront à réduire les substances toxiques à la source. Un établissement est considéré régularisé :

- Par la délivrance d'une autorisation de déversement au réseau public métropolitain,
- Par le dépôt d'une demande d'aide auprès de l'agence de l'eau RMC, pour la mise en conformité de l'établissement qui nécessite un délai important pour la réalisation des travaux.

En s'appuyant sur le contrat précédent, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés, ainsi que sur l'augmentation significative du nombre d'établissements à suivre, les objectifs de diagnostic pour ce nouveau contrat sont les suivants : **78 diagnostics** sur la durée du contrat, répartis de la façon suivante :

- 24 diagnostics par an – réalisés par 2 ETP B, soit 72 diagnostics sur la durée du contrat
- 2 diagnostics par an – réalisés par 1 ETP A, soit 6 diagnostics sur la durée du contrat

Les objectifs sont à minima de **30 régularisations** sur la durée du contrat. A noter que cet objectif est plus élevé que dans le précédent contrat.

Un site sera considéré régularisé :

- Par la délivrance d'une autorisation de déversement au réseau public métropolitain,

- Par le dépôt d'une demande d'aide auprès de l'agence de l'eau RMC, pour la mise en conformité de l'établissement qui nécessite un délai important pour la réalisation des travaux.

Indicateur d'objectif :

78 diagnostics à réaliser- sur la durée du contrat + 30 sites à mettre en conformité

Réduction des pollutions toxiques – Travaux de mise en conformité des sites industriels et des services techniques des collectivités

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
IND	IND - 1	Travaux de mise en conformité des sites industriels et des services techniques des collectivités	3 428 571 €	3 ans

Réduction des pollutions industrielles - Diagnostic et accompagnement de l'artisanat

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	1-2 -RND	animation sous-traitance CMA	79 950€	3 ans

En complément des actions ciblant directement le tissu économique, l'approche intégrée visant à réduire les substances toxiques dans les réseaux et le milieu naturel nécessite de mobiliser massivement des secteurs d'activité responsables de pollutions diffuses. Bien que ces établissements aient un impact limité pris individuellement, leur contribution cumulée reste significative et n'a jusqu'ici pas été priorisée dans le portefeuille de l'équipe Prévention. Pour l'atteinte de cet objectif, une collaboration avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) Lyon-Rhône est engagée.

L'ensemble des actions sera mené en coordination avec l'équipe Prévention des rejets toxiques. Cette équipe accompagnera la CMA tout au long de l'action afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés et de veiller à la cohérence des messages diffusés avec la politique de la collectivité sur ces enjeux.

Pour répondre à cet objectif, il est prévu la réalisation de **35 diagnostic EAU/an** auprès d'établissements ciblés. Ces diagnostics permettront d'analyser l'utilisation de l'eau et des substances dangereuses sur site, et de proposer des solutions pragmatiques pour réduire à la fois la consommation d'eau et l'usage ou le rejet de substances dangereuses

Indicateur d'objectif : nombre de diagnostics réalisés / nombre objectif 35 soit 105 sur la durée du contrat

Réduction des pollutions industrielles : sensibilisation spécifiques artisan

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	1-3 -RND	animation sous-traitance CMA	37 050€	3 ans

En complément à l'objectif précédent, cette action est également soustraite à la CMA vise à la :

Co-crédation avec la Métropole (service prévention des rejets toxiques/ Direction de la communication) de plaquettes de sensibilisation sur la nécessité de diminuer l'utilisation et les rejets des toxiques, en intégrant des propositions de solutions ciblées pour 8 corps de métiers, sur la durée du contrat. La diffusion des plaquettes est faite par le réseau CMA (mailing ciblé) .

Les métiers ciblés actuellement sont :

- Artisans joalliers
- Espaces verts
- Brasseurs
- Menuisiers
- Travaux du métal/usinages
- Aires de lavages
- 2 restant à définir pour la dernière année du contrat.

Indicateur d'objectif : nombre de plaquettes créées et diffusées par an.

Sensibilisation du service Création d'entreprise pour intégrer le volet toxiques aux sujets réglementaires qu'ils abordent avec les établissements qui souhaitent s'installer ou déménager sur le territoire métropolitain. Deux journées de sensibilisation portées par la Métropole sont prévues auprès du service CMA concerné ainsi que la co-crédation d'une méthodologie pour systématiser cette sensibilisation. Si le service dispose d'une plaquette métier dédiée à l'activité concernée (plaquettes 2024 et suivantes), celle-ci sera également distribuée en main propre.

Indicateur d'objectif : nombre d'établissements sensibilisés.

Sensibilisation des artisans aux rejets toxiques, en particulier par la suppression ou la substitution des produits dangereux, ainsi que la réduction des flux rejetés grâce à la sobriété hydrique. Cette sensibilisation sera menée par l'organisation de 5 webinaires par an, par des appels téléphoniques permettant un premier niveau d'information, ainsi que par des séances organisées avec les fédérations professionnelles ciblées. Ces actions pourront, le cas échéant, déboucher sur la réalisation d'un diagnostic eau.

Indicateur d'objectif : nombre d'établissements sensibilisés par téléphone, nombre de webinaires organisés, nombre d'associations ou fédérations sensibilisés.

Axe 2 : Activités des ménages

Cet axe a pour but de permettre aux grands lyonnais d'identifier les origines des substances dangereuses dans leur quotidien et de leur proposer des alternatives et solutions viables dans leur vie de tous les jours.

Sensibilisation des ménages : Animation PMI et charte « Villes et territoires sans Perturbateurs Endocriniens »

Ses actions sont portées par la Direction Santé PMI de la Métropole.

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-3	2-1-DSPMI	Animation de la charte « territoires et villes sans perturbateurs endocriniens » 0,1 ETPA	20 250 €	3 ans

Cette campagne a été élaborée dans le cadre de la charte « Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens », portée par le Réseau Environnement Santé. Cette charte a été signée en 2021 par la Métropole de Lyon, avec à ses côtés 25 communes signataires. Ces outils de communication, à destination de tous les Métropolitains, sont le fruit d'un travail collaboratif avec les communes signataires. Cette campagne propose aussi des messages adaptés pour les publics les plus sensibles aux perturbateurs endocriniens, comme les femmes enceintes, les jeunes enfants (période des 1000 premiers jours) et les adolescents.

Indicateur d'objectif : nombre de COTECH et COPIL.

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-3	2-2-DSPMI	Animation	15 000 €	3 ans

La Direction santé PMI accueille également **2 services civiques**, qui ont pour mission de mener des ateliers de sensibilisation sur cette thématique auprès du public cible de la direction. Ils interviennent notamment dans les maisons de la Métropole, les PMI, les relais d'assistantes maternelles.

Indicateur d'objectif : nombre d'animations réalisées.

Sensibilisation des ménages : Campagne publicitaire

Ses actions sont portées par la Direction de la communication et la DCE

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-3	2-1-DIRCOM	Campagne publicitaire 0,2 ETPA	91 040 €	3 ans
ANIM-1	2-1-STRAT	Animation	mutualisé avec 0-1-STRAT	3 ans

Campagne 0 micropolluant : mise en œuvre d'un dispositif de communication pour inciter le grand public à la réduction à la source des substances toxiques (affichage urbain, spot radio, opérations sur des sites ciblés).

L'objectif consiste à reconnaître les micropolluants et à les éviter. Cette campagne santé environnement ciblera des produits du quotidien. La campagne sera confiée à une agence de communication.

Indicateur d'objectif : lancement de la campagne

Sensibilisation des ménages : animation grand public

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-1	2-2-STRAT	Animation	30 000 €	3 ans
ANIM-1	2-2-STRAT	Animation	mutualisé avec 0-1-STRAT	3 ans

La direction du cycle de l'eau accueillera, dans le cadre des animations dispensées auprès du grand public 2 services civiques. En 2024, des actions de sensibilisation sous forme d'ateliers tests avaient été menées. Face à l'accueil très positif de ce format, la MDL souhaite pérenniser ces ateliers afin de renforcer l'information et l'engagement du grand public.

Par ailleurs, la dynamique engagée avec la Fabrique de l'Innovation sera poursuivie, avec l'objectif de concevoir un *nudge* portant sur l'usage des produits ménagers dans la vie quotidienne. À terme, ce *nudge* sera diffusé lors des ateliers pour inciter les participants à réduire, voire supprimer, l'utilisation de produits ménagers dangereux pour la santé et l'environnement.

Indicateur d'objectif : nombre d'animations réalisées et nudges distribués

Axe 3 : Métropole exemplaire

Au même titre que l'activité économique du territoire et des grands lyonnais, la métropole de Lyon doit être en capacité de produire les mêmes efforts de réduction des toxiques.

Diagnostics, accompagnement et régularisation administrative des sites métropolitains

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	3-1 -RND	Animation	mutualisé avec 1-1 -RND	3 ans

Dans la poursuite de l'objectif « Métropole exemplaire » engagé lors du précédent contrat, il est prévu de réaliser des diagnostics réglementaires similaires aux diagnostics industriels dans le but de mettre en avant les non-conformités éventuelles des sites techniques métropolitains. De façon similaire au tissu économique privé, l'équipe prévention des rejets toxiques de la DCE accompagnera techniquement les équipes de la Métropole jusqu'à la mise en conformité effective des sites et procédera au montage de dossiers de demande d'aide auprès de l'agence de l'eau RMC.

Le travail de fond au niveau institutionnel pour l'obtention des enveloppes budgétaires adéquates à la mise en conformité des sites techniques sera poursuivi auprès des instances cibles. A ce titre, une partie du financement dédié à la coordination des acteurs métropolitains sur ces sites technique est comprise dans le temps d'animation de l'ETP A.

- **22 diagnostics** sur la durée du contrat, répartis de la façon suivante :
- 6 diagnostics par an –réalisés par 2 ETP B soit 18 diagnostics sur 3 ans
- 1 diagnostic par an– réalisés par 1 ETP A et 2 la dernière année soit 4 diagnostics sur 3 ans.

Les objectifs sont à minima de **2 régularisations** sur la durée du contrat.

Au cours du contrat, une enveloppe dédiée aux travaux de mise en conformité devra être établie au sein de la Métropole de Lyon pour augmenter le nombre de régularisations.

Un site sera considéré régularisé :

- Par la délivrance d'une autorisation de déversement au réseau public métropolitain,
- Par le dépôt d'une demande d'aide auprès de l'agence de l'eau RMC, pour la mise en conformité de l'établissement qui nécessite un délai important pour la réalisation des travaux.

Indicateur d'objectif : 22 diagnostics à réaliser sur la durée du contrat + 2 sites à mettre en conformité.

Exclusion des micropolluants dans les achats de la Métropole

Cette action est portée par la direction adjointe pilotage des achats responsables (DAPAR)

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-3	3-2- DAPAR	Animation : 0.5 EPTA	10 440 €	3 ans

La métropole de Lyon gère aujourd'hui plus de 2000 familles d'achats. A travers ce contrat, la métropole souhaite pouvoir identifier les familles d'achats les plus à risques (produits et populations exposées). Cette action se déroulera en deux temps :

- Un diagnostic mené en 2025 pour identifier ces familles,
- Une campagne de sensibilisation des acteurs de l'achat (principaux et prioritaires L'objectif est de les outiller afin de mieux intégrer la réduction des substances dangereuses dans leurs pratiques. Par ailleurs, une action spécifique visera également à sensibiliser les titulaires des marchés publics de la Métropole.

A terme, l'intention est de pouvoir cibler les familles d'achat responsables d'émissions de toxiques et de voir comment intégrer dans les marchés cette notion de toxicité et ainsi recevoir des offres alternatives (si elles existent) plus vertueuses pour l'environnement et la santé.

Indicateur d'objectif : rapport de diagnostic. Nombre de sensibilisations internes et nombre de participants. Nombre de sensibilisation « titulaires » et nombre de participants.

Sensibilisation étendues des agents de la métropole

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-1	3-3-STRAT	Animation	Mutualisé avec 0-1-STRAT et 2-2-STRAT	3 ans

Dans la poursuite de sensibilisation des acteurs de l'achat, la métropole de Lyon souhaite étendre la sensibilisation à l'ensemble de ses agents au travers d'ateliers et de webinaires. Ses actions seront à la fois portées par le poste d'animateur du volet substances mais également par les services civiques de la DCE.

Indicateur d'objectif : nombre d'ateliers et webinaires dispensés.

Axe 4 : Agriculture

Identification des usagers agricoles en lien avec les systèmes d'assainissement

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	4-1 -RND	Animation	mutualisé avec 1-1 - RND	1 ans

Dans le cadre de la montée en puissance de l'approche intégrée visant la réduction/suppression des rejets de micropolluants au réseau d'assainissement, il a été décidé d'insérer un volet agriculture. Ainsi à l'image de ce qui a été réalisé lors du précédent contrat pour le tissu économique industriel et artisanal, un travail de cartographie et d'identification des exploitations agricoles connectées au réseau d'assainissement public sera réalisé. Il permettra dans un second temps de disposer d'un portefeuille d'interventions basé sur une priorisation des enjeux de chaque site. La préservation des captages constituera un axe fort de cette priorisation.

Cette action est prévue la première année du contrat. Elle fera l'objet d'une restitution et de la présentation d'un plan d'action à l'attention de l'AERMC en vue de la révision des objectifs du contrat.

Diagnostic et accompagnement des activité agricole

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM 2	4-2 -RND	Animation	mutualisé avec 1-1 - RND	2 ans

Lorsque l'équipe Prévention de la DCE disposera d'un portefeuille d'interventions, établi selon la priorisation définie la première année, des diagnostics réglementaires seront menés dans les exploitations concernées, au titre des micropolluants, de la sobriété en eau et de la déconnexion des eaux pluviales. Ces diagnostics permettront d'identifier les éventuelles non-conformités des sites contrôlés, afin que les équipes puissent accompagner techniquement les exploitations ou les orienter vers les services ressources de la MDL.

Le plan d'intervention et les objectifs seront présentés et validés lors de l'état des lieux réalisé en année 1. Les diagnostics réalisés seront complémentaires à ceux prévus dans l'axe 1 « [Activités commerciales, artisanales et industrielles](#) ».

Animation agricole de réduction des intrants

Cette action est portée par la Régie Eau du Grand Lyon.

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-4	4-3 -EGL	Animation	660 000 €	3 ans

Gestion qualitative de la ressource : il s'agit d'actions visant à réduire les pollutions agricoles et à améliorer la qualité de l'eau dans les aires d'alimentation de captage de la métropole de Lyon. Cette action passe par :

- L'animation du programme captages et des actions de ce programme
- L'animation de la stratégie foncière sur ces AAC.

Plan-bio

Cette action est portée par le service agriculture de la direction environnement, écologie, énergie.

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
ANIM-5	4-4 -DEEE	Animation 3ETP A	345 770 €	3 ans

Les différents dispositifs du plan BIO de la métropole permettront de développer des pratiques et filières dont les systèmes de production plus vertueux (agriculture biologique) grâce à la non-utilisation de pesticides chimiques de synthèse. Le montant de demande de subvention sera établi selon le coût de l'animation de ce plan par le service agriculture.

Sensibilisation population milieu agricole

Code AERMC :	Code MDL :	Type :	Montant :	Durée :
COM 1	4-5 -CLB	Campagne de sensibilisation	50 000€	2 ans

Campagne de sensibilisation « pesticides et cancer en milieu agricole » portée par le Centre Léon Bérard, en co-construction avec la Métropole et les parties prenantes (agriculteurs, riverains agricoles, associations, collectivités...) et en collaboration avec le CLARA. Cette campagne est dans la continuité de celle de 2024.

L'objectif de cette campagne est d'améliorer l'information des publics par la co-construction d'une stratégie de transfert de connaissances sur l'exposition aux pesticides en milieu agricole avec la Métropole et les parties prenantes :

- Permettre aux grands lyonnais de se protéger de l'exposition aux pesticides en milieu agricole et de réduire leur exposition ;
- Co-construire les messages et les actions de la campagne avec et pour les agriculteurs et les riverains agricoles ;
- Proposer des supports de sensibilisation adaptés aux collectivités en milieu agricole.

Indicateur d'objectif : nombre de réunions de co-construction, supports diffusés, personnes touchées (campagne digitale et évènement). Mesure d'impact du projet co-construit (analyse qualitative).

Annexe ANIM-2 : Plan d'actions

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant par an	Objectifs
1-1-RND Réduction des pollutions industrielles – Diagnostic accompagnement et régularisation administrative des <u>TPE-PME</u>	1 ETP A Réalisation Diagnostics et régularisation Coordination axe 1 et marché public 2 ETP B Réalisation Diagnostic et régularisation	AERMC	Nombre et noms des sites diagnostiqués/régularisés Rapports de diagnostics pour l'année n Documents justifiant de la régularisation Nombre et nom des sites ayant fait des travaux (avec ou sans aide de l'agence de l'eau)	180 000 €	ETP A : - 6 diagnostics sur 3 ans soit 2 diag/an - Coordination reporting AERMC axe 1 - marché publique de soustraction ETP B : - 72 diagnostics sur 3 ans soit 24 diags/an/2 ETP - 30 régularisations administratives sur 3 ans
1-2-RND Réduction des pollutions industrielles - Diagnostic et accompagnement artisanat	1 ETP A Coordination et pilotage CMA	CMA	Nombre et noms des sites diagnostiqués	26 650 €	Coordination et pilotage CMA 35 diag par an en sous traitance soit 105 sur 3 ans
1-3-RND Réduction des pollutions industrielles : sensibilisation spécifiques artisanat	1 ETP A Coordination et pilotage CMA	CMA	Nombre de plaquettes créé et diffusé par an nombre d'établissements sensibilisés nombre d'établissements sensibilisés par téléphone, nombre de webinaires organisés, nombre d'associations ou fédérations sensibilisés	12 350 €	Coordination et pilotage CMA
3-1-RND Diagnostics ,accompagnement et régularisation administrative <u>des sites métropolitains</u>	1 ETP A Réalisation Diagnostic Coordination métropole 2 ETP B Réalisation Diagnostic	AERMC	Revue d'activité Nombre et noms des sites diagnosti- qués/régularisés Rapports de diagnostics pour l'année n Documents justifiant de la régularisation Nombre et nom des sites ayant fait des travaux (avec ou sans aide de l'agence de l'eau)	Avec 1-1-RND	ETP A : - diagnostics sur 3 ans - 2 régularisations administratives sur 3 ans - Coordination reporting métropole ETP B : 18 diagnostics sur 3 ans soit 6 diags/an/2 ETP

AGRICOLE					
4-1-RND Identification des usagers agricoles en lien avec les systèmes d'assainissement	1 ETP A Réalisation plan d'action	AERMC	Réalisation d'une cartographie des potentiels émetteurs de rejets toxiques Hiérarchisation et Priorisation des actions à mener (géographique, par branche d'activité...)	Avec 1-1-RND	Présentation de la liste des exploitations prioritaires
4-2-RND Diagnostic et accompagnement des activités agricoles	1 ETP A Réalisation Diagnostic Coordination action 2 ETP B Réalisation Diagnostic	AERMC	Nombre et noms des sites diagnostiqués/régularisés Rapports de diagnostics pour l'année n Documents justifiant de la régularisation	Avec 1-1-RND	ETP A : - a définir - ETP B : a définir
TRAVAUX					
Travaux de mise en conformité des établissements industriels et des services techniques des collectivités	1 ETP A 2 ETP B	AERMC	Nbre et liste des dossiers de demandes d'aide déposés à l'agence de l'eau	1 142 857 €	
Formation du personnel	1 ETP A 2 ETP B		Participations aux réseaux régionaux GRAIE	Avec 1-1-RND	Participation aux groupe de travail END (GRAIE)

Annexe ANIM 1 : Plan d'actions

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant par an	Objectifs
0-1-STRAT Pilotage et animation de la démarche de réduction des substances dangereuses	1 ETP A Animation du volet substances du contrat Coordination entre les différentes directions et partenaires extérieurs Interlocuteur privilégié avec l'AERMC	AERMC	MAJ des indicateurs et reporting à l'AERMC CR des COTECH/COPIL	24 000€	Coordination et pilotage volet substances 2 COTECH par an 1 COPIL par an
2-1-STRAT Sensibilisation des ménages : campagne publicitaire	1 ETP A Animation autour de la campagne publicitaire	Agence de communication AERMC	Diffusion de la campagne sur les différents médias	Avec 0-1-STRAT	coordination de la campagne 0 micropolluant
2-2-STRAT Sensibilisation des ménages : animation grand public	1 ETP A Coordination du programme de sensibilisation Développement d'un nudge 2 services civiques Animation des ateliers de sensibilisation	AERMC Fabrique de l'innovation	nombre d'animations réalisées par an nombre de nudge distribués par an	5000 € 5000 € Avec 0-1-STRAT	ETP A : Coordination et pilotage du plan de sensibilisation des services civiques SC : sensibilisation des grands lyonnais
3-3-STRAT Sensibilisation étendue des agents de la métropole	1 ETP A Coordination du programme de sensibilisation interne 2 services civiques Animation des ateliers de sensibilisation	AERMC	nombre d'animations réalisées par an nombre de webinaire par an	Avec 2-2 STRAT Avec 0-1-STRAT	ETP A : Coordination et pilotage du plan de sensibilisation des services civiques SC : sensibilisation des agents de la métropole

Annexe ANIM 3 : Plan d'actions

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant par an	Objectifs
2-1-DIRCOM Sensibilisation des ménages : campagne publicitaire	1 ETP A Pilotage de l'agence de communication Animation autour de la campagne publicitaire	Agence de communication AERMC	Diffusion de la campagne sur les différents média	30 347 €	coordination et pilotage de la campagne 0 micropolluant
2-1-DSHE Animation PMI et charte « Villes et territoires sans PE »	1 ETP A Animation autour de la charte	AERMC Communes signataires	CR des COTECH/COPIL	6750 €	1 COTECH/COPIL par an
2-2-DSHE Sensibilisation des ménages : animation grand public	2 services civiques Animation des ateliers de sensibilisation	AERMC	nombre d'animations réalisées par an	5000 €	SC : sensibilisation du public cible de la DSPMI
3-2-DAPAR Exclusion des micropolluants dans les achats de la Métropole	1 ETP A Pilotage du diagnostic Sensibilisation des acteurs aux bonnes pratiques (acheteurs internes et titulaires des marchés publics)	AERMC	Rapport de synthèse du diagnostic Nombre de sensibilisation	3 480 €	ETP A : Coordination et pilotage du plan de sensibilisation des services civiques SC : sensibilisation des agents de la métropole

Annexe COM 1 : Plan d'actions sur 2 ans – 50 000 € - action en maitrise d'ouvrage externe – Centre Léon Bérard

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant	Objectifs
4-5-CLB Sensibilisation population milieu agricole	1 ETP A Pilotage de l'agence de communication Animation autour de la campagne de sensibilisation	AERMC CLARA MDL	nbre de réunions de co-construction, supports diffusés, personnes touchées (campagne digitale et évènement) mesure d'impact du projet co-construit (analyse qualitative)	50 000€	Coordination et pilotage de la campagne de sensibilisation Campagne "Protégeons-nous des pesticides" en milieu agricole

Annexe ANIM 4 : Plan d'actions sur 3 ans – 660 000 € - action en maitrise d'ouvrage externe – EGL

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant par an	Objectifs
4-3-EGL Animation agricole de réduction des intrants	1,5 ETP A	AERMC	Comité de pilotage avec bilan des actions du programme d'actions	220 000€	ETP A :

Annexe ANIM 5 : Plan d'actions sur 3 ans – 345 770 €

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant par an	Objectifs
4-4-DEEE Plan Bio	3 ETPA Animation autour du plan bio	AERMC	nombre d'animations réalisées par an	115 257 €	Animer et coordonner le plan Bio de la DEEE

Annexe ETUD 1 : Plan d'actions

Action	Responsable de l'action	Partenaires associés	Indicateurs d'évaluation	Montant	Objectifs
O-2-STRAT Amélioration de la connaissance générale des pollutions sur le territoire - Etude diagnostic PFAS -DCE	1 ETP A Pilotage de l'étude exploratoire	AERMC	rapports de diagnostic annuels	215 500 €	Cordination et pilotage de l'étude



Annexe 3 - FICHE ACTION

Volet E : POURSUIVRE LE DEPLOIEMENT DE LA VILLE PERMEABLE

La Métropole a engagé en 2022 (en lien étroit avec le précédent contrat 2022-2024 avec l'Agence de l'eau) l'acte 2 de sa stratégie Ville perméable qui vise à accélérer et changer d'échelle en matière de déconnexion des eaux pluviales et désimperméabilisation des sols pour contribuer à restaurer le cycle de l'eau et à améliorer le fonctionnement des réseaux en temps de pluie d'une part et à s'adapter au changement climatique d'autre part (en favorisant les solutions d'adaptation fondées sur la nature).

La stratégie Ville perméable de la Métropole répond aux ambitions du Plan de bassin d'adaptation au changement climatique (PBACC) du Comité de bassin Rhône Méditerranée de :

- Réduire la sensibilité des territoires à la détérioration de la qualité de l'eau et notamment au défi 22 de déconnexion des eaux pluviales des réseaux unitaire sur 3 fois plus de surface soit 1 000 ha pour le bassin.
- Réduire la sensibilité des territoires à l'assèchement des sols et notamment au défi 20 de multiplication par 2 des surfaces désimperméabilisée, soit un objectif de 1 000 ha, pour infiltrer les eaux pluviales à la source.
- Réduire la sensibilité des territoires à l'amplification des risques naturels liés à l'eau en s'appuyant sur le fonctionnement naturel des milieux via notamment la limitation du ruissellement à la source (stockage et infiltration de la pluie là où elle tombe).
- Réduire la sensibilité des territoires face à la baisse de la disponibilité en eau en contribuant notamment à recharger les nappes phréatiques via l'infiltration des eaux pluviales ou à réduire les consommations via l'utilisation des eaux pluviales.
- Réduire la sensibilité des territoires à la perte de biodiversité aquatique et humide en contribuant notamment au déploiement des solutions fondées sur la nature pour la gestion intégrée des eaux pluviales.

L'acte 2 de la stratégie Ville perméable repose sur une animation dédiée, une gouvernance transversale et une approche partenariale avec l'ensemble des acteurs de la fabrique de la ville, que ce soit au sein de la Métropole (services de l'eau, de la voirie, de la maîtrise d'ouvrage urbaine, du patrimoine végétal, du développement économique, etc.) ou à l'extérieur (communes du territoire, autres MOA publics, bureaux d'études, architectes, paysagistes, entreprises de travaux publics, concessionnaires, industriels, grandes enseignes, etc.).

Ce contrat 2025-2027 s'inscrit dans la continuité du précédent et de l'ensemble des actions engagées en matière d'animation. En effet, le travail réalisé en matière de sensibilisation, accompagnement, formation et communication doit impérativement être poursuivi et renforcé afin de maintenir la dynamique amorcée sur la période du contrat 2022-2024.

Pour mémoire, le contrat 2022-2024 sur le volet Ville perméable, ce sont :

- Plus de 400 projets accompagnés par la Direction du cycle de l'eau
- 55 opérations de sensibilisation

- 30 opérations de rayonnement (Novatech, Carrefour des Gestion Locales des eaux, Journées Nationales France Urbaine, interviews France 3 / France 5 / M6, etc.)
- 230 agents formés sur les modules « introductif » et « dimensionnement »
- De nombreux outils, guides, plaquettes, élaborés
- 4 chantiers de dépavages participatifs à destination des agents
- 25 arbres de pluie labellisés « Life Artisan »
- 5,3 M€ de subventions obtenues par la Métropole (+ 0,8 M€ obtenus hors contrat)
- 17,3 M€ de subventions obtenues par l'ensemble des MOA (+2,6 M€ hors contrat)
- 80 ha déconnectés des réseaux d'assainissement aidés par l'agence de l'eau

Ambition en matière de surfaces déconnectées des réseaux : 60 ha

La Métropole de Lyon prévoit de déconnecter des réseaux d'assainissement (**34 ha**) dans le cadre du présent contrat durant la période 2025-2027 pour un investissement de l'ordre de 13 M€. La majorité de ces surfaces concerne les espaces publics (projets portés par les directions de la maîtrise d'ouvrage urbaine, de la voirie, du patrimoine végétal et du cycle de l'eau) et environ 1 ha concerne le foncier privé (projet de végétalisation des collèges métropolitains notamment portés par la direction du patrimoine et de la maintenance).

De même que dans le cadre du précédent contrat 2022-2024, la Métropole de Lyon a associé un certain nombre d'autres maîtres d'ouvrages du territoire à la démarche (communes, bailleurs sociaux, établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche, sociétés publiques locales, CROUS, etc.). Ce contrat illustre à nouveau la nécessité d'une véritable démarche partenariale pour déployer la Ville perméable sur l'ensemble du territoire. Les engagements pris par ces maîtres d'ouvrages concernent environ **26 ha** déconnectés des réseaux d'assainissement pour un investissement de près de 10 M€.

N.B. : les communes qui s'engagent dans le contrat sont : Caluire-et-Cuire, Curis-au-Mont-d'Or, Lyon, Saint-Genis-Laval, Vénissieux et Villeurbanne.

En raison du manque de visibilité sur la période 2025-2027, certains maîtres d'ouvrages (notamment les maîtres d'ouvrages publics) n'ont pas pu s'associer au contrat ou n'ont pas été en mesure de recenser tous leurs projets à venir. Ces projets, lorsqu'ils seront connus et budgétés, pourront malgré tout faire l'objet de demandes de subvention à l'agence de l'eau. En ce qui concerne les communes, ces projets pourront être rattachés au contrat dans la limite d'une enveloppe de 450 K€ HT (actions PLUV-77, 78 et 79). Le rôle de l'animation territoriale portée par la Métropole de Lyon sera d'aider à faire émerger et accompagner ces projets.

La métropole compte également sur l'ensemble des aménageurs pour déployer la ville perméable sur le territoire, notamment les aménageurs du foncier privé : grandes enseignes, industriels, établissement d'enseignement privés, ... À ce titre, une enveloppe est également réservée à destination de ces acteurs du territoire. Ces projets, fruits du travail d'animation réalisé par la Métropole, pourront être rattachés au contrat dans la limite d'une enveloppe d'1 M€ HT (actions PLUV-74, 75 et 76 du contrat).

Ambition en matière de sensibilisation et accompagnement

La sensibilisation et l'accompagnement de l'ensemble des acteurs de la fabrique de la ville engagés dans le cadre du contrat 2022-2024 va se poursuivre. La sensibilisation sera protéiforme (rencontres, webinaires, clubs, retours d'expériences, etc.) et continuera de cibler tous les acteurs (maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre, entreprises, associations, etc.). Elle pourra être mutualisée avec d'autres politiques portées par la Métropole (végétalisation, solarisation, sobriété en eau, eau sans toxique, etc.).

La sensibilisation sera renforcée auprès des communes qui ont un rôle important à jouer dans le déploiement de la stratégie Ville perméable. Elles sont maîtres d'ouvrages pour déconnecter les eaux pluviales et désimperméabiliser leurs fonciers privé et public (bâtiments municipaux, équipements publics, groupes scolaires, squares, stationnements...), elles doivent être des relais de la stratégie auprès des porteurs de projets et aménageurs sur leur territoire (dans le cadre de l'élaboration des permis de construire). Enfin, elles sont prescriptrices dans les projets de proximité de voirie en lien avec services métropolitains de la voirie.

Les acteurs économiques et associations d'entreprises des principales zones d'activités et industrielles du territoire seront rencontrés au regard du potentiel de déconnexion des eaux pluviales de ces dernières. Ces animations et rencontres se feront en lien étroit avec les services du développement économique de la Métropole.

La Métropole poursuivra également en parallèle le volet « Métropole exemplaire » de sa stratégie avec un accompagnement renforcé des services métropolitains en charge de l'aménagement des espaces publics et privés, notamment les services de la voirie qui jouent un rôle essentiel dans la transformation de la ville.

Comme évoqué ci-avant, l'une des ambitions est de sensibiliser et d'accompagner les porteurs de projets sur le foncier privé. Le contrat prévoit la poursuite des projets pilotes pour la déconnexion des eaux pluviales sur le quartier pavillonnaire de la Roue et sur la zone industrielle Perica situés à Rilleux-la-Pape sur le bassin versant prioritaire de Fontaine-sur-Saône. Ces expérimentations visent à faire émerger les projets pour évaluer les freins et les leviers pour passer à l'action. En parallèle, la Métropole prévoit la déconnexion d'une partie des espaces publics du quartier de la Roue.

L'accompagnement des projets se fera si besoin en lien étroit et en synergie avec d'autres services métropolitains, par exemple le service en charge du contrôle des rejets non domestiques, dans le cadre des travaux de mise en conformité des rejets réalisés par les industriels lors des renouvellements d'autorisation ou encore les services de l'urbanisme dans le cadre de l'élaboration des permis de construire avant instruction. Les « grands » maîtres d'ouvrages et ceux possédant les plus importants fonciers imperméables raccordés aux réseaux seront identifiés pour bénéficier d'une sensibilisation et d'un accompagnement renforcé.

L'ambition en matière d'accompagnement est de faire mieux et davantage que lors du précédent contrat, au cours duquel plus de 150 projets ont été accompagnés par l'équipe dédiée à l'animation de la Ville perméable entre 2023 et 2024 (équipe en place depuis fin 2022). L'animation et l'accompagnement concerneront l'ensemble des projets portés par la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole de Lyon, qu'ils soient inscrits ou non dans le cadre du présent contrat.

N.B. : Plus de 250 autres projets sur l'espace public (voirie, maîtrise d'ouvrage urbaine, etc.) ont également été accompagnés par la Direction du cycle de l'eau (plus précisément par les unités « gestion du patrimoine » et « maîtrise d'ouvrage ») sur la période 2022-2024

Ambition en matière de formation et sensibilisation

Le contrat 2025-2027 prévoit la poursuite et le renforcement du parcours de formation - sensibilisation proposé aux agents métropolitains pour créer une culture commune autour de la Ville perméable et ses enjeux.

Il est prévu de poursuivre le déploiement des deux premiers modules de formation - sensibilisation, le module introductif (pour ceux qui ne l'aurait pas encore suivi et pour les nouveaux arrivants des services concernés) et le module dimensionnement (pour les maîtres d'œuvre internes) et d'élaborer un troisième module « entretien et exploitation » à destination des services exploitants de la Direction du cycle de l'eau notamment (module à concevoir en lien étroit avec ces derniers).

Selon les besoins et demandes, entre 5 et 7 sessions par an seront réalisées sur l'ensemble des modules proposés (soit en moyenne 70 agents formés chaque année et de l'ordre de 200 agents formés sur la durée du contrat). Des sessions supplémentaires en régie pourront également être réalisées par l'équipe d'animation Ville perméable.

En lien avec l'ambition de renforcer l'animation auprès des communes du territoire, il est prévu de proposer des sessions de sensibilisation sur le module introductif aux agents des services techniques et élus des communes du territoire qui le souhaitent. Une expérimentation auprès des communes volontaires doit avoir lieu en 2025. **Il est prévu au moins 2 sessions de sensibilisation par an (en régie) à destination des communes du territoire (soit au moins 75 agents sur la durée du contrat mais probablement plus).**

D'autres modules de formation et sensibilisation à destination plus spécifiquement de certaines directions pourront voir le jour selon les besoins exprimés par les services (interfaces interservices, suivi des MOE externes, etc.).

Enfin, de nouveaux parcours de visite à la découverte des solutions de gestion intégrée des eaux pluviales sur le territoire métropolitain seront créés à des fins de formation et sensibilisation et pour valoriser les réalisations des services.

La réalisation du showroom de la Ville perméable contribuera à l'ambition de la Métropole de Lyon en matière de formation des acteurs de la fabrique de la Ville (décideurs, élus, concepteurs, gestionnaires, chercheurs et étudiants). L'ambition est de présenter physiquement des solutions de gestion intégrée des eaux pluviales (fonctionnelles et en taille réelle ou en taille réduite) avec des explications pédagogiques claires pour permettre à l'ensemble des visiteurs de comprendre et de se projeter. Le showroom sera aménagé sur le site « Mazoyer » à proximité immédiate du campus de la Doua pour favoriser et développer les liens avec le monde universitaire et la recherche.

Enfin, il est envisagé de créer des tutoriels pour la nouvelle version guidée du logiciel Parapluie (dont le développement est soutenu par la Métropole de Lyon) pour une meilleure appropriation et utilisation par les concepteurs et porteurs de projets.

Ambition en matière d'étude, de recherche, d'innovation et d'objectivation

La question de gestion intégrée des eaux pluviales pose encore parfois des questions. Certains des freins techniques identifiés nécessitent d'être levés à l'aide de la recherche scientifique (infiltration en site et sols pollués, risque de glissement de terrain, etc.) que l'équipe d'animation Ville perméable continuera d'accompagner et de suivre avec notamment l'appui du GRAIE.

La réflexion sur la place et le déploiement à plus grande échelle des revêtements perméables se poursuivra avec la mise en œuvre du plan d'actions issue de l'étude spécifique réalisée dans le cadre du précédent contrat.

Évaluation de cette politique publique

La question de l'objectivation des nombreux bénéfices de la Ville perméable restera également au cœur des préoccupations pour mieux justifier l'impact de la stratégie et des réalisations, notamment sur la conformité en temps de pluie des réseaux d'assainissement. En lien avec cette question, la modélisation numérique de la Ville perméable sera également étudiée (essentiellement en régie) en comparant différents modèles et outils, en lien avec les acteurs de la recherche (INSA Lyon, INRAE, etc.).

En matière d'objectivation, seront également poursuivis l'instrumentation et le suivi des solutions d'adaptation fondées sur la nature (arbres de pluie à Lyon 6 et Villeurbanne, noue plantée rue de Garibaldi, etc.) afin de continuer à démontrer sur des chroniques plus longues les bénéfices de la déconnexion des eaux pluviales à l'aide des solutions fondées sur la nature sur le végétal, les sols, le cadre de vie et l'assainissement.

Ambition en matière de communication

Tout d'abord la **Métropole s'engage à mettre en œuvre et respecter les obligations en matière de communication sur l'ensemble des projets aidés par l'agence de l'eau.**

L'une des ambitions du contrat 2025-2027 est d'améliorer la communication auprès du grand public pour une meilleure compréhension par les citoyens des enjeux liés à la gestion intégrée des eaux pluviales et pour faire évoluer l'acceptation et le regard sur ces nouveaux « objets » urbains que sont les solutions d'adaptation fondées sur la nature et sur l'entretien (extensif) associé qui est encore régulièrement mal compris (et accepté). Il est prévu de travailler avec des associations sur ces questions. Par ailleurs, l'installation de panneaux pédagogiques sur les différents parcours de visite est également prévue.

3 plaquettes ont été réalisées dans le cadre du contrat 2022-2024, à destination : du grand public, des acteurs économiques et des services techniques et élus communaux. 2 nouvelles plaquettes sont prévues : une à destination des maîtres d'œuvre (bureaux d'études, architectes, paysagistes) et une à destination du grand public pour concevoir et réaliser son jardin de pluie chez soi.

La démarche de pose de macarons de sensibilisation à la présence d'aménagements d'infiltration des eaux pluviales sur l'espace publics engagée dans le cadre du précédent contrat sera poursuivie et finalisée. Ces macarons visent à faire connaître ces aménagements et à les protéger des dégradations et déchets.

Le contrat 2025-2027 ambitionne également de communiquer mieux et davantage vers les acteurs économiques du territoire (industriels, grandes enseignes, etc.) dont le foncier représente un véritable potentiel de déconnexion des eaux pluviales. L'ambition est notamment de valoriser et faire connaître les réalisations exemplaires sur le territoire (notamment celles ayant bénéficié des aides de l'agence de l'eau) pour donner envie et faire émerger de nouveaux projets.



Annexe 4 - FICHE ACTION

STRATEGIE DE COMMUNICATION ET D'EDUCATION AUX ENJEUX DU CYCLE DE L'EAU

La Métropole souhaite poursuivre et entreprendre des actions de communication et de sensibilisation sur les thématiques du contrat en faveur de ses objectifs.

Elle propose ainsi une stratégie de communication et d'éducation aux enjeux du cycle de l'eau pour la période 2025-2027, selon les thématiques du contrat :

- préserver les milieux aquatiques (Milieux)
- préserver la ressource en eau (Ressource)
- réduire les pollutions à la source (Démarche substances)
- poursuivre le déploiement de la politique ville perméable (Ville perméable)
- améliorer les systèmes d'assainissement (Pollution)
- valoriser le contrat métropolitain et ses actions phares.

La stratégie de communication de la Métropole de Lyon sur la thématique du cycle de l'eau s'attachera à :

- Traduire les ambitions politiques en actions concrètes : restaurer un cycle de l'eau plus naturel, préserver la ressource en eau en quantité et en qualité, protéger et restaurer les milieux aquatiques, prévenir les inondations, rendre la ville plus perméable, garantir le droit à l'eau pour tous et favoriser le retour à la terre des boues d'assainissement.
- Valoriser les actions du contrat eau et climat menées par la Métropole de Lyon
- Intégrer notamment les enjeux de mobilisation, de sensibilisation et d'accompagnement de toutes et tous dans leurs changements de pratiques pour préserver l'eau en utilisant notamment les outils de communication transversale.

Les cibles de la communication de la Métropole de Lyon sont les suivantes :

- **Grand public** : les habitants et citoyens de la métropole de Lyon, les abonnés directs et indirects d'Eau du Grand Lyon,
- **Sphère institutionnelle** : les élus de la Métropole et plus largement du territoire, les collectivités, les prescripteurs (médias, partenaires économiques et techniques)
- **Jeunesse** : les enfants, les collégiens, le monde de l'éducation, les étudiants
- **Professionnels** : les acteurs économiques, les agriculteurs, les industriels, les aménageurs, les entreprises en marché
- **Interne** : les agents de la Métropole, les directions en lien avec la Direction du cycle de l'eau

■ Cycle de l'eau, communication générique

Cible : le grand public et les médias

Objectifs :

- Informer sur les enjeux liés à la préservation de l'eau concernant l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.
- Faire connaître les compétences et les actions métropolitaines
- Inciter aux changements de pratiques
- Valoriser le contrat eau et climat et ses actions phares.

Moyens :

Partenariats

La communication sur les enjeux de l'eau s'appuie sur des relais locaux, mieux à même de toucher le grand public. Des associations partenaires (ALEC, associations d'éducation à l'environnement financées par le plan d'accompagnement à la transition et la résilience) intégreront les enjeux de l'eau dans leurs actions de sensibilisation et organiseront des animations ouvertes à tous (10 animations par an pour l'ALEC). Des supports sur le cycle de l'eau seront également diffusés auprès des scolaires visitant les équipements.

Outils

La communication générique s'appuie en deuxième lieu sur des supports travaillés pour leur lisibilité et leur capacité à véhiculer les clés de compréhension des politiques publiques auprès du grand public. Cette parole doit être :

- Alignée avec les compétences de la Métropole et de l'agence de l'eau
- Fiabilisée sur le plan technique et appuyée sur des faits scientifiques
- Mobilisatrice pour donner des clés pour l'action de chacun

Cette communication s'appuie sur les outils suivants :

- **Films courts** sur les enjeux liés à l'eau destinés à la communication web et à la diffusion passive
- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et le relais de ces publications sur les réseaux sociaux
- **Deux rapports annuels** : **i.** la mise en avant des actions du contrat dans le rapport sur la qualité des services publics d'assainissement et d'eau potable (dit rapport Barnier) et **ii.** La production d'un rapport spécifique « cycle de l'eau » des actions du contrat enrichies des activités des services publics mobilisées sur le territoire (syndicats GEMAPIens, SAGE, autres)
- **Des plaquettes destinées au plus grand nombre** (Préserver l'eau, eaux usées les bons gestes, les produits ménagers fait-maison ou fabriquer des peintures écologiques), chaque plaquette faisant l'objet d'un plan de diffusion incluant entre autres un envoi courrier systématique, un mailing électronique et des modalités de diffusion par les associations partenaires

Enfin le dispositif innovant de participation citoyenne mis en place depuis 2023 par la Métropole (« **l'Assemblée de usagers de l'eau** ») poursuivra ses activités avec plusieurs cycles de travail d'ici la fin du contrat.

Évènements

– Organisation de conférences de presse :

Une conférence de lancement et une conférence de clôture du contrat, en lien avec l'agence de l'eau.

Des conférences thématiques pour présenter les grandes actions du contrat : Milieux aquatiques, Pollution, Substances, Ressource en eau, Ville Perméable, et éventuellement d'autres pour les projets emblématiques.

Organisation d'inaugurations ou de visites de chantiers subventionnés par l'agence de l'eau avec un accent sur le lien avec les enjeux de l'eau, en plus de l'apposition réglementaire du logo de l'agence de l'eau.

■ Préserver les milieux aquatiques (Milieux)

Budget communication rattaché à la fiche du projet

Prévention des inondations : rénovation du système d'endiguement de Villeurbanne Saint-Jean / Vaulx-en-Velin

Restauration : mise en valeur des travaux réalisés pour les opérations prioritaires : Rize, Planches, Mouche, Rochecardon, gestion patrimoniale des ruisseaux canalisés

Pollution sur les réseaux et les stations de traitement pour restaurer la qualité des ruisseaux : mise en valeur des travaux réalisés pour les opérations : Chanaux, Planches, Yzeron, Echets

Campagne de communication sur les milieux aquatiques : faire connaître les travaux réalisés pour préserver les milieux aquatiques et informer sur les bons gestes liés à la gestion et l'entretien des cours d'eau, notamment auprès des riverains de ruisseaux et rivières

Communiqués de presse

- **Plaquettes** de présentation sur la GEMAPI et les bons gestes
- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et sur les réseaux sociaux
- **Film court** pour présenter les travaux réalisés
- Dans les **rapports annuels sur le prix et la qualité du service** (dit « rapport Barnier ») : restitution des actions menées
- **Relai d'informations par l'ALEC** sur les bons gestes
- **Panneaux pédagogiques pérennes** le cas échéant sur les projets réalisés (8 panneaux)
- **Macarons « Ici commence le fleuve, ne rien jeter »** à côté des avaloirs et des grilles du réseau d'assainissement
- **Exposition** Réduire les pollutions de la terre à la mer

■ Réduire les pollutions à la source (Contrat substances)

Budget communication rattaché à la fiche du projet

La Métropole de Lyon poursuit et renforce son plan micropolluants. Ce plan de réduction des pollutions à la source vise 4 cibles prioritaires vis-à-vis des rejets toxiques : les activités commerciales, artisanales et industrielles, les activités des ménages, la métropole exemplaire (actions visant à faire évoluer les

pratiques de la Métropole de Lyon pour réduire les pollutions à la source : mise en conformité de sites, politique d'achat public...) et l'agriculture.

- **Sensibilisation des ménages** : accompagnement en communication des actions menées pour la charte territoires sans perturbateurs endocriniens par des campagnes de communication et des animations dédiées auprès des professionnels du médico-social et des familles
- **Campagne 0 micropolluant** : mise en œuvre avec une agence d'un dispositif de communication pour inciter le grand public à la réduction à la source des substances toxiques (affichage urbain, spot radio, opérations sur des sites ciblés). L'objectif consiste à reconnaître les micropolluants et à les éviter. Cette campagne santé environnement ciblera des produits phare du quotidien.
- **Sensibilisation au sujet des pesticides** : améliorer l'information des publics sur l'exposition aux pesticides en milieu agricole et réduire leur exposition par des campagnes de communication (affiches, plaquettes, site internet)
- **Sensibilisation de l'artisanat** : mise à jour des plaquettes Préserver l'eau et artisanat. Création de nouvelles plaquettes (artisan joaillier, espaces verts, brasseur, menuisiers, travail du métal en usinage aire de lavage sur site industriel + 2 autres à définir)
- **Animation grand public** : actions de sensibilisation du grand public lors d'évènements (pièce de théâtre, mallette micropolluants...), animations par les services civiques DSPMI, animation par les services civiques DCE, mise à disposition d'un nudge/kit de démarrage auprès des particuliers lors des évènements
- **Sensibilisation des agriculteurs** : coconstruire les messages et les actions de la campagne Prévention pesticides avec et pour les agriculteurs et les riverains agricoles, proposer des supports de sensibilisation adaptés aux collectivités en milieu agricole.
- **Communiqué de presse**
- **Plaquettes** à destination du grand public, des artisans et des agriculteurs
- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et sur les réseaux sociaux
- Dans les **rapports annuels sur le prix et la qualité du service** (dit « rapport Barnier ») : restitution des actions menées
- **Relais d'informations par l'ALEC** sur les bons gestes
- **Communication chantier** le cas échéant
- **Panneaux pédagogiques pérennes** le cas échéant sur les projets réalisés
- **Bar à eau de l'Eau du grand Lyon** lors de grands évènements pour sensibiliser sur la pollution plastique

■ Retrouver la conformité des systèmes d'assainissement (Pollution)

Budget communication rattaché à la fiche du projet

Ce volet comprend la mise à jour des schémas directeurs d'assainissement de Lissieu, Quincieux et de Neuville Genay et leur mise en forme ainsi que des interventions sur les systèmes d'assainissement non conformes en traitement (Fontaines-sur-Saône, Saint-Fons, Genay) et sur les systèmes de collecte non conformes et avec des impacts sur les ruisseaux de l'Yzeron, des Planches, du Rochecardon et des Échets.

- **Communiqués de presse**
- **Inaugurations**

2025 : Chantier conduite de refoulement STR de Fontaines sur Saône et de Couzon

Poses 1ère pierre : STEU de Meyzieu, STEU Lissieu, Méthanisation dans la STEP de Pierre Bénite

2026 : Engagement chantier Saint-Fons sur le traitement biologique

2027 : Mises en service Fontaines, Meyzieu

- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et sur les réseaux sociaux
- Dans les **rapports annuels sur le prix et la qualité du service** (dit « rapport Barnier ») : restitution des actions menées
- **Communication chantier**
- **Panneaux pédagogiques pérennes** le cas échéant sur les projets réalisés

■ Préserver la ressource en eau (Ressource)

Budget communication rattaché à la fiche du projet

Cible : gros consommateurs d'eau (entreprises, collectivités)

Des actions vont être menées pour préserver la ressource en eau. En complément, les actions de communication et de sensibilisation ciblées sur la sobriété, portées par la Métropole et la régie Eau du Grand Lyon, seront réalisées :

- **Communiqué de presse (Usine de Rillieux)**
- **Plaquette** de communication sur les bons gestes
- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et sur les réseaux sociaux
- Dans les **rapports annuels sur le prix et la qualité du service** (dit « rapport Barnier ») : restitution des actions menées
- **Communication chantier** le cas échéant

■ Poursuivre le déploiement de la politique ville perméable

Budget communication rattaché à la fiche du projet

La stratégie Ville perméable, déployée par la Métropole de Lyon, vise à mettre en place des solutions et des outils permettant à chacun de gérer les eaux pluviales à la source et de les utiliser efficacement pour être plus proche du cycle naturel de l'eau, pour être plus serein face aux risques d'inondations, pour rendre plus performantes les stations de traitement en limitant les rejets d'eaux non traitées en cas de gros événements pluvieux et pour plus de fraîcheur grâce aux espaces urbains revégétalisés.

Pour développer cette stratégie, plusieurs projets de communication sont prévus :

Campagne de communication générale :

Faire connaître la stratégie Ville perméable et favoriser la prise de conscience de la gestion des eaux pluviales à la source sont des enjeux majeurs pour faciliter sa mise en œuvre sur l'ensemble du

territoire métropolitain. Relayer les supports déjà réalisés (film de présentation de la stratégie, documents d'aide pour une gestion des eaux pluviales à la parcelle).

- **Plaquettes** de présentation de la ville perméable
- Publications dans le **magazine métropolitain MET**, le **site internet MET.com** et sur les réseaux sociaux
- Dans les **rapports annuels sur le prix et la qualité du service** (dit « rapport Barnier ») : restitution des actions menées
- **Relai d'informations par l'ALEC** pour inciter les particuliers à déconnecter les eaux pluviales de leur habitation
- **Communication chantier**
- **Panneaux pédagogiques pérennes** sur les projets réalisés
- **Macarons « Ici l'eau s'infiltre, ne rien jeter »** à côté des grilles d'évacuation des eaux pluviales/des noues précisant “
- **Communication permettant l'acculturation et la sensibilisation des acteurs de la Métropole** :
- Communication aux professionnels : Déployer la stratégie Ville perméable sur le territoire de la Métropole suppose d'informer les aménageurs, les gestionnaires de projets et les maîtres d'œuvre. Pour cela, former les professionnels aux techniques alternatives est incontournable.
- **Fiches techniques ouvrages**
- Communication sur le **showroom et la plateforme numérique Ville perméable**
- **Mise en place d'une sensibilisation interne** (« comment intégrer la gestion de l'eau dans vos projets »)
- Communication ciblée dans la **presse spécialisée et sur LinkedIn** auprès des acteurs éco, industriels sur les réseaux sociaux
- **Réalisation de MOOC** (4-5 vidéos pour sensibiliser et former les MOA et aménageurs : PLU-H, SFN, eau et végétal, caractérisation parcelle)
- **Vidéos tutoriels** à la suite de la mise à jour du logiciel Parapluie (période de retour, mouvement de terrain, infiltration des EP)

■ Communication transversale et éducation à l'environnement

Sensibilisation des enfants : Accompagner les enfants dans la connaissance de leur environnement et permettre des temps d'échanges en famille sur les adaptations au changement climatique.

- Réimpression et diffusion des Livrets ça coule de source été Eau de pluie source de vie.
- Visites de stations auprès des scolaires du territoire

Communication et sensibilisation tout public

Dans le cadre du plan d'accompagnement à la transition et à la résilience (PATR), la Métropole de Lyon accompagne au sein des collèges des actions éducatives qui participent à la transition environnementale en cohérence avec ses politiques publiques environnementales. Concernant le cycle de l'eau, les animations peuvent être des balades thématiques ou des animations sur les thématiques des milieux aquatiques, de la préservation de la ressource, de la ville perméable...

Séjours péniches sur la thématique de l'eau

L'association Péniches du Val de Rhône (PVR) propose, à bord de la péniche « La Vorgine et ma découverte » des navigations éducatives autour de la relation de l'Homme à l'eau, dans une perspective interdisciplinaire : approches scientifiques, historiques, artistiques, géographiques, anthropologiques....

Convention ALEC : La convention établie entre l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat et la Direction adjointe de l'eau de la Métropole de Lyon s'articule autour de 2 axes :

Animations et conseils auprès des acteurs publics et des acteurs relais

Les thèmes abordés concernent l'ensemble du cycle de l'eau : préservation de la ressource en quantité et en qualité, préservation des milieux aquatiques, sobriété, réduction des pollutions à la source, éco-gestes, sécheresse, gestion des eaux pluviales à la source et végétalisation.

Participation citoyenne : l'assemblée des usagers de l'eau

L'assemblée des usagers est une instance ouverte à toutes et à tous pour débattre des enjeux stratégiques liés à la gestion de l'eau, pour interpeller les élus et les services de la Métropole et pour sensibiliser le grand public aux enjeux de l'eau. Créée à la suite de la démarche Eau future et la création de la régie Eau du Grand Lyon, elle a par exemple permis aux usagers de participer à la construction de la nouvelle grille tarifaire de l'eau potable, solidaire et environnementale (travaux 2023), ou pour définir des priorités d'actions sur l'adaptation au changement climatique vu sous le prisme de l'enjeu eau (travaux 2024). En son sein, 4 représentants ont été élus pour siéger et participer aux décisions du Conseil d'administration de la régie qui gère la production et de la distribution de l'eau potable. L'assemblée n'est pas un lieu de consultation publique ou de concertation sur des projets. Elle définit elle-même son programme de travail, la Métropole mettant à sa disposition une capacité d'animation des débats et des opportunités de co-construire des éléments des politiques publiques relatives au cycle de l'eau. A ce stade, pour l'année 2025, les discussions sur le programme de travail se portent sur la lutte contre les pollutions de l'eau.

Volet	Thèmes	Enjeux SDAGE, actions PAOT (version du 01/01/2025) et autres enjeux territorialisés	Défi à relever au regard du PBACC	Actions prévues au contrat	Traité dans le contrat : ou/non/partiellement	Commentaires
MIA	Cours d'eau : continuité biologique et transit sédimentaire	PAOT : aucune action continuité identifiée		Non concerné	Non concerné	La pression continuité est identifiée sur les masses d'eau DR 11891 Les Planches et DR701 Rochecardon mais n'a pas été intégrée au PDM en cours.
MIA	Cours d'eau : dégradation morphologique	PDM - Actions du PAOT hydromorphologie (études et travaux). MIA0202 : Ratapon, Echets, Planches MIA0203 : Planches, Rhône de Miribel MIA0204 : Rhône de Miribel MIA0402 : Le grand Lange		Ruisseau des Planches : 5 actions prévues sur 1 cours d'eau, 2,1 km de restauration morphologique PAOT.	Partiellement	Non traité : DR 11893 Ruisseau du Ratapon : Engagement de la MDL à contribuer aux réflexions sur une gouvernance adaptée avec le SAGE Est Lyonnais DR13661 Ruisseau des Échets : pas de travaux engagés dans ce contrat en attente de la mise en place de la gouvernance dédiée et d'un premier plan d'actions. DR2005b Rhône de Miribel et DL49 Le grand Lange : Engagement de la MDL à contribuer aux réflexions sur une gouvernance adaptée avec le SAGE Est Lyonnais, le SYMALIM et les collectivités concernées de l'Ain.
MIA	Biodiversité	Renforcer la circulation des espèces grâce aux trames turquoise et bleues		6 actions prévues : Marathon de la biodiversité, 14 800m ² de haies et 14 mares, renaturation de 3 bassins, réalisation de 2 écoducs (espèces cibles amphibiens) et restauration de la ripisylve sur le Rhône sur 5km	Partiellement	Les milieux connus comme réservoir de biodiversité seront étudiés en priorité pour la mise en œuvre du marathon
MIA	Zones humides	2 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre dans le territoire où la MDL a conservé l'exercice de la compétence GEMAPI : - ME DR1807B La Saône de Villefranche sur Saône à la confluence avec le Rhône - MIA202 - ME DR482A Charbonnières, Ratier et l'Yzeron amont - MIA0602	Territoire cible pour l'élaboration d'un plan de gestion stratégique des zones humides (défi 15) - carte 5	2 actions de restauration des zones humides de Chasselière (DR 482A) et de la zone humide de Doyère (DR1807B) prévues. 33500 m ² de ZH restaurés	Partiellement	Non traité : Le contrat ne prévoit pas l'engagement d'un plan de gestion stratégique des zones humides. Cette démarche sera soumise à la validation du prochain exécutif de la métropole en 2027.
MIA	Lien entre gestion des milieux aquatiques et inondation	Etudes de délimitations des EBF à conduire		aucune action prévue au contrat	Non	En complément des Plans de prévention des risques naturels d'inondation mis en place par l'État, la Métropole de LYON capitalise des connaissances en priorité sur les ruisseaux à enjeux pour qualifier les risques inondations par débordement et identifier les secteurs vulnérables. La très grande majorité des ruisseaux métropolitains font l'objet d'une cartographie des aléas intégrée au PLU-H métropolitain avec un règlement limitant strictement la construction. Les nouvelles études de risque inondation qui sont engagées (ruisseau du Mordary à Givors et ruisseau des Vosges) intégreront ces notions d'espace de bon fonctionnement. Ces premières études permettront d'engager la réflexion pour une éventuelle généralisation de cette délimitation en lien avec une évolution du règlement de risque du PLU-H de la Métropole lors d'une prochaine révision.
RES	Ressources stratégiques pour l'AEP	SDAGE - 3 zones de sauvegarde à délimiter et/ou à préserver Nappe du pliocène Val de Saône (FRDG225) Alluvions du Rhône - Ile de Miribel - Jonage (FRDG338) Nappe de la molasse sud Dombes et Est Lyonnais (FRDG240)		1 action : étude approfondie de la nappe de la Molasse (DG240) : - La zone de sauvegarde a déjà été délimitée. - Identifier dans la molasse les secteurs stratégiques les plus propices pour implanter les ouvrages d'exploitation pour les besoins AEP futurs - Délimiter les 1ères enveloppes des zones de sauvegarde qui seraient nécessaires à la protection de ces ressources	Partiellement	DG338 : Alluvions du Rhône - Ile de Miribel - Jonage : La zone de sauvegarde est délimitée, un plan d'actions en partenariat avec les acteurs du territoire est envisagé par la Métropole (Stratégie Eau potable 2021-2035), en articulation avec le programme de restauration du Rhône. DG225 : Sables et graviers pliocènes du Val de Saône : Le travail de délimitation est en attente.
RES	Déséquilibre quantitatif	SDAGE - Etat d'équilibre ou déséquilibre quantitatif du territoire : RM_08_14 : Yzeron : déséquilibre quantitatif ; RM_08_10 : Morbier Formans : équilibre quantitatif précaire ; RM_08_07 : Garon : équilibre quantitatif précaire ; DG334 : couloirs de l'Est de Lyonnais : déséquilibre quantitatif ; DG385 : alluvions du Garon et du bassin source de la Mouche : équilibre quantitatif précaire DR G177 : formations plioquaternaires et morainiques Dombes : équilibre quantitatif précaire ; L'agglomération Lyonnaise mobilise principalement la nappe d'accompagnement du Rhône et de la Saône qui sont en état quantitatif satisfaisant. Pour les masses d'eau en déséquilibre quantitatif ou en équilibre fragile : nappes de l'Est Lyonnais, nappe du Garon et cours d'eau (Yzeron,...), 5 PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre PDM - Actions du PTGE à conduire sur le territoire PDM - Actions PAOT ressource à conduire RES0201 / RES0202 / RES0203 / RES0601 / ASS0201 / ASS0302	Territoire cible PTGE (défi 9) - carte 2	3 actions du plan de sobriété EAU (RES0201, RES0202, RES0203). + 1 action DR474 ruisseau du Gier : travaux de déconnexion du ruisseau du CRA. + 1 action DR482B Yzeron amont et aval : travaux de renouvellement des réseaux pour limiter les ECPP et rendre l'eau à la rivière dans ce contrat pour 2025 puis dans le contrat Yzeron : ASS0302 - PGRÉ_Yzeron_Travaux de déconnexion des ECPP du réseau unitaire	Partiellement	Certaines actions relèvent du périmètre des structures Gémapiennes et qui développeront des contrats eau et climat en 2026. A noter les PTGE Garon et Yzeron validés en 2024. Etude volume prélevable en cours sur ruisseau des Planches. Cette étude devra être complétée par l'analyse technique et administrative des conditions de mise en œuvre d'un PTGE sur ce cours d'eau. L'engagement dans cette démarche se fera plutôt après 2027. Dans l'ensemble toutes les mesures sont traitées par les différents maîtres d'ouvrage de ces territoires. Le contrat prévoit par ailleurs une trajectoire de sobriété visant une économie d'eau possible de 2 Mm ³ sur la durée du contrat. Il répond ainsi aux objectifs du Plan eau et du PBACC.
RES	Captages dont captages prioritaires	SDAGE - Captages prioritaires du territoire, captages sensibles 3 captages prioritaires et sensibles 6 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre		1 action : animation auprès des agriculteurs dans les AAC des captages prioritaires 1 action : Plan bio Ces actions relèvent de l'axe 4 de la démarche substances	Partiellement	L'Objectif de cette action est de réduire de 50% les IFT (indicateurs de fréquence de traitement). En 2025, mise à jour du plan d'actions puis Eau du Grand Lyon répondra à l'AAAP en 2026 sur les PSE, les premières actions pourront alors se mettre en œuvre avec cet outil sur fin 2026 et 2027. DR11891 ruisseau des Planches : Les 2 actions seront définies après l'étude en cours. Les autres actions sont bien intégrées au contrat grâce à l'animation

POL	Réseaux	<p>PDM - Actions du PAOT Réseaux Réseaux non conformités collecte ASS0201: FR DR482a (Charbonnières), FR DR482b (Yzeron) ASS0302: Malignieux, Echet, Garon (Givors, Grigny) 8 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre</p>		<p>Ruisseau des Planches : diagnostic des réseaux le long du ruisseau et premiers travaux de renouvellement - AS0302 - Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des EU hors DERU Ruisseau du malignieux : déconnexion EP et refoulement la Tour de Salvagny Cerqueminal Ruisseau des Chanaux : études préalables à la rénovation de la STEU qui va prendre en compte l'amélioration de la qualité du ruisseau et le traitement du rejet de la STEU Travaux de déconnexion du ruisseau du CRA du réseau d'assainissement de Givors Renouvellement des réseaux le long de l'Yzeron et lutte contre les eaux claires parasites : en cohérence avec le PTGE de l'Yzeron, la Métropole continue à investir sur le renouvellement des réseaux en bordure des ruisseaux pour limiter les eaux claires parasites et les rejets d'effluents sans traitement par temps de pluie vers ces ruisseaux. Etude de réduction des rejets d'eaux usées sur le BV du ruisseau du SANZY affluent de l'Yzeron à Oullins.</p>	Partiellement	<p>Traité : Renouvellement de 2,3 km de réseaux Déconnexion des eaux pluviales de 2,4 à 5 ha RAS sur Charbonnières Ruisseau des Echets : engagement des études et de la MOE pour la reconstruction STR Dimes et mise en place d'un bassin de traitement des rejets DO avant rejet vers le ruisseau mais pas de travaux dans ce contrat : pas d'action présentée.</p>
POL	STEP	<p>PDM - Actions du PAOT STEU : ASS0502 et ASS0601 FRDR12036 - Ruisseau des Chanaux 2 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre</p>		<p>1 action PAOT : fin du SDA de Quincieux et lancement des études préalables à la rénovation de la STEU de Quincieux - ASS0602 - Equiper la STEP de Quincieux d'un traitement suffisant pour dissiper son rejet</p>	Partiellement	<p>Les préconisations de travaux issues des études seront intégrées dans un prochain contrat.</p>
POL	Gestion pluvial	<p>PDM - Actions du PAOT gestion du pluvial 7 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre ASS 0201 : Malignieux, Garon</p>	<p>Territoire cible Infiltration de l'eau (défis 20 & 22) - carte 7</p>	<p>4 actions répondant au PDM : déconnexion des EPL à CORBAS (DR10315), à La Tour de Salvagny (DR11385), à Grigny (DR479C) et à Givors (DR474). Près de 3 ha déconnectés.</p>	Partiellement	<p>Les 76 actions recensées correspondent aux opportunités de réalisations dans cette période, l'ambition totale est de 60 ha afin de répondre pleinement au PBACC</p>
POL	Eutrophisation	<p>SDAGE - Liste ME sensibles à l'eutrophisation DR479C Le Garon de Brignais au Rhône DR474 Le Gier du ruisseau du Grand Malval au Rhône DR11891 Ruisseau des planches DR11969 Le grand Rieu DL49 Grand large DL50 Eaux bleues DR482a Le Charbonnières, le Ruisseau du Ratier et l'Yzeron de sa source à la confluence avec Charbonnières DR482b L'Yzeron de Charbonnières à la confluence avec le Rhône</p>	<p>Territoire cible pour études de flux de pollution admissible (défi 23) - carte 9</p>	<p>10 actions sur les réseaux d'assainissement 4 actions de restauration morphologique contribuent à la limitation des risques d'eutrophisation des cours d'eau</p>	Non	<p>Non traité Aucune étude de flux de pollution admissible prévue pour identifier l'ensemble des actions à conduire</p>
SUB	Substances dangereuses (origine agricole, domestique, industrielle)	<p>Métropole = territoire cible pour une démarche eau et substances Mesures PDM : IND0201 Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée) IND0601 Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels) IND0901 Mettre en compatibilité une autorisation de rejet industriel existante avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur 5 mesures PDM / actions PAOT restant à mettre en œuvre</p>		<p>21 actions correspondant pleinement au PDM Améliorer la connaissance des flux de micropolluants sur le territoire - Identifier les substances prioritairement rejetées et localiser les zones à enjeux en croisant données d'auto-surveillance, diagnostics, études et campagnes de mesures ciblées. Réduire les émissions à la source des substances dangereuses - Engager des diagnostics chez les émetteurs identifiés (industries, artisans, établissements de santé, exploitations agricoles) pour repérer les pratiques génératrices de rejets. - Proposer la mise en place d'actions correctives concrètes : modification des procédés, mise en place de prétraitements, bonne gestion des déchets liquides et solides. - Cibler prioritairement les substances interdites ou réglementées, ou celles pour lesquelles les filières d'assainissement ne sont pas adaptées. Accompagner le changement de pratiques des acteurs du territoire - Sensibiliser et former les acteurs à la problématique des micropolluants : industriels, usagers domestiques, agriculteurs, Métropole de Lyon, établissements de santé et autres gestionnaires publics/privés. - Soutenir les démarches volontaires d'engagement (chartes, conventions, démarches RSE, etc.). - Faciliter l'accès à des aides techniques et financières pour la réalisation de travaux ou l'évolution des pratiques. Consolider les moyens pour une action territoriale pérenne - Structurer un pilotage territorial stable : maintien des moyens humains dédiés, coordination des acteurs et retours d'expériences. - Intégrer durablement ces enjeux dans la stratégie de la Métropole de Lyon.</p>	Partiellement	<p>La démarche Substances s'inscrit dans la continuité de l'opération collective engagée en 2022. Au regard la taille de la collectivité, des activités industrielles et agricoles présentes, de nombreuses années seront nécessaires pour observer des résultats sur les milieux aquatiques et systèmes d'assainissement.</p>
TSV	Gouvernance	<p>Instances de gouvernance en place ou à mettre en place</p>		<p>Comité de suivi eau Assemblée des usagers Conseil métropolitain 6 Comités de pilotage thématiques.</p>	Oui	<p>L'instance générale de gouvernance du contrat est l'instance délibérative souveraine de la Métropole qui est la structure porteuse. Le conseil métropolitain est en effet le lieu le plus légitime du débat démocratique et de la construction de la transversalité entre les politiques publiques concernées par les différents volets du contrat. La Métropole participe annuellement aux CLE et comités de rivières en place sur le territoire du contrat pour informer de la mise en œuvre des actions qui concernent les différents BV (Yzeron, Garon, Est lyonnais...). Les usagers non-économiques sont associés dans le comité de suivi et dans l'assemblée des usagers. Les acteurs économiques seront présents dans le comité de pilotage Substances. Les usagers économiques et non-économiques sont associés au pilotage du contrat via leurs représentants CCSP et assemblée des usagers. Dans les COPIL thématiques, ils seront également invités à participer.</p>

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
ANIM-1a	Métropole de Lyon-Substances dangereuses-Pilotage et animation de la démarche_2025	Métropole de Lyon	2025	34 000 €	non				70%	44 200 €	30 940 €	11	Aide classique	9%	3 060 €
ANIM-1b	Métropole de Lyon-Substances dangereuses-Pilotage et animation de la démarche_2026	Métropole de Lyon	2026	34 000 €	non				70%	44 200 €	30 940 €	11	Aide classique	9%	3 060 €
ANIM-1c	Métropole de Lyon-Substances dangereuses-Pilotage et animation de la démarche_2027	Métropole de Lyon	2027	34 000 €	non				70%	44 200 €	30 940 €	11	Aide classique	9%	3 060 €
ETUD-1a	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Etude diagnostic PFAS-DCE_2025 - Amélioration de la connaissance générale des pollutions sur le territoire	Métropole de Lyon	2025	115 500 €	non				50%	115 500 €	57 750 €	31	Aide classique	50%	57 750 €
ETUD-1b	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Etude diagnostic PFAS-DCE_2026. Amélioration de la connaissance générale des pollutions sur le territoire	Métropole de Lyon	2026	100 000 €	non				50%	100 000 €	50 000 €	31	Aide classique	50%	50 000 €
ANIM-2a	Métropole de Lyon-Réduction des pollutions industrielles, artisanales agricoles et établissements métropolitains_ animation 2025	Métropole de Lyon	2025	219 000 €	oui				70%	273 000 €	191 100 €	13	Aide classique	13%	27 900 €
ANIM-2b	Métropole de Lyon-Réduction des pollutions industrielles, artisanales agricoles et établissements métropolitains_ animation 2026	Métropole de Lyon	2026	219 000 €	oui				70%	273 000 €	191 100 €	13	Aide classique	13%	27 900 €
ANIM-2c	Métropole de Lyon-Réduction des pollutions industrielles, artisanales agricoles et établissements métropolitains_ animation 2027	Métropole de Lyon	2027	219 000 €	oui				70%	273 000 €	191 100 €	13	Aide classique	13%	27 900 €
ANIM-3a	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Sensibilisation ménages, agents métropoles et Animation grand public sur le volet consommation. 2025	Métropole de Lyon	2025	59 000 €	non				70%	67 700 €	47 390 €	11	Aide classique	20%	11 610 €
ANIM-3b	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Sensibilisation ménages, agents métropoles et Animation grand public sur le volet consommation. 2026	Métropole de Lyon	2026	39 000 €	non				70%	47 700 €	33 390 €	11	Aide classique	14%	5 610 €
ANIM-3c	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Sensibilisation ménages, agents métropoles et Animation grand public sur le volet consommation. 2027	Métropole de Lyon	2027	39 000 €	non				70%	47 700 €	33 390 €	11	Aide classique	14%	5 610 €
COM-1a	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Sensibilisation population milieu agricole	Centre Léon Berard	2026	50 000 €	non				70%	59 255 €	41 479 €	34	Aide classique	17%	8 521 €
ANIM-4a	EGL-AAC-Animation agricole de réduction des intrants_2025	Eau du Grand Lyon	2025	220 000 €	oui				70%	217 926 €	152 548 €	23	Aide classique	31%	67 452 €
ANIM-4b	EGL-AAC-Animation agricole de réduction des intrants_2026	Eau du Grand Lyon	2026	220 000 €	oui				70%	217 926 €	152 548 €	23	Aide classique	31%	67 452 €
ANIM-4c	EGL-AAC-Animation agricole de réduction des intrants_2027	Eau du Grand Lyon	2026	220 000 €	oui				70%	217 926 €	152 548 €	23	Aide classique	31%	67 452 €
ANIM-5a	Métropole de Lyon-Plan bio-Animation agricole de réduction des intrants_2025	Métropole de Lyon	2025	111 818 €	oui				70%	145 363 €	101 754 €	18	Aide classique	9%	10 064 €
ANIM-5b	Métropole de Lyon-Plan bio-Animation agricole de réduction des intrants_2026	Métropole de Lyon	2026	115 818 €	oui				70%	150 563 €	105 394 €	18	Aide classique	9%	10 424 €
ANIM-5c	Métropole de Lyon-Plan bio-Animation agricole de réduction des intrants_2027	Métropole de Lyon	2027	118 134 €	oui				70%	153 574 €	107 502 €	18	Aide classique	9%	10 632 €
IND-1a	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Enveloppe mise en conformité établissement et CTM_2025	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2025	1 142 857 €	oui				70%	1 142 857 €	800 000 €	13	Aide classique	30%	342 857 €
IND-1b	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Enveloppe mise en conformité établissement et CTM_2026	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2026	1 142 857 €	oui				70%	1 142 857 €	800 000 €	13	Aide classique	30%	342 857 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
IND-1c	Métropole de Lyon-Substances dangereuses- Enveloppe mise en conformité établissement et CTM 2027	Autres maîtres d'ouvrage (Établissements,...)	2027	1 142 857 €	oui				70%	1 142 857 €	800 000 €	13	Aide classique	30%	342 857 €
ANIM-1a	Métropole de Lyon-Ville perméable-Pilotage et animation de la stratégie 2025 (+ prestations externes : communication, formation, etc.)	Métropole de Lyon	2025	288 000 €	non				50%	288 000 €	144 000 €	16	Aide classique	50%	144 000 €
ANIM-1b	Métropole de Lyon-Ville perméable-Pilotage et animation de la stratégie 2026 (+ prestations externes : communication, formation, etc.)	Métropole de Lyon	2026	288 000 €	non				50%	288 000 €	144 000 €	16	Aide classique	50%	144 000 €
ANIM-1c	Métropole de Lyon-Ville perméable-Pilotage et animation de la stratégie 2027 (+ prestations externes : communication, formation, etc.)	Métropole de Lyon	2027	288 000 €	non				50%	288 000 €	144 000 €	16	Aide classique	50%	144 000 €
PLUV-2a	Rillieux-la-Pape , quartier de la Roue , Travaux de déconnexion des EP des espaces publics	Métropole de Lyon	2025	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	7 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-2b	Rillieux-la-Pape , quartier de la Roue , Déconnexion des eaux pluviales chez les particuliers. Expérimentation : animation, sensibilisation, participation citoyenne, conception des projets	Métropole de Lyon	2027	198 000 €	non				50%	198 000 €	99 000 €	16	Aide classique	50%	99 000 €
PLUV-3a	Métropole de Lyon_Ville perméable_Sensibilisation Chantiers de dépavage participatifs	Métropole de Lyon	2025	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	600	m²	50%	30 000 €	15 000 €	16	Aide classique	90%	135 000 €
PLUV-4a	Villeurbanne_Ville perméable_Showroom gestion des eaux pluviales et SFN. Étude et travaux du showroom	Métropole de Lyon	2025	360 000 €	non				50%	360 000 €	180 000 €	16	Aide classique	50%	180 000 €
PLUV-5a	Rillieux-la-Pape _ZA Perica _Animation, sensibilisation acteurs économiques. Accompagnement des industriels vers la déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	60 000 €	non				50%	60 000 €	30 000 €	16	Aide classique	50%	30 000 €
PLUV-6a	Rillieux La Pape _ZAC Alagniers _Préserver et restaurer les fonctionnalités et la réserve en eau des sols - Dossier 1/2	Métropole de Lyon	2025	400 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	18 000	m²	50%	400 000 €	200 000 €	16	Aide classique	50%	200 000 €
PLUV-7a	Villeurbanne _PUP ACI _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	820 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	5 754	m²	50%	287 700 €	143 850 €	16	Aide classique	82%	676 150 €
PLUV-8a	Neuville-sur-saône _Les quais _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	1 016 507 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	7 900	m²	50%	395 000 €	197 500 €	16	Aide classique	81%	819 007 €
PLUV-9a	Lyon - Quais de la Rive Droite du Rhône _Déconnexion des eaux pluviales _Phase 1	Métropole de Lyon	2025	1 140 327 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	29 000	m²	50%	1 140 327 €	570 164 €	16	Aide classique	50%	570 164 €
PLUV-10a	Lyon 06 _Place Edgar Quimet _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	168 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	7 500	m²	50%	168 000 €	84 000 €	16	Aide classique	50%	84 000 €
PLUV-11a	Bron -Place de la Liberté _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	80 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	4 260	m²	50%	80 000 €	40 000 €	16	Aide classique	50%	40 000 €
PLUV-12a	Lyon 07 _PUP Nexans _Déconnexion des eaux pluviales Dossier 1/2	Métropole de Lyon	2027	206 417 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	10 030	m²	50%	206 417 €	103 209 €	16	Aide classique	50%	103 209 €
PLUV-13a	Saint Fons _Cœur de Parc, clochettes _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	683 965 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	35 000	m²	50%	683 965 €	341 983 €	16	Aide classique	50%	341 983 €
PLUV-14a	Lyon 08 _ZAC Mermoz SUD 2ème phase _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	514 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	25 000	m²	50%	514 500 €	257 250 €	16	Aide classique	50%	257 250 €
PLUV-15a	Villeurbanne _Grand Centre, place Chanoiné Bourcier et ses abords _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	576 240 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	28 000	m²	50%	576 240 €	288 120 €	16	Aide classique	50%	288 120 €
PLUV-16a	Lyon 01 et 04 _Boulevard de la Croix-Rousse _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	164 640 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	8 000	m²	50%	164 640 €	82 320 €	16	Aide classique	50%	82 320 €
PLUV-17a	Corbas _PUP Corbetta _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	78 204 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 800	m²	50%	78 204 €	39 102 €	16	Aide classique	50%	39 102 €
PLUV-18a	Bron _ZAC Parilly _Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	1 063 300 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	51 667	m²	50%	1 063 300 €	531 650 €	16	Aide classique	50%	531 650 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (défi/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
PLUV-19a	Caluire-et-Cuire _ montessuy _ Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	183 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	6 920	m²	50%	183 000 €	91 500 €	16	Aide classique	50%	91 500 €
PLUV-20a	Villeurbanne _ Lafontaine, Aynard _ Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	54 555 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	908	m²	50%	45 400 €	22 700 €	16	Aide classique	58%	31 855 €
PLUV-21a	Enveloppe « voies lyonnaises - déconnexion des eaux pluviales »	Métropole de Lyon	2025	771 400 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	29 000	m²	50%	771 400 €	385 700 €	16	Aide classique	50%	385 700 €
PLUV-22a	Champagne aux Mont d'Or _ Collège Rameau _ Végétalisation et déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	378 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 500	m²	50%	125 000 €	62 500 €	16	Aide classique	83%	315 500 €
PLUV-23a	Bron _ Collège Monod _ Végétalisation et déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	288 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 600	m²	50%	80 000 €	40 000 €	16	Aide classique	86%	248 000 €
PLUV-24a	Grigny _ Collège Malfroy _ Végétalisation et déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	440 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 800	m²	50%	140 000 €	70 000 €	16	Aide classique	84%	370 000 €
PLUV-25a	Vénissieux _ Collège Eluard _ Végétalisation et déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	330 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 000	m²	50%	100 000 €	50 000 €	16	Aide classique	85%	280 000 €
PLUV-26a	Bron _ Collège Curie _ Végétalisation et déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2026	280 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 800	m²	50%	90 000 €	45 000 €	16	Aide classique	84%	235 000 €
PLUV-27a	Enveloppe « voirie – déconnexion EP »	Métropole de Lyon	2025	1 445 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	50 000	m²	50%	1 445 000 €	722 500 €	16	Aide classique	50%	722 500 €
PLUV-28a	Lyon 03 - Végétalisation de la place Ronde	Métropole de Lyon	2025	75 140 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 600	m²	50%	75 140 €	37 570 €	16	Aide classique	50%	37 570 €
PLUV-29a	Caluire-et-Cuire _ Place de Crépieux _ Déconnexion des eaux pluviales	Métropole de Lyon	2025	91 035 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 150	m²	50%	91 035 €	45 518 €	16	Aide classique	50%	45 518 €
PLUV-30a	Grigny _ Cotes Berthaud et Rousset _ Déconnexion des EP pour limiter les débordements des réseaux d'assainissement unitaire au Rhône	Métropole de Lyon	2026	800 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	15 000	m²	50%	750 000 €	375 000 €	16	Aide classique	53%	425 000 €
PLUV-31a	Lyon - Résidence Debourg - Déconnexion dans le cadre d'une démolition / reconstruction	Crous de Lyon	2025	121 100 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 422	m²	50%	121 100 €	60 550 €	16	Aide classique	50%	60 550 €
PLUV-32a	Lyon - Résidence Paradin - Déconnexion dans le cadre d'une réhabilitation / densification	Crous de Lyon	2026	96 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 920	m²	50%	96 000 €	48 000 €	16	Aide classique	50%	48 000 €
PLUV-33a	Lyon - Résidence Madeleine - Déconnexion dans le cadre d'une démolition / reconstruction	Crous de Lyon	2025	125 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 500	m²	50%	125 000 €	62 500 €	16	Aide classique	50%	62 500 €
PLUV-34a	Saint-Priest - BELLVUE A - Déconnexion des eaux pluviales	Est Métropole Habitat	2027	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 610	m²	40%	100 000 €	40 000 €	16	Aide classique	60%	60 000 €
PLUV-35a	Saint-Priest - BELLVUE J - Déconnexion des eaux pluviales	Est Métropole Habitat	2027	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 610	m²	40%	100 000 €	40 000 €	16	Aide classique	60%	60 000 €
PLUV-36a	Saint-Priest - Résidentialisation Bel Air - Déconnexion, désimperméabilisation et renaturation	Est Métropole Habitat	2025	90 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 800	m²	40%	90 000 €	36 000 €	16	Aide classique	60%	54 000 €
PLUV-37a	Vaulx en Velin - Residentialisation noiresettes - Déconnexion, désimperméabilisation et renaturation	Est Métropole Habitat	2025	921 050 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	18 421	m²	40%	921 050 €	368 420 €	16	Aide classique	60%	552 630 €
PLUV-38a	Villeurbanne - Résidence Saint jean - Déconnexion, désimperméabilisation et renaturation	Est Métropole Habitat	2026	358 350 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	7 167	m²	40%	358 350 €	143 340 €	16	Aide classique	60%	215 010 €
PLUV-39a	Villeurbanne - Résidence Monod - Déconnexion, désimperméabilisation et renaturation	Est Métropole Habitat	2026	50 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 000	m²	40%	50 000 €	20 000 €	16	Aide classique	60%	30 000 €
PLUV-40a	Bron - Résidence les Genêts - Déconnexion, désimperméabilisation et renaturation	Est Métropole Habitat	2026	75 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 500	m²	40%	75 000 €	30 000 €	16	Aide classique	60%	45 000 €
PLUV-41a	Saint-Fons - Résidence les Clochettes Création d'une noue infiltrante plantée traversante pour captation des eaux de voirie et parkings	Batigere Rhône-Alpes	2025	30 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 000	m²	40%	30 000 €	12 000 €	16	Aide classique	60%	18 000 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (défi/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
PLUV-42a	Lyon - Résidence Sauvegarde 540 550 - Déconnexion eaux pluviales	Grandlyon Habitat	2027	300 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	6 000	m²	40%	300 000 €	120 000 €	16	Aide classique	60%	180 000 €
PLUV-43a	Lyon - Résidence Sauvegarde 450 510 - Déconnexion eaux pluviales	Grandlyon Habitat	2027	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 000	m²	40%	100 000 €	40 000 €	16	Aide classique	60%	60 000 €
PLUV-44a	Lyon - Mermoz B, C, E, F, S, T - Déconnexion eaux pluviales	Grandlyon Habitat	2025	186 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 730	m²	40%	186 500 €	74 600 €	16	Aide classique	60%	111 900 €
PLUV-45a	Lyon - Marius Donjon - Désimperméabilisation surfaces enrobées	Grandlyon Habitat	2026	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 000	m²	40%	100 000 €	40 000 €	16	Aide classique	60%	60 000 €
PLUV-46a	Vénissieux - Joliot Curie - Déconnexion des EP dans le cadre d'une réhabilitation globale avec réaménagement des espaces extérieurs	Lyon Métropole Habitat	2025	691 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	13 830	m²	40%	691 500 €	276 600 €	16	Aide classique	60%	414 900 €
PLUV-47a	Curis au Mont d'Or - Ecole, Salle des fêtes, Eglise - Déconnexion toitures	Commune de Curis au Mont d'Or	2025	52 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 050	m²	50%	52 500 €	26 250 €	16	Aide classique	50%	26 250 €
PLUV-48a	Vénissieux - Cours élémentaires Ernest Renan et Paul Langevin - Déconnexion, végétalisation et les désimperméabilisation	Commune de Vénissieux	2025	268 100 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	5 362	m²	50%	268 100 €	134 050 €	16	Aide classique	50%	134 050 €
PLUV-49a	Vénissieux - Cours élémentaire Joliot Curie et Gabriel Péri - Déconnexion, végétalisation et les désimperméabilisation	Commune de Vénissieux	2026	294 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	5 890	m²	50%	294 500 €	147 250 €	16	Aide classique	50%	147 250 €
PLUV-50a	Saint-Genis-Laval - Médiathèque 9612 et Cinéma la Mouche - Aménagement espace public intégrant déconnexion EP, désimperméabilisation et végétalisation	Commune de Saint Genis Laval	2026	82 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 650	m²	50%	82 500 €	41 250 €	16	Aide classique	50%	41 250 €
PLUV-51a	Villeurbanne - Anatole France élémentaire, Jules Ferry maternelle - Projet de cours fertiles dans les écoles maternelles et élémentaires (déconnexion, désimperméabilisation, végétalisation)	Commune de Villeurbanne	2025	161 900 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 238	m²	50%	161 900 €	80 950 €	16	Aide classique	50%	80 950 €
PLUV-52a	Villeurbanne - Emile Zola élémentaire, Jules Guesde maternelle - Projet de cours fertiles dans les écoles maternelles et élémentaires (déconnexion, désimperméabilisation, végétalisation)	Commune de Villeurbanne	2026	138 600 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 772	m²	50%	138 600 €	69 300 €	16	Aide classique	50%	69 300 €
PLUV-53a	Villeurbanne - Jules Guesde élémentaire, GS Jean Zay - Projet de cours fertiles dans les écoles maternelles et élémentaires (déconnexion, désimperméabilisation, végétalisation)	Commune de Villeurbanne	2027	181 350 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 627	m²	50%	181 350 €	90 675 €	16	Aide classique	50%	90 675 €
PLUV-54a	Villeurbanne - Création de parc (déconnexion, désimperméabilisation, végétalisation)	Commune de Villeurbanne	2025	400 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	20 000	m²	50%	400 000 €	200 000 €	16	Aide classique	50%	200 000 €
PLUV-55a	Caluire et Cuire - Cours d'école Montessuy Végétalisation - Déconnexion, désimperméabilisation et végétalisation	Commune de Caluire et Cuire	2025	177 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 550	m²	50%	177 500 €	88 750 €	16	Aide classique	50%	88 750 €
PLUV-56a	Lyon - Ecole Jules Verne, Aimé Césaire, Cavenne, Fournier, Hepburn - Desimperméabilisation, végétalisation et déconnexion quand possible	Commune de Lyon	2025	118 750 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 375	m²	50%	118 750 €	59 375 €	16	Aide classique	50%	59 375 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (défi/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
PLUV-57a	Villeurbanne - campus de LyonTech La Doua - Déconnexion des EP du Bâtiment existant le Déambulateiro dans le cadre d'une réhabilitation et amélioration des performances énergétiques	ComUE Université de Lyon - Saint Etienne	2025	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 000	m²	50%	100 000 €	50 000 €	16	Aide classique	50%	50 000 €
PLUV-58a	Villeurbanne - Chaufferie de la Doua - Déconnexion des EP dans le cadre d'une viabilisation	ComUE Université de Lyon - Saint Etienne	2025	110 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 200	m²	50%	110 000 €	55 000 €	16	Aide classique	50%	55 000 €
PLUV-59a	Villeurbanne - Piscine et salles de sport de l'ENTPE, Bâtiment T - Déconnexion EP	ENTPE	2025	97 200 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 944	m²	50%	97 200 €	48 600 €	16	Aide classique	50%	48 600 €
PLUV-60a	Vaulx en Velin - ENSAL; Déconnexion des eaux pluviales Accompagner la transition vers une ville perméable	ENSAL	2026	175 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 500	m²	50%	175 000 €	87 500 €	16	Aide classique	50%	87 500 €
PLUV-61a	Villeurbanne - ENSSIB ; Réaménagement de l'entrée du Site vers une ville perméable	ENSSIB	2025	100 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	2 850	m²	50%	100 000 €	50 000 €	16	Aide classique	50%	50 000 €
PLUV-62a	Villeurbanne - Rénovation Parvis et parkings ENSSIB ; Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	ENSSIB	2025	80 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 600	m²	50%	80 000 €	40 000 €	16	Aide classique	50%	40 000 €
PLUV-63a	Villeurbanne - Prolongation de l'axe Vert Lyon 1 - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2027	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-64a	Villeurbanne - Projet INSA Liens Verts - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2025	300 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	6 000	m²	50%	300 000 €	150 000 €	16	Aide classique	50%	150 000 €
PLUV-65a	Villeurbanne - Projet INSA Liens Verts (2) - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2025	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	4 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-66a	Villeurbanne - Interface ville-Campus: Boulevard Niels Bohr Est - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2027	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-67a	Villeurbanne - Rénovation Avenue Jean Capelle Ouest - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2027	230 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	4 600	m²	50%	230 000 €	115 000 €	16	Aide classique	50%	115 000 €
PLUV-68a	Villeurbanne - Rénovation Avenue des arts Est - Désimperméabilisation, ouvrages alternatifs de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INSA Lyon SIDD	2027	90 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 800	m²	50%	90 000 €	45 000 €	16	Aide classique	50%	45 000 €
PLUV-69a	Villeurbanne - Bâtiment 201 Archimède et 601 - Déconnexion des EP dans le cadre de pose de PV et rénovation énergétique	INSA Lyon DPI	2026	72 500 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	1 450	m²	50%	72 500 €	36 250 €	16	Aide classique	50%	36 250 €
PLUV-70a	Villeurbanne - Opération Doua Ouest lot Nord (Phase 1), lot Sud (Phase 1) et STAP Bâtiment C - Gestion des eaux pluviales à la sources dans le cadre de réaménagements et rénovations	Université Claude Bernard Lyon 1	2027	204 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	4 080	m²	50%	204 000 €	102 000 €	16	Aide classique	50%	102 000 €
PLUV-71a	Villeurbanne - Melting Pot INRAE Villeurbanne - Désimperméabilisation, ouvrages de gestion des eaux pluviales, végétalisation	INRAE	2026	155 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 830	m²	50%	155 000 €	77 500 €	16	Aide classique	50%	77 500 €
PLUV-72a	Métropole de Lyon - Ville perméable - Enveloppe 2025 "Maitres d'ouvrage privés"	Autres maitres d'ouvrage (Etablissements,...)	2025	330 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	20 000	m²	50%	330 000 €	165 000 €	16	Aide classique	50%	165 000 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maître d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maître d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
PLUV-73a	Métropole de Lyon - Ville perméable - Enveloppe 2026 "Maitres d'ouvrage privés"	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2026	330 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	20 000	m²	50%	330 000 €	165 000 €	16	Aide classique	50%	165 000 €
PLUV-73a	Métropole de Lyon - Ville perméable - Enveloppe 2027 "Maitres d'ouvrage privés"	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2027	340 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	20 000	m²	50%	340 000 €	170 000 €	16	Aide classique	50%	170 000 €
PLUV-73a	Métropole de Lyon_Ville perméable_Enveloppe 2025 "autres communes"	Autres communes	2025	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-73a	Métropole de Lyon_Ville perméable_Enveloppe 2026 "autres communes"	Autres communes	2026	150 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	3 000	m²	50%	150 000 €	75 000 €	16	Aide classique	50%	75 000 €
PLUV-73a	Métropole de Lyon_Ville perméable_Enveloppe 2027 "autres communes"	Autres communes	2027	200 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	4 000	m²	50%	200 000 €	100 000 €	16	Aide classique	50%	100 000 €
PLUV-73a	Lyon - Bois de la Part-Dieu - Déconnexion des eaux pluviales	SPL Part Dieu	2025	550 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	11 000	m²	50%	550 000 €	275 000 €	16	Aide classique	50%	275 000 €
PLUV-73a	Lyon - Place du Lac - déconnexion des eaux pluviales	SPL Part Dieu	2027	400 000 €	non	Défi 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	8 000	m²	50%	400 000 €	200 000 €	16	Aide classique	50%	200 000 €
MAH-1a	BV Planches_Secteur Serres Tronçon de 4 km_Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2025	100 000 €	oui				80%	100 000 €	80 000 €	24	Aide classique	20%	20 000 €
MAH-1b	BV Planches_Secteur Arnon Charbonnières-les-bains et Ecully_Travaux de Restauration Morphologique sur certains tronçons Chem. Charbonnières et sentier des Moines	Métropole de Lyon	2026	700 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	95	ML	70%	700 000 €	490 000 €	24	Aide classique	30%	210 000 €
MAH-1c	BV Planches_Secteur Aval Ecully et Tassin la demi Lune_Travaux de Restauration Morphologique sur certains tronçons prioritaires	Métropole de Lyon	2027	2 700 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	750	ML	70%	2 700 000 €	1 890 000 €	24	Aide classique	30%	810 000 €
MAH-1d	BV Planches_Secteur Trouillat_Travaux de restauration morphologique avec remise à ciel ouvert du ruisseau secteur Avenue Paul Senty	Métropole de Lyon	2027	850 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	450	ML	70%	850 000 €	595 000 €	24	Aide classique	30%	255 000 €
MAH-1e	BV Planches_Secteur Serres_Travaux de Restauration Morphologique sur certains tronçons prioritaires	Métropole de Lyon	2027	500 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	250	ML	70%	500 000 €	350 000 €	24	Aide classique	30%	150 000 €
MAH-2a	BV Mouche_Travaux de Restauration Morphologique + Corridor prioritaire TVB	Métropole de Lyon	2027	3 500 000 €	non	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	1 200	ML	50%	3 500 000 €	1 750 000 €	24	Aide classique	50%	1 750 000 €
MAH-3a	BV Rize_Tronçon Parc Vaulx En Velin_Travaux de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2026	815 000 €	non	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	950	ML	50%	815 000 €	407 500 €	24	Aide classique	50%	407 500 €
MAH-3b	BV Rize_Tronçon ZI Vaulx En Velin_Travaux de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2026	695 000 €	non	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	690	ML	50%	695 000 €	347 500 €	24	Aide classique	50%	347 500 €
MAH-4a	BV Rochecardon_Travaux de Restauration Morphologique sur certains tronçons prioritaires	Métropole de Lyon	2027	500 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	100	ML	70%	500 000 €	350 000 €	24	Aide classique	30%	150 000 €
MAH-5a	Restauration type ingénierie Castor - BV Planches et BV Rize	Métropole de Lyon	2026	302 000 €	oui	Défi 11_Restaurer 500 km de cours d'eau	600 (max. 1000) et 1 800 m² de ZH restaurés	ML	70%	302 000 €	211 400 €	24	Aide classique	30%	90 600 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maître d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maître d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
MAH-6a	BV Fée Des Eaux - Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2026	80 000 €	non				80%	80 000 €	64 000 €	24	Aide classique	20%	16 000 €
MAH-7a	BV Vosges - Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2026	100 000 €	non				80%	100 000 €	80 000 €	24	Aide classique	20%	20 000 €
MAH-8a	BV Combes - Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2026	60 000 €	non				80%	60 000 €	48 000 €	24	Aide classique	20%	12 000 €
MAH-9a	BV Thou - Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2027	70 000 €	non				80%	70 000 €	56 000 €	24	Aide classique	20%	14 000 €
MAH-10a	BV Torrières - Etude de Faisabilité de Restauration Morphologique	Métropole de Lyon	2027	60 000 €	non				80%	60 000 €	48 000 €	24	Aide classique	20%	12 000 €
MAH-11a	BV Yzeron_ZH Chasselièvre_Marcy L'Etoile - Travaux de Restauration	Métropole de Lyon	2025	530 000 €	oui	Défi 12_Restaurer ou préserver 20000 ha de zones humides	10 000	m²	70%	530 000 €	371 000 €	24	Aide classique	30%	159 000 €
MAH-12a	BV Chanaux_ZH Quincieux_Travaux de Restauration	Métropole de Lyon	2026	235 000 €	oui	Défi 12_Restaurer ou préserver 20000 ha de zones humides	3 500	m²	70%	235 000 €	164 500 €	24	Aide classique	30%	70 500 €
SUIV-1a	Métropole de Lyon_Qualité des Milieux Aquatiques - Etude de Connaissance 2025	Métropole de Lyon	2025	120 000 €	non		30	Nbre	50%	120 000 €	60 000 €	32	Aide classique	50%	60 000 €
SUIV-1b	Métropole de Lyon_Qualité des Milieux Aquatiques - Etude de Connaissance 2026	Métropole de Lyon	2026	120 000 €	non		30	Nbre	50%	120 000 €	60 000 €	32	Aide classique	50%	60 000 €
SUIV-1c	Métropole de Lyon_Qualité des Milieux Aquatiques - Etude de Connaissance 2027	Métropole de Lyon	2027	120 000 €	non		30	Nbre	50%	120 000 €	60 000 €	32	Aide classique	50%	60 000 €
MAH-13a	Métropole de Lyon_BV's + Rocheccardon + Ravin + Merdary + Vosges - Elaboration du Plan de Gestion de la Ripisylve par BV	Métropole de Lyon	2025	56 000 €	non				50%	56 000 €	28 000 €	24	Aide classique	50%	28 000 €
MAH-14a	BV Planches - Animation et mise en oeuvre du PDG de la ripisylve (DIG) tronçons 2025	Métropole de Lyon	2025	100 000 €	oui	Défi 21_Restaurer 17000 km de berges de ripisylve dégradée	6 000	ML	30%	300 000 €	90 000 €	24	Aide classique	10%	10 000 €
MAH-14b	Morbier Formans_BV Planches + Ravin + Vosges - Animation et mise en oeuvre du PDG de la ripisylve (DIG) tronçons 2026	Métropole de Lyon	2026	90 000 €	oui	Défi 21_Restaurer 17000 km de berges de ripisylve dégradée	10 600	ML	30%	295 000 €	88 500 €	24	Aide classique	2%	1 500 €
MAH-14c	Métropole de Lyon_BV's Planches, Chanaux, Ravin, Vosges, Merdary - Animation et mise en oeuvre des PDG respectifs de la ripisylve (DIG) tronçons 2027	Métropole de Lyon	2027	125 000 €	oui	Défi 21_Restaurer 17000 km de berges de ripisylve dégradée	12 723	ML	30%	335 000 €	100 500 €	24	Aide classique	20%	24 500 €
MAH-15a	Métropole de Lyon_Trame Turquoise - Etudes et Travaux de végétalisation des bassins d'infiltration	Métropole de Lyon	2026	30 000 €	non		3 bassins	Nbre	80%	30 000 €	24 000 €	24	Aide classique	20%	6 000 €
ANIM-1a	Métropole de Lyon_FDR Missions d'Animation Milieux et Gestion concertée et Quantité 2025	Métropole de Lyon	2025	280 000 €	non				70%	364 000 €	254 800 €	24	Aide classique	9%	25 200 €
ANIM-1b	Métropole de Lyon_FDR Missions d'Animation Milieux et Gestion concertée et Quantité 2026	Métropole de Lyon	2026	250 000 €	non				70%	325 000 €	227 500 €	24	Aide classique	9%	22 500 €
ANIM-1c	Métropole de Lyon_FDR Missions d'Animation Milieux et Gestion concertée et Quantité 2027	Métropole de Lyon	2027	255 000 €	non				70%	331 500 €	232 050 €	24	Aide classique	9%	22 950 €
SOL-1a	Métropole de Lyon_Réserve en eau des sols_Animation, concertation et élaboration d'une	Métropole de Lyon	2025	95 000 €	non				70%	95 000 €	66 500 €	21	Aide classique	30%	28 500 €
SOL-2a	BV Azergues_Lissieu Secteur Buchette_Expérimentation de Travaux d'amélioration de la Réserve en Eau du Sol	Métropole de Lyon	2025	150 000 €	non				70%	150 000 €	105 000 €	21	Aide classique	30%	45 000 €
MAH-16a	Métropole de Lyon_Marathon de la biodiversité_phase 2	Métropole de Lyon	2025	808 578 €	non		haies 14 800 mares : 14	Nbre	80%	808 578 €	646 862 €	24	Aide classique	20%	161 716 €
MAH-17a	Métropole de Lyon_Etudes de caractérisation de sites d'écrasements d'amphibiens sur 3 voiries métropolitaines de l'Ouest lyonnais	Métropole de Lyon	2025	29 875 €	non		no d'amphibiens observés/site/espèce	Nbre	70%	29 875 €	20 913 €	24	Aide classique	30%	8 963 €
MAH-18a	Lissieu_Chemin de la Cotonnière_Conception et travaux d'effacement du site d'écrasements d'amphibiens	Métropole de Lyon	2026	300 000 €	non		1 crapauduc créé	Nbre	70%	300 000 €	210 000 €	24	Aide classique	30%	90 000 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
MAH-19a	Saint-Genis-les-Ollières_rue Georges Kayser_Conception et travaux d'effacement du site d'écrasements d'amphibiens	Métropole de Lyon	2026	300 000 €	non		1 crapauduc créé	Nbre	70%	300 000 €	210 000 €	24	Aide classique	30%	90 000 €
MAH-20a	Ecully_ZH du Rafour_étude de faisabilité écologique pour la mise en œuvre d'un plan d'action de restauration de la zone agricole et de la zone humide du Rafour	Métropole de Lyon	2025	20 000 €	non		nb d'espèces observées nb d'espèces protégées	Nbre	70%	20 000 €	14 000 €	24	Aide classique	30%	6 000 €
MAH-20b	BV Planches_Ecully ZH Rafour_conception et travaux de restauration de la zone humide du Rafour_Rafour	Métropole de Lyon	2026	100 000 €	non	Défi 12_Restaurer ou préserver 20000 ha de zones humides	15 000	m²	70%	50 000 €	35 000 €	24	Aide classique	65%	65 000 €
ANIM-2a	Métropole de Lyon_Animation_Biodiversité_2025	Métropole de Lyon	2025	27 670 €	non				80%	27 670 €	22 136 €	24	Aide classique	20%	5 534 €
ANIM-2b	Métropole de Lyon_Animation_Biodiversité_2026	Métropole de Lyon	2026	28 223 €	non				80%	28 223 €	22 579 €	24	Aide classique	20%	5 645 €
ANIM-2c	Métropole de Lyon_Animation_Biodiversité_2027	Métropole de Lyon	2027	28 788 €	non				80%	28 788 €	23 030 €	24	Aide classique	20%	5 758 €
COM-1a	SMRIL_Pédagogie_Grigny/Sur Rhône	SMRIL	2026	55 000 €	non				50%	55 000 €	27 500 €	24	Aide spécifique	50%	27 500 €
MAH-21a	Lyon_Saône_Reconquête de la biodiversité des berges par végétalisation - tronçon 2025 entre le pont Schuman et le pont Bonaparte (partie nord de la Saône).	Asso Des Espèces Parmi Lyon	2025-2027	2 500 000 €	oui	Défi 21_Restaurer 17000 km de berges de ripisylve dégradée	5 000	ML	80%	2 500 000 €	2 000 000 €	24	Aide classique	20%	500 000 €
ASS-1a	Oullins-Saint-genis-Laval_sous BV Sanzy - Etude de réduction des rejets d'eaux usées au milieu naturel. Phase 2 et 3, amélioration fonctionnement et identification d'un plan d'actions	Métropole de Lyon	2025	51 650 €	non				50%	51 650 €	25 825 €	12	Aide classique	50%	25 825 €
SPEA-1a	SGL - Clemenceau - Etude de deconnexion des EP_Phase 1 et Phase 2	Métropole de Lyon	2025	55 000 €	non				50%	55 000 €	27 500 €	12	Aide classique	50%	27 500 €
SPEA-2a	Métropole de Lyon_BV ME prioritaires_Gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement. Compléter les inventaires, établir un état de santé, programmer des travaux de réhabilitation	Métropole de Lyon	2025-2026-2027	588 000 €	non				50%	588 000 €	294 000 €	12	Aide classique	50%	294 000 €
SPEA-3a	BV Planches_Tassin-la-demi-Lune_secteur chemin de la vernique / Vallon / vieux moulin_Etude opportunité mise en séparatif. Etude diagnostique et amélioration fonctionnement réseau d'assainissement	Métropole de Lyon	2025	55 000 €	non				50%	55 000 €	27 500 €	12	Aide classique	50%	27 500 €
SPEA-4a	Métropole de Lyon_gestion patrimoniale_outil SEMAPLUS - phase 2	Métropole de Lyon	2026	300 000 €	non				50%	300 000 €	150 000 €	12	Aide classique	50%	150 000 €
ASS-2a	Métropole de Lyon_BV ME prioritaires_Gestion patrimoniale - Travaux réseaux au sein des BV des masses d'eau prioritaires hors YZERON	Métropole de Lyon	2027	300 000 €	oui		300	ML	50%	144 000 €	72 000 €	12	Aide classique	76%	228 000 €
SPEA-5a	SA de Feysaine_Schéma directeur Assainissement du système d'assainissement Feysaine	Métropole de Lyon	2026	600 000 €	non				50%	600 000 €	300 000 €	12	Aide classique	50%	300 000 €
SPEA-6a	SA de St-Fons_Schéma directeur Assainissement du système d'assainissement phase 5	Métropole de Lyon	2026	70 000 €	non				50%	70 000 €	35 000 €	12	Aide classique	50%	35 000 €
SPEA-7a	SA de Genay et Neuville_Schéma directeur Assainissement des systèmes d'assainissement	Métropole de Lyon	2025	100 000 €	non				50%	100 000 €	50 000 €	12	Aide classique	50%	50 000 €
SPEA-8a	Métropole de Lyon_Schéma général Assainissement_Actualisation du SGA vers un cadre stratégique assainissement	Métropole de Lyon	2026	80 000 €	non				50%	80 000 €	40 000 €	12	Aide classique	50%	40 000 €
SPEA-9a	Métropole de Lyon_Réduction deversements temps de pluie_Etudes pour dimensionner et construire des ouvrages de grandes capacité en amont des STEP	Métropole de Lyon	2027	80 000 €	non				50%	80 000 €	40 000 €	12	Aide classique	50%	40 000 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maitre d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maitre d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
ASS-3a	BV Yzeron_lutte contre les ECPP_renouvellement réseaux 2025	Métropole de Lyon	2025	600 000 €	oui		800	ML	50%	384 000 €	192 000 €	12	Aide classique	68%	408 000 €
ASS-4a	Givors_déconnexion ruisseau du Cras	Métropole de Lyon	2025	700 000 €	oui	Déf 22_Déconnecter les eaux pluviales des réseaux unitaires	500	m²	50%	240 000 €	120 000 €	12	Aide classique	83%	580 000 €
ASS-5a	La Tour de Salvagny_secteur cerquerminal_Maligneux Doublement du collecteur pour améliorer le fonction du poste de refoulement et limiter l'impact sur le milieu naturel	Métropole de Lyon	2027	800 000 €	non		785	ML	50%	376 800 €	188 400 €	12	Aide classique	76%	611 600 €
ASS-6a	Rillieux_Ravin_DO Tremelin_création d'un filtre planté de roseaux pour le rejet du DO vers le ruisseau du Ravin	Métropole de Lyon	2026	800 000 €	non		2 300	EH	50%	800 000 €	400 000 €	12	Aide classique	50%	400 000 €
ASS-7a	Lissieu-Bourg_limitation ECPP_rehabilitation réseau assainissement sur le BV de la STEP de Lissieu-Bourg	Métropole de Lyon	2025	500 000 €	non		800	ML	50%	384 000 €	192 000 €	12	Aide spécifique	62%	308 000 €
ASS-8a	GENAY_ZI_limitation ECPP_Travaux de réhabilitation sur les collecteurs de la ZI genay	Métropole de Lyon	2026	1 300 000 €	non		1 300	ML	50%	624 000 €	312 000 €	12	Aide classique	76%	988 000 €
ASS-9a	STEU St-Fons_Rénovation traitement biologique	Métropole de Lyon	2025	36 000 000 €	non					36 000 000 €	7 500 000 €	11	Aide spécifique	79%	28 500 000 €
ASS-10a	SA Fontaine sur Saône_Transfert sur SA Pierre Bénite_travaux BSR STR	Métropole de Lyon	2025	23 105 000 €	non		500 m3 pour réseau 6 600 m3 pour BSR	m³	50%	8 160 000 €	4 080 000 €	12	Aide classique	82%	19 025 000 €
ASS-11a	STEU Lissieu Bourg-Reconstruction et amélioration traitement	Métropole de Lyon	2025	5 220 000 €	non		1 376	EH	50%	1 238 400 €	619 200 €	11	Aide spécifique	88%	4 600 800 €
ASS-12a	STEU Quincieux_Etudes préalables à la reconstruction et diminution impact ruisseau Chanaux	Métropole de Lyon	2027	150 000 €	oui				50%	150 000 €	75 000 €	11	Aide classique	50%	75 000 €
ASS-13a	STEU Lissieu Sémanet_Etudes préalables à la reconstruction	Métropole de Lyon	2027	100 000 €	non				50%	100 000 €	50 000 €	11	Aide classique	50%	50 000 €
ASS-14a	STEU Métropole de Lyon_Etudes de faisabilité respect DERU2	Métropole de Lyon	2027	200 000 €	non				50%	200 000 €	100 000 €	11	Aide classique	50%	100 000 €
ASS-15a	Villeurbanne_Quartier Saint Jean_Cusset_Réhabilitation station de relèvement	Métropole de Lyon	2027	5 600 000 €	non					5 600 000 €	1 000 000 €	12	Aide spécifique	82%	4 600 000 €
ASS-16a	Limonest_réduction rejet Rochecardon_reconstruction STR	Métropole de Lyon	2026	2 300 000 €	oui				50%	2 300 000 €	1 150 000 €	12	Aide classique	50%	1 150 000 €
ASS-17a	Meyäeu_Avenue du Carreau_Rénovation STR Carreau	Métropole de Lyon	2027	1 500 000 €	non				50%	1 500 000 €	750 000 €	12	Aide spécifique	50%	750 000 €
ASS-18a	Métropole de Lyon_Méthanisation des boues à Pierre Bénite	Métropole de Lyon	2025	80 000 000 €	non						2 000 000 €	11	Aide classique	98%	78 000 000 €

LISTE DES OPERATIONS CONTRAT

Code Action	Libellé détaillé de l'action	Maître d'ouvrage	Année prévisionnelle d'engagement	Montant de l'opération	PDM (oui/-)	PBACC (déf/-)	Indicateur		Agence de l'eau					Maître d'ouvrage	
							technique	Unité	%	Assiette Agence	Aide Agence	LP	Type d'Aide	%	Autofinancement
SPEA-10a	Métropole de Lyon_Gestion Patrimoniale_Expérimenter des dispositifs de surveillance robustes et autonomes pour améliorer la connaissance le long des cours d'eau	Métropole de Lyon	2026	100 000 €	non				50%	100 000 €	50 000 €	12	Aide classique	50%	50 000 €
COM-1a	Métropole de Lyon_Visite pédagogique des stations de traitement de la métropole	Métropole de Lyon	2025	65 000 €	non				70%	65 000 €	45 500 €	34	Aide classique	30%	19 500 €
COM-1b	Métropole de Lyon_Visite pédagogique des stations de traitement de la métropole	Métropole de Lyon	2026	65 000 €	non				70%	65 000 €	45 500 €	34	Aide classique	30%	19 500 €
COM-1c	Métropole de Lyon_Visite pédagogique des stations de traitement de la métropole	Métropole de Lyon	2027	65 000 €	non				70%	65 000 €	45 500 €	34	Aide classique	30%	19 500 €
ANIM-1a	Métropole de Lyon_Usagers_Asemblée des usagers de l'eau : dépenses d'AMO 2025	Métropole de Lyon	2025	50 000 €	non				70%	50 000 €	35 000 €	29	Aide classique	30%	15 000 €
ANIM-1b	Métropole de Lyon_Usagers_Asemblée des usagers de l'eau : dépenses d'AMO 2026	Métropole de Lyon	2026	50 000 €	non				70%	50 000 €	35 000 €	29	Aide classique	30%	15 000 €
ANIM-1c	Métropole de Lyon_Usagers_Asemblée des usagers de l'eau : dépenses d'AMO 2027	Métropole de Lyon	2027	50 000 €	non				70%	50 000 €	35 000 €	29	Aide classique	30%	15 000 €
ECO-1a	Villeurbanne_STEU Feysine_Sobriété EAU_ travaux économie eau potable STEU FEYSSINE	Métropole de Lyon	2025	250 000 €	non	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030	8 000	m³	50%	250 000 €	125 000 €	21	Aide classique	50%	125 000 €
ANIM-2a	Animations trajectoire de sobriété : Grands comptes, grand public, scolaires - 2025	Eau du Grand Lyon	2025	297 856 €	non				70%	313 422 €	219 395 €	21	Aide classique	26%	78 461 €
ANIM-2b	Animations trajectoire de sobriété : Grands comptes, grand public, scolaires - 2026	Eau du Grand Lyon	2026	192 098 €	non				70%	217 864 €	152 505 €	21	Aide classique	21%	39 593 €
ANIM-2c	Animations trajectoire de sobriété : Grands comptes, grand public, scolaires - 2027	Eau du Grand Lyon	2027	133 598 €	non				70%	159 364 €	111 555 €	21	Aide classique	16%	22 043 €
ECO-2a	EGL_Sobriété Eau_Travaux d'économie d'eau des Grands comptes	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2026	300 000 €	non	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030			40%	300 000 €	120 000 €	21	Aide classique	60%	180 000 €
ECO-2b	EGL_Sobriété Eau_Travaux d'économie d'eau des Grands comptes	Autres maîtres d'ouvrage (Etablissements,...)	2027	450 000 €	non	Défi 1_Réduire les prélèvements de 10% d'ici 2030			40%	450 000 €	180 000 €	21	Aide classique	60%	270 000 €
COM-1a	EGL_Sobriété EAU_Actions communication / sensibilisation grand public du plan d'action sobriété	Eau du Grand Lyon	2025	110 000 €	non				50%	110 000 €	55 000 €	21	Aide classique	50%	55 000 €
AEP-1a	Rillieux La pape_Sécurisation du système AEP de la Métropole_Refonte de l'ULP	Eau du Grand Lyon	2025	64 000 000 €	non				50%	3 555 556 €	1 777 778 €	25	Aide spécifique	97%	62 222 222 €
ECO-3a	EGL_Sobriété eau_Réduction des fuites en réseau. Renouvellement canalisations sur secteur avec ILP fort.	Eau du Grand Lyon	2025	9 000 000 €	non	Défi 5_Engager un plan de réduction des fuites	13 000	ML	50%	6 240 000 €	3 120 000 €	25	Aide classique	65%	5 880 000 €
SPEA-1a	EGL_Gestion Patrimoniale_SI_Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'information (SI) d'aide à la décision pour la gestion Patrimoniale des réseaux et du génie civil	Eau du Grand Lyon	2026	250 000 €	non				50%	250 000 €	125 000 €	25	Aide classique	50%	125 000 €
SPEA-2a	EGL_Schéma directeur_Etudes interconnexions. Etudes complémentaires au SDAEP : interconnexions avec les territoires voisins	Eau du Grand Lyon	2026	50 000 €	non				50%	50 000 €	25 000 €	25	Aide classique	50%	25 000 €
ETUD-1a	EGL_Ressource stratégique_Etude de connaissance approfondie de la ressource stratégique de la Molasse Miocène sous l'Est Lyonnais	Eau du Grand Lyon	2026	2 120 000 €	oui				70%	2 120 000 €	1 484 000 €	23	Aide classique	30%	636 000 €
TOTAL				285 899 308 €						120 400 163 €	53 925 585 €			81%	231 973 722 €

M. LE MAIRE : Je donne la parole à Madame Linares.

Mme LINARES : Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre du label Territoires engagés, transition écologique et de sa politique Climat, air et énergie, la Ville a inscrit sa volonté de lutter contre les îlots de chaleur sur le territoire grâce à la végétalisation et la désimperméabilisation. La Ville a ainsi déjà réalisé la désimperméabilisation des cours d'école du groupe scolaire Ampère en 2023. Ce projet a permis de désimperméabiliser une surface de 1 300 mètres carrés et a bénéficié d'une subvention de l'Agence de l'eau de 233 660 euros.

Aujourd'hui, la Ville réalise le projet de désimperméabilisation des cours d'école de Montessuy, et c'est dans cette dynamique qu'elle a souhaité s'inscrire dans le contrat Eau et Climat 2025-2027, notamment concernant le volet « Ville perméable ». En effet, la Métropole de Lyon et l'Agence de l'eau ont décidé de renouveler leur engagement réciproque en proposant un nouveau contrat Eau et Climat 2025-2027, construit autour de six enjeux : préserver les milieux aquatiques et humides, préserver la ressource en eau, améliorer la performance des systèmes d'assainissement, réduire les substances toxiques à la source, poursuivre le déploiement de la ville perméable et poursuivre l'implication des Grands-Lyonnais dans la politique publique de l'eau. Pour la Ville, l'opération inscrite au contrat a un budget prévisionnel de 177 500 euros hors taxes et une aide potentielle de 50 % de l'Agence de l'eau, soit un montant de 88 750 euros. Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'approuver les actions présentées au contrat et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer, ainsi qu'à solliciter les subventions d'équipement auprès de l'Agence de l'eau.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame LINARES. Il y a une demande d'intervention de Monsieur MATTEUCCI. Vous avez la parole.

M. MATTEUCCI : Merci. Je pense que c'est très bien que notre collectivité s'intègre dans le cadre du contrat Eau et Climat de la Métropole de Lyon et de l'Agence de l'eau, sachant que cette problématique de l'eau va devenir un enjeu relativement important et va être aussi un facteur d'inégalité, à la fois entre les pays du Nord et les pays du Sud, mais aussi dans nos territoires. Cette question de l'eau est vraiment primordiale.

Ce que je voulais aussi relever, c'est notre sollicitation de ce contrat au titre de la désimperméabilisation des cours d'école, notamment de la cour de l'école de Montessuy. Je me rappelle, il y a quelques années, de discussions avec M. TOLLET et de désaccords sur cette cour, puisque la cour actuelle est goudronnée, alors que l'école a été livrée, si je ne me trompe pas, en mars 2022 et que nous avions à l'époque constaté que c'était tout de même aberrant que l'on puisse livrer une école neuve avec une cour goudronnée en noir avec trois arbres. Je suis donc satisfait que nous puissions refaire cette cour d'école et la désimperméabiliser. Ce que je regrette néanmoins, c'est que nous soyons obligés d'engager de nouveau des travaux pour penser le quotidien des enfants qui fréquentent cette cour, alors que nous aurions pu le faire au moment des travaux sur l'école de Montessuy. Il me semble de ce point de vue qu'il y a peut-être des questions à se poser et qu'il faudrait peut-être repenser dans le cadre de nos travaux à venir, et je sais que c'est une priorité maintenant, puisque nous sommes engagés dans des démarches, notamment les démarches TET et autres engagements en matière de transition écologique, notre Ville à la hauteur des enfants et de leur quotidien. En l'occurrence, les travaux qui avaient été entrepris à l'école de Montessuy n'avaient pas du tout été pensés pour les enfants. S'agissant de mettre du goudron dans une cour d'école en 2022, pour tous ceux qui ont eu l'occasion d'y aller, que ce soit lors de visites de l'école ou lors des élections, puisque c'est souvent un lieu qui sert pour les élections, je vous invite tout de même à le vivre, surtout quand il faisait très chaud. Il était vraiment inadmissible de continuer ainsi. Je suis particulièrement satisfait de cette évolution et je voulais simplement rappeler que c'est un choix politique qui arrive maintenant, mais qui aurait pu être fait il y a 3 ans et que, finalement, ce choix politique non fait a un coût. Même si nous avons une aide de l'Agence de l'eau et de la Métropole via ce contrat, nous aurions pu gagner du temps et rendre cet espace plus accessible, convivial et rafraîchissant pour les enfants et éviter que, pendant 3 ans, notamment les 2 dernières années, ils vivent des canicules qui faisaient qu'ils ne pouvaient pas

aller dans la cour, mais étaient obligés de rester à l'intérieur ou sous les préaux. J'espère que nous ne commettrons pas les mêmes erreurs à l'avenir

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur MATTEUCCI. Madame LINARES.

Mme LINARES : Je vous remercie de saluer l'engagement de la Ville sur cette question de la désimperméabilisation. D'ailleurs, nous allons poursuivre ces efforts, puisque nous avons engagé une étude avec le CEREMA pour travailler sur toutes ces questions. Je tiens tout de même à rappeler que nous avons pris du retard sur ces travaux, puisque nous avons eu un souci avec le maître d'œuvre à l'époque, et que nous nous sommes concentrés sur la question du retour des enfants dans l'école. Les travaux ont été réalisés cet été et tout est rentré dans l'ordre.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame LINARES. Je vais peut-être vous dire, Monsieur MATTEUCCI, que ce n'est pas le premier projet sur le sujet des cours d'école. Vous savez que, pour le projet Lassagne, notamment en concertation avec les usagers et les futurs enseignants, nous allons mettre en place cette démarche de cours Oasis. Sur ce sujet, il y a également les groupes scolaires André-Marie Ampère et Curie. Vous parliez de l'accès à l'eau et je serais intéressé pour savoir ce que vous pensez, notamment consécutivement à la mise en régie par la Métropole de Lyon, dont la tarification pénalise considérablement les familles nombreuses. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Monsieur TROTIGNON, vous vouliez la parole. Nous avons démarré le vote, mais il n'y a aucune difficulté, je vous la donne.

M. TROTIGNON : Merci, Monsieur JOINT, de me donner la parole. Lorsque vous soulignez la position des familles par rapport à la tarification de l'eau, en fait, vous omettez de dire ce qui est très important également, c'est-à-dire que les 12 premiers mètres cubes d'eau sont gratuits, ce qui est complètement nouveau. Par ailleurs, nous avons 65 000 familles qui sont déjà concernées par un soutien financier annuel, et ce sont les foyers les plus défavorisés, ceux pour lesquels la facture d'eau dépasse 3 % des revenus, seuil à partir duquel la dépense est jugée trop lourde pour un budget domestique, pour ces catégories les plus défavorisées. Il y a une tarification sociale de l'eau à la Métropole de Lyon.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur TROTIGNON. Je le sais, mais je vous invite à venir à la rencontre des habitants de la Ville de Caluire-et-Cuire, et je peux vous assurer que la nouvelle tarification va pénaliser beaucoup de monde. Considérez-vous, parce que je n'ai pas bien compris votre réponse, que les familles nombreuses sont pénalisées ou pas ?

M. TROTIGNON : Les familles nombreuses, comme toutes les familles, seront avantagées par le fait que nous aurons ces 3 % dont je viens de parler. Un soutien financier annuel s'adresse à ces familles. En moyenne, si nous prenons une famille de 4 personnes, elle recevra 103 euros. Une famille nombreuse sera dans les mêmes conditions si elle est éligible aux critères de revenus des 3 %.

M. LE MAIRE : Vous le dites : si elle est éligible aux critères de revenus.

M. TROTIGNON : Oui, tout à fait.

M. LE MAIRE : Encore une fois, je vous le dis ce soir, les yeux dans les yeux, sur la base des échanges que nous avons avec les habitants de Caluire-et-Cuire et les habitants de la Métropole de Lyon, vous allez pénaliser considérablement les familles nombreuses.

M. TROTIGNON : Ayez l'objectivité de donner l'entièreté de la mesure.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

M. LE MAIRE : Je vous remercie.

**N° D2025 091 CONVENTION DE SERVITUDE APPLICABLE À L'OUVRAGE DE
DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ ENTRE GRDF ET LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE
PARCELLES AY0209 ET AY0395**

M. PROTHERY :

La Ville de Caluire et Cuire a été sollicitée par la société GRDF, gestionnaire des réseaux de distribution de gaz dont les missions sont définies à l'article L432-8 du Code de l'Énergie, pour la constitution, à leur profit, d'une servitude de passage sur les parcelles AY0209 et AY0395, situées entre l'Avenue Alexander Fleming et l'Avenue Elie Vignal.

Cette servitude de passage doit être réalisée dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de protection cathodique contre la corrosion par GRDF, visant à assurer la pérennité du réseau de gaz en acier sur la commune de Caluire et Cuire.

Ce dispositif nécessite la création d'une tranchée d'une longueur de 100 mètres dans les espaces verts le long de l'avenue Alexander Fleming, entre le numéro 211 de la rue Benjamin Delessert et le croisement avec l'Avenue Elie Vignal.

Cette servitude réelle et perpétuelle implique un droit de passage perpétuel en tréfonds au profit de GRDF, pour tout ouvrage destiné à la distribution de gaz et pour tout ouvrage qui en seront l'accessoire (protections cathodiques, postes de détente, etc.) telle que définie dans la convention et ses annexes.

Ce droit de passage profitera également aux ayants-droit successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités.

La commune consent via cette convention :

- A ne procéder, sauf accord préalable de GRDF, à aucune modification de profil de terrain, de plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.*
- A ne pas planter d'ouvrage d'une profondeur supérieure à 1,50 mètres, sauf accord préalable de GRDF, dans un rayon de 30 mètres autour du déversoir de protection cathodique, aucun ouvrage et/ou construction pouvant faire obstacle à la diffusion du courant de protection.*
- A autoriser les agents du bénéficiaire et ceux des entrepreneurs agissant pour son compte à pénétrer sur ladite parcelle et à y exécuter les travaux et l'exploitation nécessaires.*

GRDF s'engage de son côté :

- A remettre en état les terrains et leurs équipements à la suite de leurs opérations de travaux et d'exploitation.*

La servitude est consentie à titre gracieux.

Les frais dudit acte restent à la charge exclusive de GRDF.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitude de passage applicable à l'ouvrage de distribution publique de gaz sur les parcelles AY0209 et AY0395, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Délégation Travaux Sud-Est
Agence Appui

7 Boulevard Pacatianus
38200 VIENNE

Vos références :
Nos références : Poste de soutirage 211 Avenue
Alexander Fleming
Interlocuteurs : Habib HAMMIA
Tél. : 06.49.31.77.25
E-mail : grdf-se-amsg-pc-lyon@grdf.fr

CONVENTION DE SERVITUDE applicable à l'OUVRAGE de DISTRIBUTION PUBLIQUE de GAZ

ENTRE :

La société GRDF, Société Anonyme ayant son siège 6, rue Condorcet 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, faisant élection de domicile en son siège et représentée par Monsieur Fabien MICHALLET agissant en qualité d'Adjoint au Chef d'Agence Appui de la Délégation Travaux Sud-Est,

Ci-après dénommée **GRDF d'une part,**

ET

La Commune de Caluire et Cuire, collectivité territoriale, identifiée sous le numéro SIREN 216 900 340, demeurant place du Docteur Frédéric Dugoujon 69300 Caluire-et-Cuire, représentée par son maire, Monsieur Bastien JOINT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par la délibération n°2025-10-XX du conseil municipal du 06/10/2025.

Ci-après dénommée **le Propriétaire d'autre part,**

Ci-après dénommés ensemble « les Parties ».

EXPOSE

La société GRDF a été instituée en application de l'article 13 modifié de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz : à l'issue de ladite loi, comme de l'article L111-53 du Code de l'énergie, elle est une entreprise gestionnaire de réseaux de distribution de gaz dont les missions sont définies à l'article L432-8 du code de l'Énergie.

En cette qualité, la société a statutairement pour objet d'exercer toute activité de conception, construction, exploitation, maintenance et développement de réseau de distribution. Par suite elle s'appuie sur tous principes applicables à la matière des présentes, et notamment :

- Les articles 639 du Code civil, ainsi que 649 et 650 du même Code, annonçant le principe de servitudes dites d'utilité publique,
- L'article L. 433-7 du Code de l'énergie, et autres prévisions de ce Code,
- Les articles R 433-7 et suivants du code de l'Énergie renvoyant aux articles R 323-9 et suivants du même code, envisageant la possibilité d'accords amiables pour l'établissement de servitudes contribuant à la distribution du gaz.
- L'article 1103 du Code civil, et les textes supplétifs, notamment l'article 701 du Code civil,

C'est ainsi que, la présente convention de servitude s'inscrit dans le cadre de ces textes (et sans préjudice de tous autres) permettant des constitutions conventionnelles de servitudes contribuant à une utilité publique.

En effet, les articles R433-5 et suivants du Code de l'Énergie étant notamment consacrés à la distribution publique de gaz, c'est, dans cette perspective de distribution, que les présentes ont pour objet de consentir un droit réel immobilier permettant le passage de canalisations de gaz et tous accessoires, ainsi que leur entretien, voire leur remplacement, avec tous droits et pouvoirs au service de cette finalité, plus amplement détaillés ci-après.

Les parties déclarent que, nonobstant sa constitution conventionnelle, la présente servitude contribue à un service pour le public et à l'intérêt général, relativement à la distribution du gaz.

En conséquence, la présente servitude ne supposant pas le profit d'un immeuble particulier, classiquement dénommé fonds dominant, mais profitant à l'intérêt général de la distribution opérée par GRDF, sera constituée sans identification d'un fonds dominant.

Les parties admettent que, si par impossible, la désignation d'un fonds dominant était exigée pour les besoins de la publicité foncière, GRDF serait admis à procéder seul, et dans tout acte complémentaire, à la désignation de tout immeuble susceptible d'être reconnu comme fonds dominant efficace pour les besoins de ladite publicité.

Ceci exposé, il est passé à la convention de servitude, objet des présentes.

CONVENTION DE SERVITUDE

Le Propriétaire du fonds servant, après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation « MPB Acier 76 datant des années 1970 » (réseau moyenne pression en acier de diamètre extérieur 76 mm) et du dispositif de protection cathodique contre la corrosion à mettre en place notifiés par GRDF, consent à GRDF (sans préjudice des droits dont l'autorité concédante pourrait profiter par voie de conséquence), une servitude de passage en tréfonds sur les parcelles désignées ci-après, qu'il déclare lui appartenir.

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT

LES PARCELLES situées sur la commune de CALUIRE ET CUIRE

Préfixe	Section	N° Parcelle	Adresse ou Lieu-dit	Surface	Longueur empruntée	Profondeur empruntée
000	AY	395 et 209	221 Avenue Alexander Fleming	6 702 m ² 7 199m ²	100 m	1,75m

Un plan parcellaire mentionnant la bande de servitude est annexé à la présente (annexe 1), le propriétaire du fonds servant consentant expressément à ce tracé, sans préjudice de ce qui suit.

Le tracé de cette servitude fera l'objet d'un relevé topographique, permettant de situer l'emprise exacte de celle-ci.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

À titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit de GRDF un droit de passage perpétuel en tréfonds, pour tout ouvrage destiné à la distribution du gaz, et pour tout ouvrage qui en sera l'accessoire tels que définis dans la présente convention et ses annexes. Les droits consentis permettent également l'installation de tous accessoires, y compris en surface.

Sont à ce titre expressément envisagées, sans que cette liste ne soit exhaustive, les protections cathodiques et les postes de détente en surface. Ce droit réel de passage profitera également aux ayants-droit successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités.

En conséquence de ladite constitution de servitude, les parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1

Le Propriétaire du fonds servant consent, à titre réel, les droits et pouvoirs suivants :

- établir à demeure dans une bande de 2 mètres une canalisation et ses accessoires techniques, étant précisé que l'axe de la canalisation sera adapté par GRDF à l'intérieur de cette bande, selon ce qu'il jugera. Aucun élément (végétal ou non végétal) dont l'enracinement dans le sol est susceptible d'excéder 0,40 mètre à partir de la surface naturelle du sol ne devra être planté dans cette bande,

- établir éventuellement une ou plusieurs conduites de renforcement dans ladite bande,

- pénétrer sur ladite parcelle en ce qui concerne les agents du bénéficiaire de la servitude ou ceux des entrepreneurs agissant pour son compte et d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la surveillance, le relevé de compteurs, l'entretien, la modification, le renforcement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires, ainsi que ce qui pourrait en être la suite ou le prolongement,

- établir en limite de la parcelle cadastrale les bornes de repérage et les ouvrages de moins de 1 m² de surface nécessaire au fonctionnement de la canalisation ; si ultérieurement, à la suite d'un remembrement ou de tout autre cause, les limites venaient à être modifiées,

GRDF s'engage, à la première réquisition du propriétaire, à déplacer, sans frais pour ce dernier, lesdits ouvrages et bornes et à les placer sur les nouvelles limites,

- occuper temporairement pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages une largeur supplémentaire de terrain, occupation donnant seulement droit au propriétaire du fonds servant au remboursement des dommages subis dans les conditions prévues à l'article 3, ci-dessous,

- procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages ou dessouchages des arbres ou arbustes nécessaires à l'implantation ou l'entretien des ouvrages prévus ci-dessus, le bénéficiaire de la servitude disposant en toute propriété des arbres abattus. A cette fin, le Propriétaire du fonds servant donnera toutes facilités à GRDF, comme à ses ayants droit et préposés, en ce qui concerne les droits d'accès et de passage prévus au présent article.

ARTICLE 2

Le Propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété du terrain, grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent, sans préjudice de son engagement à respecter le ou les ouvrages désignés à l'article 1, ainsi que l'établissement à demeure desdits ouvrages.

Il reconnaît n'avoir aucun droit sur les canalisations et renonce à se prévaloir de leur propriété par le jeu de l'accession, sauf l'hypothèse de l'extinction des droits constitués aux présentes, par non-usage trentenaire.

Il s'engage cependant :

- A ne procéder, sauf accord préalable de GRDF, dans la bande de 2 mètres visée à l'article 1, alinéa a, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.
- A ne pas implanter d'ouvrage d'une profondeur supérieure à 1,50 mètres, sauf accord préalable de GRDF, dans un rayon de 30 mètres autour du déversoir de protection cathodique, aucun ouvrage et/ou construction pouvant faire obstacle à la diffusion du courant de protection (frein au passage du courant et/ou captation des courants).

Sans préjudice de ce qui vient d'être dit, tous travaux envisagés doivent donner lieu, dans les conditions de droit, à toutes déclarations ou autorisations préalables relatives à la déclaration de projet de travaux (DT) et à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à proximité des ouvrages gaz ou de toutes formalités équivalentes ou qui s'y substitueraient ;

- A s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la canalisation, à la bonne utilisation et à l'entretien des ouvrages ;
- En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle concernée, d'une part, à dénoncer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place, et d'autre part, à en informer le notaire rédacteur dudit acte afin qu'il en fasse mention ;
- En cas d'exploitation de de la parcelle susvisée, de mise en location ou de changement d'exploitant ou de locataire, à lui dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus, en l'obligeant à les respecter.

ARTICLE 3

GRDF s'engage :

- a. A remettre en état les terrains, les arrosages automatiques, la clôture ainsi que tout ouvrage existant à la suite des travaux de construction, d'exploitation, de surveillance, de maintenance, d'entretien, de modification, de mise en conformité, de renforcement des ouvrages concernés, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Propriétaire aura la libre disposition du terrain sur lequel la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus (art. 2)
- b. À prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les troubles de jouissance de la parcelle traversée,
- c. Nonobstant ses droits résultant de l'article 2, à prévenir le propriétaire du terrain avant toute intervention sur celui-ci, sauf en cas d'intervention pour des raisons de sécurité

Il est précisé :

Qu'un état contradictoire des lieux sera établi par les parties avant toute pénétration sur la ladite parcelle et après toute exécution de travaux.

ARTICLE 4

La servitude stipulée par la présente convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5

Les frais dudit acte restent à la charge exclusive de **GRDF**.

REITERATION PAR ACTE AUTHENTIQUE - POUVOIRS

Les parties conviennent que les présentes seront réitérées par acte authentique, simplement pour les besoins de la publicité foncière, au rapport de tout associé de l'Office notarial de Maître LE CARBONNIER de la MORSANGLIERE, 34 Rue Jean Lecanuet – 76006 ROUEN,

A cette fin, le Propriétaire du fonds servant :

- S'engage à fournir tous renseignements utiles à cette réitération, et à signer tout acte authentique réitérant les présentes.
- Donne(nt) mandat irrévocable à tout collaborateur dudit Office notarial à l'effet de conclure et signer tout acte authentique réitérant les présentes, donner quittance, accomplir toutes démarches, signer tous documents et pièces, élire domicile, et généralement faire le nécessaire, notamment de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil, sans que cette liste de pouvoirs ne soit limitative,

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial, et cela vaudra pour le mandant ratification de l'acte.

ARTICLE 6

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

ARTICLE 7

L'ouvrage visé dans la présente convention fait partie intégrante de la concession de distribution publique de gaz sur le territoire de la commune de CALUIRE ET CUIRE.

ARTICLE 8

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties et est conclue pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, éventuellement renouvelé, ou de tout autre qui viendrait à lui être substitué par voie d'avenant.

Fait en 2 exemplaires, à

le **XX/10/2025**

Le Propriétaire
La commune de CALUIRE ET CUIRE
Monsieur le Maire,

Pour GRDF

Bastien JOINT

Lu et Approuvé

Lu et Approuvé

Annexes 1 à 2 (plan de situation + schéma de principe et descriptif des travaux)
NB : Parapher toutes les pages (y compris les annexes) et signer la dernière page

ANNEXE 1 : plan de situation (Extrait du cadastre)

Emplacement : 221 Avenue Alexander Fleming Parcelle AY0395

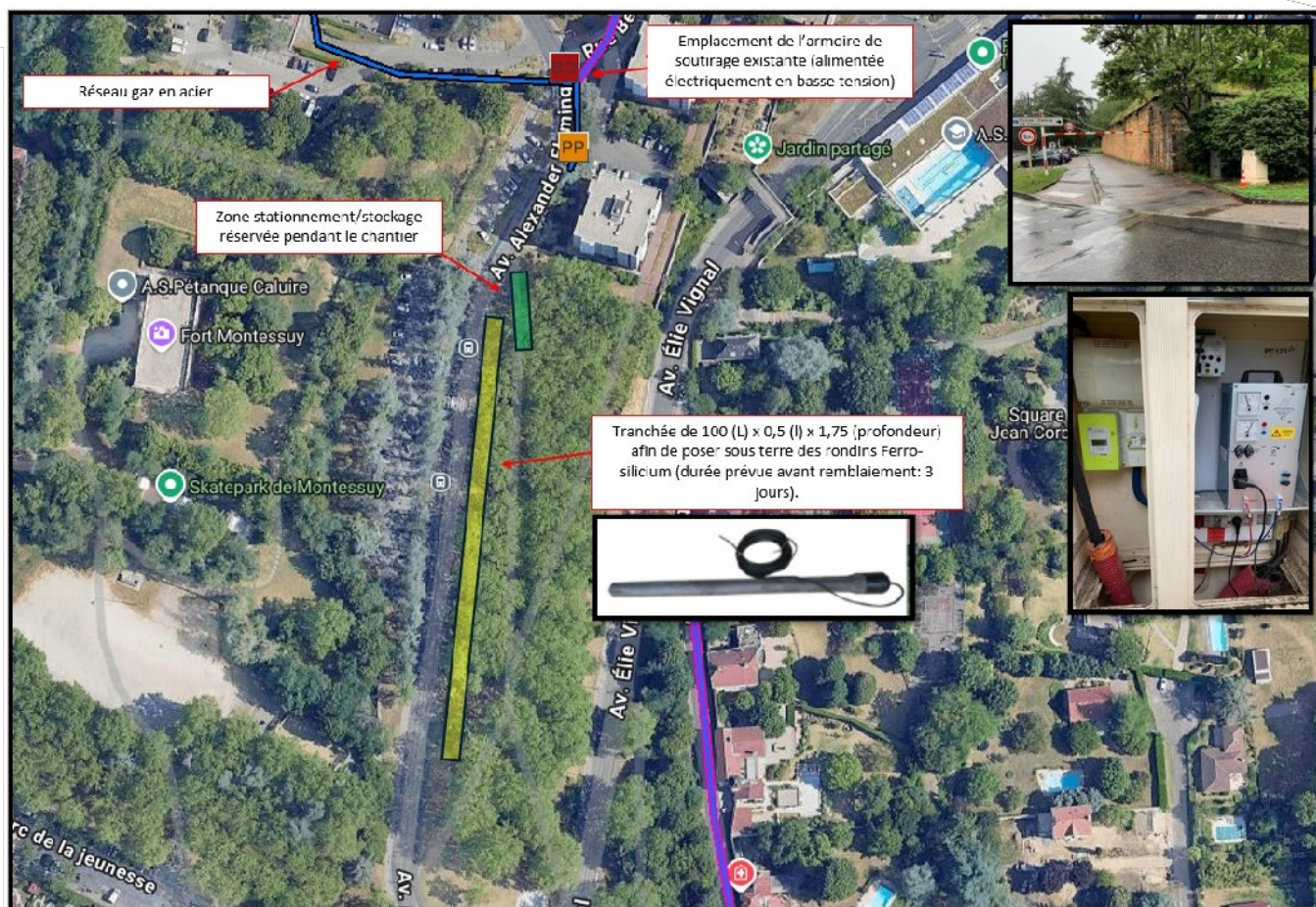
Adresse : 221 av. Alexander Fleming



Emplacement : Avenue Alexander Fleming Parcelle AY0209



ANNEXE 2 : schéma de principe et descriptif des travaux



M. PROTHERY : Merci, Monsieur le Maire. La Ville a été sollicitée par la société GRDF, gestionnaire des réseaux de distribution de gaz, pour la constitution d'une servitude de passage sur deux parcelles situées entre l'avenue Alexander Fleming et l'avenue Elie Vignal. Cette servitude de passage doit être réalisée dans le cadre de la mise en place d'un dispositif anti-corrosion par GRDF visant à assurer la pérennité du réseau de gaz sur la commune. Ce dispositif nécessite la création d'ouvrages de génie civil dans les espaces verts le long de l'avenue Alexander Fleming, entre le numéro 211 de la rue Benjamin Delessert et le croisement avec l'avenue Elie Vignal. Cette servitude réelle et perpétuelle implique un droit de passage en tréfonds au profit de GRDF. Pour tout ouvrage destiné à la distribution de gaz, la convention de servitude et ses annexes la définissent dans le détail. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les termes de la convention de servitude de passage sur les passerelles AY-0209 et AY-0395 et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tout éventuel avenant ultérieur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR

N° D2025 092 CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PROGRAMME CEE ACTEE+ / AAP CHÈNE 4

Mme LINARES :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR) est porteuse du programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66. Ce programme apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipement de suivi de travaux de rénovation énergétique.

Le Programme ACTEE + vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

Dans ce cadre, la commune de Caluire et Cuire a vu sa candidature retenue le 6 décembre 2024 par le jury du programme ACTEE, dans le cadre de l'appel à projets CHÈNE 4. Cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'un accompagnement méthodologique ainsi que d'un soutien financier pour la mise en œuvre d'actions en faveur de l'efficacité énergétique, telles que présentées et validées dans sa candidature.

Les dépenses éligibles dans le cadre du programme ACTEE sont de différentes natures, en cohérence avec les objectifs de performance énergétique et les obligations fixées par le décret tertiaire. Elles comprennent notamment :

- Le financement d'un poste d'économe de flux,*
- L'acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques,*
- La réalisation d'études techniques,*
- Les missions de maîtrise d'œuvre,*
- Les prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et les actions de sensibilisation.*

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale de réduction des consommations énergétiques et d'amélioration de la performance énergétique du patrimoine bâti communal.

Pour la commune Caluire et Cuire, les dépenses et aides prévisionnelles retenues dans la candidature sont les suivantes :

- Poste d'économe de flux (CDD de 18 mois)*
 - Coût global : 90 000 €*
 - Aide sollicitée : 58 500 €*
- Acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques :*
 - Coût global : 19 456 €*
 - Aide sollicitée : 9 728 €*

Le coût global du dossier s'élève à 109 456 € HT pour une aide totale sollicitée de 68 228 € HT.

À la suite de la sélection de la candidature de la commune de Caluire et Cuire par le jury, une convention de partenariat relative à la mise en œuvre du projet lauréat doit être conclue entre la FNCCR et la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la mise en œuvre du dossier de candidature retenu par le jury ACTEE pour l'AAP CHENE 4 ;*
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention telle qu'annexée à la présente délibération ;*
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager les dépenses liées aux actions dans le cadre de la candidature à l'AAP CHENE 4 et retenue par le Jury ACTEE ;*
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.*

Mme LINARES : Merci, Monsieur le Maire. La Ville s'est portée candidate à l'appel à projets national Chêne 4 dans le cadre du programme ACTEE+. Ce programme soutient les collectivités qui s'engagent dans la rénovation énergétique de leur patrimoine. L'objectif est notamment d'accompagner la réalisation d'études techniques, de financer de la maîtrise d'œuvre et des outils de suivi des consommations ou encore de soutenir le recrutement de personnels dédiés, comme un économe de flux. Notre candidature a été retenue en décembre 2024 par le jury ACTEE, ce qui permet à la Ville de bénéficier d'un appui méthodologique et d'une aide financière importante pour mener ses actions.

Concrètement, le projet pour Caluire et Cuire prévoit le financement du poste d'économe de flux pour une durée de 18 mois pour un coût total de 90 000 euros, dont 58 500 euros d'aides sollicitées, et l'acquisition d'un outil de mesure et de suivi énergétique pour un montant de 19 456 euros, avec une aide de 9 728 euros. Cela représente un coût total du projet de 109 456 euros hors taxes, pour une aide totale sollicitée de 68 228 euros. Ces actions s'inscrivent pleinement dans la stratégie de la Ville pour réduire durablement ses consommations d'énergie, améliorer la performance énergétique de ses bâtiments et répondre aux obligations du décret tertiaire. Il est proposé ce soir au Conseil municipal d'approuver la mise en œuvre du dossier de candidature ACTEE+ pour l'appel à projet Chêne 4 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et à engager les dépenses liées aux actions retenues.

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Il y a une demande d'intervention de Monsieur GILLARD.

M. GILLARD : Je vous remercie de me donner la parole. Je voulais revenir sur les tarifs de l'eau. Je les connais bien, parce que j'ai fait partie du Comité des citoyens qui ont travaillé à ces tarifs. En effet, les 12 mètres cubes, c'est pour une famille. Cela veut dire que s'il y a 5 personnes dans une famille, il n'y aura pas 5 fois 12 mètres cubes.

M. LE MAIRE : Monsieur GILLARD, s'il vous plaît, votre groupe est intervenu en la personne de Monsieur TROTIGNON. Nous passons à l'objet du rapport, s'il vous plaît.

M. GILLARD : Je vais finir tout de même. Les familles, dans l'ensemble, paieront moins cher. Les gens qui paieront plus cher, ce sont ceux qui ont des factures d'eau de plus de 180 mètres cubes.

M. LE MAIRE : Pouvez-vous passer, s'il vous plaît, à votre intervention sur le rapport en cours ?

M. GILLARD : Oui. Chers collègues, nous avons voté en décembre 2020 une convention avec le SIGERLy pour une prestation gratuite de conseils en énergie partagée, de niveau 0, audit énergétique, niveau 1, suivi des consommations, et niveau 4, pour la piscine. Nous sommes convaincus que les services sont motivés pour réduire les consommations d'énergie et les

émissions de gaz à effet de serre pour répondre aux objectifs climatiques, mais nous déplorons un manque de transparence, ce qui rend difficile aujourd'hui de voter cette délibération sans plus de précision.

Quels ont été les résultats du SIGERLy ? Nous avons demandé plusieurs fois le rapport d'audit énergétique du patrimoine, sans l'avoir. Quels sont les bâtiments prioritaires à rénover ? Est-ce que ce sont uniquement les 27 bâtiments concernés par le décret tertiaire ou d'autres bâtiments ? Nous avons demandé le projet de stratégie patrimoniale figurant dans la démarche TETE, sans l'avoir. La convention avec le SIGERLy avait une durée de 4 ans renouvelable ou 2 fois 6 ans. Est-elle encore active aujourd'hui ? Nous comprenons bien l'intérêt d'obtenir des financements extérieurs, mais sans vision de l'avancement de Caluire dans sa démarche d'économies d'énergie et sans une définition de fonction claire de l'économe de flux, nous ne comprenons pas la pertinence d'embaucher une compétence plutôt que de continuer à travailler avec le SIGERLy.

Le SIGERLy a comme mission d'accompagner les projets d'efficacité énergétique, de suivre les consommations d'énergie, de valoriser les certificats d'économie d'énergie et devrait disposer des ressources pour continuer à assister Caluire. Pouvez-vous nous transmettre votre analyse motivant ce choix d'embaucher un économe de flux ? Vous ne détaillez pas les attentes sur l'accompagnement méthodologique que propose le programme ACTEE. Nous n'avons pas compris à quelles prestations correspond l'aide des 19 556 euros pour les mesures. Est-ce une interface entre la plateforme Opéra et les compteurs d'énergie pour remplacer une saisie annuelle des consommations énergétiques des 27 bâtiments concernés par le décret de tertiaire ? Cette prestation ne peut-elle pas être assurée par le SIGERLy, qui a déjà accès aux compteurs d'énergie ? Est-ce pour avoir un suivi en temps réel, obligatoire ou non, des consommations ? Est-ce pour des mesures ponctuelles par wattmètre ? Quel rôle souhaitez-vous donner à l'économe de flux pour des actions de type écogestes avec les agents sur l'énergie, l'eau ou les déchets ? Ce type d'action a conduit des collectivités à au moins économiser 10 % d'énergie sur le patrimoine. Nous souhaitons avoir plus d'explications sur votre motivation de changement de partenaire.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur GILLARD. Je n'ai pas bien compris. Êtes-vous pour ou contre le fait que la Ville puisse avoir un économe de flux ?

M. GILLARD : Nous n'avons pas compris à quoi allait servir l'économe de flux, puisque nous avons une prestation avec le SIGERLy, qui aurait pu faire ce travail, si nous avons bien compris. En fait, nous ne comprenons pas bien l'intérêt de passer à un économe de flux maintenant et nous attendons votre réponse pour nous prononcer.

M. LE MAIRE : Très bien. Vous avez effectivement fait un certain nombre de demandes de documents, récemment, je crois. Pour moi, et je vous le dis, vous espériez, notamment le 26 juillet, que nous puissions être dans une démarche de dialogue. D'ailleurs, vous avez vite rompu avec cette démarche de dialogue, puisque j'ai vu qu'avant même qu'un nouveau Conseil municipal ne se tienne et avant même que nous ayons l'opportunité d'échanger à nouveau, vous êtes tout de suite rentrés dans une démarche politique de rentrée, alors même que nous ne nous étions pas revus depuis la période estivale.

Je n'ai aucune difficulté, Monsieur GILLARD, à vous transmettre l'ensemble des éléments que nous communiquera le SIGERLy. Nous sommes en lien avec eux pour avoir toutes les précisions que vous avez demandées. Ce sont des précisions éminemment techniques et presque d'un degré scientifique. Il n'y aura aucune difficulté pour que nous puissions avoir ensemble, avec toutes les personnes qui sont intéressées par le sujet, une séance de travail sur ce point.

En tout état de cause, vous le savez, ce sujet de la transition écologique à l'échelle de la collectivité est une démarche qui nous imprègne. Finalement, je ne crois pas que ce soit forcément le lieu de ce Conseil municipal de rentrer dans cette démarche aussi technique, dans laquelle vous voudriez nous faire rentrer. Vous savez que Caluire et Cuire - vous avez d'ailleurs postulé il y a quelques minutes pour être adjoint de la majorité municipale - met en place une politique d'ampleur sur la transition écologique. Nous ne sommes pas dans le verbe, nous sommes dans le faire, et vous savez tout ce que nous faisons sur la sobriété énergétique, sur la nature et la biodiversité. Vous connaissez maintenant très bien le projet de ferme urbaine municipale et toute cette écologie

du quotidien. C'est exactement ce qui ressort du rapport qu'a présenté Mme LINARES, avec une démarche que nous souhaitons porter au plus haut, et que nous assumons, de pouvoir trouver toutes les économies possibles sur les flux. C'est le sens de cette démarche. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 36 VOIX POUR**

*("URGENCE ECOLOGIQUE A CALUIRE ET CUIRE", "CALUIRE ET CUIRE C'EST POSSIBLE" et
M. MEGEVAND s'abstiennent)*

**N° D2025_093 SPL OSER - BILAN DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE SUITE AUX
RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES**

M. THEVENOT :

La Société Publique Locale d'Efficacité Énergétique, SPL OSER, dont la Ville de Caluire et Cuire détient une participation dans le capital social, a connu un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur les exercices 2016 et suivants. Il en est rendu compte au Conseil Municipal en application de l'article L.243-9-1 du Code des juridictions financières.

Dans son rapport d'observations définitives, la Chambre Régionale des Comptes avait notamment fait mention d'une recommandation et de quelques observations.

Le rapport d'observations définitives daté du 24 avril 2024 mentionnait « qu'en application de l'article L.243-9-1 du code des juridictions financières, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, vous devrez présenter à ce conseil un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la chambre. Ce rapport sera communiqué à la chambre régionale des comptes, accompagné de toutes les justifications qui vous paraîtront utiles.

Le rapport sur les actions entreprises sera communiqué par vos soins à l'organe exécutif de toute collectivité territoriale ou de tout groupement qui détient une participation dans le capital de la société pour être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son assemblée délibérante dont la délibération sera également communiquée à la chambre régionale des comptes. »

Le présent rapport sur les actions entreprises figurant en annexe a fait l'objet d'une présentation le 10 juin 2025 au Conseil d'Administration de la SPL OSER. Il est désormais porté à la connaissance de la CRC et de l'ensemble des assemblées délibérantes auxquelles il est demandé de prendre acte du rapport, la SPL OSER devant ensuite transmettre l'ensemble des délibérations à la connaissance de la CRC.

Pour rappel les recommandations de la Chambre Régionales des Comptes (CRC) et les actions mises en œuvre par la SPL OSER :

1. Recommandation de la CRC sur la mise en œuvre du contrôle analogue

La CRC recommande de « Solliciter l'avis du comité des engagements et des investissements pour tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel ».

Action entreprise :

Un point spécifique de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 9 juillet 2024 a été présenté par le Président de la SPL OSER et le Directeur Général portant sur la seule recommandation de la CRC « Solliciter l'avis du comité des engagements et des investissements pour tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel ».

Le conseil d'administration, après avoir entendu cet exposé, a décidé « à l'unanimité de suivre la recommandation de la Chambre Régionale des Comptes et de modifier le règlement intérieur pour imposer l'avis du CEI sur tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel. »

2. Impact de la réduction de capital sur la répartition des administrateurs

La CRC indiquait que « la réduction de capital envisagée doit être perçue comme une opportunité permettant un rééquilibrage de la gouvernance, par l'entrée de nouveaux administrateurs représentant les petites collectivités »

Action entreprise :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 mars 2024 a permis au Conseil d'Administration de réduire le capital de 4 950 000 €, pour le ramener de 11 105 050 € à 6 155 050 €, par rachat de 495 000 actions de 10 € nominal chacune, jouissance courante lors du rachat en vue de procéder à leur annulation.

L'Assemblée Générale a délégué au Conseil d'Administration son pouvoir et sa compétence à l'effet de procéder à ce rachat et à l'annulation correspondante, en une seule fois et dans un délai de six mois. L'Assemblée Spéciale du 30 août 2024 a modifié son règlement intérieur afin de créer 3 nouveaux postes de Vice-Présidents la représentant au Conseil d'Administration, et a ainsi désigné :

- Victoria MARI, Présidente de l'Assemblée spéciale (Ville de Grigny)
- Antoine COLLIAT, 1er Vice-Président (Ville de Villeurbanne)
- Pascal BOUDIER, 2ème Vice-Président (Ville d'Eybens)
- Christian DORANGE, 3ème Vice-Président (Ville de Roanne)
- Côme TOLLET, 4ème Vice-Président (Ville de Caluire-et-Cuire)

Ainsi, les collectivités actionnaires qui ne détiennent pas suffisamment d'actions pour être représentées directement au Conseil d'Administration sont désormais représentées par 5 administrateurs sur un total de 12 administrateurs ce qui permet de renforcer le poids de l'Assemblée spéciale et le contrôle analogue.

3. Faible participation au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires

La CRC relève que « Le fonctionnement de l'assemblée spéciale n'appelle pas de remarque particulière de la chambre. En revanche, si la participation des collectivités aux travaux de l'assemblée spéciale est globalement stable sur la période de contrôle, elle demeure faible, se situant aux alentours des 40% en moyenne. La chambre suggère que « Cette absence d'implication pourrait être liée à l'absence de projet de rénovation énergétique à court terme ».

Action entreprise :

La SPL OSER s'est rapprochée de plusieurs actionnaires qui n'envisagent pas de projet de rénovation énergétique à court terme.

Le conseil d'administration du 2 avril 2025 prévoit dans son ordre du jour l'ouverture d'une réduction de capital pour les collectivités suivantes qui ont décidé de sortir du capital de la société :

- Ville de Megève
- SIEL 42

Cela permettra à terme de renforcer le taux de présence à l'assemblée spéciale.

Par ailleurs la direction de la SPL OSER se mobilise pour inciter les actionnaires à participer aux réunions de l'assemblée spéciale.

4. Rémunérations des salariés

La CRC rappelle « que la rémunération fait partie des éléments essentiels du contrat de travail, dont la modification est soumise à l'accord du salarié. La chambre invite la SPL OSER à formaliser les augmentations de rémunération de base accordées aux personnels, dans une perspective tant de traçabilité que de bonne gestion de l'entreprise »

Action entreprise :

Bien que l'évolution des rémunérations fasse l'objet d'un suivi précis et exhaustif année par année, et salarié par salarié, les augmentations sont désormais formalisées par courrier électronique à chaque salarié.

5. Communication financière

La chambre « invite la SPL à publier ces rapports sur son site internet, afin de faire davantage connaître l'activité de l'entreprise auprès des élus et du grand public.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, la société indique qu'elle envisage dorénavant une telle publication ».

Action entreprise :

Les rapports des mandataires 2022 et 2023 sont publiés sur le site internet de la SPL OSER.

Ceci étant exposé, vu l'article L.243-9-1 du Code des juridictions financières ;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE PRENDRE ACTE de la communication du rapport des actions entreprises à la suite des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne-Rhône-Alpes portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SPL OSER pour les exercices 2016 et suivants ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. THEVENOT : Monsieur le Maire, mes chers collègues, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte par un vote de la communication du rapport de la Chambre régionale des Comptes sur les actions entreprises par la Société Publique Locale OSER, dont la ville est actionnaire. Ces actions vous sont présentées de manière synthétique et plus détaillée dans le rapport annexé. Les recommandations de la Chambre régionale des Comptes ont été mises en œuvre par la société publique locale OSER.

M. LE MAIRE : Il n'y a pas de demande d'intervention. Je demande au Conseil municipal de prendre acte par un vote de la communication de ce rapport. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025_094 RAPPORT DES MANDATAIRES DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (SPL OSER) EXERCICE 2024**

M. THEVENOT :

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a accepté la prise de participation de la Ville de CALUIRE et CUIRE dans le capital de la Société Publique Locale d'efficacité énergétique – SPL OSER à hauteur de 44 000 €.

Le Conseil Municipal désigne également un représentant au sein du conseil d'administration de la SPL.

La Société, spécialisée en matière de rénovation énergétique des bâtiments, a pour objet, sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d'accompagner ses actionnaires dans la mise en œuvre de leur stratégie et de leurs projets de rénovation énergétique, sur leur propre patrimoine ou dans le cadre d'une politique dédiée. L'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration (...) ». Ce rapport porte notamment sur « les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées (...). Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci en assure la communication immédiate aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres, en vue du débat mentionné au présent alinéa. »

Le rapport des mandataires de la SPL OSER détaillant les éléments significatifs pour l'exercice 2024 est transmis au Conseil Municipal.

Il révèle que l'exercice 2024 se traduit pour la SPL d'efficacité énergétique par :

- *Un chiffre d'affaires de 2 262 742 € contre 1 995 369 € en 2023 : l'augmentation est due à la forte croissance que connaît la société.*
- *Un bénéfice net de 250 068 € contre 177 182 € pour l'exercice précédent.*

Sur le plan opérationnel, l'activité se poursuit en mandat de maîtrise d'ouvrage sur une durée longue, couramment plus de dix ans avec la phase exploitation maintenance. L'activité s'est déroulée sur une majorité de mandats signés dans les années précédentes mais aussi sur la phase de lancement de 3 nouveaux mandats signés en 2024 (6 avaient été signés en 2022 et 6 en 2023). Les collectivités concernées par ces nouveaux mandats sont la Ville d'Annecy, de Grigny-sur-Rhône et le Département du Puy-de-Dôme.

L'activité pour les phases opérationnelles (Phase 2 contractualisation des marchés et Phase 3 Conception-réalisation) constitue, comme chaque année, la majorité des moyens mis en œuvre par la société, et des honoraires, avec :

- Une hausse d'activité sur la phase conception réalisation, notamment du fait des nombreux mandats signés ces trois dernières années.
- La réception des travaux de plusieurs opérations en 2024 : groupe scolaire Jarrin et les écoles maternelle et élémentaire de Brou pour la Ville de Bourg-en-Bresse ; groupe scolaire les Gémeaux pour la Ville de Lyon ; l'école élémentaire du Val des Roses à Albertville ; le Gymnase Léon Jouhaux à Grenoble ; l'école élémentaire Pasteur à Grigny ; la 4^{ème} et dernière phase de travaux sur le groupe scolaire Simone Signoret à Saint-Priest.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE PRENDRE ACTE du rapport des mandataires de la SPL d'Efficacité Energétique (SPL OSER) de l'exercice 2024 tel qu'annexé à la présente délibération ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. THEVENOT : Monsieur le Maire, mes chers collègues, toujours concernant la Société Publique Locale OSER, les mandataires transmettent aux actionnaires de la société, sachant que la Ville est actionnaire à hauteur de 44 000 euros, leur rapport sur l'exercice 2024. Ce sont les renseignements sur l'activité de la société et son bénéfice. Je vous cite simplement que, pour 2024, sur un plan financier, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 2 262 742 euros. C'est en augmentation par rapport à l'exercice précédent. Le résultat de l'exercice, quant à lui, est en augmentation aussi. Il se solde par un bénéfice net de plus de 250 000 euros.

M. LE MAIRE : Il y a une demande d'intervention de Monsieur GILLARD

M. GILLARD : Je retire ma demande d'intervention.

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Je demande au Conseil municipal de prendre acte par un vote de la communication de ce rapport. Qui est pour ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR

N° D2025_095 OPÉRATION DE LOGEMENT SOCIAL PAR LYON MÉTROPOLE HABITAT 2-4
RUE MONTESSUY PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

M. CIAPPARA :

Lyon Métropole Habitat (LMH) est le premier Office Public de l'Habitat de la Métropole avec plus de 33 521 logements sociaux. Sur Caluire et Cuire, LMH compte, au dernier inventaire SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), 1 627 logements situés majoritairement dans les quartiers de Montessuy, Saint Clair et Cuire le Bas.

Le bailleur s'est porté acquéreur en vente en l'État Futur d'Achèvement de 19 logements dans un programme immobilier réalisé par COGEDIM au 2/4 rue Montessuy. Ces biens sont répartis en 12 PLUS - Prêt Locatif à Usage Social (4 T2, 6 T3, 2 T4) et 7 PLAI - Prêt Locatif Aidé d'Intégration (1 T2, 4 T3, 2 T4) pour une surface utile de 1 304,53 m².

Pour permettre l'équilibre financier du projet, le bailleur sollicite de la Ville une participation financière globale de 45 658 € pour les PLAI et PLUS.

Ces montants sont calculés sur la base de 35 €/m² de surface utile.

Le montant de la subvention pourra venir en déduction, le cas échéant, du prélèvement prévu par l'article L.302-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- *D'APPROUVER le principe de la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire à l'opération de logement social réalisée par Lyon Métropole Habitat au 2 et 4 rue de Montessuy (12 P.L.U.S. et 7 P.L.A.i) ;*
- *D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière telle qu'annexée à la présente délibération ;*
- *DE DIRE que la dépense de 45 658 € sera imputée au compte 204182 - AP06 ;*
- *DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.*



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
OPERATION DE LOGEMENT SOCIAL
2- 4 RUE MONTESSUY**

OBJET :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de versement des aides financières accordées par la Ville de CALUIRE ET CUIRE à l'opération de logement social sise à CALUIRE ET CUIRE réalisée par Lyon Métropole Habitat,

ENTRE :

- La Ville de CALUIRE ET CUIRE, représentée par son Maire, Monsieur Bastien JOINT, habilité par délibération du conseil municipal n° 2025 XXX en date du 6 octobre 2025,

d'une part,

ET :

- Lyon Métropole Habitat, dont le siège social est – 194 rue Duguesclin - 69003 LYON - représenté par M _____, dûment habilité,

d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les participations financières des collectivités locales s'inscrivent dans le cadre de la réglementation des financements aidés dont bénéficient les logements sociaux conventionnés (PLUS, PLA d'intégration ou PALULOS populations défavorisées, Programme Social Thématique hors OPAH).

en conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : l'opération

Le maître d'ouvrage, Lyon Métropole Habitat a lancé une opération de logement social de 19 logements dont : 12 P.L.U.S. et 7.L.A.i, 2-4 rue Montessuy

Justification de l'opération :

- construction de 19 logements sociaux

Article 2 : contribution de la ville de CALUIRE ET CUIRE

La commune de CALUIRE ET CUIRE décide d'accorder une aide financière d'un montant de **45 658 euros**.

La participation communale sera versée au maître d'ouvrage, à la demande de celui-ci, selon les modalités suivantes :

- * 50 % au démarrage des travaux
- * 50 % à la fin de l'opération sur présentation de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux,

Article 3 : versement des participations

Les sommes seront portées au crédit du compte _____ auprès de

Fait en 2 exemplaires.

Caluire et Cuire le,

COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE	LYON METROPOLE HABITAT
Le Maire Bastien JOINT	

Annexe : copie de la délibération du conseil municipal de la ville de CALUIRE ET CUIRE.

M. CIAPPARA : Merci, Monsieur le Maire. Lyon Métropole Habitat s'est porté acquéreur en vente en état futur d'achèvement d'une opération d'acquisition immobilière aux 2 et 4 rue de Montessuy. Il s'agit de 19 logements sociaux, soit 7 en prêt locatif aidé d'intégration et 12 en prêt locatif à usage social. Pour permettre l'équilibre financier du projet, le bailleur sollicite de la Ville une participation financière arrondie à 45 658 euros. Ce montant est sur la base de 35 euros le mètre carré de surface utile. Les logements seront intégrés dans le décompte effectué au titre de la loi Solidarité et renouvellement urbain, SRU. Le montant de la subvention pourra venir en déduction le cas échéant du prélèvement prévu par le Code de la construction et de l'habitation. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le principe de la participation financière et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur CIAPPARA. Il y a une demande d'intervention de Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Maire, mes chers collègues, si nous votons cette délibération sans aucune ambiguïté, nous souhaiterions toutefois profiter de cette occasion pour interroger l'exécutif sur l'état actuel de notre parc de logements sociaux, son pourcentage, son état, ainsi que les futurs programmes prévus sur notre territoire.

En effet, nous nous sommes vu suspendre notre signature pour les permis de construire que la Préfecture a repris et nous constatons aujourd'hui dans certains quartiers, notamment au Vernay, que les habitants voient apparaître de nouveaux projets sociaux dont la caractéristique diffère sensiblement de celle initialement annoncée ; par exemple, un immeuble comportant deux étages supplémentaires par rapport aux prévisions. Nous souhaiterions savoir quand et comment la commune pourra pleinement retrouver la maîtrise de son développement urbain et l'harmonisation de son territoire. Caluire ne saurait être la variable d'ajustement du parc de l'État et métropolitain. Enfin, nous aimerions savoir si le pourcentage est atteint, s'il y a la possibilité d'un retour à bonne fortune de l'amende SRU qui grève les finances de notre commune.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur ATTAR BAYROU. Cette loi SRU est un sujet très important et, comme vous le savez, conduit les collectivités à devoir atteindre 25 % de logements locatifs sociaux.

Tout le monde au sein de ce Conseil municipal sait comment les choses fonctionnent. Vous avez notamment des périodes triennales à l'occasion desquelles vous devez à la fois bâtir en quantité, mais aussi en qualité, puisqu'il existe différentes typologies de logements locatifs sociaux. Depuis deux ans, la Préfecture du Rhône a repris la compétence d'instruction des permis de construire à la Ville de Caluire et Cuire, et elle est en train, dans ce cadre, d'avoir un certain nombre de projets en lien avec les promoteurs. Les informations que j'ai, notamment de la part de la Métropole de Lyon, qui a cette compétence pour savoir exactement le nombre de logements construits dans le cadre de l'aide à la pierre, sont que la préfète aura *a priori* réussi à remplir ses objectifs à l'issue du contrat triennal, ce qui va consister, pour répondre de manière très claire à votre question, Monsieur ATTAR BAYROU, à ce que nous puissions normalement retrouver l'instruction de nos permis de construire à l'issue de ladite période triennale, à savoir au 1^{er} janvier de l'année 2027.

J'informe d'ailleurs sans aucune difficulté le Conseil municipal que j'avais dès mon élection pris attache avec Mme BUCCIO pour pouvoir échanger sur un certain nombre de projets de la ville. Vous savez qu'il était hors de question que nous puissions laisser défigurer des secteurs où il pouvait y avoir des démarches de piraterie immobilière, je le dis sans aucune difficulté, et qui ne correspondaient pas aux orientations d'urbanisme que nous avons décidées et actées avec la Métropole de Lyon, notamment dans le cadre de la mise en place d'OAP, d'orientations et d'aménagements de programmes. C'est le cas, par exemple, du Vernay. J'ai reçu l'ensemble des collectifs d'habitants qui se battent sur ce projet qui est au bout de la rue Martin Basse, à l'angle du Chemin Petit et il y a parmi nous ce soir un certain nombre de leurs représentants. Je leur redis ce soir mon plein et entier soutien. C'est d'ailleurs le premier sujet sur lequel, publiquement, je suis intervenu après le Conseil municipal du 26 juillet. J'ai d'ailleurs eu la surprise de faire la une du Progrès là-dessus. J'ai, par la suite, intenté un recours gracieux. Je ne suis pas certain d'avoir, au moment où nous nous parlons, la réponse officielle de la préfète, mais je l'ai vue la semaine

dernière et elle m'a dit qu'elle rejetait le recours gracieux que j'avais fait et je lui ai dit mon intention de partir sur une démarche contentieuse.

Cela n'empêche pas que nous puissions faire en sorte d'avoir une démarche apaisée de co-construction et de concertation avec l'ensemble des acteurs sur d'autres projets, parce que je souhaite effectivement que nous puissions, avec l'ensemble de l'équipe, aménager la Ville correctement et en fonction de ce que souhaitent les habitants. Il est hors de question que nous puissions, de la part de certains acteurs privés, avoir un fusil sur la tempe par rapport à une compétence que nous n'avons plus aujourd'hui. C'est aussi la raison pour laquelle, depuis mon élection, j'ai fait en sorte de pouvoir prendre l'attache de l'ensemble des promoteurs, qui n'étaient pas forcément passés par la ville de Caluire et Cuire, puisque nous n'avons plus l'instruction des permis, pour travailler avec eux ou en tout cas initier un dialogue et une discussion, et faire en sorte de coller aux réalités de nos quartiers, de nos îlots, des orientations d'urbanisme, et faire les choses en cohérence et en concertation avec les habitants.

C'est ce que je peux vous dire. Nous pourrions évoquer ultérieurement, si vous voulez, des chiffres très précis et très circonstanciés par rapport au bilan triennal. Au moment où je vous parle, l'issue du bilan triennal sera connue au premier trimestre 2026. Pour l'instant, il n'est pas définitif. En tout cas, nous nous approchons du but. C'est d'ailleurs exactement ce que j'ai dit à la préfète de région quand nous nous sommes vus pendant une heure et demie sur ce sujet. Le but est de pouvoir avancer ensemble et de faire les choses d'un commun accord avec les habitants de nos quartiers. Il y aura des projets sur lesquels il y aura des convergences et sur lesquels nous pourrions avancer ensemble, et puis d'autres sur lesquels nous nous battons avec toute la conviction, l'énergie et la fermeté dont il faudra faire preuve pour porter la voix de nos quartiers et de nos habitants.

Je vous remercie. Je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025_096 GARANTIE FINANCIÈRE D'EMPRUNTS ACCORDÉES À LA FONCIÈRE
D'HABITAT ET HUMANISME AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
(CDC) ACQUISITION-AMÉLIORATION D'UN LOGEMENT SITUÉ AU 61 RUE PIERRE
BRUNIER**

M. CIAPPARA :

La Foncière d'Habitat et Humanisme sollicite la garantie financière partielle (15%) nécessaire au financement d'une opération d'acquisition-amélioration d'un logement situé au 61 rue Pierre Brunier, à Caluire et Cuire. Le Conseil Municipal, par délibération n°2025_055 en date du 23 juin 2025 a voté une participation financière de 2433 euros pour cette même opération.

Pour assurer le financement de l'opération, la Foncière d'Habitat et Humanisme doit contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt constitué d'une ligne de prêt aux caractéristiques financières suivantes :

1- L'assemblée délibérante de la Ville de Caluire et Cuire accorde sa garantie à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 12 878,00 € souscrit par l'emprunteur, la Foncière d'Habitat et Humanisme, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 173 689 constitué d'une ligne de prêt.

Le montant total garanti par la Ville s'élève à 1 931,70 € augmenté de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est annexé et fait partie intégrante de la présente délibération.

2- La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Il est rappelé que la Métropole de Lyon intervient à hauteur de 85 % dans cette garantie.

3- Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

4- En contrepartie des garanties accordées, la Ville de Caluire et Cuire bénéficie d'un droit de réservation de 3 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation, ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie, sont définis dans la convention de garantie établie entre la Ville de Caluire et Cuire et la Foncière d'Habitat et Humanisme.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n° 173689 en annexe, signé entre la Foncière d'Habitat et Humanisme, ci-après emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ACCORDER la garantie financière de la commune à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 12 878,00 € souscrit par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°173689, constitué d'une ligne de prêt, tel qu'annexé à la présente délibération.

La garantie de la commune est accordée à hauteur de 1 931,70 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer la convention à intervenir avec la Foncière d'Habitat et Humanisme pour la garantie des paiements en capital et intérêts des emprunts susvisés ;

- DE PRENDRE ACTE que sont annexés à la présente délibération :

- une lettre de demande,*
- le contrat de prêt n°173689,*
- un projet de convention.*

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

VILLE DE CALUIRE ET CUIRE

CONVENTION DE GARANTIE

ENTRE :

La Ville de Caluire et Cuire, représentée par son Maire, Monsieur Bastien JOINT, habilité par délibération N°2025_ [REDACTED] du Conseil Municipal du 6 Octobre 2025, d'une part,

et

La Foncière d'Habitat et Humanisme représentée par Monsieur Sébastien RELAVE, Directeur Administratif et Financier, habilité ou tout autre personne habilitée, d'autre part.

EXPOSE :

La Foncière d'Habitat et Humanisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt d'un montant total de 12 878 € constitué d'une ligne de prêt destinée à financer opération d'acquisition-amélioration d'un logement situé au 61 rue Pierre Brunier, à Caluire et Cuire dont les caractéristiques sont les suivantes : un prêt (PLAI) s'élevant à 18 878 € pour une durée de 40 ans,

Par délibération en date du 06 octobre 2025, le Conseil Municipal de Caluire et Cuire a décidé d'accorder la garantie partielle (15%) de la Ville pour les emprunts précités.

A cette fin, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Caluire et Cuire accorde sa garantie à hauteur de 15% à la Foncière d'Habitat et Humanisme pour le remboursement d'un prêt (PLAI) s'élevant à 12 878 € pour une durée de 40 ans, que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations aux taux d'intérêt et taux de progressivité en vigueur au moment de la signature du contrat.

ARTICLE 2 : Au cas où la Foncière d'Habitat et Humanisme se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place.

La Foncière d'Habitat et Humanisme s'engage à prévenir la Ville de Caluire et Cuire par lettre recommandée avec accusé de réception en cas d'impossibilité où elle se trouverait de faire face à des échéances, au moins deux mois à l'avance. Une copie de cette dernière sera adressée à l'établissement prêteur dans le même délai. Cette mesure d'information doit permettre à la Ville de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

A cette occasion, il sera aussi demandé à l'emprunteur communication des annuités restant dues pour l'année à venir, qui risquent également d'être impayées.

Les paiements qui auront été ainsi faits par la Ville auront le caractère d'avance remboursable.

Ce remboursement devra intervenir aussitôt que la situation financière de l'organisme le permettra et par priorité, dans un délai maximum de 2 ans.

Ces sommes feront l'objet d'inscriptions budgétaires, tant en avance qu'en recouvrement.

A défaut de remboursement de l'avance, la Ville émettra un titre de recette correspondant aux avances.

ARTICLE 3 : Pour avoir sûreté de sa créance, la Ville se réserve le droit, en cas de mise en jeu de la garantie, de prendre toute hypothèque sur les biens de l'emprunteur faisant l'objet de la garantie.

ARTICLE 4 : En application de la présente garantie par la Ville de Caluire-et-Cuire, le logement sera intégré dans la gestion de flux en matière de logement social pour toute la durée du prêt garanti.

ARTICLE 5 : La Foncière d'Habitat et Humanisme s'engage :

1° - à fournir chaque année à la Ville de Caluire et Cuire, avant le TRENTE JUIN DE CHAQUE ANNÉE, une copie certifiée conforme de ses comptes et bilan par un commissaire aux comptes ainsi que tout autre document sur demande motivée de la Ville de Caluire et Cuire pour lui permettre un contrôle financier et s'assurer notamment que les remboursements des annuités y sont bien intégrées ;

2° - à subir les contrôles financiers auxquels sa comptabilité pourrait être soumise à la demande motivée de la Ville de Caluire et Cuire.

ARTICLE 6 : Tous droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, notamment frais d'inscription hypothécaire, sont à la charge de la Foncière d'Habitat et Humanisme

Fait à Caluire et Cuire,
Le

Pour la Foncière d'Habitat et Humanisme
Sébastien RELAVE,
Directeur Administratif et Financier

Pour la Ville de Caluire et Cuire
Bastien JOINT,
Maire

M. CIAPPARA : Merci, Monsieur le Maire. Ce rapport concerne une opération d'acquisition et amélioration d'un logement situé au 61 rue Pierre Brunier. Le Conseil municipal avait voté le 23 juin dernier une participation financière de 2 433 euros pour cette même opération. La demande de garantie est faite par la Foncière d'Habitat et Humanisme pour un montant total à garantir de 12 878 euros contractés auprès de la CDC. La Ville est appelée à garantir pour 15 % du montant total des prêts, soit 1 931,70 euros. La Métropole de Lyon garantit les 85 % restants. Il est demandé au Conseil municipal d'accorder la garantie financière de la commune et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec la Foncière d'Habitat et Humanisme.

M. LE MAIRE : Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 097 OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'UNION COMMERCIALE
DE CALUIRE BOURG PARTICIPATION DE LA VILLE À L'ORGANISATION DE LA BRADERIE**

Mme FRIOLL :

La braderie du centre-ville de Caluire et Cuire est un événement organisé par l'Union des Commerçants de Caluire Bourg (UCCB) depuis plusieurs années.

Il s'agit d'une manifestation attendue par les Caluirards et importante pour les acteurs économiques, car bien au-delà des revenus financiers qu'elle peut générer, elle est une animation festive qui participe à l'attractivité du centre-ville.

La braderie s'est déroulée le 28 septembre 2025.

La tenue de cette braderie génère des recettes pour la Ville, à savoir les droits de place versés par les participants. Or, l'organisation de cet événement est géré, dans l'ensemble, par l'association.

Aussi, afin de permettre à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg de poursuivre son activité de dynamisation du centre-ville;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle égale au produit de la commercialisation des droits de place de la manifestation, soit un montant de 1 730 euros, à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg ;

- DE DIRE que les crédits nécessaires seront pris sur les crédits mis en réserve au budget primitif 2025 et la dépense comptabilisée sur la nature 65748 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme FRIOLL : Il s'agit d'une subvention exceptionnelle à l'Union des commerçants de Caluire Bourg, l'UCCB, pour une participation de la Ville à l'organisation de la braderie. L'association a organisé la braderie du centre-ville le 28 septembre et ce fut une réussite. L'UCCB participe à l'attractivité et au dynamisme du centre-ville. La tenue de cette braderie génère des recettes pour la Ville, à savoir les droits de place versés par les participants. Or, l'organisation de cet événement est gérée dans l'ensemble par l'association. Afin de permettre à l'UCCB de poursuivre la dynamisation du centre-ville, il est demandé au Conseil municipal de lui octroyer une subvention exceptionnelle égale aux produits des droits de place de la manifestation, soit un montant de 1 730 euros. Merci.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame FRIOLL. Il y a une demande d'intervention de Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Maire, mes chers collègues, le groupe centriste que nous représentons ici votera bien évidemment avec grand plaisir cette délibération, mais nous souhaitons rappeler notre soutien constant aux commerces de proximité, qui jouent un rôle essentiel et fédérateur autour de la vie locale et de l'identité de notre commune. Ces commerçants sont le maillon indispensable que nous devons préserver, soutenir et développer. Nous regrettons cependant que la Métropole ne réponde pas encore à nos attentes et formulons pour accompagner ce secteur une redéfinition du centre-bourg afin de le développer. Notre ambition est d'en faire un véritable centre-ville animé et attractif. Nous souhaitons aussi adresser toutes nos félicitations à tous les commerçants de Caluire.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur ATTAR BAYROU. C'est vrai que nous avons cette fierté d'avoir un centre-ville très dynamique et qui fonctionne bien. Nous remercions à notre tour l'ensemble des commerçants qui animent le centre avec beaucoup de conviction et d'énergie ; c'est vraiment super. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025_098 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DES SERVICES AUX FAMILLES
ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU
RHÔNE AVENANTS 2025-2026**

Mme MAINAND :

La Convention Territoriale Globale (CTG) est la convention de partenariat signée pour 5 ans (2021 à 2025) entre la Ville de Caluire et Cuire et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Rhône pour renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions et services aux familles sur la commune.

La CTG est l'opportunité de :

- *évaluer les besoins sociaux du territoire grâce à un diagnostic partagé ;*
- *établir un plan d'actions prioritaires pour maintenir, consolider et développer de nouvelles initiatives répondant aux besoins non couverts ;*
- *mettre en place une démarche continue d'évaluation et d'ajustement des actions ;*
- *copiloter avec la CAF du Rhône le projet stratégique du territoire en faveur des familles ;*
- *bénéficier d'un soutien financier important.*

La Ville de Caluire et Cuire a contractualisé avec la CAF sur les thématiques suivantes :

- *6 thématiques spécifiques : la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale et l'accompagnement social ;*
- *le handicap et l'inclusion sont abordés dans différents projets de façon transversale.*

A travers la CTG, la CAF contribue au financement annuel :

- *des équipements de service aux familles (crèches, relais petite enfance, accueils de loisirs, ludothèque) à hauteur de 2 582 690,24 € en 2024 ;*
- *de postes de coopérateurs municipaux, soit 3,3 ETP (Equivalent Temps Plein) à hauteur de 75 300,84 € en 2024 (et 95 000 € estimés pour les années suivantes).*

En complément de la CTG, une convention d'objectifs et de financement est signée entre la CAF et la Ville pour chaque équipement et démarche soutenus financièrement, soit 14 conventions spécifiques (1 pour le pilotage, 1 pour Caluire Juniors périscolaire, 1 pour Caluire Juniors extrascolaire, 1 pour Caluire Jeunes, 1 pour la ludothèque, 1 pour le relais petite enfance et 1 pour chacun des 8 établissements d'accueil du jeunes enfants).

La CAF a proposé à plusieurs communes du département la prolongation d'une année de leur CTG afin de faciliter le travail partenarial et de favoriser une dynamique locale complémentaire.

La Ville de Caluire et Cuire peut ainsi bénéficier, par voie d'avenants, d'une prolongation de la CTG sur l'année 2026. Cette prolongation d'une année supplémentaire permettra de travailler en collaboration avec les

nombreux partenaires du territoire afin de réaliser le bilan de cette convention de partenariat avec la CAF du Rhône et de poser les bases d'un nouveau document structurant.

Dans un souci de cohérence, il a été demandé de prolonger également le Projet Éducatif De Territoire (PEDT). Un avenant au PEDT a été signé pour la période du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant à la Convention Territoriale Globale de Services aux Familles proposé par la CAF du Rhône pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026, tel qu'annexé à la présente délibération ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour chaque équipement municipal concerné les différents avenants aux conventions d'objectifs et de financement CAF ainsi que les conventions spécifiques concernant la ludothèque et le pilotage du projet de territoire, pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026, tels qu'annexés à la présente délibération ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme MAINAND : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit pour ce rapport d'un avenant à la Convention territoriale globale des services aux familles entre la Ville de Caluire et la CAF du Rhône, la Convention territoriale globale, CTG, et la Convention de partenariat signée pour 5 ans, 2021 à 2025, entre la Ville de Caluire et la Caisse d'allocations familiales du Rhône, pour coordonner les projets, actions et services aux familles. La Ville a contractualisé avec la CAF sur six thématiques spécifiques : la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale et l'accompagnement social. Le handicap et l'inclusion sont abordés de façon transversale. À travers la CTG, la CAF contribue au financement annuel des équipements de services aux familles, comme les crèches, les relais petite enfance, les accueils de loisir ou encore la ludothèque, à hauteur de 2 582 690 euros en 2024. La CAF participe également au financement de postes de coopérateurs municipaux, soit 3,3 équivalents temps plein à hauteur de 75 300 euros en 2024. Pour les années suivantes, l'estimation est à 95 000 euros. En complément de la CTG, une convention d'objectifs et de financements est signée entre la CAF et la Ville pour chaque équipement et démarche soutenue financièrement, soit 14 conventions spécifiques. La CAF a proposé à plusieurs communes du département la prolongation d'une année de leur CTG afin de faciliter le travail partenarial et de favoriser une dynamique locale complémentaire.

La Ville de Caluire peut ainsi bénéficier par voie d'avenant d'une prolongation de la CTG sur l'année 2026. Dans un souci de cohérence, il a été demandé également de prolonger le projet éducatif de territoire, PEDT, et l'avenant a été signé pour la période du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026. Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la CTG, les avenants aux conventions de chaque équipement concerné, ainsi que les conventions spécifiques concernant la ludothèque et le pilotage du projet Territoire pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026. Merci.

M. LE MAIRE : Merci, Madame MAINAND. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025_099 OCTROI DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT SUR LES
TEMPS PÉRISCOLAIRES ANNÉE SCOLAIRE 2025/2026**

Mme WEBANCK :

Par délibération n°2018_057 en date du 26 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé les termes de la convention type fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires. A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.

Chaque année scolaire, plusieurs associations s'engagent dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires de la ville. Principalement sur le temps de pause méridienne, les associations proposent aux enfants des activités de qualité dans les domaines sportifs ou culturels. Les animations collectives proposées sont encadrées par des intervenants spécialisés dans leur domaine d'activité et sont adaptées à l'âge des enfants. Elles sont complémentaires aux activités proposées par les personnels municipaux et permettent aux enfants de Caluire et Cuire de découvrir de nouvelles activités.

Pour permettre à ces associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, et conformément à l'article 6 de la convention fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires, la Ville leur octroie une subvention.

Pour l'année scolaire 2025/2026, il est proposé d'attribuer les subventions selon les modalités suivantes :

Association	Montant de subvention au titre de l'année scolaire 2025/2026
Association Sportive de Caluire section athlétisme	5 120 euros
AMC2	30 000 euros
FCL arts martiaux	7 200 euros
Jeanne d'Arc de Caluire	4 950 euros
Roule qui peut	3 500 euros
Caluire Rugby League	1 200 euros
Caluire Football Féminin	1 500 euros
Le Gai savoir	1 560 euros
Total	55 030 euros

Le versement de la subvention sera établi chaque fin de trimestre scolaire, soit fin décembre 2025, fin avril 2026, et fin juin 2026.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER les subventions exceptionnelles suivantes aux associations intervenant dans le cadre des temps périscolaires durant l'année scolaire 2025/2026 :

- Association Sportive de Caluire section athlétisme : 5 120 euros*
- AMC2 : 30 000 euros*
- FCL arts martiaux : 7 200 euros*
- Jeanne d'Arc de Caluire : 4 950 euros*
- Caluire Football Féminin : 1 500 euros*
- Roule qui peut : 3 500 euros*
- Caluire Rugby League : 1 200 euros*
- Le Gai savoir : 1 560 euros*

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte fonction 213 nature 65748 du budget des années concernées ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme WEBANCK : Merci, Monsieur le Maire. Depuis 2018, la Ville s'appuie sur son tissu associatif pour proposer des activités sportives et culturelles aux enfants sur le temps périscolaire de midi. Plusieurs associations se sont engagées dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville. Les animations proposées sont adaptées à l'âge des enfants et encadrées par des intervenants spécialisés dans leur domaine d'activité, comme la musique, le rugby, le théâtre, les arts martiaux ou l'athlétisme. Elles sont complémentaires des activités proposées par les agents municipaux et permettent aux enfants de Caluire et Cuire d'être initiés à de nouvelles activités.

Pour permettre aux associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, il convient de renouveler l'attribution de subventions exceptionnelles. Deux associations intègrent le dispositif cette année. L'enveloppe globale allouée pour l'année 2025-2026 est ainsi ajustée et légèrement supérieure à l'année dernière. Huit associations seront partenaires cette année.

Il est demandé au Conseil municipal d'octroyer les subventions exceptionnelles suivantes aux associations intervenant dans le cadre des temps périscolaires durant l'année 2025-2026 :

- Association sportive de Caluire, section athlétisme pour 5 120 euros ;
- AMC2 pour 30 000 euros ;
- FCL Arts martiaux, 7 200 euros ;
- Jeanne d'Arc de Caluire, 4 950 euros ;
- Le Gai Savoir, 1 500 euros ;
- Caluire Rugby League, 1 200 euros ;
- Roule qui peut, 3 500 euros ;
- Caluire Football féminin, 1 500 euros.

M. LE MAIRE : Il y a une demande d'intervention de Monsieur MATTEUCCI. Je vous en prie.

M. MATTEUCCI : Merci. Mon intervention fera écho à celle qui arrive juste après concernant le soutien aux projets. Les associations de Caluire jouent un rôle important sur notre territoire et là sur le périscolaire. Je souhaitais prendre appui sur ce rapport pour rappeler que ce week-end, le 11 octobre, il y a un appel national du Mouvement Associatif pour défendre l'ensemble des associations. Je vous rappelle que les associations représentent 20 millions de bénévoles et près de 2 millions de salariés. Même si, et nous le voyons chaque année, notre collectivité maintient son financement à l'ensemble du monde associatif, les conditions d'exercice de celui-ci se dégradent dangereusement, de nombreuses associations disparaissent et les moyens diminuent.

En 15 ans, la part des subventions a baissé globalement de 41 % dans le budget des associations, et près d'un tiers de ces associations déclarent revoir leurs activités à la baisse pour survivre. Or, beaucoup de ces associations interviennent dans le champ social, dans le champ culturel, dans le champ sportif bien entendu, et dans le champ éducatif. Il y a ainsi une nécessité et je crois que c'est chaque année la question que nous nous posons lorsque nous votons l'ensemble des soutiens financiers aux associations et aussi l'effort que nous faisons au niveau de notre collectivité, que je reconnais, en matière de mise à disposition de bâtiments ou d'équipements.

Mon alerte est aujourd'hui plus un appel à nous mobiliser pour pouvoir soutenir ce tissu associatif et, évidemment, voir de quelle manière notre collectivité peut soutenir ce mouvement associatif, qui appelle à une mobilisation générale et nous appelle aussi à faire en sorte que l'ensemble de ces associations, même s'il s'en crée chaque année, ne disparaissent pas vite, parce que les associations représentent aussi la vitalité d'un tissu de lien social fort sur les communes. Elles représentent aussi la capacité à donner le pouvoir d'agir à l'ensemble de nos concitoyens et la réalisation d'actions concrètes. Je me félicite du soutien que nous apportons ce soir aux associations qui interviennent dans le périscolaire, mais comme ce sera le cas aussi pour la subvention exceptionnelle que nous apporterons à l'AMC2 dans le cadre d'un projet. C'était vraiment une invitation et une sollicitation à ce que notre collectivité, notre commune, notre Ville de Caluire puisse marquer de façon plus solidaire son soutien à l'ensemble du mouvement associatif ce samedi 11 octobre. Merci.

M. LE MAIRE : Merci, Monsieur MATTEUCCI. Il y a une demande d'intervention de Madame GEHIN. Vous avez la parole.

Mme GEHIN : Merci, Monsieur le Maire. Le groupe *Caluire au Cœur* soutient pleinement ces subventions. Les associations qui interviennent sur ces temps périscolaires jouent un rôle fondamental et essentiel auprès de nos enfants, avec des gens très engagés, et elles vont offrir de l'apprentissage, de la créativité, du partage, participer à leur bien-être et à la vitalité de notre Ville. Elles sont donc fondamentales. L'engagement quotidien de ces équipes contribue à faire de ce temps périscolaire un véritable temps éducatif à part entière. Elles sont fondamentales. J'émettrais simplement l'idée, dans les fonds qui sont versés, de peut-être avoir une diversification des interventions sur un plan culturel ou artistique. Tous les enfants ne sont pas à fond sur le sport, et il peut y avoir l'idée de monter aussi des projets en lien avec le développement des compétences psychosociales, qui sont aujourd'hui très encouragées à l'école primaire et qui permettent aux enfants de se développer pleinement sur un sujet que l'enseignement à l'école primaire ne permet pas d'acquérir. En tout cas, ma prise de parole de ce soir est vraiment l'occasion de remercier tous ces éducateurs et enseignants pour leur investissement au quotidien. Cela n'a l'air de rien, mais c'est fondamental pour notre vie. Merci à vous.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame GEHIN. Madame WEBANCK.

Mme WEBANCK : Je vous remercie de votre intervention, parce que c'est vrai que nous nous rendons compte que les enfants ont tout de même des activités périscolaires de qualité. Les parents en témoignent très souvent. C'est vrai que c'est pour nous important. Il y a un peu de tout. C'est vrai qu'il y a peut-être un peu plus de sport, mais il y a tout de même du théâtre, de la musique, et d'autres choses au niveau du jardinage ou de toutes les activités que l'on peut faire aussi avec nos agents. Merci, en tout cas, de votre intervention.

M. LE MAIRE : Merci, Madame WABANCK. Monsieur COUTURIER.

M. COUTURIER : Je vous remercie de souligner l'intérêt que vous portez à ce dispositif d'aide. Je rappelle tout de même que les associations emploient aussi maintenant de plus en plus de salariés, et que c'est du donnant-donnant et du gagnant-gagnant dans cette démarche, puisque cela permet aussi à ces salariés de pouvoir compléter leur temps et leur rémunération. En effet, c'est vrai que la seule activité ou le seul club ne leur permet parfois pas de pouvoir faire un temps plein. C'est une démarche qui est vraiment du gagnant-gagnant dans ce cadre. Les deux nouveaux clubs qui en font partie cette année sont le foot féminin, le CFF 1968, ainsi que l'association Roule qui peut, qui évolue sur le *skatepark* de Caluire. Nous sommes très contents, parce que ce sont deux nouvelles activités qui arrivent. Le foot féminin n'est pas nouveau, bien sûr, mais c'est tout de même un club historique à Caluire. Il est important également de promouvoir l'activité footballistique auprès des filles et pas seulement des garçons. Vous voyez, là aussi, que nous travaillons sur ce partenariat de mixité et sur une nouvelle activité très attractive, bien sûr sur la commune, puisque le *skatepark* en fait partie. Nous signerons, et nous le voterons d'ailleurs peut-être prochainement, une convention de travail avec d'autres clubs aussi sur le *skatepark*. Je pense que cela s'inscrit dans une belle dynamique. En tout cas, dans le *Rythmes* de ce mois-ci, vous avez pu voir à quel point les activités sportives étaient dynamiques, de même que le nombre d'adhérents. C'est bien entendu plébiscité par l'ensemble des Caluirards qui en bénéficient.

Vous parliez également de la diversité des activités, mais nous ne faisons pas que du sport. Vous avez vu que l'AMC2 est très présente sur le plan musical et culturel, et que c'est très apprécié. Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de collectivités aujourd'hui qui offrent autant de diversité sur le temps périscolaire, et de cette qualité, qui est saluée par l'ensemble des établissements scolaires et des enseignants. C'est vraiment un superbe travail qui a été initié et je crois que nous pouvons nous féliciter de l'approche qui est faite dans tous les domaines, que ce soit sportif ou culturel, et surtout de la qualité des prestations qui sont données. Les enfants sont parfois même beaucoup plus heureux dans le périscolaire que pendant les cours à proprement parler. Je ne m'étendrai pas plus longtemps, mais je vous remercie pour votre soutien et votre intervention.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur COUTURIER. C'est vrai que les associations sont le cœur de notre projet de Ville. Toutes ces années, nous avons fait notre possible pour avoir un

soutien logistique constant, un soutien financier constant, pour fédérer les énergies, pour remercier cette générosité, cette vitalité, cette âme qui s'exprime dans notre Ville et dont nous pouvons être si fiers avec ce dynamisme associatif, et tous ces bénévoles qui donnent de leur temps, qui donnent de leur talent et de leur courage aussi, parce que ce n'est pas toujours évident aujourd'hui de s'impliquer dans le contexte dans lequel nous sommes. C'est la raison pour laquelle nous avons deux événements importants qui jalonnent notre calendrier municipal, dont le Forum des associations, auquel vous avez peut-être participé, et évidemment le Forum des bénévoles, qui aura lieu le 18 octobre prochain et auquel vous êtes tous chaleureusement invités à participer. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 100 PROJETS D'ACTIONS PÉDAGOGIQUES DES ÉCOLES PUBLIQUES ANNÉE
SCOLAIRE 2025/2026**

Mme WEBANCK :

A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.

Dans ce cadre, la Ville intervient auprès des enfants de façon diversifiée pour les accompagner dans leur parcours éducatif et ainsi les aider à devenir de futurs citoyens. Les classes transplantées, la Médiathèque Bernard Pivot, l'engagement dans le Passeport du Civisme ou encore l'intervention d'associations caluirardes sur les temps périscolaires représentent autant d'opportunités pour les enfants d'être sensibilisés et de se familiariser avec les thématiques de l'engagement citoyen, favorisant le vivre ensemble.

En cohérence avec le PEDT, et en réponse à un appel à projets lancé en fin d'année scolaire 2024/2025, les enseignants des écoles primaires publiques volontaires ont pu élaborer des projets d'actions pédagogiques qui se déploieront tout au long de la nouvelle année scolaire.

Pour cette année 2025/2026, la Ville souhaite poursuivre son soutien aux actions favorisant l'éducation à la citoyenneté et au développement durable, mais aussi les actions favorisant le renforcement des savoirs fondamentaux nécessaires à la réussite et à l'épanouissement des enfants.

Une enveloppe globale de 8 000 € est dédiée au soutien financier des projets dont la portée éducative et pédagogique est validée par l'Inspection Académique de l'Education Nationale. Certains projets peuvent aussi être accompagnés dans leur mise en œuvre grâce à l'expertise et à la mobilisation de personnel municipal, le cas échéant.

La répartition de l'enveloppe financière dédiée à ces projets, ainsi que les autres moyens humains et matériels mis à disposition sont détaillés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ATTRIBUER les subventions aux projets d'actions pédagogiques 2025/2026 des écoles publiques caluirardes pour un montant total de 8 000 euros, selon le tableau annexé à la présente délibération ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au budget de l'exercice 2025 sur le compte fonction 213, nature 65748 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

PROJETS D'ACTIONS PÉDAGOGIQUES

ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026

ÉCOLES	ASSOCIATION BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION	ACTIONS	SUBVENTIONS PROPOSÉES	AUTRES MOYENS ALLOUES
B. Albrecht Élémentaire	OCCE coopérative scolaire élémentaire Berthie Albrecht	Faire vivre la citoyenneté à l'école	200,00 €	
		Les contes autour du Monde	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
B. Albrecht Maternelle	OCCE coopérative scolaire maternelle Berthie Albrecht	Langage oral	100,00 €	
		Pratique sportive et valeurs citoyennes	100,00 €	Intervention des services restauration municipale
A.M. Ampère	OCCE coopérative scolaire André-Marie Ampère	Projet avec IME		Intervention animatrice poterie
		Lexique en maternelle	100,00 €	
		Projet d'éducation à l'alimentation et au goût		Intervention du service de restauration municipale
		Faire école dehors	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
		Projet USEP	400,00 €	
E. Herriot	Association sportive scolaire Edouard Herriot	Passeport du civisme	900,00 €	Interventions des différents services de la Ville
		Des poules à l'école	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
J. Jaurès Élémentaire	Association sportive école primaire Jean Jaurès	Le jardin pédagogique	300,00 €	
		Du « Journal de JeanJAU » à la web radio	400,00 €	
		Les incontournables du parcours culturel	300,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
J. Jaurès Maternelle	OCCE Jean Jaurès	Embellir et dynamiser notre environnement	400,00 €	
J. Verne Maternelle	OCCE coopérative scolaire maternelle Jules Verne	Ecole du dehors et écocitoyenneté	150,00 €	
		Projet intergénérationnel – S'enrichir auprès de l'autre	200,00 €	
J. Verne Élémentaire	Association sportive scolaire Jules Verne	Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
Montessuy Élémentaire	Association sou de l'école élémentaire Montessuy	Faire l'école dehors	500,00 €	Intervention du service Parcs et Jardins
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
Montessuy Maternelle	OCCE du Rhône COOP 181701 École maternelle Montessuy	Agir pour sa santé	200,00 €	Intervention du service de restauration municipale
		BCD et citoyenneté	200,00 €	
P. Bert Élémentaire	Association sportive scolaire Paul Bert	Sensibilisation aux usages du numérique	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
P. Bert Maternelle	Ecole primaire Paul Bert COOP OCCE	Poterie		Intervention de l'animatrice poterie
		Danse africaine et chorale	200,00 €	
P.M. Curie Élémentaire	Association sportive et culturelle Pierre et Marie Curie	Prix UNICEF Littérature Jeunesse 2026	300,00 €	
		Pratiquer l'école dehors	150,00 €	
P.M Curie Maternelle	OCCE coopérative scolaire Maternelle Pierre et Marie Curie	Petits et grands explorateurs	300,00 €	
		Jardin bucolique		
		Théâtre d'émotions		Mise à disposition de la salle Bellevue du Radiant
J. Moulin	Ecole Primaire Jean Moulin Coop OCCE	Jardinage et classe dehors	100,00 €	Intervention du service Parcs et Jardins
		Passeport du civisme	900,00 €	Intervention des différents services de la Ville
		Rencontres sportives et associatives USEP	400,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
V. Basch	Association sportive et scolaire Victor Basch	Passeport du civisme – Visite de l'Assemblée Nationale	400,00 €	Interventions des différents services de la Ville
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
TOTAL			8 000,00 €	

Mme WEBANCK : Merci, Monsieur le Maire. Ce rapport concerne le projet d'actions pédagogiques des écoles publiques sur l'année 2025-2026. Chaque année scolaire est en réponse à un appel à projet. La Ville soutient les écoles publiques de Caluire et Cuire dans la conduite de leurs projets d'actions pédagogiques. Le soutien de la Ville se traduit par de l'aide financière, humaine et/ou matérielle. L'enveloppe financière dédiée à ces projets s'élève à 8 000 euros pour cette année scolaire. Ce soutien permet aux équipes pédagogiques de l'Éducation nationale qui le souhaite de mener des projets en cohérence avec le projet de l'école. Ces projets sont bien sûr validés par l'Inspection académique et répondent aussi aux valeurs éducatives portées par la Ville à travers son projet éducatif de territoire. Une action particulière est portée aux projets d'éducation à la citoyenneté et au développement durable et de façon plus globale aux projets propices au renforcement des apprentissages fondamentaux, puisqu'il s'agit bien d'un enjeu majeur dans le cadre de la réussite scolaire. L'enveloppe financière est complétée le cas échéant par la mise à disposition de personnel municipal : musicienne intervenante, jardinier ou autre. Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'attribuer ces subventions pour un montant total de 8 000 euros, réparti selon le tableau annexé à la délibération.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame WEBANCK. Il y a une demande d'intervention de Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Maire et mes chers collègues, c'était juste une interrogation sur l'intitulé « écoles publiques ». Nous souhaiterions savoir si les écoles sous contrat bénéficient aussi de subventions de la commune, parce que, quelque part, il faut une égalité entre nos enfants. Qu'ils soient scolarisés dans l'un ou l'autre réseau, ils ont le même besoin en matière d'activités éducatives, culturelles et sportives. Il nous semble essentiel de tendre vers une équité de soutien entre ces établissements. Nous félicitons tous les personnels et les bénévoles qui ne comptent pas leurs heures pour nos enfants.

M. LE MAIRE : Madame WEBANCK, je vous en prie.

Mme WEBANCK : Il s'agit de répondre aussi à des projets pédagogiques. C'est sûr que nous intervenons aussi sur certaines écoles qui nous le demandent ; il n'y a pas de problème à ce sujet.

M. LE MAIRE : Vous savez, Monsieur ATTAR BAYROU, que nous intervenons également de manière réglementaire dans le cadre de la contribution annuelle qui est versée. J'ai d'ailleurs adressé un certain nombre de courriers à l'ensemble des établissements que vous évoquez. Il y a également une participation sur le sujet des transports. Ces établissements participent aussi aux activités de la piscine. Il y a une démarche de la Ville liée à la sécurité aux abords des écoles. Bref, nous sommes en effet dans une politique qui associe tous les établissements privés de la commune. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 101 OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'AMC2 - PROJET
"JARDIN MUSICAL"**

Mme MAINAND :

L'Association Musicale de Caluire et Cuire (AMC2) œuvre pour le développement des pratiques musicales amateurs.

Pensé pour les tout-petits de 1 à 3 ans, le Jardin Musical est une première immersion sensorielle et joyeuse dans l'univers de la musique. Animé par une enseignante spécialisée en petite enfance, l'atelier propose des comptines, jeux de doigts et manipulations d'instruments (petites percussions).

À travers ces moments de partage, l'enfant développe ainsi sa curiosité, ses sens, sa motricité, son écoute et sa créativité, dans un cadre bienveillant, ludique et collectif.

Pour la première fois, l'AMC2 organisera des ateliers d'éveil musical à destination de quatre crèches (Tom Pouce, Petits Mousses, Mosaïque et Galets du Rhône) et deux relais petite enfance (RPE de Montessuy et RPE de la MDP) de Caluire et Cuire, de septembre 2025 à juin 2026.

Pour accompagner l'AMC2 dans ce projet pédagogique à destination de la petite enfance et valoriser les efforts fournis par l'association à destination de ce public, il est proposé de lui attribuer une subvention exceptionnelle de 3 150 euros.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 3 150 € à l'Association Musicale de Caluire et Cuire (AMC2) pour l'organisation du projet Jardin Musical ;

- DE DIRE que les crédits afférents à la dépense seront imputés au compte fonction 311 nature 65748 du budget 2025 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme MAINAND : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une subvention exceptionnelle à l'AMC2 pour un projet « Jardin musical ». L'Association musicale de Caluire et Cuire, AMC2, propose cette année des ateliers d'éveil musical pour les enfants de 1 à 3 ans dans quatre crèches municipales et deux relais petite enfance de la Ville. Ce projet vise à stimuler la curiosité, la motricité et la créativité des tout-petits dans un cadre ludique et collectif avec une animatrice spécialisée en petite enfance. Pour accompagner l'AMC2 dans ce projet pédagogique et valoriser les efforts fournis par l'association à destination de la petite enfance, il est demandé ce soir au Conseil municipal de lui octroyer une subvention exceptionnelle de 3 150 euros.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame MAINAND. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 102 OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION
SPORTIVE LYON CALUIRE HANDBALL**

M. COUTURIER :

Construit en 1968, le gymnase LACHAISE est un des sites sportifs majeurs de Caluire et Cuire. Géographiquement, il bénéficie d'une place centrale et avec près de mille places assises, il accueille toutes les rencontres de prestige ainsi que les grandes manifestations sportives.

Son plancher était d'origine et a fait l'objet de réparations partielles. Cependant, depuis quelques temps, il présentait des points de faiblesse qui étaient susceptibles de le rendre dangereux et de compromettre les différentes homologations sportives. La Ville a donc décidé de le remplacer, les travaux ayant été finalisés dans le courant de l'été 2025.

Pour éviter toute dégradation prématurée du plancher due à l'utilisation de la résine par les handballeurs, un protocole spécifique de nettoyage a été mis en place avec l'Association Sportive Lyon Caluire Handball (ASLC Handball), club utilisateur.

L'usage de la résine sera limité aux seules équipes évoluant au niveau national dans le gymnase LACHAISE, seul équipement habilité à accueillir des rencontres de ce niveau pour cette discipline.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire de renouveler intégralement les ballons utilisés jusqu'à présent par les plus de 500 licenciés que compte cette association, ce qui représente un budget de près de 6 000 €.

Afin de soutenir financièrement l'ASLC Handball dans le cadre de l'acquisition de ce matériel, il est proposé de lui attribuer une subvention exceptionnelle de 5 000 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'Association Sportive Lyon Caluire Handball ;*
- DE DIRE que les crédits afférents seront imputés au compte nature 65748 fonction 3272 du budget de l'année concernée ;*
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.*

M. COUTURIER : Merci beaucoup. Je vous présente ce rapport pour l'octroi d'une subvention exceptionnelle à l'association sportive Lyon Caluire Handball. Construit en 1968, le gymnase Lachaise est l'un des sites sportifs majeurs de la collectivité. Il accueille toutes les rencontres de prestige ainsi que les grandes manifestations sportives. Son plancher était d'origine et a fait l'objet de réparations multiples, mais partielles. Depuis quelque temps, il présentait des points de faiblesse susceptibles de rendre dangereux et de compromettre les différentes homologations sportives. La Ville a ainsi décidé de le rénover et les travaux se sont terminés début septembre. Pour éviter toute dégradation prématurée du plancher due à l'utilisation de la résine par les handballeurs, un protocole spécifique de nettoyage a été mis en place avec l'association sportive Lyon Caluire Handball, le club utilisateur. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire de renouveler intégralement les ballons utilisés jusqu'à présent par les plus de 500 licenciés que compte cette association, ce qui représente un budget d'environ 6 000 euros. Afin de soutenir financièrement le club de handball, l'ASLC, dans le cadre de l'acquisition de ce matériel, il est demandé au Conseil municipal de lui octroyer une subvention exceptionnelle de 5 000 euros.

Je me permets simplement d'ajouter que l'utilisation de cette résine a un inconvénient majeur, qui est qu'elle salit énormément le terrain et pénalise également les autres activités qui peuvent se dérouler sur le site. Il a été convenu que le club n'utiliserait plus la résine, en tout cas pour les rencontres classiques et habituelles. La résine serait utilisée uniquement lors des championnats, les championnats de qualification, et ils assureraient à ce moment-là eux-mêmes le nettoyage et l'entretien du site.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur COUTURIER. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

**N° D2025 103 AVENANT À LA CONVENTION DE DON ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET
CUIRE ET L'ASSOCIATION FCL HOCKEY**

M. COUTURIER :

Par délibération n°2023_151 en date du 18 décembre 2023, la Ville de Caluire et Cuire a accepté un don de l'association FCL Hockey affecté au financement du gazon synthétique du stade de hockey, sis 9 rue François Peissel.

Dans cette perspective, Monsieur le Maire a été autorisé à signer une convention de don.

Cette convention prévoyait une participation de 40 % du coût des travaux TTC par l'association soit 152 000 euros, sur un montant prévisionnel de 380 000 euros TTC pour cette opération.

Au final, les travaux ont coûté 452 298 euros TTC en dépenses pour la Ville de Caluire et Cuire. Mais pour cette opération, la Ville, propriétaire de ces installations et maître d'ouvrage de ces travaux, a finalement bénéficié d'un soutien de la Métropole de Lyon, à hauteur de 164 577 euros et de la Région Auvergne-Rhône Alpes pour 80 000 euros .

Aucun financement n'était acquis lors de la convention de don avec le FCL hockey.

La prise en compte de ces financements ainsi que le montant de fonds de compensation de TVA que la Ville recevra au titre de ces travaux (61 829 euros) conduisent à proposer de revoir la convention initiale et de diminuer le don de l'association FCL Hockey.

Au final, en limitant la participation de l'association FCL hockey au premier versement de 51 000 euros déjà effectué, la part du club pour ces travaux est ramenée à 11 % tandis que celle de la Ville sur ces mêmes travaux TTC est ramenée à 35 %.

Initialement la répartition prévoyait 60 % à la charge de la Ville et 40 % à la charge du FCL Hockey.

Un avenant à la convention de don, en son article 2, traduit cette nouvelle disposition et fixe ce don à hauteur de 51 000 euros pour cette opération.

Cet avenant est annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de l'avenant à la convention de don entre la Ville de Caluire et Cuire et le FCL Hockey relatif au travaux de changement du gazon synthétique du stade de Hockey sis 9 rue François Peissel, tel qu'annexé à la présente délibération ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit avenant ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Projet d'avenant CONVENTION DE DON

ENTRE D'UNE PART

La Ville de Caluire et Cuire
ci-après nommée « la collectivité »
représentée par son Maire, Monsieur Bastien JOINT, conformément à la délibération du
Conseil Municipal n° en date du

ET D'AUTRE PART

L'association FCL Hockey
ayant le numéro de SIRET 420485856 00017
ci-après nommée « le Donateur »
représentée par Richard DENIS
en sa qualité de Président
dûment habilité aux fins présentes

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Le terrain de Hockey sis 9 rue François Peissel à Caluire et Cuire est propriété de la Ville.
L'association FCL Hockey bénéficie d'une mise à disposition de cet équipement
conformément à la convention votée lors du Conseil Municipal du 12 octobre 2020.

Le gazon de ce terrain a été remplacé en bénéficiant de la mise à disposition gratuite de 3
tapis des terrains de hockey des JO de Paris 2024. La Ville de Caluire et Cuire a pris en
charge les travaux pour la mise en place de ces tapis en 2024.
L'association FCL Hockey a souhaité participer à ces travaux et consenti un don à la Ville
de Caluire et Cuire.

La Ville de Caluire et Cuire ayant bénéficié pour ces travaux de subventions non acquises
lors de la conclusion de cette convention, il est proposé de revoir les modalités de
versement de ce don et son montant.
C'est l'objet de cet avenant.

Ceci étant précisé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

l' article 2 modifié annule et remplace l'article 2 de la convention du 18 décembre 2023, les
autres articles de cette convention restant inchangés,

ARTICLE 2 Modifié – ENGAGEMENTS DU DONATEUR

2.1 - Modalités du don

Rappel

Afin d'apporter son soutien financier au projet, le Donateur s'est engagé à verser à la collectivité 40 % du coût TTC des investissements à réaliser (hors Maîtrise d'Oeuvre). Le projet étant estimé à ce jour à 380 000 € TTC (hors Maîtrise d'Oeuvre), l'association versera à la Ville la somme de cent cinquante-deux mille euros (152 000 €) net de taxe.

Cette somme sera versée selon l'échéancier suivant :

- cinquante et un mille euros au 1er avril 2024
- cinquante et un mille euros au 1er avril 2025
- cinquante mille euros au 1er avril 2026

Considérant que le coût des travaux était au final de 452 298 euros TTC, que la Ville a perçu 244 577 euros au titre de subventions, et percevra 61 829 euros de FCTVA sur les travaux acquittés, il est proposé de ramener la participation du donateur à 51 000 euros, correspondant au versement déjà effectué.

Au final, la Ville aura assumé 34,65 % du coût des travaux TTC et le donateur 11,28 % de ce montant.

Le don du FCL hockey est fixé à 51 000 euros.

Il est donc décidé que les versements du donateur 2025 et 2026, prévus à la convention initiale, sont annulés.

Fait à

Etabli en deux exemplaires originaux

Pour la collectivité
Nom du représentant
Fonction

Pour le donateur
Nom du représentant :
Fonction

M. COUTURIER : Il s'agit d'un avenant à la convention de don entre l'association FCL Hockey et la Ville de Caluire et Cuire. Par délibération du 18 décembre 2023, la Ville de Caluire et Cuire a accepté un don de l'association FCL Hockey, affecté au financement du gazon synthétique du stade de hockey, sis 9 rue François Peissel. Dans cette perspective, Monsieur le Maire a été autorisé à signer une convention de don prévoyant une participation à hauteur de 40 % du coût des travaux TTC par l'association, soit 152 000 euros sur un montant prévisionnel de 380 000 euros TTC pour cette opération. Aucun financement n'était acquis lors de la signature de la convention de don avec l'association FCL Hockey.

Les travaux ont finalement coûté 452 298 euros précisément à la Ville, propriétaire de ces installations et maître d'ouvrage de ces travaux, qui a bénéficié dans ce cadre d'un soutien à hauteur de 164 577 euros de la Métropole et de 80 000 euros de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La prise en compte de ces financements obtenus et le montant des fonds de compensation de TVA que la Ville recevra au titre de ces travaux, environ 61 829 euros, conduisent à proposer de revoir la convention initiale et de diminuer le don de l'association FCL Hockey. Finalement, en limitant la participation de l'association FCL Hockey au premier versement déjà effectué à 51 000 euros, la part du club pour ces travaux est ramenée à 11 %, tandis que celle de la Ville sur ces mêmes travaux est de 35 %. Un avenant à la convention de don traduit cette nouvelle disposition en fixant le don de l'association à hauteur de 51 000 euros. Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les termes de l'avenant et d'autoriser Monsieur Le Maire à le signer. Je vous remercie.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur COUTURIER. Monsieur ATTAR BAYROU, vous aviez demandé à intervenir. Je vous en prie.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Maire, mes chers collègues, Monsieur COUTURIER, vous connaissez l'attachement que je porte au FCL Hockey, ainsi que l'attention particulière que je porte à son travail exemplaire en matière d'éducation et d'encadrement de nos jeunes. Ce club incarne pleinement les valeurs du sport selon la belle devise de Pierre de Coubertin, « *un esprit sain dans un corps sain* ». Le FCL Hockey, bien que son acronyme fasse référence à Lyon, est avant tout le fruit d'une fusion d'un club de Caluire et de celui de Lyon depuis plus de 100 ans, réunissant ainsi leur histoire et leurs forces. Grâce à l'engagement de ses dirigeants, éducateurs et bénévoles, le club permet à nos enfants d'évoluer à un excellent niveau national, d'obtenir de remarquables résultats sportifs et même, pour certains, de participer aux Jeux olympiques. C'est un exemple de réussite, de dynamisme. Ce club a fait vibrer nos jeunes, rayonner notre Ville et incarne l'esprit sportif dans ce qu'il est de plus noble. Bien évidemment, nous soutiendrons cette proposition et vous en remercions.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur ATTAR BAYROU. Il ne l'a pas fait pour cela, mais dans le secret de notre Conseil municipal, je voudrais remercier, parce qu'il nous a permis de faire beaucoup d'économies, il a pris son bâton de pèlerin et il est allé chercher un certain nombre de subventions, un ancien maire de Lyon qui fréquente beaucoup le secteur, je veux parler de M. Michel NOIR, qui apprécie beaucoup Caluire et Cuire. Je crois que ses petits-enfants sont au club du FCL Hockey. Il est allé chercher de nombreux financements, ce qui nous a permis de faire ces économies considérables et qui a permis aussi au club de faire ces économies derrière. Je lui dis un grand merci. Il ne l'a pas fait pour cela, mais je pense qu'il est important de pouvoir dire les choses lorsqu'elles se passent. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR

N° D2025 104 EXERCICE 2025 - ADMISSIONS EN NON VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES

M. PROTHÉRY :

Chaque année, la Ville de Caluire et Cuire enregistre plus de 4 M€ de recettes au chapitre 70 « Produits des services et du domaine ». Parmi ces recettes, certaines créances s'avèrent irrécouvrables : elles correspondent à des titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public et la Direction Générale des Finances Publiques en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité de ces créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non valeur, soit définitive dans le cas des créances éteintes.

- **L'admission en non valeur**, aussi appelée créances irrécouvrables, ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non valeur, qui doit être prononcée par l'assemblée délibérante, ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par le Conseil Municipal n'éteint donc pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

Par avis du 19 juin 2025, Madame la chef du service de gestion comptable Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer les produits se rapportant à des titres émis entre 2020 et 2024 pour un montant de 13 054,39 €, les diligences effectuées pour obtenir le paiement n'ayant pu aboutir favorablement jusque-là. Les titres correspondant sont énumérés dans le tableau ci-annexé.

- **Les créances éteintes** : cette notion de créance éteinte naît du besoin de traiter budgétairement et comptablement des recettes dont l'apurement ne relève pas des cas prévus pour la réduction ou l'annulation de titres de recettes ou encore pour l'admission en non valeur d'une créance.

La créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son irrécouvrabilité définitive (ex. surendettement de particuliers, liquidation judiciaire d'entreprises...). Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public de l'État. Une créance éteinte constitue donc une charge définitive pour la collectivité créancière.

Par avis du 19 juin 2025, Madame la chef du service de gestion comptable de Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer des produits se rapportant à des titres émis entre 2019 et 2024, pour un montant de 64 627,17 €.

Au regard des crédits ouverts et disponibles au budget 2025 au titre des créances irrécouvrables, admises en non valeur et éteintes, des provisions pour créances éteintes constituées et des situations dont elles résultent (liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, décisions de justice, surendettement...), il est proposé de prendre en compte la totalité des produits non recouvrés, dont les titres correspondants sont énumérés dans les tableaux annexés à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en non valeur les titres indiqués dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 13 054,39 € ;

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en créances éteintes les titres listés dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 64 627,17 € ;

- DE DIRE que les dépenses résultant de l'admission en non valeur des titres émis de 2020 à 2024 et de l'admission en créances éteintes des titres émis de 2019 à 2024 seront respectivement mandatées aux articles 6541 et 6542 du budget 2025 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

EXERCICE 2025 – ADMISSIONS EN NON VALEUR

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Imputation budgétaire de la pièce
2022	T-3125	87-CRECHE GARDERIE	3,74	RAR inférieur seuil poursuite	7067-255-
2021	T-3446	87-CRECHE GARDERIE	3,9	RAR inférieur seuil poursuite	7067-255-
2022	T-1621	87-CRECHE GARDERIE	13,08	RAR inférieur seuil poursuite	7067-255-
2022	T-1159	87-CRECHE GARDERIE	14,46	Poursuite sans effet	7067-255-
2022	T-3660	87-CRECHE GARDERIE	33,66	Poursuite sans effet	7067-255-
2022	T-2517	87-CRECHE GARDERIE	47,73	Poursuite sans effet	7066-64-
2021	T-6041	87-CRECHE GARDERIE	64,22	Poursuite sans effet	7066-64-
2022	T-3818	87-CRECHE GARDERIE	1	RAR inférieur seuil poursuite	7066-64-
		TOTAL CRECHE GARDERIE	181,79 €		
2022	T-1621	83-CANTINE	9,5	RAR inférieur seuil poursuite	7067-251-
2022	T-2889	83-CANTINE	15,05	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1428	83-CANTINE	15,05	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-161	83-CANTINE	15,05	Poursuite sans effet	7067-251-
2020	T-486	83-CANTINE	16,8	Poursuite sans effet	7067-251-
2020	T-185	83-CANTINE	16,8	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1501	83-CANTINE	19	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3337	83-CANTINE	19,35	Poursuite sans effet	7067-251-
2020	T-1863	83-CANTINE	20,12	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1017	83-CANTINE	20,9	Poursuite sans effet	7067-251-
2020	T-458	83-CANTINE	23,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-246	83-CANTINE	24,7	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1159	83-CANTINE	24,7	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-4162	83-CANTINE	25,69	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-2444	83-CANTINE	25,92	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3125	83-CANTINE	26,08	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-4148	83-CANTINE	26,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1686	83-CANTINE	29,34	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-5569	83-CANTINE	31,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2909	83-CANTINE	31,46	Poursuite sans effet	7067-251-
2020	T-85	83-CANTINE	32,14	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3425	83-CANTINE	32,3	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2434	83-CANTINE	35,84	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-4834	83-CANTINE	36,4	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3439	83-CANTINE	36,7	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-4103	83-CANTINE	38,72	Poursuite sans effet	7067-251-
2023	T-2181	83-CANTINE	38,72	PV carence	7067-281-
2023	T-3306	83-CANTINE	38,72	PV carence	7067-281-
2020	T-926	83-CANTINE	40,24	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2207	83-CANTINE	40,46	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3501	83-CANTINE	13,86	RAR inférieur seuil poursuite	7067-251-
2021	T-2640	83-CANTINE	41,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-4744	83-CANTINE	25,01	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1083	83-CANTINE	41,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-474	83-CANTINE	42,38	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2421	83-CANTINE	42,38	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1237	83-CANTINE	42,38	Poursuite sans effet	7067-251-
2023	T-938	83-CANTINE	48,4	PV carence	7067-281-
2022	T-2271	83-CANTINE	52	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3660	83-CANTINE	55,42	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-3007	83-CANTINE	12,4	RAR inférieur seuil poursuite	7067-251-
2022	T-2964	83-CANTINE	62,4	Poursuite sans effet	7067-251-
2023	T-554	83-CANTINE	62,92	PV carence	7067-281-
2022	T-363	83-CANTINE	67,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2153	83-CANTINE	1,08	RAR inférieur seuil poursuite	7067-251-
2020	T-1602	83-CANTINE	75,45	Poursuite sans effet	7067-251-
2023	T-2782	83-CANTINE	77,44	PV carence	7067-281-
2021	T-5470	83-CANTINE	78,5	Poursuite sans effet	7067-251-
2023	T-1713	83-CANTINE	82,28	PV carence	7067-281-
2021	T-2139	83-CANTINE	83,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-5633	83-CANTINE	83,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3366	83-CANTINE	87,12	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1518	83-CANTINE	51	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-981	83-CANTINE	110,73	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-2227	83-CANTINE	124,8	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-1035	83-CANTINE	130	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-267	83-CANTINE	80	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-3556	83-CANTINE	135,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-1603	83-CANTINE	161,2	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-4165	83-CANTINE	166,4	Poursuite sans effet	7067-251-
2022	T-3448	83-CANTINE	116,4	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-4333	83-CANTINE	171,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-2526	83-CANTINE	171,6	Poursuite sans effet	7067-251-
2021	T-5500	83-CANTINE	194	Poursuite sans effet	7067-251-

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Imputation budgétaire de la pièce
		TOTAL CANTINE	3 598,30 €		
2023	T-4923	97-DROIT DE VOIRIE	17,94	Poursuite sans effet	70323-01-
2021	T-8	97-DROIT DE VOIRIE	159,5	Poursuite sans effet	70323-01-
		TOTAL DROIT DE VOIRIE	177,44 €		
2024	T-4397	102-Autres produits de gestion courante	18,86	Poursuite sans effet	70323-01-
2022	T-784	102-Autres produits de gestion courante	39,35	Poursuite sans effet	7067-20-
2022	T-543	102-Autres produits de gestion courante	40,8	Poursuite sans effet	7067-20-
2020	T-2170	102-Autres produits de gestion courante	75,7	Poursuite sans effet	7588-112-
2020	T-2179	102-Autres produits de gestion courante	75,7	Poursuite sans effet	7588-112-
2020	T-1049	102-Autres produits de gestion courante	75,7	Poursuite sans effet	7588-112-
2022	T-1803	102-Autres produits de gestion courante	75,7	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-1801	102-Autres produits de gestion courante	75,7	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-3718	102-Autres produits de gestion courante	82,4	Poursuite sans effet	7067-20-
2022	T-1267	102-Autres produits de gestion courante	44,69	Poursuite sans effet	752-020-
2020	T-1044	102-Autres produits de gestion courante	146,81	Poursuite sans effet	7588-112-
2020	T-91	102-Autres produits de gestion courante	146,81	Poursuite sans effet	7588-112-
2022	T-815	102-Autres produits de gestion courante	150	Poursuite sans effet	7067-20-
2020	T-3060	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2020	T-3056	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-3246	102-Autres produits de gestion courante	151,65	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-5998	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2021	T-5983	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2021	T-3253	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-2348	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-2342	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-2015	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-2013	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2021	T-2009	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2022	T-2054	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-2056	102-Autres produits de gestion courante	152,96	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-1712	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	7588-112-
2022	T-3275	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-3265	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2022	T-3272	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-112-
2023	T-4749	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-11-
2023	T-2495	102-Autres produits de gestion courante	112,91	PV carence	70878-11-
2024	T-1527	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Poursuite sans effet	70878-11-
2021	T-5917	102-Autres produits de gestion courante	664,32	Poursuite sans effet	752-020-
2021	T-4988	102-Autres produits de gestion courante	664,32	Poursuite sans effet	752-020-
2022	T-2022	102-Autres produits de gestion courante	681,53	Poursuite sans effet	752-020-
2022	T-2474	102-Autres produits de gestion courante	681,53	Poursuite sans effet	752-020-
2022	T-3681	102-Autres produits de gestion courante	681,53	Poursuite sans effet	752-020-
		TOTAL Autres produits de gestion courante	7 508,99 €		
2022	T-1745	82-Autres produits des services domaine et ventes	21	Poursuite sans effet	70878-321-
2023	T-3400	82-Autres produits des services domaine et ventes	55,34	Poursuite sans effet	70878-313-
2023	T-4988	82-Autres produits des services domaine et ventes	156,1	Personne disparue	7066-4238-
2022	T-3954	82-Autres produits des services domaine et ventes	270	Poursuite sans effet	7066-61-
2021	T-3957	82-Autres produits des services domaine et ventes	283,59	Poursuite sans effet	70878-321-
		TOTAL Autres produits des services domaine et ventes	786,03 €		
2021	T-1174	86-CENTRE AERE	26	Poursuite sans effet	70632-421-
2022	T-487	86-CENTRE AERE	84,24	Poursuite sans effet	70632-421-
2022	T-1250	86-CENTRE AERE	84,24	Poursuite sans effet	70632-421-
2020	T-2110	86-CENTRE AERE	144,22	Poursuite sans effet	70632-421-
2020	T-1893	86-CENTRE AERE	463,14	Poursuite sans effet	70632-421-
		TOTAL CENTRE AERE	801,84 €		
		TOTAL NON VALEURS	13 054,39 €		

EXERCICE 2025 – CREANCES ETEINTES

Exercice de la pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Imputation budgétaire de la pièce
2022	T-5968	87-CRECHE GARDERIE	1,38	Surendettement et décision effacement de dette	7067-255-
2022	T-329	87-CRECHE GARDERIE	2,76	Surendettement et décision effacement de dette	7067-255-
2024	T-4185	87-CRECHE GARDERIE	5,02	Surendettement et décision effacement de dette	7067-288-
2022	T-5968	87-CRECHE GARDERIE	18,54	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-6225	87-CRECHE GARDERIE	8,36	Surendettement et décision effacement de dette	7067-288-
2019	T-1282	87-CRECHE GARDERIE	66,28	Surendettement et décision effacement de dette	7066-64-
		TOTAL CRECHE GARDERIE	102,34 €		
2020	T-2627	86-CENTRE AERE	29,82	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2025	T-524	86-CENTRE AERE	30,09	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2022	T-2273	86-CENTRE AERE	61,74	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2025	T-2699	86-CENTRE AERE	74,34	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2022	T-321	86-CENTRE AERE	133,77	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2022	T-1085	86-CENTRE AERE	133,77	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2024	T-5574	86-CENTRE AERE	135,36	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2020	T-2096	86-CENTRE AERE	143,4	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2022	T-1564	86-CENTRE AERE	164,64	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2025	T-1481	86-CENTRE AERE	180,54	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2025	T-3335	86-CENTRE AERE	198,24	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2025	T-957	86-CENTRE AERE	240,72	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
2022	T-3012	86-CENTRE AERE	246,96	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2020	T-1845	86-CENTRE AERE	435,2	Surendettement et décision effacement de dette	70632-421-
2025	T-524	86-CENTRE AERE	571,71	Surendettement et décision effacement de dette	70632-331-
		TOTAL CENTRE AERE	2 780,30 €		
2023	T-4147	83-CANTINE	8,36	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2023	T-2897	83-CANTINE	10,45	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-4793	83-CANTINE	15,33	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-3339	83-CANTINE	15,9	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-4233	83-CANTINE	16,48	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2022	T-2280	83-CANTINE	16,48	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-848	83-CANTINE	17,52	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-3336	83-CANTINE	18,02	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-7021	83-CANTINE	18,81	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2023	T-1662	83-CANTINE	18,81	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2023	T-4583	83-CANTINE	18,81	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2023	T-3991	83-CANTINE	18,81	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2023	T-2733	83-CANTINE	18,81	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-4965	83-CANTINE	19,36	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-1813	83-CANTINE	20,46	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-653	83-CANTINE	22,44	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2021	T-4248	83-CANTINE	22,55	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2021	T-3714	83-CANTINE	22,55	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-3338	83-CANTINE	23,32	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2021	T-348	83-CANTINE	11,97	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2021	T-5586	83-CANTINE	23,48	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2023	T-5589	83-CANTINE	23,79	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-1595	83-CANTINE	24,48	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-1570	83-CANTINE	24,72	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2022	T-329	83-CANTINE	25,54	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2021	T-2584	83-CANTINE	10,82	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2023	T-500	83-CANTINE	26,95	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-3337	83-CANTINE	27,56	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-3522	83-CANTINE	28,42	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-1395	83-CANTINE	28,47	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-2277	83-CANTINE	28,56	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2021	T-1661	83-CANTINE	28,7	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2020	T-1553	83-CANTINE	20,21	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2025	T-1078	83-CANTINE	30,6	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-2570	83-CANTINE	31,08	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-3136	83-CANTINE	35,79	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-4192	83-CANTINE	37,98	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-3459	83-CANTINE	45	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-2426	83-CANTINE	50	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-3012	83-CANTINE	53,12	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2025	T-524	83-CANTINE	61,38	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-524	83-CANTINE	61,38	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-1564	83-CANTINE	66,4	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2024	T-4185	83-CANTINE	35,86	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-6377	83-CANTINE	72,44	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2022	T-321	83-CANTINE	86,32	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2022	T-1085	83-CANTINE	86,32	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2022	T-2273	83-CANTINE	89,64	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2025	T-2699	83-CANTINE	95,28	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-3335	83-CANTINE	103,22	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2025	T-1481	83-CANTINE	133,92	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2020	T-2627	83-CANTINE	162,2	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-
2025	T-957	83-CANTINE	167,4	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
2024	T-6225	83-CANTINE	239,72	Surendettement et décision effacement de dette	7067-281-
		TOTAL CANTINE	2 421,99 €		
2022	T-3740	102-Autres produits de gestion courante	39,35	Surendettement et décision effacement de dette	7067-20-
2021	T-4528	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	70878-112-

Exercice de la pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Imputation budgétaire de la pièce
2021	T-5981	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	70878-112-
2022	T-1710	102-Autres produits de gestion courante	157,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	7588-112-
2020	T-76	102-Autres produits de gestion courante	1396,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-1782	102-Autres produits de gestion courante	1629	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-413	102-Autres produits de gestion courante	1629	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-2060	102-Autres produits de gestion courante	1629	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-455	102-Autres produits de gestion courante	1629	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-1989	102-Autres produits de gestion courante	1629	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2020	T-1084	102-Autres produits de gestion courante	1476,93	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-561	102-Autres produits de gestion courante	795,31	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-1315	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-5915	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-4985	102-Autres produits de gestion courante	1598,49	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-4637	102-Autres produits de gestion courante	1598,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-1375	102-Autres produits de gestion courante	1192,97	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-3870	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-3273	102-Autres produits de gestion courante	1684,37	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-2384	102-Autres produits de gestion courante	1049,11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-3173	102-Autres produits de gestion courante	1664,64	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-1368	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2021	T-6228	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-3874	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-4526	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-2472	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-4729	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-3679	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-5711	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-502	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-2020	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-6123	102-Autres produits de gestion courante	1944	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2022	T-7661	102-Autres produits de gestion courante	213,43	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2023	T-710	102-Autres produits de gestion courante	1823,59	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2023	T-1865	102-Autres produits de gestion courante	2015,69	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2023	T-249	102-Autres produits de gestion courante	1928,96	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2023	T-2307	102-Autres produits de gestion courante	2015,69	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2023	T-1342	102-Autres produits de gestion courante	1806,39	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
2019	T-1554	102-Autres produits de gestion courante	936,09	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	752-020-
		TOTAL Autres produits de gestion courante	59 068,29 €		

Exercice de la pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Imputation budgétaire de la pièce
2023	T-3386	97-DROIT DE VOIRIE	61,67	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	70323-01-
		TOTAL DROIT DE VOIRIE	61,67 €		
2024	T-187	82-Autres produits des services domaine et ventes	192,58	Surendettement et décision effacement de dette	70878-313-
		TOTAL Autres produits des services domaine et ventes	192,58 €		
		TOTAL NON VALEURS	64627,17		

M. PROTHERY : Ce rapport concerne les demandes d'admission en non-valeur et en créances éteintes formulées par la Direction générale des finances publiques pour l'exercice 2025. Pour les admissions en non-valeur, il est rappelé que cette procédure correspond à un seul apurement comptable et ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites, car elle ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. À l'inverse, pour les créances éteintes, cette procédure comptable est utilisée pour des créances réputées irrécouvrables. Il s'agit, par exemple, du surendettement de particuliers ou de la liquidation judiciaire d'entreprises.

Les créances que la Ville détient vis-à-vis de tiers sont de diverses natures : des factures de cantine impayées, des factures de crèche, des loyers impayés ou des droits d'occupation du domaine public. Selon le principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable public, il revient au comptable de recouvrer les titres de recettes émis par l'ordonnateur, c'est-à-dire la commune représentée par Monsieur le Maire. Pour ce faire, le comptable dispose de différents moyens de poursuite, allant de simples relances aux saisies sur salaire. Malgré ces dispositions, il arrive qu'il ne parvienne pas à recouvrer immédiatement.

La demande de la cheffe du service de gestion comptable de Caluire pour les admissions en non-valeur porte sur un montant de 13 054,39 euros, correspondant à des titres émis entre 2020 et 2024. Pour les créances éteintes, elles portent sur un montant de 64 627,17 euros, correspondant à des titres émis entre 2019 et 2024. Il est demandé au Conseil municipal d'accéder à la demande du comptable assignataire de la Ville, en admettant en non-valeur et en créances éteintes les titres indiqués dans les tableaux figurant en annexe de la délibération.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur PROTHERY. Il y avait une demande d'intervention de Monsieur TROTIGNON. Elle est retirée. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

N° D2025 105 RECRUTEMENT D'UN DOCTORANT DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE - CIFRE

M. JOINT :

Le dispositif CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche), créé et financé par le ministère chargé de la recherche, a pour objet de favoriser les échanges entre les laboratoires de recherche publique et les milieux socio-économiques et de contribuer à l'emploi des docteurs dans les entreprises et les administrations publiques. Il concourt au processus d'innovation des entreprises et des administrations publiques françaises.

Il a pour objectif de placer les étudiants doctorants, diplômé du grade master, dans les conditions d'emploi et de concourir au développement de collaboration de recherche entre les entreprises ou collectivités territoriales et établissements et les laboratoires.

La convention CIFRE est destinée à des chercheurs en début de carrière qui s'engagent à préparer et soutenir une thèse en vue d'obtenir un doctorat.

Ce dispositif de convention industrielle de formation pour la recherche (CIFRE) est créé et géré par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) pour le compte du ministère de l'Éducation Nationale.

La CIFRE associe trois partenaires : une collectivité territoriale ou un établissement d'accueil, un doctorant et un laboratoire de recherche qui assure l'encadrement de la thèse.

La collectivité territoriale ou l'établissement recrute le doctorant sous la forme d'un contrat de travail à durée déterminée d'une durée de trois ans (articles D.1242-3 et D.1242-6 du Code du travail). Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail. La collectivité doit confier au doctorant des travaux de recherche objet de sa thèse.

Elle doit lui verser un salaire brut minimum annuel de 27 600 €. En compensation, elle reçoit de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT), une subvention annuelle de 14 000 € pendant 3 ans. Dans ce cadre, une convention est signée pour une période de trois ans entre la collectivité territoriale et l'ANRT.

De plus, la Ville devra participer aux frais de laboratoire du doctorant à hauteur de 15 000 € maximum sur 3 années.

En parallèle, le travail de l'étudiant est réalisé en collaboration directe avec une équipe de recherche. De ce fait, un contrat de collaboration doit être signé entre la collectivité territoriale et le laboratoire d'accueil qui encadre les travaux du salarié doctorant. Ce contrat garantit notamment les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus par le doctorant.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention CIFRE, avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie, l'ANRT ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat de collaboration de recherche, avec le laboratoire associé, chargé de la recherche, en l'occurrence, le Centre de Recherches Juridiques de Grenoble ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, conclu avec le doctorant ;

- DE PERCEVOIR la subvention annuelle de 14.000 € correspondante de la part de l'ANRT ;

- D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget principal;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. LE MAIRE : Nous passons au rapport 2025-105 au sujet du recrutement d'un doctorant dans le cadre d'une convention CIFRE. L'objectif du dispositif CIFRE est de favoriser la collaboration entre les laboratoires de recherche publics et les acteurs socioéconomiques, c'est-à-dire les entreprises et les administrations, mais aussi les collectivités territoriales. Il s'agit d'encourager l'emploi de jeunes docteurs et de contribuer à l'innovation, tout en leur permettant de préparer leur thèse de doctorat dans un cadre professionnel. Grâce à ce dispositif, la Ville de Caluire et Cuire va pouvoir recruter un doctorant dans le cadre d'un contrat de 3 ans.

Ce recrutement sera financé en partie par l'État via l'Association nationale de la recherche et de la technologie. Il permettra au doctorant de mener des recherches appliquées utiles à notre collectivité. Le financement se construit ainsi : le salaire minimum annuel brut versé par la collectivité est de 27 600 euros, la subvention de l'ANRT est de 14 000 euros par an pendant 3 ans. La participation de la collectivité aux frais de laboratoire peut aller jusqu'à 15 000 euros maximum sur 3 ans. Il est ainsi demandé au Conseil municipal de m'autoriser à signer la convention CIFRE, le contrat de collaboration de recherche, ainsi que le CDD de 3 ans avec le doctorant. Il vous est également demandé d'approuver la perception par la Ville de la subvention annuelle de 14 000 euros par l'ANRT. Il y a une demande d'intervention de Monsieur TROTIGNON, je vous en prie.

M. TROTIGNON : Merci. Nous aurions simplement aimé avoir une précision, puisqu'il n'est pas dans le rapport, sur le thème de recherche du doctorant.

M. LE MAIRE : Je vais vous répondre ; je vous remercie. Il y avait également une demande d'intervention de la part de Monsieur MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : J'ai exactement la même question. C'est très bien que nous puissions signer des conventions de soutien aux doctorants, mais nous serions intéressés de savoir sur quoi va porter l'objet de ses recherches, puisque, comme vous l'avez dit, dans le cadre de la relation qui existe, cela part aussi d'une demande de la structure d'accueil. Il est ainsi intéressant de savoir sur quoi il va travailler.

M. LE MAIRE : Vous avez raison. En fait, ce doctorant travaille sur la fonction juridique dans les collectivités territoriales. Le but est qu'il puisse notamment établir une cartographie des risques à l'échelle de la collectivité ; il travaille globalement sur le droit. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ?

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 43 VOIX POUR**

M. LE MAIRE : L'ordre du jour de ce conseil est épuisé, mais il y a un vœu. Conformément à l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 12 de notre règlement intérieur, le groupe *Urgence écologique et solidarité* propose au Conseil municipal de se prononcer sur un vœu. Monsieur GILLARD, je vous laisse la parole pour présenter votre texte, qui a pris le numéro 2025-106 et qui a été déposé à la table de chaque conseiller avant l'ouverture de la séance.

**VŒU DU CONSEIL MUNICIPAL ETUDIER LA POSSIBILITÉ D'OUVRIR UN CENTRE
D'HÉBERGEMENT D'URGENCE POUR DES PERSONNES SANS-ABRI DANS LES LOCAUX
INOCUPÉS DU FUTUR LYCÉE DE CALUIRE**

Mme LE CARPENTIER

Conformément à l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 12 de son règlement intérieur, le Conseil Municipal peut émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local. Le Groupe « Urgence Ecologique et Solidarités à Caluire-et-Cuire » propose le vœu suivant :

" Etudier la possibilité d'ouvrir un centre d'hébergement d'urgence pour des personnes sans-abri dans les locaux inoccupés du futur lycée de Caluire

Caluire a eu l'occasion d'exercer son sens de l'hospitalité avec l'accueil en 2020 dans les locaux désaffectés de l'ex collège Lassagne de femmes avec jeunes enfants sans abri.

L'échéance d'ouverture du lycée dans les anciens locaux d'APICIL est reportée à 2032. Ce nouveau délai laisse penser que les bâtiments seront vides jusqu'au commencement des travaux.

Tous les groupes de notre Conseil Municipal se sont émus des personnes dormant dans les rues et du nombre de campements dans Lyon.

En conséquence nous formulons le vœu que le conseil municipal de Caluire demande à la Région Auvergne Rhône Alpes d'étudier la faisabilité pour un hébergement temporaire d'accueil d'urgence.

Une façon pour Caluire de prendre sa part dans la lutte contre le sans-abrisme et « le encore vivre ensemble. "

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE SE PRONONCER sur ce vœu.

Mme LE CARPENTIER : C'est moi qui vais prendre la parole. Il s'agit d'étudier la possibilité d'ouvrir un centre d'hébergement d'urgence pour des personnes sans-abri dans les locaux inoccupés du futur lycée de Caluire. Caluire a eu l'occasion d'exercer son sens de l'hospitalité avec l'accueil en 2020, dans les locaux désaffectés de l'ex-collège Lassagne, de femmes avec jeunes enfants sans-abri. L'échéance d'ouverture du lycée dans les anciens locaux d'Apicil est reportée à 2032. Ce nouveau délai laisse penser que les bâtiments seront vides jusqu'au commencement des travaux. Tous les groupes de notre Conseil municipal se sont émus des personnes dormant dans les rues et du nombre de campements dans Lyon. En conséquence, nous formulons le vœu que le Conseil municipal de Caluire demande à la région Auvergne-Rhône-Alpes d'étudier la faisabilité

d'un hébergement temporaire d'accueil d'urgence. C'est une façon pour Caluire de prendre sa part dans la lutte contre le sans-abrisme et le « encore vivre ensemble ». Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur ce vœu.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Madame LE CARPENTIER. Nous nous souvenons tous, et pardonnez-moi d'en refaire l'écho, de la manière dont le président Bruno BERNARD a fait évacuer le campement de sans-abris au siège de la Métropole de Lyon et comment il a fait installer un certain nombre d'arceaux vélo et des barrières pour les empêcher de revenir. Vous l'avez souligné, la Ville de Caluire et Cuire a toujours su exercer son hospitalité. Vous avez cité le collège Lassagne, Madame LE CARPENTIER, mais la Ville de Caluire et Cuire accueille aujourd'hui encore des personnes en difficulté, sur trois sites précisément, dans le cadre notamment d'opérations d'urbanisme transitoires. Nous accueillons des femmes victimes de violences, des femmes seules sans enfant et des sans-abris lyonnais qui ont trouvé refuge dans notre commune. À chaque fois, Madame LE CARPENTIER, vous le savez, vous l'avez souligné, la Ville de Caluire et Cuire donne son accord et l'accueil se fait avec l'accord du propriétaire et une association qui s'occupe des personnes accueillies. Nous ne vous avons pas attendu pour bien faire. Si nous ne communiquons pas sur ces sujets et sur ces actions, c'est parce que, Madame LE CARPENTIER, nous sommes très attachés à respecter la dignité de ces personnes et nous ne cherchons pas à en tirer un avantage politique. C'est pour des raisons de sécurité aussi, notamment pour l'accueil des femmes victimes de violences.

C'est d'ailleurs pour ces mêmes raisons de sécurité que votre proposition ne peut pas être retenue. Je m'en étais d'ailleurs entretenu avec le président Fabrice PANNEKOUCKE lors de sa visite du site Apicil, qui a été plusieurs fois mis à disposition pour des tournages, notamment de films et de séries. Vous connaissez l'implication culturelle de la région. Je parle sous le contrôle de la représentante de la région ce soir, notre conseillère régionale, Mme BLACHERE, notamment pour le film *Un p'tit truc en plus*, que nous avons projeté à la rentrée en présence d'une des actrices. Le site a également été mis à disposition pour des entraînements de forces de sécurité. Vous savez, puisque vous vous en faites l'écho ce soir, que le retard de la livraison du futur lycée de Caluire et Cuire est dû à la présence d'amiante. Vous vous doutez bien que, dans ces conditions, il n'est pas envisageable d'y accueillir des familles. Je mets ce vœu aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

REJETÉ

par 36 VOIX CONTRE ("*CALUIRE ET CUIRE, ENSEMBLE NATURELLEMENT*" + "*CALUIRE AU COEUR*")

7 VOIX POUR ("*URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ À CALUIRE ET CUIRE*" + "*CALUIRE ET CUIRE, C'EST POSSIBLE*" + M. MEGEVAND)

QUESTIONS ORALES

M. LE MAIRE : Conformément à l'article L2121-19 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 9-2 de notre règlement intérieur, M. GILLARD a déposé sept questions orales. Je vous apporterai un certain nombre de réponses par écrit, Monsieur GILLARD, comme vous en avez exprimé le souhait, mais je peux vous laisser très brièvement évoquer la thématique de ces questions. Sans rentrer dans les détails, je vous apporterai quelques éléments de réponse.

M. GILLARD : Nous avons une première question qui portait sur la suppression du mur d'escalade du gymnase Lachaise. En fait, nous ne savons pas si le mur a été mis ailleurs ou quelles sont les intentions de la Mairie pour mettre un mur d'escalade, qui est utile pour un sport olympique.

Nous voulions avoir un bilan et des chiffres sur les achats de vélos et le nombre de dossiers pour les plantations des copropriétés.

Nous voulions mieux connaître le plan de sensibilisation aux entreprises qui a été mis en place par la Ville. Nous connaissons bien ce qui se passe au niveau des particuliers mais, pour les entreprises, nous n'avons pas les invitations et les événements.

Nous voulions avoir aussi l'utilisation des crédits FIC et PROX pour les opérations de voirie sur la Ville.

Nous voulions savoir ce que la Ville prévoyait au niveau de la... Comment peut-on dire ? Sur les métaux toxiques dans l'alimentation, nous voulons savoir ce qui est prévu pour contrer le mercure, le cadmium dans le chocolat, les pesticides, etc., pour avoir une alimentation saine, et quelle était la part du bio.

Nous voulions avoir un bilan de la Concertation sur le sport de 2021. Il y avait eu un plan d'action et nous voulions savoir où en était la mise en place des actions, quels étaient les résultats.

Le dernier point était sur la...

M. LE MAIRE : « Concertation », Monsieur Gillard.

M. GILLARD : Oui. C'est sur la Concertation des habitants pour améliorer la ville qui avait été annoncée par M. TOLLET, puisque M. COCHET n'était plus en fonction au Conseil municipal. Nous aimerions savoir ce qui a été fait, puisqu'il y a des articles dans *Rythmes* et une campagne d'affiches.

M. LE MAIRE : Je vous remercie, Monsieur GILLARD. Encore une fois, c'est la fin de ce Conseil municipal et je vous apporterai toutes les réponses par écrit sans aucune difficulté. S'agissant du mur d'escalade, il était effectivement vieillissant et de moins en moins attractif pour les utilisateurs. Il n'y avait pas de possibilité de développement sur le gymnase Lachaise, qui était à ses capacités maximum d'occupation. Il était utilisé en moyenne 5 heures par semaine.

Sur l'aide à l'achat de vélos et à la plantation dans les copropriétés, en 2024, 8 700 euros d'aide ont été octroyés pour 38 bénéficiaires. Au premier semestre de cette année, ce sont 4 150 euros pour 17 bénéficiaires.

Par rapport au plan de sensibilisation des entreprises à la transition écologique, un certain nombre de conférences à l'attention des professionnels ont eu lieu et ont été organisées pour les entreprises, les commerçants et les restaurateurs dans le cadre de l'accompagnement sur le décret tertiaire, sur la réduction et la valorisation des biodéchets, sur la ZFE. Je vous proposerai un bilan, notamment au mois de décembre, de la démarche TETE. Nous aurons l'occasion d'évoquer tout cela.

Sur les crédits de proximité FIC et PROX, nous sommes sur un budget annuel de 500 000 euros. Je vous communiquerai aussi le détail projet par projet. Il n'y a rien de secret. La Métropole est aussi en capacité de vous les communiquer, mais je le ferai sans aucune difficulté et en vous donnant les exemples très précis qui ont été concernés.

Sur la préservation de la santé des enfants pour une alimentation saine et votre question, vous le savez, notre cuisine centrale et notre démarche sur l'alimentation sont plutôt bonnes et même très bonnes. Je sais que vous avez un problème avec les protéines animales, mais le service de la restauration municipale travaille en lien avec les recommandations de l'ANSES et avec de nombreux dispositifs qui existent. Vous savez que nous allons beaucoup plus loin que la loi EGAlim sur la part de bio et de circuit court.

Sur la Concertation sur le sport, je vous invite tout simplement à lire le numéro de *Rythmes* qui est sorti ce mois-ci et à aller aussi vous promener dans le parc des Berges du Rhône où vous en verrez la plus récente illustration, M. COUTURIER l'a évoquée, avec le *skatepark*.

Sur la Concertation des habitants, Monsieur GILLARD, il ne vous aura pas échappé que cette concertation a été lancée précédemment et qu'il ne m'est pas possible aujourd'hui d'en dresser un bilan, puisqu'il y a eu un certain nombre de bouleversements. Nous sommes depuis le 1^{er} septembre dans la période qui est régie par l'article L52-1 du Code électoral et qui exclut toute communication de ce type.

C'était le dernier point de l'ordre du jour. Je vous donne rendez-vous le lundi 15 décembre prochain pour la séance du Conseil municipal. La séance est élevée. Très bonne soirée à tous.

La séance est levée à 21h02

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_075

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

ÉLECTION D'UN ADJOINT
AU MAIRE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. MANINI (par proc. à Mme HAMZAOUI), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le09.OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

069...91620340-20251006 - 2025_075 - 2E

Rapport de : Bastien JOINT

Lors de la séance du 26 juillet 2025, en application des articles L.2122-1 et L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et conformément au procès-verbal d'élection du maire et des adjoints ainsi qu'aux délibérations n°2025_070 et n°2025_071 datés du même jour, le Conseil Municipal a fixé à douze le nombre d'adjoints au maire de Caluire et Cuire et élu douze adjoints dont Monsieur Côme TOLLET.

A la suite de la démission de M. TOLLET de ses mandats d'adjoint au maire et de conseiller municipal, devenue définitive le 25 septembre 2025, un poste d'adjoint au maire est devenu vacant.

1- Mode de scrutin

Conformément à l'article L.2122-7-2 du CGCT, en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L.2122-7 du CGCT soit au scrutin uninominal et secret, à la majorité absolue, parmi les membres du conseil municipal.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.2122-7-2 du CGCT, quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder.

2 - Bureau de vote et procès-verbal

L'élection de l'adjoint a lieu sous la présidence de séance du maire.

Le bureau de vote est constitué du président, du secrétaire et d'au moins deux assesseurs désignés par le Conseil Municipal.

Le procès-verbal de l'élection est dressé en deux exemplaires, signés du maire, des assesseurs et du secrétaire. Un exemplaire est transmis, avec toutes les pièces annexées, au représentant de l'Etat.

3- L'ordre du tableau

Conformément à l'article L.2121-1 du CGCT, les membres du conseil municipal sont classés dans l'ordre du tableau selon les modalités suivantes : après le maire, prennent rang les adjoints puis les conseillers municipaux. Les adjoints prennent rang selon l'ordre de leur élection.

Le nouvel adjoint occupera ainsi le dernier rang des adjoints, soit le douzième. L'ancienne douzième adjointe passera au rang supérieur dans l'ordre du tableau et ainsi de suite pour les autres adjoints et adjointes jusqu'au premier rang devenu vacant.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à la majorité, par 35 voix pour et 7 contre,

(1 conseiller(s) municipal(aux) ne prend(prennent) pas part au vote).

- D'ELIRE Monsieur Franck PROTHERY Adjoint au maire.

Conformément au procès-verbal de l'élection annexé à la présente délibération et dont un exemplaire a été immédiatement adressé à la Représentante de l'Etat dans le département.

38-270-25026 - 2007-25026-008002218 - 920

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

DÉPARTEMENT

DU RHONE

COMMUNE :

ARRONDISSEMENT

DE LYON

CALUIRE ET CUIRE

Élection d'un adjoint
au scrutin uninominal

Effectif légal du conseil municipal

43

Nombre de conseillers en exercice

43

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION D'UN ADJOINT

L'an deux mille vingt-cinq (2025), le six (6) du mois d'octobre à 19 heures

00 minute, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de CALUIRE ET CUIRE.

Étaient présents les conseillers municipaux suivants :

M. Joiret ; Mme Mainard ;
M. Chévenot ; Mme Webanek ; M. Couturier ;
Mme Alamsaoui ; Mme Frioll ; M. Ciappara ; Mme Goyer ;
M. Michon ; Mme Linarès ; M. Diallo ;
Mme Del Pino ; Mme Guglielmi ; Mme Coton ;
Mme Chandia ; M. Guerin ; M. Prothéry ;
M. Juenet ; M. Krief ; Mme Corrent ;
Mme Le Carpentier ; M. Gillard ; M. Otta-Bayrou ;
M. Mattucci ; M. Deygas ; Mme Vernay ;
M. Cristignon ; Mme Cléhin ; M. Compaçon de
la Servotte ; M. Buathier ; Mme Patet ;
M. Megervand ; M. Devareille ; Mme Du Jardin ;
M. Gayet

~~Absents~~ : M. Joubert (par proc. à Mme Mainard) ;
Mme Crespy (par proc. à M. Michon) ; M. Baki (par
proc. à M. Chévenot) ; M. Balanche (par proc.
à M. Couturier) ; M. Manini (par proc. à Mme
Alamsaoui) ; M. Faivre (par proc. à Mme Le
Carpentier) ; M. Guedj (par proc. à M. Gillard)

1.1. Règles applicables

M. Bastien Joiret maire (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT) a ouvert la séance. Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré 36 conseillers présents et constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie².

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection d'un adjoint. Il a rappelé que, lorsque l'élection d'un adjoint se déroule au scrutin uninominal, celui-ci est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu (L. 2122-4, L. 2122-7, L. 2122-7-1 et L. 2122-7-2 du CGCT).

M. Laurent Michon a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

1.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs au moins : Mme Casandhe
Vernay et M. Fabrice Matteucci

1.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le conseiller municipal a déposée lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls par le bureau en application de l'article L. 66 du code électoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné. Il en va de même pour les bulletins blancs qui sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc (article L. 65 du code électoral).

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

1.4. Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....	<u>0</u>
b. Nombre de votants (enveloppes déposées)	<u>43</u>
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....	<u>1</u>
d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....	<u>0</u>

² Majorité des membres en exercice du conseil municipal ou nouvelle convocation sans condition de quorum.

e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d]..... 42

f. Majorité absolue ³..... 22

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
M. Frank Prothey	35	trente-cinq
M. Xavier Cligland	7	sept
.....
.....
.....

1.5. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁴

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....

b. Nombre de votants (enveloppes déposées)

c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....

d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....

e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d].....

f. Majorité absolue ³

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....
.....
.....
.....
.....

1.6. Résultats du troisième tour de scrutin ⁵

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....

b. Nombre de votants (enveloppes déposées)

c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....

d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....

e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d].....

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....

³ La majorité absolue est égale, si le nombre de suffrages exprimés est pair, à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

⁴ Ne pas remplir les 1.5 et 1.6 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁵ Ne pas remplir le 1.6 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

M. Franck Prothery a été proclamé(e)
adjoint et a été immédiatement installé(e).

⁷ Le premier exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie avec un exemplaire de la feuille de proclamation. Le second exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'État.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



09 OCT. 2025

Publié le

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_076

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION DE DEUX
MEMBRES DE LA
COMMISSION VILLE
DURABLE ET ATTRACTIVE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. MANINI (par proc. à Mme HAMZAOU), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

069-21690340-20251006-2025-076-DE

Rapport de : Bastien JOINT

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_077

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
MEMBRE DE LA
COMMISSION
RESSOURCES ET
CITOYENNETÉ

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. MANINI (par proc. à Mme HAMZAOUI), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

069...216.900340.2025.1006.02025.077-DE

Rapport de : Bastien JOINT

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024.

Conformément au règlement intérieur du Conseil Municipal, dans le souci du respect de la représentation proportionnelle et pour permettre l'expression pluraliste des élus, chaque conseiller municipal siège dans au moins une commission et chaque groupe d'élus issu des listes présentes au scrutin municipal a au moins un représentant dans chaque commission. Le maire est membre de droit et président de chaque commission.

La Commission Ressources et citoyenneté comptait parmi ses membres M. TOLLET.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner un nouveau membre de la Commission Ressources et citoyenneté, issu de la majorité municipale.

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant le mode de désignation au sein des commissions municipales "si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales [...], les nominations prennent effet immédiatement [...] et il en est donné lecture par le maire".

M. Dominique GAYET est le candidat unique de la majorité municipale pour siéger au sein de la Commission Ressources et citoyenneté.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 36 voix pour,

- DE PRENDRE ACTE de la candidature unique de M. Dominique GAYET pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Ressources et citoyenneté.

Le Maire, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, déclarant que M. GAYET est nommé membre de la Commission Ressources et citoyenneté.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

7 conseillers municipaux s'abstiennent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



36 - 370 - 21026 - 2025 - 09 OCT 2025 - 18 - 530

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_078

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DU CONSEIL
D'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE
DU GROUPE SCOLAIRE
JULES VERNE

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

069-21690360-20251006-01015-078-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

Les articles D.411-1 et D.411-2 du Code de l'éducation prévoient l'institution, dans chaque école, d'un conseil qui vote le règlement intérieur et établit le projet d'organisation pédagogique de la semaine scolaire. Le conseil d'école est associé à l'élaboration du projet d'école et il donne son avis sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, notamment sur les actions pédagogiques et éducatives, l'utilisation des moyens alloués, les modalités

d'inclusion des élèves à besoins particuliers, les activités périscolaires, la restauration ou encore l'hygiène scolaire.

Les conseils d'écoles, présidés par le directeur ou la directrice, comprennent le maire ou son représentant ainsi qu'un conseiller municipal désigné par l'assemblée délibérante.

Par délibération n°2020_018 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. JOINT pour le représenter au sein du Conseil d'école élémentaire du groupe scolaire Jules Verne, situé 75 avenue Général de Gaulle.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme DU GARDIN est désignée, par 36 voix, représentante du Conseil Municipal au sein du Conseil d'école élémentaire Jules Verne.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le **09 OCT. 2025**

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_079

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT
TITULAIRE DU CONSEIL
MUNICIPAL AU SEIN DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
COLLÈGE ANDRÉ
LASSAGNE

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAoui, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

023-216300360-2025-079-3E

Rapport de : Isabelle MAINAND

Conformément aux articles R.421-14 et suivants du Code de l'éducation, le Conseil d'administration constitue l'organe délibérant des établissements d'enseignement scolaire.

A ce titre, le conseil d'administration fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative. Il adopte par exemple le projet d'établissement et le contrat d'objectif ainsi que le budget et le

règlement intérieur. Il donne son accord et délibère dans de nombreuses matières et notamment sur les orientations relatives au dialogue avec les parents d'élèves, l'hygiène, la santé et la sécurité ou encore la passation des marchés, contrats et conventions.

Le Conseil d'administration des collèges et des lycées, présidé par le chef d'établissement, comprend deux représentants de la commune siège de l'établissement (sous réserve de l'article R.421-16 du Code de l'éducation).

Par délibération n°2020_019 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre, pour représenter la commune de Caluire et Cuire au sein du Conseil d'administration du Collège André Lassagne : M. KRIEF et M. JOINT en qualité de titulaires ainsi que Mme GOYER et M. JUENET en qualité de suppléants. Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant titulaire. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme DU GARDIN est désignée, par 36 voix, représentante titulaire de la commune au sein du Conseil d'administration du Collège André Lassagne.

Il est rappelé que par délibération n°2020_019, M. KRIEF, titulaire, ainsi que Mme GOYER et M. JUENET, suppléants, y représentent également la commune.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_080

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT
SUPPLÉANT DU CONSEIL
MUNICIPAL AU SEIN DU
CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
LYCÉE D'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL ANDRÉ
CUZIN

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

063-216900340-20251006-2025_080-25

Rapport de : Isabelle MAINAND

Conformément aux articles R.421-14 et suivants du Code de l'éducation, le Conseil d'administration constitue l'organe délibérant des établissements d'enseignement scolaire.

A ce titre, le conseil d'administration fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative. Il adopte par exemple le projet d'établissement et le contrat d'objectif ainsi que le budget et le

règlement intérieur. Il donne son accord et délibère dans de nombreuses matières et notamment sur les orientations relatives au dialogue avec les parents d'élèves, l'hygiène, la santé et la sécurité ou encore la passation des marchés, contrats et conventions.

Le Conseil d'administration des collèges et des lycées, présidé par le chef d'établissement, comprend deux représentants de la commune siège de l'établissement (sous réserve de l'article R.421-16 du Code de l'éducation).

Par délibération n°2020_019 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre, pour représenter la commune de Caluire et Cuire au sein du Conseil d'administration du Lycée d'Enseignement Professionnel André Cuzin : M. JOUBERT et M. JUENET en qualité de titulaires ainsi que Mme COTON et M. JOINT en qualité de suppléants.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant suppléant. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme DU GARDIN est désignée, par 36 voix, représentante suppléante de la commune au sein du Conseil d'administration du Lycée d'Enseignement Professionnel André Cuzin ;

Il est rappelé que par délibération n°2020_019, M. JOUBERT et M. JUENET, titulaires, ainsi que Mme COTON, suppléante, y représentent également la commune.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_081

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION DE DEUX
REPRÉSENTANTS DU
CONSEIL MUNICIPAL À LA
MISSION LOCALE DU
PLATEAU NORD VAL DE
SAÔNE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-21830340-20251006-92025-081-9E

Rapport de : Isabelle MAINAND

Les Missions Locales assurent auprès des jeunes de 16 à 25 ans révolus des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement. Elles constituent un réseau national devenu acteur indispensable et prioritaire de toute action en direction des jeunes, en lien avec Pôle Emploi et tous les acteurs du monde économique. A ce

titre, les Missions Locales sont les partenaires de l'État et des Régions pour la mise en œuvre territoriale de leurs politiques d'insertion, d'orientation, de formation professionnelle et d'accès des jeunes à l'emploi. Les Missions Locales ont un statut associatif. Elles fédèrent au sein de leurs instances, en plus des représentants des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires économiques et sociaux ainsi que le monde associatif.

Depuis 2017, la Ville de Caluire et Cuire adhère à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône. Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'association a ainsi été renouvelé par délibération n°2023_122 en date du 9 octobre 2023.

L'antenne de la Mission Locale à Caluire et Cuire est installée dans des locaux municipaux mis à disposition au 37 avenue du Général du Gaulle par convention renouvelée par délibération n°2023_123.

La Mission Locale Plateau Nord Val de Saône est administrée par un conseil d'administration dont les membres, personnes physiques ou morales, sont répartis en plusieurs collèges dont celui des communes participant au financement qui compte 39 représentants dont 10 de Caluire et Cuire.

Par délibérations n°2020_024 en date du 9 juin 2020, n°2020_113 en date du 15 décembre 2020 et n°2024_022 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre :

M. TOLLET, Mme MAINAND, M. COUTURIER, Mme FRIOLL, Mme GUGLIELMI, Mme LINARES, M. JOINT, M. DEYGAS, Mme VERNAY et M. ATTAR-BAYROU.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres deux nouveaux représentants.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. GAYET et M. COMPAGNON DE LA SERVETTE sont désignés, par 36 voix, représentants de la commune au sein du Conseil d'administration de la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône.

Il est rappelé que par délibérations n°2020_024, n°2020_113 et n°2024_022 Mme MAINAND, M. COUTURIER, Mme FRIOLL, Mme GUGLIELMI, Mme LINARES, M. DEYGAS, Mme VERNAY et M. ATTAR-BAYROU y représentent également la Ville de Caluire et Cuire.

30-030-25010-2024-022-00000000-000

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_082

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION DE DEUX
REPRÉSENTANTS DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
COMITÉ SOCIO-CULTUREL
DU PERSONNEL
MUNICIPAL

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

009... 216505340 - 2025006 - D2025 - 082 - DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

Le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire est une association loi 1901, créée en 1981, qui mène depuis cette date une politique dynamique en faveur des agents de la Ville et du CCAS. L'association a pour vocation d'instituer toutes formes d'aide jugées opportunes en matière financière, matérielle, culturelle et sportive. Elle mène également différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent.

Le Comité socio-culturel veille à proposer des prestations de nature à réunir et intéresser le plus grand nombre d'adhérents telles que le versement d'allocations pour les événements de la vie tels que les naissances, mariages, décès ou déménagements et les participations financières, par exemple pour les spectacles, les activités sportives ou les vacances.

La Ville soutient le Comité socio-culturel du personnel et a renouvelé à ce titre le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'association par délibération n°2025_068 en date du 23 juin 2025.

Les statuts de l'association prévoient que six représentants du Conseil Municipal siègent au sein du Conseil d'administration du Comité socio-culturel du personnel municipal.

Par délibération n°2020_037 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET, M. THEVENOT, M. JOUBERT, Mme DEL PINO, M. KRIEF et M. JOINT.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres deux nouveaux représentants. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme DU GARDIN et Mme MAINAND sont désignées, par 36 voix, représentantes du Conseil Municipal au sein du Conseil d'administration du Comité socio-culturel du personnel municipal.

Il est rappelé que par délibération n°2020_037, M. THEVENOT, M. JOUBERT, Mme DEL PINO et M. KRIEF y représentent également le Conseil Municipal.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_083

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT
TITULAIRE DU CONSEIL
MUNICIPAL À LA
COMMISSION LOCALE
D'ÉVALUATION DES
TRANSFERTS DE
CHARGES (CLECT) DE LA
MÉTROPOLE DE LYON

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le

09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-21690034-2025006-D2025-083-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

Conformément à l'article 1609 nonies C (IV) du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) est créée par un établissement public de coopération intercommunale. Cette commission rend ses conclusions lors de chaque transfert de charges. Elle remet dans un délai de neuf mois à

compter de la date de transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. A la demande de l'organe délibérant, cette commission fournit une estimation prospective des charges susceptibles d'être transférées. L'établissement public de coopération intercommunale détermine la composition de la CLECT à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes, chacun d'eux disposant d'au moins un représentant.

Par délibération n°2020_0267 en date du 14 décembre 2020, le Conseil de la Métropole de Lyon a créé une CLECT de 59 membres, représentant chacun l'une des 59 communes du territoire.

Pour l'approbation des rapports soumis à la CLECT, qui sont adoptés à la majorité simple, la voix du Président de séance étant prépondérante en cas d'égalité, chaque membre dispose d'autant de voix que la commune disposerait de sièges d'un conseil si celui-ci avait été composé à l'issue du scrutin municipal de 2020 conformément aux règles applicables aux établissements publics de coopération communale dotés d'une fiscalité propre. Ces règles sont prescrites par l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. C'est ainsi que 164 voix ont été attribuées au sein de la CLECT de la Métropole de Lyon dont 4 voix pour la Commune de Caluire et Cuire.

Par délibération n°2024_021 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal avait désigné, pour représenter la Ville de Caluire et Cuire au sein de la CLECT de la Métropole de Lyon, M. TOLLET en qualité de titulaire ainsi que M. GUERIN et Mme GEHIN en qualité de suppléants.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant titulaire. Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. PROTHERY est désigné, par 36 voix, représentant titulaire de la Ville de Caluire et Cuire au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) de la Métropole de Lyon.

Il est rappelé que par délibération n°2024_021, M. GUERIN et Mme GEHIN y représentent également la Ville en qualité de suppléants.

30-04-2024 - 2024-021 - Conseil Municipal

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_084

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DES ASSEMBLÉES
GÉNÉRALES ET DE
L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE
DE LA SPL D'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE OSER

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

Obj.: 210300310-20251006-2025-084-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire à la Société Publique Locale d'efficacité énergétique OSER (Opérateur de Services Energétiques Régional).

L'objectif de la SPL OSER est d'impulser une dynamique en matière de rénovation énergétique des bâtiments publics, d'un point de vue environnemental mais aussi en matière de réduction des dépenses de fonctionnement des collectivités.

La SPL OSER intervient soit en assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) soit en maîtrise d'ouvrage déléguée. Du fait de son statut juridique, la SPL OSER n'intervient que pour le compte de ses actionnaires et c'est ainsi que la Ville de Caluire et Cuire a souscrit à l'augmentation de capital et approuvé les statuts, le pacte d'actionnaires et les règlements intérieurs de la SPL OSER.

En qualité d'actionnaire, la Ville de Caluire et Cuire dispose d'un représentant au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL OSER, désigné par le Conseil Municipal.

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL OSER.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. PROTHERY est désigné, par 36 voix, représentant de la commune au sein des assemblées générales et de l'assemblée spéciale de la SPL d'efficacité énergétique OSER.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



36 - 180 - 21086 - 2021 - 105 - 000

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_085

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DU
GROUPEMENT D'INTÉRÊT
PUBLIC (GIP) OKANTIS

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAoui, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-216300340-20251006-2025-085-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

Par délibération n°2024_056 en date du 24 juin 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire au Groupement d'Intérêt Public (GIP) OKANTIS.

Le GIP OKANTIS est un acteur national du numérique qui a pour but de faciliter et d'accompagner l'innovation dans les systèmes d'information des établissements de santé ainsi que dans les collectivités territoriales. Dans

cet objectif, le GIP OKANTIS développe des services digitaux et apporte à ses membres des solutions innovantes. Il regroupe 350 adhérents, sur tout le territoire français.

La Ville a pu bénéficier des prestations proposées par le GIP OKANTIS notamment dans le cadre de l'offre relative au système d'archivage électronique (SAE) en lien avec le développement du i-parapheur.

En tant que membre du GIP OKANTIS, la Ville de Caluire et Cuire est représentée à l'assemblée générale par un représentant désigné par le Conseil Municipal, conformément à la convention constitutive du groupement.

Par délibération n°2024_056 en date du 24 juin 2024, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre M. TOLLET. Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant au sein de l'assemblée générale du GIP OKANTIS.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. PROTHERY est désigné, par 36 voix, représentant de la commune au sein de l'assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public OKANTIS.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le **09 OCT. 2025**

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_086

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DE LA COMMISSION
DES MARCHÉS DE
CALUIRE ET CUIRE

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception **09 OCT. 2025**

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

062:21630340-20251006-2025-086-3E

Rapport de : Isabelle MAINAND

Conformément au Règlement des marchés de Caluire et Cuire, fixé par arrêté municipal en date du 8 janvier 2024, la commission des marchés est une instance de dialogue et de concertation permanente entre la municipalité et les commerçants, artisans et producteurs des marchés communaux. Elle a un rôle consultatif.

La commission examine les sujets relevant du bon fonctionnement et de la bonne organisation des marchés. Elle est obligatoirement saisie pour avis concernant les questions relatives aux tarifs et à l'attribution d'emplacements, ainsi qu'en cas de création, transfert ou suppression de marché communal. Elle est consultée sur les modifications du règlement des marchés et en matière disciplinaire. Elle peut formuler des recommandations en vue d'une meilleure organisation et d'un meilleur fonctionnement des marchés.

La commission des marchés est composée du Maire, président, de représentants désignés parmi les professionnels présents régulièrement sur les marchés de la commune, de représentants syndicaux, du régisseur des marchés, d'un représentant du service développement économique de la Ville et de quatre conseillers municipaux désignés par le Conseil Municipal.

Par délibération n°2020_025 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné à ce titre Mme FRIOLL, M. TOLLET, Mme COTON et Mme CHANDIA.

Il convient donc pour le Conseil Municipal de désigner parmi ses membres un nouveau représentant.

Conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation par un vote à main levée et non à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. PROTHERY est désigné, par 36 voix, représentant du Conseil Municipal au sein de la Commission des marchés de Caluire et Cuire.

Il est rappelé que par délibération n°2020_025, Mme FRIOLL, Mme COTON et Mme CHANDIA y représentent également le Conseil Municipal.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_087

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN
REPRÉSENTANT DU
CONSEIL MUNICIPAL AU
SEIN DU CONSEIL DE
SURVEILLANCE DU
CENTRE HOSPITALIER DE
NEUVILLE ET FONTAINES
SUR SAÔNE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

069-21630310-20251006-2025-087 DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

L'article L.6141-1 du Code de la Santé Publique dispose que les collectivités territoriales participent à la gouvernance des établissements publics de santé et sont étroitement associées à la définition de leurs stratégies afin de garantir le meilleur accès aux soins et la prise en compte des problématiques de santé dans les politiques locales.

Le même article dote les établissements publics de santé d'un conseil de surveillance.

Les articles L.6143-1 et R.6143-3 du Code de la Santé Publique disposent que le conseil de surveillance se prononce sur la stratégie et exerce le contrôle permanent de la gestion de l'établissement public de santé en délibérant notamment sur le projet d'établissement, le compte financier et le plan pluriannuel d'investissement. Il donne son avis sur la politique d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins et de la gestion des risques ainsi que sur les conditions d'accueil et de prise en charge des usagers.

Est membre du conseil de surveillance, outre le maire de la commune siège de l'établissement, un représentant de la principale commune d'origine des patients en nombre d'entrées en hospitalisation, autre que celle du siège. C'est le cas de la commune de Caluire et Cuire vis-à-vis du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône.

Par délibération n°2020_036 en date du 9 juin 2020, le Conseil Municipal avait désigné Monsieur Nicolas JUNET pour représenter la Ville au sein du conseil de surveillance du Centre hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône.

Cependant, l'article R.6143-12 du Code de la Santé publique prévoit que la durée des fonctions de membre de conseil de surveillance est de cinq ans.

Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner à nouveau son représentant au sein de cette instance, étant entendu que, conformément au même article du Code de la Santé Publique, *"le mandat des membres désignés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales prend fin lors de chaque renouvellement de ces assemblées. Toutefois, ces membres continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée"*.

Conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de procéder à la désignation à main levée et non au scrutin secret.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE SE PRONONCER pour qu'il soit procédé à la désignation par un vote à main levée conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. JUNET est désigné, par 36 voix, représentant de la Ville de Caluire et Cuire au sein du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Neuville et Fontaines sur Saône.

36. 180 - 25080 - 2001208 - 018.02218 - 620

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_088

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

MISE À DISPOSITION DE
SALLES MUNICIPALES
POUR LES LISTES DE
CANDIDATS AUX
ÉLECTIONS MUNICIPALES
ET MÉTROPOLITAINES DE
MARS 2026

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme
HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M.
DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN,
M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE
CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme
VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M.
BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M.
GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M.
TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M.
FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

068-216900340-20251006-D2025-088-DE

Rapport de : Robert THEVENOT

L'article 27 du règlement intérieur du Conseil Municipal prévoit que les mises à disposition de salles aux candidats ou listes de candidats sont prévues dans des délibérations relatives à chaque scrutin.
Les élections des conseillers municipaux et des conseillers métropolitains auront lieu le dimanche 15 mars 2026 (premier tour) et le dimanche 22 mars 2026 (second tour).

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil Municipal de mettre en place le dispositif suivant, similaire à celui instauré en 2020, au bénéfice de chaque liste de candidats à l'élection municipale de Caluire et Cuire et de chaque liste de candidats à l'élection des conseillers métropolitains du Plateau Nord.

Ce dispositif respecte :

- l'égalité de traitement des listes de candidats,
- la nécessité de bonne administration des biens communaux et du bon fonctionnement des services publics et des associations,
- les règlements intérieurs des locaux concernés, notamment concernant l'accueil du public,
- le maintien de l'ordre public.

Pour chacune des salles suivantes, par dérogation à leurs règlements intérieurs, serait accordée une (1) mise à disposition gratuite, pour chaque liste de candidats aux élections municipales ou aux élections métropolitaines, régulièrement déposées en Préfecture. Si la même salle devait être réservée par une même liste une seconde fois, cette seconde réservation se ferait selon le droit commun et au tarif en vigueur.

Les salles concernées sont :

- la salle des fêtes
- la salle Lassagne au Vernay
- la salle du Centre Ferber à Cuire le Bas
- la salle familiale de la maison de quartier de Saint Clair
- la salle du Carré Montessuy

Soit, au total, la possibilité de cinq réunions gratuites par liste.

Les modalités pratiques seront les suivantes :

Les demandes de réservation feront l'objet d'un courrier adressé par mail au service Vie Associative, soit à l'adresse suivante : vie-associative@ville-caluire.fr.

La demande comprend :

- les coordonnées postales et téléphoniques du demandeur, mandataire de la liste de candidats déposée en Préfecture,
- son adresse électronique,
- le jour et la plage horaire de la réservation,
- la salle sollicitée,
- la signature du demandeur.

Les demandes feront l'objet d'un numéro d'enregistrement par ordre chronologique d'arrivée et seront instruites par le service Vie associative.

Sous 48 heures, un courrier électronique sera envoyé au demandeur par le service Vie Associative. Ce message accusera bonne réception de la demande et informera le demandeur de l'acceptation ou du refus de la réservation.

Si plusieurs demandes portaient sur la même salle et sur les mêmes horaires, priorité serait donnée à la demande ayant été enregistrée en premier.

Pour permettre un égal accès des listes de candidats aux salles, il ne sera pas possible de multiplier les demandes de réservation d'une seule et même salle dans la même semaine.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER les modalités ci-dessus exposées de mise à disposition de salles aux listes de candidats aux élections municipales et métropolitaines de mars 2026 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_089

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

MISE À DISPOSITION
PAYANTE DE CLICHÉS
PHOTOGRAPHIQUES
POUR LES LISTES DE
CANDIDATS AUX
ÉLECTIONS MUNICIPALES
ET MÉTROPOLITAINES DE
MARS 2026

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-216900340-20251006-22015-085-DE

Rapport de : Robert THEVENOT

Les élections des conseillers municipaux et des conseillers métropolitains auront lieu le dimanche 15 mars 2026 (premier tour) et le dimanche 22 mars 2026 (second tour).

Dans cette perspective, et dans le respect des dispositions de l'article L.52-8 du Code électoral interdisant à toute personne morale de droit public ou de droit privé d'apporter son concours à la campagne électorale d'un

candidat ; considérant qu'à partir du premier jour du sixième mois précédant le mois des élections, soit à partir du 1^{er} septembre 2025 pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les dispositions de cet article du Code électoral trouvent pleinement à s'appliquer sans aucune dérogation, il est proposé au Conseil Municipal de permettre la vente de clichés photographiques appartenant à la Ville aux listes de candidats aux élections municipales de Caluire et Cuire et aux listes de candidats aux élections métropolitaines du Plateau Nord.

Les photographies appartenant au fond numérique de la Ville peuvent faire l'objet de cession de droits dans les conditions suivantes :

- Elles doivent faire l'objet d'une juste évaluation de leur coût de reproduction et ne peuvent être cédées gratuitement, selon les dispositions prévues par l'article L311-9 du Code des relations entre le public et l'administration.
- Il ne s'agit que des photographies réalisées par des agents de la Ville dans le cadre de leurs fonctions de communication, pour lesquelles l'administration n'aura pas à requérir l'autorisation de l'auteur, les droits de propriété intellectuelle étant directement transférés (CADA, Conseil 20180226 Séance du 17/05/2018).
- Sont exclues de cette possibilité les photographies réalisées pour le compte de la Ville par un prestataire externe.

Afin de permettre aux listes de candidats aux élections municipales de Caluire et Cuire et aux listes de candidats aux élections métropolitaines du Plateau Nord de bénéficier de l'accès au fonds numérique photographique de la Ville dans les conditions précitées, il est proposé de fixer un tarif unique de 10 euros par cliché.

Les modalités d'obtention de ces clichés pourraient être les suivantes :

- Toute demande doit être adressée à l'attention de Monsieur le Maire en précisant les photographies souhaitées, les personnes pouvant y figurer et l'utilisation qui en sera faite.
- Il sera proposé au demandeur une sélection de photographies correspondant à sa demande qu'il voudra bien valider par la signature d'un bon de commande, confirmant les photographies retenues.
- Les photographies acquises pourront être utilisées sur tout support (réseaux sociaux, documents imprimés, presse...) avec la mention « fonds numérique d'images de la Ville de CALUIRE et CUIRE »
- L'utilisation devra se faire dans le strict respect de l'intégrité de la photographie originale (pas de coupe ni montage altérant l'intégrité de la photographie originale) et le demandeur s'engage à utiliser les photographies dans le cadre de l'utilisation déclarée.

L'encaissement de ce tarif se fera via l'émission d'un titre de recette.

Conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la délibération N°D2025-072 en date du 26 juillet 2025, le maire est chargé, par délégation du Conseil Municipal, de fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal. Il pourra donc, le cas échéant, être actualisé par arrêté.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

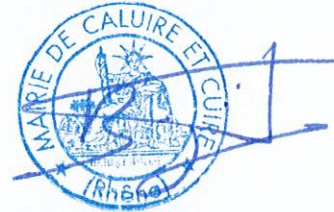
à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER la mise à disposition de photographies issues du fonds numérique d'images de la Ville selon les conditions et dans les modalités exposées ;
- DE FIXER à 10 euros par cliché le coût de cette mise à disposition.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_090

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONTRAT EAU ET CLIMAT
2025-2027 AVEC LA
MÉTROPOLE DE LYON ET
L'AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE
CORSE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEDEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

063-21630340-20251006-2025-090-DE

Rapport de : Chrystèle LINARES

Dans le cadre du label Territoire Engagé Transition Ecologique (TETE) et de sa politique climat-air-énergie, la Ville de Caluire et Cuire a inscrit sa volonté de lutter contre les îlots de chaleur sur le territoire, grâce à la végétalisation et la désimperméabilisation. Elle porte une attention particulière aux cours d'école, avec pour objectif de désimperméabiliser deux groupes scolaires d'ici 2026.

La Ville de Caluire et Cuire a déjà réalisé la désimperméabilisation des cours du groupe scolaire André Marie Ampère en 2023. Ce projet a permis de désimperméabiliser une surface de 1300m², soit 42 % de la surface totale de la cour de 3100 m². La Ville a par ailleurs bénéficié d'une subvention de 233 660 € de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse pour la réalisation de cette opération.

Aujourd'hui, la Ville réalise le projet de végétalisation, infiltration des eaux pluviales et désimperméabilisation des cours d'école Montessuy. C'est dans cette dynamique qu'elle a souhaité s'inscrire dans le contrat Eau et Climat 2025-2027, notamment concernant le volet « Ville Perméable ».

En effet, la Métropole de Lyon et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (AERMC) ont décidé de renouveler leur engagement réciproque en proposant un nouveau contrat Eau et Climat 2025-2027, construit autour de six enjeux :

- Préserver les milieux aquatiques et humides,
- Préserver la ressource en eau,
- Améliorer la performance des systèmes d'assainissement,
- Réduire les substances toxiques à la source,
- Poursuivre le déploiement de la Ville Perméable
- Poursuivre l'implication des Grand Lyonnais dans la politique publique de l'eau.

Pour la Ville de Caluire et Cuire, l'opération inscrite au contrat représente un budget prévisionnel de 177 500 euros HT avec une aide potentielle de 50 % l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, soit un montant de 88 750 euros.

Ainsi, la Ville s'engage à réaliser cette action conformément à l'année prévisionnelle de réalisation (2025). Elle s'engage également à faire connaître, sous une forme appropriée, que l'opération est aidée avec la participation financière de l'agence de l'eau.

La Métropole de Lyon s'engage à animer et coordonner les différentes parties prenantes du contrat pour mettre en œuvre les actions et la politique définies par l'instance de gouvernance.

La Métropole de Lyon s'engage à piloter, suivre, mettre en œuvre et évaluer les actions du contrat.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au présent contrat.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER la réalisation des différentes actions présentées au contrat tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat métropolitain eau et climat 2025-2027 avec tous les cocontractants ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches pour ce faire et à signer tous les documents utiles ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une ou plusieurs subventions d'équipement auprès de l'agence de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_091

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE
SERVITUDE APPLICABLE À
L'OUVRAGE DE
DISTRIBUTION PUBLIQUE
DE GAZ ENTRE GRDF ET
LA VILLE DE CALUIRE ET
CUIRE _ PARCELLES
AY0209 ET AY0395

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-21690340-2025006-2025-091-DE

Rapport de : Franck PROTHERY

La Ville de Caluire et Cuire a été sollicitée par la société GRDF, gestionnaire des réseaux de distribution de gaz dont les missions sont définies à l'article L432-8 du Code de l'Énergie, pour la constitution, à leur profit, d'une servitude de passage sur les parcelles AY0209 et AY0395, situées entre l'Avenue Alexander Fleming et l'Avenue Elie Vignal.

Cette servitude de passage doit être réalisée dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de protection cathodique contre la corrosion par GRDF, visant à assurer la pérennité du réseau de gaz en acier sur la commune de Caluire et Cuire.

Ce dispositif nécessite la création d'une tranchée d'une longueur de 100 mètres dans les espaces verts le long de l'avenue Alexander Fleming, entre le numéro 211 de la rue Benjamin Delessert et le croisement avec l'Avenue Elie Vignal.

Cette servitude réelle et perpétuelle implique un droit de passage perpétuel en tréfonds au profit de GRDF, pour tout ouvrage destiné à la distribution de gaz et pour tout ouvrage qui en seront l'accessoire (protections cathodiques, postes de détente, etc.) telle que définie dans la convention et ses annexes.

Ce droit de passage profitera également aux ayants-droit successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités.

La commune consent via cette convention :

- A ne procéder, sauf accord préalable de GRDF, à aucune modification de profil de terrain, de plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.
- A ne pas implanter d'ouvrage d'une profondeur supérieure à 1,50 mètres, sauf accord préalable de GRDF, dans un rayon de 30 mètres autour du déversoir de protection cathodique, aucun ouvrage et/ou construction pouvant faire obstacle à la diffusion du courant de protection.
- A autoriser les agents du bénéficiaire et ceux des entrepreneurs agissant pour son compte à pénétrer sur ladite parcelle et à y exécuter les travaux et l'exploitation nécessaires.

GRDF s'engage de son côté :

- A remettre en état les terrains et leurs équipements à la suite de leurs opérations de travaux et d'exploitation.

La servitude est consentie à titre gracieux.

Les frais dudit acte restent à la charge exclusive de GRDF.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitude de passage applicable à l'ouvrage de distribution publique de gaz sur les parcelles AY0209 et AY0395, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

2022-12-20 2022-12-20 2022-12-20 2022-12-20

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2023

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_092

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE
PARTENARIAT DANS LE
CADRE DE LA MISE EN
ŒUVRE DU PROGRAMME
CEE ACTEE+ / AAP CHÊNE
4

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAoui, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

065-216800340-20251006-D2025-092-DE

Rapport de : Chrystèle LINARES

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR) est porteuse du programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66. Ce programme apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-

économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipement de suivi de travaux de rénovation énergétique.

Le Programme ACTEE + vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

Dans ce cadre, la commune de Caluire et Cuire a vu sa candidature retenue le 6 décembre 2024 par le jury du programme ACTEE, dans le cadre de l'appel à projets CHÊNE 4. Cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'un accompagnement méthodologique ainsi que d'un soutien financier pour la mise en œuvre d'actions en faveur de l'efficacité énergétique, telles que présentées et validées dans sa candidature.

Les dépenses éligibles dans le cadre du programme ACTEE sont de différentes natures, en cohérence avec les objectifs de performance énergétique et les obligations fixées par le décret tertiaire. Elles comprennent notamment :

- Le financement d'un poste d'économe de flux,
- L'acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques,
- La réalisation d'études techniques,
- Les missions de maîtrise d'œuvre,
- Les prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et les actions de sensibilisation.

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale de réduction des consommations énergétiques et d'amélioration de la performance énergétique du patrimoine bâti communal.

Pour la commune Caluire et Cuire, les dépenses et aides prévisionnelles retenues dans la candidature sont les suivantes :

- Poste d'économe de flux (CDD de 18 mois)
 - Coût global : 90 000 €
 - Aide sollicitée : 58 500 €
- Acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques :
 - Coût global : 19 456 €
 - Aide sollicitée : 9 728 €

Le coût global du dossier s'élève à 109 456 € HT pour une aide totale sollicitée de 68 228 € HT.

À la suite de la sélection de la candidature de la commune de Caluire et Cuire par le jury, une convention de partenariat relative à la mise en œuvre du projet lauréat doit être conclue entre la FNCCR et la Ville.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 36 voix pour,

- D'APPROUVER la mise en œuvre du dossier de candidature retenu par le jury ACTEE pour l'AAP CHENE 4 ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention telle qu'annexée à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager les dépenses liées aux actions dans le cadre de la candidature à l'AAP CHENE 4 et retenue par le Jury ACTEE ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

7 conseillers municipaux s'abstiennent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



09 OCT. 2025

Publié le

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_093

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

SPL OSER - BILAN DES
ACTIONS MISES EN
ŒUVRE SUITE AUX
RECOMMANDATIONS DE
LA CHAMBRE RÉGIONALE
DES COMPTES

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le

09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-216200340-20251006-22025-053-DE

Rapport de : Robert THEVENOT

La Société Publique Locale d'Efficacité Énergétique, SPL OSER, dont la Ville de Caluire et Cuire détient une participation dans le capital social, a connu un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur les exercices 2016 et suivants. Il en est rendu compte au Conseil Municipal en application de l'article L.243-9-1 du Code des juridictions financières.

Dans son rapport d'observations définitives, la Chambre Régionale des Comptes avait notamment fait mention d'une recommandation et de quelques observations.

Le rapport d'observations définitives daté du 24 avril 2024 mentionnait « *qu'en application de l'article L.243-9-1 du code des juridictions financières, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, vous devrez présenter à ce conseil un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la chambre. Ce rapport sera communiqué à la chambre régionale des comptes, accompagné de toutes les justifications qui vous paraîtront utiles.*

Le rapport sur les actions entreprises sera communiqué par vos soins à l'organe exécutif de toute collectivité territoriale ou de tout groupement qui détient une participation dans le capital de la société pour être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son assemblée délibérante dont la délibération sera également communiquée à la chambre régionale des comptes. »

Le présent rapport sur les actions entreprises figurant en annexe a fait l'objet d'une présentation le 10 juin 2025 au Conseil d'Administration de la SPL OSER.

Il est désormais porté à la connaissance de la CRC et de l'ensemble des assemblées délibérantes auxquelles il est demandé de prendre acte du rapport, la SPL OSER devant ensuite transmettre l'ensemble des délibérations à la connaissance de la CRC.

Pour rappel les recommandations de la Chambre Régionales des Comptes (CRC) et les actions mises en œuvre par la SPL OSER :

1. Recommandation de la CRC sur la mise en œuvre du contrôle analogue

La CRC recommande de « Solliciter l'avis du comité des engagements et des investissements pour tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel ».

Action entreprise :

Un point spécifique de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 9 juillet 2024 a été présenté par le Président de la SPL OSER et le Directeur Général portant sur la seule recommandation de la CRC « Solliciter l'avis du comité des engagements et des investissements pour tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel ».

Le conseil d'administration, après avoir entendu cet exposé, a décidé « à l'unanimité de suivre la recommandation de la Chambre Régionale des Comptes et de modifier le règlement intérieur pour imposer l'avis du CEI sur tout projet de rénovation énergétique, quel que soit son portage contractuel. »

2. Impact de la réduction de capital sur la répartition des administrateurs

La CRC indiquait que « la réduction de capital envisagée doit être perçue comme une opportunité permettant un rééquilibrage de la gouvernance, par l'entrée de nouveaux administrateurs représentant les petites collectivités »

Action entreprise :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 mars 2024 a permis au Conseil d'Administration de réduire le capital de 4 950 000 €, pour le ramener de 11 105 050 € à 6 155 050 €, par rachat de 495 000 actions de 10 € nominal chacune, jouissance courante lors du rachat en vue de procéder à leur annulation.

L'Assemblée Générale a délégué au Conseil d'Administration son pouvoir et sa compétence à l'effet de procéder à ce rachat et à l'annulation correspondante, en une seule fois et dans un délai de six mois. L'Assemblée Spéciale du 30 août 2024 a modifié son règlement intérieur afin de créer 3 nouveaux postes de Vice-Présidents la représentant au Conseil d'Administration, et a ainsi désigné :

- Victoria MARI, Présidente de l'Assemblée spéciale (Ville de Grigny)
- Antoine COLLIAT, 1er Vice-Président (Ville de Villeurbanne)
- Pascal BOUDIER, 2ème Vice-Président (Ville d'Eybens)
- Christian DORANGE, 3ème Vice-Président (Ville de Roanne)
- Côme TOLLET, 4ème Vice-Président (Ville de Caluire-et-Cuire)

Ainsi, les collectivités actionnaires qui ne détiennent pas suffisamment d'actions pour être représentées directement au Conseil d'Administration sont désormais représentées par 5 administrateurs sur un total de 12 administrateurs ce qui permet de renforcer le poids de l'Assemblée spéciale et le contrôle analogue.

3. Faible participation au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires

La CRC relève que « Le fonctionnement de l'assemblée spéciale n'appelle pas de remarque particulière de la chambre. En revanche, si la participation des collectivités aux travaux de l'assemblée spéciale est globalement stable sur la période de contrôle, elle demeure faible, se situant aux alentours des 40% en moyenne. La chambre suggère que « Cette absence d'implication pourrait être liée à l'absence de projet de rénovation énergétique à court terme ».

Action entreprise :

La SPL OSER s'est rapprochée de plusieurs actionnaires qui n'envisagent pas de projet de rénovation énergétique à court terme.

Le conseil d'administration du 2 avril 2025 prévoit dans son ordre du jour l'ouverture d'une réduction de capital pour les collectivités suivantes qui ont décidé de sortir du capital de la société :

- Ville de Megève
- SIEL 42

Cela permettra à terme de renforcer le taux de présence à l'assemblée spéciale.

Par ailleurs la direction de la SPL OSER se mobilise pour inciter les actionnaires à participer aux réunions de l'assemblée spéciale.

4. Rémunérations des salariés

La CRC rappelle « que la rémunération fait partie des éléments essentiels du contrat de travail, dont la modification est soumise à l'accord du salarié. La chambre invite la SPL OSER à formaliser les augmentations de rémunération de base accordées aux personnels, dans une perspective tant de traçabilité que de bonne gestion de l'entreprise »

Action entreprise :

Bien que l'évolution des rémunérations fasse l'objet d'un suivi précis et exhaustif année par année, et salarié par salarié, les augmentations sont désormais formalisées par courrier électronique à chaque salarié.

5. Communication financière

La chambre « invite la SPL à publier ces rapports sur son site internet, afin de faire davantage connaître l'activité de l'entreprise auprès des élus et du grand public.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, la société indique qu'elle envisage dorénavant une telle publication ».

Action entreprise :

Les rapports des mandataires 2022 et 2023 sont publiés sur le site internet de la SPL OSER.

Ceci étant exposé, vu l'article L.243-9-1 du Code des juridictions financières ;

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE PRENDRE ACTE de la communication du rapport des actions entreprises à la suite des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne-Rhône-Alpes portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SPL OSER pour les exercices 2016 et suivants ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_094

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

RAPPORT DES
MANDATAIRES DE LA
SOCIÉTÉ PUBLIQUE
LOCALE D'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE (SPL
OSER) _ EXERCICE 2024

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAoui, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHÉRY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

025-216900340-2025006-2025-034-DE

Rapport de : Robert THEVENOT

Par délibération n°2021_105 en date du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a accepté la prise de participation de la Ville de CALUIRE et CUIRE dans le capital de la Société Publique Locale d'efficacité énergétique – SPL OSER à hauteur de 44 000 €.

Le Conseil Municipal désigne également un représentant au sein du conseil d'administration de la SPL.

La Société, spécialisée en matière de rénovation énergétique des bâtiments, a pour objet, sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d'accompagner ses actionnaires dans la mise en œuvre de leur stratégie et de leurs projets de rénovation énergétique, sur leur propre patrimoine ou dans le cadre d'une politique dédiée. L'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration (...) ». Ce rapport porte notamment sur « les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées (...) ». Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci en assure la communication immédiate aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres, en vue du débat mentionné au présent alinéa. »

Le rapport des mandataires de la SPL OSER détaillant les éléments significatifs pour l'exercice 2024 est transmis au Conseil Municipal.

Il révèle que l'exercice 2024 se traduit pour la SPL d'efficacité énergétique par :

- Un chiffre d'affaires de 2 262 742 € contre 1 995 369 € en 2023 : l'augmentation est due à la forte croissance que connaît la société.
- Un bénéfice net de 250 068 € contre 177 182 € pour l'exercice précédent.

Sur le plan opérationnel, l'activité se poursuit en mandat de maîtrise d'ouvrage sur une durée longue, couramment plus de dix ans avec la phase exploitation maintenance. L'activité s'est déroulée sur une majorité de mandats signés dans les années précédentes mais aussi sur la phase de lancement de 3 nouveaux mandats signés en 2024 (6 avaient été signés en 2022 et 6 en 2023). Les collectivités concernées par ces nouveaux mandats sont la Ville d'Annecy, de Grigny-sur-Rhône et le Département du Puy-de-Dôme.

L'activité pour les phases opérationnelles (Phase 2 contractualisation des marchés et Phase 3 Conception-réalisation) constitue, comme chaque année, la majorité des moyens mis en œuvre par la société, et des honoraires, avec :

- Une hausse d'activité sur la phase conception réalisation, notamment du fait des nombreux mandats signés ces trois dernières années.
- La réception des travaux de plusieurs opérations en 2024 : groupe scolaire Jarrin et les écoles maternelle et élémentaire de Brou pour la Ville de Bourg-en-Bresse ; groupe scolaire les Gémeaux pour la Ville de Lyon ; l'école élémentaire du Val des Roses à Albertville ; le Gymnase Léon Jouhaux à Grenoble ; l'école élémentaire Pasteur à Grigny ; la 4^{ème} et dernière phase de travaux sur le groupe scolaire Simone Signoret à Saint-Priest.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- DE PRENDRE ACTE du rapport des mandataires de la SPL d'Efficacité Energétique (SPL OSER) de l'exercice 2024 tel qu'annexé à la présente délibération ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_095

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OPÉRATION DE
LOGEMENT SOCIAL PAR
LYON MÉTROPOLE
HABITAT 2-4 RUE
MONTESSUY -
PARTICIPATION
FINANCIÈRE DE LA
COMMUNE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le

09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

069-216500340 - 20251006 - 22025-095 - DE

Rapport de : Patrick CIAPPARA

Lyon Métropole Habitat (LMH) est le premier Office Public de l'Habitat de la Métropole avec plus de 33 521 logements sociaux. Sur Caluire et Cuire, LMH compte, au dernier inventaire SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), 1 627 logements situés majoritairement dans les quartiers de Montessuy, Saint Clair et Cuire le Bas.

Le bailleur s'est porté acquéreur en vente en l'État Futur d'Achèvement de 19 logements dans un programme immobilier réalisé par COGEDIM au 2/4 rue Montessuy. Ces biens sont répartis en 12 PLUS - Prêt Locatif à Usage Social (4 T2, 6 T3, 2 T4) et 7 PLAI - Prêt Locatif Aidé d'Intégration (1 T2, 4 T3, 2 T4) pour une surface utile de 1 304,53 m².

Pour permettre l'équilibre financier du projet, le bailleur sollicite de la Ville une participation financière globale de 45 658 € pour les PLAI et PLUS.

Ces montants sont calculés sur la base de 35 €/m² de surface utile.

Le montant de la subvention pourra venir en déduction, le cas échéant, du prélèvement prévu par l'article L.302-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER le principe de la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire à l'opération de logement social réalisée par Lyon Métropole Habitat au 2 et 4 rue de Montessuy (12 P.L.U.S. et 7 P.L.A.i) ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière telle qu'annexée à la présente délibération ;

- DE DIRE que la dépense de 45 658 € sera imputée au compte 204182 - AP06 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_096

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

GARANTIE FINANCIÈRE
D'EMPRUNTS ACCORDÉES
À LA FONCIÈRE D'HABITAT
ET HUMANISME AUPRÈS
DE LA CAISSE DES
DÉPÔTS ET
CONSIGNATIONS (CDC) _
ACQUISITION-
AMÉLIORATION D'UN
LOGEMENT SITUÉ AU 61
RUE PIERRE BRUNIER

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-216300340-20251006- 32025 - 086 - 35

Rapport de : Patrick CIAPPARA

La Foncière d'Habitat et Humanisme sollicite la garantie financière partielle (15%) nécessaire au financement d'une opération d'acquisition-amélioration d'un logement situé au 61 rue Pierre Brunier, à Caluire et Cuire. Le

Conseil Municipal, par délibération n°2025_055 en date du 23 juin 2025 a voté une participation financière de 2433 euros pour cette même opération.

Pour assurer le financement de l'opération, la Foncière d'Habitat et Humanisme doit contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt constitué d'une ligne de prêt aux caractéristiques financières suivantes :

1- L'assemblée délibérante de la Ville de Caluire et Cuire accorde sa garantie à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 12 878,00 € souscrit par l'emprunteur, la Foncière d'Habitat et Humanisme, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 173 689 constitué d'une ligne de prêt.
Le montant total garanti par la Ville s'élève à 1 931,70 € augmenté de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est annexé et fait partie intégrante de la présente délibération.

2- La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Il est rappelé que la Métropole de Lyon intervient à hauteur de 85 % dans cette garantie.

3- Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

4- En contrepartie des garanties accordées, la Ville de Caluire et Cuire bénéficie d'un droit de réservation de 3 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation, ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie, sont définis dans la convention de garantie établie entre la Ville de Caluire et Cuire et la Foncière d'Habitat et Humanisme.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n° 173689 en annexe, signé entre la Foncière d'Habitat et Humanisme, ci-après emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'ACCORDER la garantie financière de la commune à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 12 878,00 € souscrit par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°173689, constitué d'une ligne de prêt, tel qu'annexé à la présente délibération.
La garantie de la commune est accordée à hauteur de 1 931,70 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer la convention à intervenir avec la Foncière d'Habitat et Humanisme pour la garantie des paiements en capital et intérêts des emprunts susvisés ;

- DE PRENDRE ACTE que sont annexés à la présente délibération :

- une lettre de demande,
- le contrat de prêt n°173689,
- un projet de convention.

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le **09 OCT. 2025**

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_097

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI D'UNE
SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE À
L'UNION COMMERCIALE
DE CALUIRE BOURG _
PARTICIPATION DE LA
VILLE À L'ORGANISATION
DE LA BRADERIE

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

069-216200340-20250006-D2025-097-DE

Rapport de : Sonia FRIOLL

La braderie du centre-ville de Caluire et Cuire est un événement organisé par l'Union des Commerçants de Caluire Bourg (UCCB) depuis plusieurs années.

Il s'agit d'une manifestation attendue par les Caluirards et importante pour les acteurs économiques, car bien au-delà des revenus financiers qu'elle peut générer, elle est une animation festive qui participe à l'attractivité du centre-ville.

La braderie s'est déroulée le 28 septembre 2025.

La tenue de cette braderie génère des recettes pour la Ville, à savoir les droits de place versés par les participants. Or, l'organisation de cet événement est géré, dans l'ensemble, par l'association.

Aussi, afin de permettre à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg de poursuivre son activité de dynamisation du centre-ville;

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle égale au produit de la commercialisation des droits de place de la manifestation, soit un montant de 1 730 euros, à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg ;

- DE DIRE que les crédits nécessaires seront pris sur les crédits mis en réserve au budget primitif 2025 et la dépense comptabilisée sur la nature 65748 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE

LE MAIRE

Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

30. SEP. 2025 - 2025108 - 050000000 - 000

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_098

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION
TERRITORIALE GLOBALE
DES SERVICES AUX
FAMILLES ENTRE LA VILLE
DE CALUIRE ET CUIRE ET
LA CAISSE
D'ALLOCATIONS
FAMILIALES DU RHÔNE -
AVENANTS 2025-2026

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

067:81690340-2025006-2025-098-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

La Convention Territoriale Globale (CTG) est la convention de partenariat signée pour 5 ans (2021 à 2025) entre la Ville de Caluire et Cuire et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Rhône pour renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions et services aux familles sur la commune.

La CTG est l'opportunité de :

- évaluer les besoins sociaux du territoire grâce à un diagnostic partagé ;
- établir un plan d'actions prioritaires pour maintenir, consolider et développer de nouvelles initiatives répondant aux besoins non couverts ;
- mettre en place une démarche continue d'évaluation et d'ajustement des actions ;
- copiloter avec la CAF du Rhône le projet stratégique du territoire en faveur des familles ;
- bénéficier d'un soutien financier important.

La Ville de Caluire et Cuire a contractualisé avec la CAF sur les thématiques suivantes :

- 6 thématiques spécifiques : la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale et l'accompagnement social ;
- le handicap et l'inclusion sont abordés dans différents projets de façon transversale.

A travers la CTG, la CAF contribue au financement annuel :

- des équipements de service aux familles (crèches, relais petite enfance, accueils de loisirs, ludothèque) à hauteur de 2 582 690,24 € en 2024 ;
- de postes de coopérateurs municipaux, soit 3,3 ETP (Equivalent Temps Plein) à hauteur de 75 300,84 € en 2024 (et 95 000 € estimés pour les années suivantes).

En complément de la CTG, une convention d'objectifs et de financement est signée entre la CAF et la Ville pour chaque équipement et démarche soutenus financièrement, soit 14 conventions spécifiques (1 pour le pilotage, 1 pour Caluire Juniors périscolaire, 1 pour Caluire Juniors extrascolaire, 1 pour Caluire Jeunes, 1 pour la ludothèque, 1 pour le relais petite enfance et 1 pour chacun des 8 établissements d'accueil du jeunes enfants).

La CAF a proposé à plusieurs communes du département la prolongation d'une année de leur CTG afin de faciliter le travail partenarial et de favoriser une dynamique locale complémentaire.

La Ville de Caluire et Cuire peut ainsi bénéficier, par voie d'avenants, d'une prolongation de la CTG sur l'année 2026. Cette prolongation d'une année supplémentaire permettra de travailler en collaboration avec les nombreux partenaires du territoire afin de réaliser le bilan de cette convention de partenariat avec la CAF du Rhône et de poser les bases d'un nouveau document structurant.

Dans un souci de cohérence, il a été demandé de prolonger également le Projet Éducatif De Territoire (PEDT). Un avenant au PEDT a été signé pour la période du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant à la Convention Territoriale Globale de Services aux Familles proposé par la CAF du Rhône pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer pour chaque équipement municipal concerné les différents avenants aux conventions d'objectifs et de financement CAF ainsi que les conventions spécifiques concernant la ludothèque et le pilotage du projet de territoire, pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026, tels qu'annexés à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout éventuel avenant ultérieur ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_099

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI DE SUBVENTIONS
AUX ASSOCIATIONS
INTERVENANT SUR LES
TEMPS PÉRISCOLAIRES –
ANNÉE SCOLAIRE
2025/2026

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAoui, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

055-21630310-20251006-D2025-099-D2

Rapport de : Viviane WEBANCK

Par délibération n°2018_057 en date du 26 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé les termes de la convention type fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires. A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.

Chaque année scolaire, plusieurs associations s'engagent dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires de la ville. Principalement sur le temps de pause méridienne, les associations proposent aux enfants des activités de qualité dans les domaines sportifs ou culturels. Les animations collectives proposées sont encadrées par des intervenants spécialisés dans leur domaine d'activité et sont adaptées à l'âge des enfants. Elles sont complémentaires aux activités proposées par les personnels municipaux et permettent aux enfants de Caluire et Cuire de découvrir de nouvelles activités.

Pour permettre à ces associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, et conformément à l'article 6 de la convention fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires, la Ville leur octroie une subvention.

Pour l'année scolaire 2025/2026, il est proposé d'attribuer les subventions selon les modalités suivantes :

Association	Montant de subvention au titre de l'année scolaire 2025/2026
Association Sportive de Caluire section athlétisme	5 120 euros
AMC2	30 000 euros
FCL arts martiaux	7 200 euros
Jeanne d'Arc de Caluire	4 950 euros
Roule qui peut	3 500 euros
Caluire Rugby League	1 200 euros
Caluire Football Féminin	1 500 euros
Le Gai savoir	1 560 euros
Total	55 030 euros

Le versement de la subvention sera établi chaque fin de trimestre scolaire, soit fin décembre 2025, fin avril 2026, et fin juin 2026.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'OCTROYER les subventions exceptionnelles suivantes aux associations intervenant dans le cadre des temps périscolaires durant l'année scolaire 2025/2026 :

- Association Sportive de Caluire section athlétisme : 5 120 euros
- AMC2 : 30 000 euros
- FCL arts martiaux : 7 200 euros
- Jeanne d'Arc de Caluire : 4 950 euros
- Caluire Football Féminin : 1 500 euros
- Roule qui peut : 3 500 euros
- Caluire Rugby League : 1 200 euros
- Le Gai savoir : 1 560 euros

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte fonction 213 nature 65748 du budget des années concernées ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_100

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

PROJETS D'ACTIONS
PÉDAGOGIQUES DES
ÉCOLES PUBLIQUES –
ANNÉE SCOLAIRE –
2025/2026

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

003-216500340-20251006-2025-100-35

Rapport de : Viviane WEBANCK

A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.

Dans ce cadre, la Ville intervient auprès des enfants de façon diversifiée pour les accompagner dans leur parcours éducatif et ainsi les aider à devenir de futurs citoyens. Les classes transplantées, la Médiathèque

Bernard Pivot, l'engagement dans le Passeport du Civisme ou encore l'intervention d'associations caluirardes sur les temps périscolaires représentent autant d'opportunités pour les enfants d'être sensibilisés et de se familiariser avec les thématiques de l'engagement citoyen, favorisant le vivre ensemble.

En cohérence avec le PEDT, et en réponse à un appel à projets lancé en fin d'année scolaire 2024/2025, les enseignants des écoles primaires publiques volontaires ont pu élaborer des projets d'actions pédagogiques qui se déploieront tout au long de la nouvelle année scolaire.

Pour cette année 2025/2026, la Ville souhaite poursuivre son soutien aux actions favorisant l'éducation à la citoyenneté et au développement durable, mais aussi les actions favorisant le renforcement des savoirs fondamentaux nécessaires à la réussite et à l'épanouissement des enfants.

Une enveloppe globale de 8 000 € est dédiée au soutien financier des projets dont la portée éducative et pédagogique est validée par l'Inspection Académique de l'Education Nationale. Certains projets peuvent aussi être accompagnés dans leur mise en œuvre grâce à l'expertise et à la mobilisation de personnel municipal, le cas échéant.

La répartition de l'enveloppe financière dédiée à ces projets, ainsi que les autres moyens humains et matériels mis à disposition sont détaillés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'ATTRIBUER les subventions aux projets d'actions pédagogiques 2025/2026 des écoles publiques caluirardes pour un montant total de 8 000 euros, selon le tableau annexé à la présente délibération ;
- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au budget de l'exercice 2025 sur le compte fonction 213, nature 65748 ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 09 OCT. 2025
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

PROJETS D'ACTIONS PÉDAGOGIQUES

ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026

ÉCOLES	ASSOCIATION BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION	ACTIONS	SUBVENTIONS PROPOSÉES	AUTRES MOYENS ALLOUÉS
B. Albrecht Élémentaire	OCCE coopérative scolaire élémentaire Berthie Albrecht	Faire vivre la citoyenneté à l'école	200,00 €	
		Les contes autour du Monde	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
B. Albrecht Maternelle	OCCE coopérative scolaire maternelle Berthie Albrecht	Langage oral	100,00 €	
		Pratique sportive et valeurs citoyennes	100,00 €	Intervention des services restauration municipale
A.M. Ampère	OCCE coopérative scolaire André-Marie Ampère	Projet avec IME		Intervention animatrice poterie
		Lexique en maternelle	100,00 €	
		Projet d'éducation à l'alimentation et au goût		Intervention du service de restauration municipale
		Faire école dehors	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
		Projet USEP	400,00 €	
E. Herriot	Association sportive scolaire Edouard Herriot	Passeport du civisme	900,00 €	Interventions des différents services de la Ville
		Des poules à l'école	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
J. Jaurès Élémentaire	Association sportive école primaire Jean Jaurès	Le jardin pédagogique	300,00 €	
		Du « Journal de JeanJAu » à la web radio	400,00 €	
		Les incontournables du parcours culturel	300,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
J. Jaurès Maternelle	OCCE Jean Jaurès	Embellir et dynamiser notre environnement	400,00 €	
J. Verne Maternelle	OCCE coopérative scolaire maternelle Jules Verne	Ecole du dehors et écocitoyenneté	150,00 €	
		Projet intergénérationnel – S'enrichir auprès de l'autre	200,00 €	
J. Verne Élémentaire	Association sportive scolaire Jules Verne	Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
Montessuy Élémentaire	Association sou de l'école élémentaire Montessuy	Faire l'école dehors	500,00 €	Intervention du service Parcs et Jardins
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
Montessuy Maternelle	OCCE du Rhône COOP 181701 École maternelle Montessuy	Agir pour sa santé	200,00 €	Intervention du service de restauration municipale
		BCD et citoyenneté	200,00 €	
P. Bert Élémentaire	Association sportive scolaire Paul Bert	Sensibilisation aux usages du numérique	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
P. Bert Maternelle	Ecole primaire Paul Bert COOP OCCE	Poterie		Intervention de l'animatrice poterie
		Danse africaine et chorale	200,00 €	
P.M. Curie Élémentaire	Association sportive et culturelle Pierre et Marie Curie	Prix UNICEF Littérature Jeunesse 2026	300,00 €	
		Pratiquer l'école dehors	150,00 €	
P.M Curie Maternelle	OCCE coopérative scolaire Maternelle Pierre et Marie Curie	Petits et grands explorateurs	300,00 €	
		Jardin bucolique		
		Théâtre d'émotions		Mise à disposition de la salle Bellevue du Radiant
J. Moulin	Ecole Primaire Jean Moulin Coop OCCE	Jardinage et classe dehors	100,00 €	Intervention du service Parcs et Jardins
		Passeport du civisme	900,00 €	Intervention des différents services de la Ville
		Rencontres sportives et associatives USEP	400,00 €	
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
V. Basch	Association sportive et scolaire Victor Basch	Passeport du civisme – Visite de l'Assemblée Nationale	400,00 €	Interventions des différents services de la Ville
		Projet Musique		Intervention de l'enseignante musicale
TOTAL			8 000,00 €	

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_101

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI D'UNE
SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE À
L'AMC2 - PROJET "JARDIN
MUSICAL"

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUNET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception 09 OCT. 2025

Reçu le

Identifiant de l'Acte :

025:216900340-20251006-2025-101-DE

Rapport de : Isabelle MAINAND

L'Association Musicale de Caluire et Cuire (AMC2) œuvre pour le développement des pratiques musicales amateurs.

Pensé pour les tout-petits de 1 à 3 ans, le Jardin Musical est une première immersion sensorielle et joyeuse dans l'univers de la musique. Animé par une enseignante spécialisée en petite enfance, l'atelier propose des comptines, jeux de doigts et manipulations d'instruments (petites percussions). À travers ces moments de partage, l'enfant développe ainsi sa curiosité, ses sens, sa motricité, son écoute et sa créativité, dans un cadre bienveillant, ludique et collectif.

Pour la première fois, l'AMC2 organisera des ateliers d'éveil musical à destination de quatre crèches (Tom Pouce, Petits Mousses, Mosaïque et Galets du Rhône) et deux relais petite enfance (RPE de Montessuy et RPE de la MDP) de Caluire et Cuire, de septembre 2025 à juin 2026.

Pour accompagner l'AMC2 dans ce projet pédagogique à destination de la petite enfance et valoriser les efforts fournis par l'association à destination de ce public, il est proposé de lui attribuer une subvention exceptionnelle de 3 150 euros.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 3 150 € à l'Association Musicale de Caluire et Cuire (AMC2) pour l'organisation du projet Jardin Musical ;

- DE DIRE que les crédits afférents à la dépense seront imputés au compte fonction 311 nature 65748 du budget 2025 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_102

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI D'UNE
SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE À
L'ASSOCIATION SPORTIVE
LYON CALUIRE HANDBALL

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. TAKI (par proc. à M. THEVENOT), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

063-216300340-20251006-D2025-102-DE

Rapport de : Damien COUTURIER

Construit en 1968, le gymnase LACHAISE est un des sites sportifs majeurs de Caluire et Cuire. Géographiquement, il bénéficie d'une place centrale et avec près de mille places assises, il accueille toutes les rencontres de prestige ainsi que les grandes manifestations sportives.

Son plancher était d'origine et a fait l'objet de réparations partielles. Cependant, depuis quelques temps, il présentait des points de faiblesse qui étaient susceptibles de le rendre dangereux et de compromettre les différentes homologations sportives. La Ville a donc décidé de le remplacer, les travaux ayant été finalisés dans le courant de l'été 2025.

Pour éviter toute dégradation prématurée du plancher due à l'utilisation de la résine par les handballeurs, un protocole spécifique de nettoyage a été mis en place avec l'Association Sportive Lyon Caluire Handball (ASLC Handball), club utilisateur.

L'usage de la résine sera limité aux seules équipes évoluant au niveau national dans le gymnase LACHAISE, seul équipement habilité à accueillir des rencontres de ce niveau pour cette discipline.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire de renouveler intégralement les ballons utilisés jusqu'à présent par les plus de 500 licenciés que compte cette association, ce qui représente un budget de près de 6 000 €.

Afin de soutenir financièrement l'ASLC Handball dans le cadre de l'acquisition de ce matériel, il est proposé de lui attribuer une subvention exceptionnelle de 5 000 €.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'Association Sportive Lyon Caluire Handball ;
- DE DIRE que les crédits afférents seront imputés au compte nature 65748 fonction 3272 du budget de l'année concernée ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE
DE
CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025
Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_103

Président : M. Bastien JOINT
Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

AVENANT À LA
CONVENTION DE DON
ENTRE LA VILLE DE
CALUIRE ET CUIRE ET
L'ASSOCIATION FCL
HOCKEY

Etaient présents :
M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET
M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

025-216500340-20251006-2025-103-DE

Rapport de : Damien COUTURIER

Par délibération n°2023_151 en date du 18 décembre 2023, la Ville de Caluire et Cuire a accepté un don de l'association FCL Hockey affecté au financement du gazon synthétique du stade de hockey, sis 9 rue François Peissel.

Dans cette perspective, Monsieur le Maire a été autorisé à signer une convention de don.

Cette convention prévoyait une participation de 40 % du coût des travaux TTC par l'association soit 152 000 euros, sur un montant prévisionnel de 380 000 euros TTC pour cette opération.

Au final, les travaux ont coûté 452 298 euros TTC en dépenses pour la Ville de Caluire et Cuire. Mais pour cette opération, la Ville, propriétaire de ces installations et maître d'ouvrage de ces travaux, a finalement bénéficié d'un soutien de la Métropole de Lyon, à hauteur de 164 577 euros et de la Région Auvergne-Rhône Alpes pour 80 000 euros.

Aucun financement n'était acquis lors de la convention de don avec le FCL hockey.

La prise en compte de ces financements ainsi que le montant de fonds de compensation de TVA que la Ville recevra au titre de ces travaux (61 829 euros) conduisent à proposer de revoir la convention initiale et de diminuer le don de l'association FCL Hockey.

Au final, en limitant la participation de l'association FCL hockey au premier versement de 51 000 euros déjà effectué, la part du club pour ces travaux est ramenée à 11 % tandis que celle de la Ville sur ces mêmes travaux TTC est ramenée à 35 %.

Initialement la répartition prévoyait 60 % à la charge de la Ville et 40 % à la charge du FCL Hockey.

Un avenant à la convention de don, en son article 2, traduit cette nouvelle disposition et fixe ce don à hauteur de 51 000 euros pour cette opération.

Cet avenant est annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de l'avenant à la convention de don entre la Ville de Caluire et Cuire et le FCL Hockey relatif aux travaux de changement du gazon synthétique du stade de Hockey sis 9 rue François Peissel, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit avenant ;
- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



09 OCT. 2025

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



Publié le 09 OCT. 2025

COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_104

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

EXERCICE 2025 -
ADMISSIONS EN NON
VALEUR ET CRÉANCES
ÉTEINTES

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOU, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le09.OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

069-216500340-20251006-2025-104-DE

Rapport de : Franck PROTHERY

Chaque année, la Ville de Caluire et Cuire enregistre plus de 4 M€ de recettes au chapitre 70 « Produits des services et du domaine ». Parmi ces recettes, certaines créances s'avèrent irrécouvrables : elles correspondent à des titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public et la Direction Générale des Finances Publiques en charge du recouvrement.

L'irrecouvrabilité de ces créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non valeur, soit définitive dans le cas des créances éteintes.

- **L'admission en non valeur**, aussi appelée créances irrécouvrables, ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non valeur, qui doit être prononcée par l'assemblée délibérante, ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par le Conseil Municipal n'éteint donc pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

Par avis du 19 juin 2025, Madame la chef du service de gestion comptable Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer les produits se rapportant à des titres émis entre 2020 et 2024 pour un montant de 13 054,39 €, les diligences effectuées pour obtenir le paiement n'ayant pu aboutir favorablement jusque-là. Les titres correspondant sont énumérés dans le tableau ci-annexé.

- **Les créances éteintes** : cette notion de créance éteinte naît du besoin de traiter budgétairement et comptablement des recettes dont l'apurement ne relève pas des cas prévus pour la réduction ou l'annulation de titres de recettes ou encore pour l'admission en non valeur d'une créance.

La créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son irrécouvrabilité définitive (ex. surendettement de particuliers, liquidation judiciaire d'entreprises...). Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public de l'État. Une créance éteinte constitue donc une charge définitive pour la collectivité créancière.

Par avis du 19 juin 2025, Madame la chef du service de gestion comptable de Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer des produits se rapportant à des titres émis entre 2019 et 2024, pour un montant de 64 627,17 €.

Au regard des crédits ouverts et disponibles au budget 2025 au titre des créances irrécouvrables, admises en non valeur et éteintes, des provisions pour créances éteintes constituées et des situations dont elles résultent (liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, décisions de justice, surendettement...), il est proposé de prendre en compte la totalité des produits non recouverts, dont les titres correspondants sont énumérés dans les tableaux annexés à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en non valeur les titres indiqués dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 13 054,39 € ;

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en créances éteintes les titres listés dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 64 627,17 € ;

- DE DIRE que les dépenses résultant de l'admission en non valeur des titres émis de 2020 à 2024 et de l'admission en créances éteintes des titres émis de 2019 à 2024 seront respectivement mandatées aux articles 6541 et 6542 du budget 2025 ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU LUNDI 6 OCTOBRE 2025



COMMUNE

DE

CALUIRE & CUIRE

Publié le 09 OCT. 2025

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 30 septembre 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2025_105

Président : M. Bastien JOINT

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

RECRUTEMENT D'UN
DOCTORANT DANS LE
CADRE D'UNE
CONVENTION
INDUSTRIELLE DE
FORMATION PAR LA
RECHERCHE - CIFRE

Etaient présents :

M. JOINT, Mme MAINAND, M. THEVENOT, Mme WEBANCK, M. COUTURIER, Mme HAMZAOUI, Mme FRIOLL, M. CIAPPARA, Mme GOYER, M. MICHON, Mme LINARES, M. DIALLO, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. GUERIN, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme VERNAY, M. TROTIGNON, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, M. BUATHIER, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. DUVAREILLE, Mme DU GARDIN, M. GAYET

M. JOUBERT (par proc. à Mme MAINAND), Mme CRESPIY (par proc. à M. MICHON), M. BALANCHE (par proc. à M. COUTURIER), M. FAIVRE (par proc. à Mme LE CARPENTIER), M. GUEDJ (par proc. à M. GILLARD)

Etai(en)t absent(s) :

PREFECTURE

Accusé de réception

Reçu le 09 OCT. 2025

Identifiant de l'Acte :

003-216900340-20251006-D2025-105-DE

Rapport de : Bastien JOINT

Le dispositif CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche), créé et financé par le ministère chargé de la recherche, a pour objet de favoriser les échanges entre les laboratoires de recherche publique et les milieux socio-économiques et de contribuer à l'emploi des docteurs dans les entreprises et les administrations publiques. Il concourt au processus d'innovation des entreprises et des administrations publiques françaises.

Il a pour objectif de placer les étudiants doctorants, diplômé du grade master, dans les conditions d'emploi et de concourir au développement de collaboration de recherche entre les entreprises ou collectivités territoriales et établissements et les laboratoires.

La convention CIFRE est destinée à des chercheurs en début de carrière qui s'engagent à préparer et soutenir une thèse en vue d'obtenir un doctorat.

Ce dispositif de convention industrielle de formation pour la recherche (CIFRE) est créé et géré par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) pour le compte du ministère de l'Éducation Nationale.

La CIFRE associe trois partenaires : une collectivité territoriale ou un établissement d'accueil, un doctorant et un laboratoire de recherche qui assure l'encadrement de la thèse.

La collectivité territoriale ou l'établissement recrute le doctorant sous la forme d'un contrat de travail à durée déterminée d'une durée de trois ans (articles D.1242-3 et D.1242-6 du Code du travail). Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail. La collectivité doit confier au doctorant des travaux de recherche objet de sa thèse.

Elle doit lui verser un salaire brut minimum annuel de 27 600 €. En compensation, elle reçoit de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT), une subvention annuelle de 14 000 € pendant 3 ans. Dans ce cadre, une convention est signée pour une période de trois ans entre la collectivité territoriale et l'ANRT.

De plus, la Ville devra participer aux frais de laboratoire du doctorant à hauteur de 15 000 € maximum sur 3 années.

En parallèle, le travail de l'étudiant est réalisé en collaboration directe avec une équipe de recherche. De ce fait, un contrat de collaboration doit être signé entre la collectivité territoriale et le laboratoire d'accueil qui encadre les travaux du salarié doctorant. Ce contrat garantit notamment les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus par le doctorant.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 43 voix pour,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention CIFRE, avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie, l'ANRT ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat de collaboration de recherche, avec le laboratoire associé, chargé de la recherche, en l'occurrence, le Centre de Recherches Juridiques de Grenoble ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, conclu avec le doctorant ;

- DE PERCEVOIR la subvention annuelle de 14.000 € correspondante de la part de l'ANRT ;

- D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget principal;

- DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Bastien JOINT



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
LE MAIRE
Bastien JOINT

09 OCT. 2025



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.
